

LE DEVOIR : Idées : Hausse des droits de scolarité - Une véritable barrière, par Louis Dumont - Professeur de pharmacologie à l'Université de Montréal, directeur du projet SEUR et président du Syndicat général des professeurs de l'UdeM – Édition du mardi 09 mars 2010.....2

LE DEVOIR : Idées : Des universités de qualité pour l'avenir du Québec, par Luc Vinet - Recteur de l'Université de Montréal - Édition du mardi 9 mars 20102

LA PRESSE : Forum : Droits de scolarité: un écart intolérable, par Robert Lacroix, professeur émérite à l'Université de Montréal et Fellow CIRANO – Vendredi 05 mars 2010.....3

LE DEVOIR : Libre opinion - La politique et l'action, par Rita Dionne-Marsolais - Économiste et ex-ministre (notamment du Revenu et de l'Industrie et du Commerce), sous les gouvernements Parizeau, Landry et Bouchard – Édition du Lundi 1ermars 20103

LE DEVOIR : COMMENTAIRES : Libre opinion - La politique et l'action, par Rita Dionne-Marsolais - Économiste et ex-ministre (notamment du Revenu et de l'Industrie et du Commerce), sous les gouvernements Parizeau, Landry et Bouchard – Édition du Lundi 1ermars 2010.....3

LE DEVOIR : Éditorial : Droits de scolarité - Place au débat!, par Marie-Andrée Chouinard – Édition du Samedi 27 et Dimanche 28 février 20104

LE DEVOIR : Pacte pour le financement concurrentiel des universités - Qui devrait en faire les frais?: Différents moyens s'offrent à l'État pour renflouer les coffres – Édition du samedi 27 et dimanche 28 février 2010.....4

LE DEVOIR : Entrevue avec Monique Jérôme-Forget - On doit aller plus loin, soutient l'ex-ministre – Édition du samedi 27 et dimanche 28 février 2010.....5

LE DEVOIR : Libre opinion - Petits rappels aux riches de ce monde, par Mélissa Pilon - Étudiante en design graphique à l'Université du Québec à Montréal - Jeudi 25 février 2010.....5

LE DEVOIR : Lettres - Quel gel des frais de scolarité ?, par Youri Cormier - Neuville, le 23 février 2010 - Jeudi 25 février 2010.....6

LE SOLEIL : LETTRES : Mon reçu avec ça? – La gratuité scolaire - Et les entreprises? - Faire payer les jeunes - Jeudi 25 février 20106

LA PRESSE : Chronique : Universités: pour l'équité, par Yves Boisvert – Jeudi 25 février 20106

LE DEVOIR : Sous-financement des universités - Aux étudiants de renflouer les coffres, dit Lucien Bouchard : L'ancien premier ministre et plusieurs personnalités publiques proposent le déplafonnement des droits de scolarité – Édition du mercredi 24 février 20107

LE SOLEIL : Éditorial : Un pacte pour la révolution, par Brigitte Breton – Mercredi 24 février 2010.....7

LE SOLEIL : «Le Québec a mal à ses universités» - Mercredi 24 février 2010.....8

LE SOLEIL : D'ex-leaders étudiants font volte-face – Mercredi 24 février 20108

LA PRESSE : Chronique : Le club des ex, par Michèle Ouimet, La Presse – Mercredi 24 février 20108

LA PRESSE : «Le Québec a mal à ses universités» - Mercredi 24 février 20109

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Lucien Bouchard prône un dégel – Mercredi 24 février 2010.....9

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : « Ce qu'ils en pensent... » - Mercredi 24 février 201010

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : LES RECTEURS SALUENT LA SORTIE DES SIGNATAIRES DU PACTE – Mercredi 24 février 201010

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Augmentation limitée jusqu'en 2012 – Mercredi 24 février 201010

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Pas la voie à suivre, selon le PQ – Mercredi 24 février 2010.....11

MÉTRO : 1ère page : Financement des universités: Le dégel des droits de scolarité sur la table – Mercredi 24 février 201011

MÉTRO : Pacte pour les universités: Les associations étudiantes s'insurgent – Mercredi 24 février 201011

24HEURES : Financement des universités : Des personnalités tirent la sonnette d'alarme – Mercredi 24 février 2010.....11

24 HEURES : Vox Pop : Êtes-vous d'accord avec Lucien Bouchard, qui veut déplafonner les frais de scolarité au Québec? – Mercredi 24 février 201012

THE GAZETTE: Curing the tuition fee malady, by PEGGY CURRAN, on the high cost of higher education – Wednesday, February 24, 201012

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Financement des universités : Pour le dégel des droits de scolarité - Mise à jour le mercredi 24 février 2010 à 4 h 22.....13

RUEFRONTENAC.COM : Des personnalités font un blitz en faveur du dégel des droits de scolarité - Mise à jour le Mardi, 23 février 2010 19:47.....14

Commentaires (20).....15

LE DEVOIR.COM : Des personnalités plaident pour une hausse des frais de scolarité à l'université – Mardi 23 février 2010 – 15h21.....16

JOURNALEDMONTREAL.CANOE.CA : Un groupe propose la fin du gel des droits de scolarité – Mardi 23 février 201017

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Financement des universités - Solution : « Déplafonnement des droits de scolarité » - Mise à jour le mardi 23 février 2010 à 12 h 0017

CYBERPRESSE : Lucien Bouchard réclame un dégel des droits de scolarité – Mardi 23 février 2010, Mis à jour à 16.....17

Vos réactions dans LE DEVOIR, Mercredi 24 février 201018

Vos réactions sur RADIO-CANADA, Mardi 23 et Mercredi 24 février 2010.....24

LE DEVOIR : Idées : Hausse des droits de scolarité - Une véritable barrière, par Louis Dumont - Professeur de pharmacologie à l'Université de Montréal, directeur du projet SEUR et président du Syndicat général des professeurs de l'UdeM – Édition du mardi 09 mars 2010

Nouveau soubresaut dans le débat sur le dégel des droits de scolarité au Québec. Les universités crient famine, le gouvernement Charest est aux prises avec un déficit record et les transferts fédéraux demeurent un mirage. Alors que faire? D'éminents économistes, entourés d'un petit groupe de convaincus, proposent d'appliquer tout bonnement la politique de l'utilisateur-payeur aux étudiants universitaires sans se soucier de mesurer les capacités financières de ces utilisateurs et les impacts sur leur cursus universitaire.

À notre avis, toute hausse aura comme effet pervers de faire croître le temps dévolu au travail rémunéré au détriment de celui qui doit être consacré aux études: les étudiants travailleront davantage, ils mettront plus de temps à terminer leur scolarité, quand ils n'abandonneront pas carrément leur formation. La résultante souvent occultée pour la société québécoise: des coûts supplémentaires excessifs pour les formations universitaires. Ces économistes ont-ils évalué ces coûts cachés?

Mais une autre question, celle-là complètement évacuée du débat, mérite notre attention. Qu'en pensent les jeunes qui fréquentent actuellement le secondaire et qui seront demain les étudiants inscrits dans les programmes universitaires? Quel impact l'annonce d'une hausse significative des droits de scolarité a-t-elle sur leur projection dans l'avenir? [...]

Une enquête

Nous avons mené très récemment une enquête par voie électronique auprès d'une centaine

d'élèves du secondaire (4e secondaire en majorité) qui ont interagi avec les différents volets du projet SEUR (Sensibilisation aux études universitaires et à la recherche; www.seur.umontreal.qc.ca). Ce projet de l'Université de Montréal vise à favoriser la persévérance scolaire et l'intérêt pour les sciences et les technologies chez ces élèves en les invitant à participer à des stages, des parrainages, des séjours d'immersion sur le campus et des visites en entreprises.

Rappelons au départ que ces jeunes, après avoir participé aux activités offertes par le projet SEUR, indiquent dans une proportion de plus de 95 % qu'ils envisagent de fréquenter l'université et que leur choix de carrière est mieux défini.

Interrogés récemment sur leur intention de fréquenter l'université si des hausses significatives des droits de scolarité étaient mises en application, ils sont nombreux à hésiter: en fait, de plus de 95 % qu'ils étaient au départ, ils ne sont plus que 48 % à considérer l'université comme l'option d'avenir. L'impact négatif d'une hausse des droits de scolarité chez ces jeunes est palpable, il y a là un signal qui nous invite à réfléchir. Un constat s'impose: le financement des universités ne peut trouver sa solution dans l'aggravation d'un problème de taille pour la société québécoise, la persévérance scolaire.

Des idées de financement

Il n'y a pas de solution miracle à l'amélioration de la situation financière de nos institutions universitaires. Plusieurs stratégies pourraient être mises en avant.

D'abord, il est impératif de procéder à un examen critique de l'utilisation des fonds publics par les administrations universitaires. Il suffit de rappeler les récents scandales liés aux rémunérations excessives de certaines directions d'universités, les projets immobiliers irréalistes qui ont toujours cours, notamment à l'Université de Montréal, l'essaimage de campus régionaux qui amène les institutions à se phagocytter les unes les autres.

Deuxièmement, pourquoi ne pas déplacer le problème du financement de l'entrée à l'université vers la sortie, en mettant à contribution les employeurs de diplômés universitaires (remboursement de l'équivalent des droits de scolarité du diplômé avec un allègement fiscal selon les disciplines et les besoins de main-d'oeuvre). Des expériences-pilotes pourraient être menées dans quelques institutions avant d'élargir une telle politique à l'ensemble des universités du Québec.

Troisièmement, le gouvernement du Québec pourrait s'inspirer du «Grand Emprunt» que le gouvernement français veut contracter (35 milliards d'euros dont la moitié sera consacrée aux universités et à la recherche) et appuyer un plan d'emprunts pour les universités québécoises.

Enfin, il faut avant toute chose mesurer les impacts de toute hausse des droits de scolarité sur la volonté et l'intérêt des jeunes à fréquenter l'université. C'est là une question que nous ne pouvons nous payer le luxe d'ignorer.

LE DEVOIR : Idées : Des universités de qualité pour l'avenir du Québec, par Luc Vinet - Recteur de l'Université de Montréal - Édition du mardi 9 mars 2010

L'un des principaux constats de la Révolution tranquille se révèle aujourd'hui avec encore plus de force: l'avenir du Québec passe par l'éducation. Avec le besoin d'une main-d'œuvre bien formée, face à de sérieuses contraintes économiques et devant des enjeux mondiaux majeurs et une relance à soutenir, l'éducation et l'innovation scientifique et sociale sont les clés de notre futur. Célébrons alors le chemin parcouru en éducation au Québec au cours des cinquante dernières années et saluons les mérites des universités québécoises.

Face à l'avenir et au rôle déterminant que les universités devront continuer de jouer, il est pertinent de cibler nos principaux défis, de poser un regard critique et d'agir.

La question de la persévérance au secondaire et au cégep est un enjeu bien défini. La diplomation est, il me semble, l'autre grand défi. Rappelons qu'en Ontario, 20,5 % de la population est titulaire d'un baccalauréat ou d'un diplôme universitaire supérieur; au Québec, ce n'est le cas que de 16,5 % de la population. Rappelons aussi que, proportionnellement au nombre d'habitants, nous avons 50 % de moins de détenteurs de maîtrise et 30 % de moins de doctorats au Québec qu'aux États-Unis.

Accessibilité

Ces objectifs n'ont de sens qu'en assurant indissociablement accessibilité et qualité. Nos universités sont publiques: elles doivent demeurer ouvertes à tous, peu importe le milieu d'origine.

D'autre part, nos étudiants exigent avec raison une formation rigoureuse et pertinente.

Sans tout restreindre à des questions financières, dans un contexte de concurrence nord-américaine et internationale, la capacité de l'université à répondre à de telles attentes est largement tributaire des ressources qui lui sont allouées. Or, comme on sait, c'est le problème fondamental des universités du Québec. Relativement au reste du Canada, nos universités ont moins de revenus — quelque 500 millions de dollars de moins chaque année pour l'ensemble du réseau. Sous les pressions de la quête essentielle d'excellence et de la concurrence, nos universités sont depuis plusieurs années conduites à faire des déficits, qu'ils soient en matière de ressources professorales ou autres ou qu'ils s'expriment dans les états financiers.

Parallèlement, le gouvernement du Québec, qui doit envisager dans le présent contexte des restrictions importantes, est celui des gouvernements provinciaux qui investit le plus dans ses universités proportionnellement à son PIB.

Il faut faire face à ces deux derniers constats sans faux-fuyants, en évitant la tentation de chercher des boucs émissaires. Il importe de pallier sans attendre ce sous-financement. Par ailleurs, d'aucuns s'inquiètent aussi de la gestion optimale des fonds des universités. Convenons à cet égard de cadres de financement qui favorisent l'émulation, l'initiative et l'imputabilité.

Guérir nos universités

Il faut se rejouir que de plus en plus de nouvelles voix s'élèvent dans la société québécoise pour affirmer l'importance prioritaire de l'éducation. La rencontre économique du premier ministre tenue à Lévis en janvier dernier s'est avérée un événement marquant. Tout récemment, un groupe de seize personnes incluant Lucien Bouchard et d'anciens ministres, recteurs et leaders étudiants se sont donné la peine de proposer un pacte visant à «guérir» le financement de nos universités. Je veux remercier toutes ces personnes de leur contribution importante au développement éclairé d'une nouvelle politique publique sur le financement des universités.

L'éducation universitaire est à la fois un bien public et un bien privé. La société en général, comme l'individu qui la reçoit, en bénéficie. Devant l'implacable constat du sous-financement relatif des universités québécoises et de l'état précaire des finances publiques, force est de convenir de l'occasion de revoir l'équilibre entre la contribution de l'État et celle des étudiants aux coûts de la formation universitaire.

Dans le présent contexte, une hausse des droits de scolarité pour rejoindre ceux de nos premiers concurrents nous semble nécessaire et appropriée. Une telle mesure doit cependant s'appuyer rigoureusement sur certains principes: le maintien au niveau actuel du financement public en termes réels; le maintien et l'amélioration de l'accessibilité par une bonification du programme d'aide financière; et un cadre prévisible et respectueux des engagements antérieurs.



Il me semble pertinent de faire la remarque suivante: en recommandant de convenir d'une hausse des droits de scolarité, plusieurs personnes dont je suis proposent aussi d'instaurer un mécanisme qui permette de reporter le remboursement des prêts étudiants associés à ces droits par le biais de l'impôt et de manière

proportionnelle aux revenus gagnés par les étudiants une fois le diplôme obtenu. Ce mécanisme, implanté en Australie par exemple, pourrait aller jusqu'à inclure un seuil en deçà duquel le diplômé pourrait être soulagé de ses obligations de remboursement.

Le moment me semble venu de convenir, entre toutes les parties prenantes (gouvernement, étudiants et universités), de la mise en place d'un tel pacte pour le financement dans le prochain budget. Portons d'abord notre attention sur les éléments-clés. Soutenons notre avenir et les générations montantes. Agissons.

LA PRESSE : Forum : Droits de scolarité: un écart intolérable, par Robert Lacroix, professeur émérite à l'Université de Montréal et Fellow CIRANO – Vendredi 05 mars 2010

Le sous-financement chronique des universités québécoises depuis plus de 15 ans n'est plus tolérable. Nous nous berçons d'illusions en pensant, année après année, que nous pourrions maintenir la qualité relative de nos institutions alors que les revenus qu'elles retirent pour financer leurs dépenses de fonctionnement sont maintenant inférieurs de quelque 3000\$ par étudiant à temps complet à ceux des universités du reste du Canada.

Mais d'où provient cet écart persistant et croissant? Pour répondre à cette question, nous avons comparé sur une période de huit ans, à savoir de 2000-2001 à 2007-2008 (dernière année pour laquelle nous avons des données comparables), la situation du Québec à celle du reste du Canada.

Nous pouvons regrouper en trois sources les revenus permettant de financer les dépenses de fonctionnement des universités: les subventions des gouvernements provinciaux; la contribution des étudiants sous forme de droits de scolarité et de frais afférents; les autres revenus incluant ceux des fondations. Au cours de ces huit an-

nées, les universités québécoises ont reçu en moyenne et annuellement 2483\$ de moins par étudiant à temps complet que leurs concurrentes et partenaires du reste du Canada. Cet écart négatif est non seulement persistant tout au long de cette période, mais croissant aussi puisqu'il a atteint les 3000\$ en 2007-2008.

Cela veut dire qu'en moyenne au cours de ces huit années, les universités québécoises avaient chaque année 452 millions de dollars de moins que les institutions du reste du Canada pour tenter d'aussi bien former la relève scientifique et professionnelle du Québec. Cet écart approche maintenant les 600 millions.

D'où provient cet écart? Pour le savoir, il suffit d'examiner chacune des trois sources de revenus énumérées précédemment.

Les subventions des gouvernements provinciaux ont été systématiquement plus élevées au Québec que dans le reste du Canada. En moyenne au cours de la période couverte, la subvention gouvernementale québécoise par étudiant à temps complet a dépassé celle des autres provinces de 1304\$. Cela veut dire qu'en moyenne

sur cette période, le gouvernement du Québec versait à ses universités chaque année, toute proportion gardée, 250 millions de plus que les gouvernements des autres provinces.

La situation est bien différente pour la contribution des étudiants sous forme de droits de scolarité ou de frais afférents. Au cours de la même période, chaque étudiant québécois à temps complet versait, chaque année, 3350\$ de moins que ses collègues du reste du Canada. Pour les universités québécoises, il s'est donc agi d'un manque à gagner annuel de 620 millions.

Pour ce qui est des autres sources de revenus, le manque à gagner s'élève à quelque 80 millions par année. Au fur et à mesure que se développe la philanthropie au Québec et que la valorisation de la recherche universitaire augmentera, cet écart devrait graduellement disparaître.

Deux conclusions nous semblent s'imposer. Nous ne devons plus tolérer le sous-financement de nos universités et il importe de rouvrir maintenant le dossier des droits de scolarité.

LE DEVOIR : Libre opinion - La politique et l'action, par Rita Dionne-Marsolais - Économiste et ex-ministre (notamment du Revenu et de l'Industrie et du Commerce), sous les gouvernements Parizeau, Landry et Bouchard – Édition du Lundi 1ermars 2010

Je suis renversée de lire, comme on l'a vu avec la publication du Pacte sur le financement des universités, qu'un ancien premier ministre ou une ancienne ministre des Finances n'avaient pas la liberté d'agir alors qu'ils étaient au gouvernement. Peut-être que cela est vrai pour un ministre des Finances encore que... Mais cela n'est certainement pas vrai pour un premier ministre. En politique québécoise, c'est le premier ministre qui détient l'autorité suprême. Quand il veut quelque chose, les ministres doivent le lui donner et, si cela ne convient pas, alors ils démissionnent ou ils sont renvoyés à leur poste de député.

Cela étant dit, il y a des tensions sociales qui peuvent découler de certaines décisions, mais quand il y a cohésion au sein de l'équipe gouvernementale, on peut gérer cette tension. Il le faut. C'est la responsabilité du gouvernement de s'assurer d'un climat social saint autant que d'un climat économique constructif. Et c'est au premier ministre que revient la responsabilité de la cohésion de son équipe.

Chaque ministre doit exercer son autorité dans l'intérêt de toute la société québécoise et non

des intérêts de sa circonscription. Il est vrai qu'il faut parfois négocier et faire des compromis, mais certainement pas au détriment de ses convictions profondes. Quand la pression devient trop forte ou intolérable, alors on quitte son poste. Certains choisissent de démissionner. Je ne partage pas cette façon de faire. Comme élu, il y a une responsabilité et un devoir envers les concitoyens de terminer un mandat. Au moment de la prochaine élection, ils auront le loisir de se représenter ou non.

La politique doit servir l'intérêt commun, et non pas l'intérêt particulier. À suivre ce qui s'est passé cette semaine au sujet des droits de scolarité, on est en droit de s'interroger sur l'intérêt commun. Je me rappelle très bien l'étude «universitaire» qui annonçait le surplus d'infirmières à prévoir dans les années 2000... Elle était apparemment bien documentée!

Peut-être qu'une vision et une réflexion prospectives sur l'université québécoise de demain et sa responsabilité comme sa gestion pourraient éclairer davantage le débat que la solution unique et de panique proposée, à savoir hausser les droits des étudiants. J'aurais de la difficulté à

expliquer à «nos enfants» pourquoi «nous» avons eu la chance de bénéficier des largesses de l'État afin de poursuivre nos études supérieures alors que nous le leur refusons.

Les fonds sont toujours limités face à des besoins illimités. C'est la base de la théorie économique, mais ce qui est aussi à la base de cette même théorie, c'est qu'il faut contrôler son budget, autant ses rentrées de fonds que ses dépenses.

Il reste une chose importante à faire, dans le même esprit et la même urgence, il me semble, c'est de contrôler autant nos dépenses que nos revenus, et cela veut dire garder au Québec tous les impôts des Québécois. Personne en affaires n'a jamais réussi sans contrôler ses revenus et ses dépenses. Ensuite, il faut contrôler toutes les lois qui s'appliquent sur notre territoire et les faire respecter.

Toutes les analyses économiques faites sur le Québec démontrent l'incapacité financière du gouvernement à faire face aux défis du XXI^e siècle. Il est temps d'être plus pragmatique que démagogique. Le monde change et le Québec doit changer aussi, que cela nous plaise ou non.

LE DEVOIR : COMMENTAIRES : Libre opinion - La politique et l'action, par Rita Dionne-Marsolais - Économiste et ex-ministre (notamment du Revenu et de l'Industrie et du Commerce), sous les gouvernements Parizeau, Landry et Bouchard – Édition du Lundi 1ermars 2010

☐ Andre Vallee - lundi 1 mars 2010 07h56
Très bien, madame.

Merci et félicitations pour ce texte. Au moins, vous ne mettez pas tout le blâme sur le Parti Québécois et sur Pauline. Ça fait quand même presque 10 ans que nous avons un gouvernement fédéraliste et ils n'ont absolument rien fait pour régler les problèmes soulevés par notre Lucien national. La souveraineté, et de fait, la prise en charge de nos moyens et de nos priorités est peut-être l'unique solution.

☐ michel lebel - lundi 1 mars 2010 07h58

L'art du possible

Plus d'uns ont déjà dit que la politique est l'art du possible. Et ce possible est plus ou moins grand, c'est selon.

☐ Ernest Boudreau - mardi 2 mars 2010 18h21
Bravo madame!

Merci pour cette prise de position si "lucide" et si courageuse. Il est grand temps que les chefs de file indépendistes comme vous reprennent le bâton du pélerin et remettent les pendules à l'heure. J'aime bien Lucien Bouchard, mais j'ai toujours trouvé que son discours ressemble trop

au refrain du Conseil du Patronat et des chambres de commerce. À mon avis, ceux-ci, depuis la crise économique provoquée par eux et leurs semblables, ont perdu toute crédibilité et n'ont plus droit au chapitre. M. Bouchard, depuis son déficit zéro désastreux, effectué malgré l'avis contraire de M. Parizeau qui soutenait que les finances du Québec n'étaient pas assez fortes pour subir de telles coupures, lui non plus n'a pas de conseils à donner à personne dans le domaine économique.



Espérons que , comme vous et M. Landry, M. Parizeau nous fera le plaisir de répondre à ces prophètes de malheur pour qui depuis toujours les finances désastreuses du Québec vont attirer les créanciers de Wall Street à nos portes.

□ Donald Bordereau, mardi 2 mars 2010 22h20 Pragmatique

Le sur-financement de la filière anglophone au Québec est en partie lié à l'importante présence d'étudiants canadiens non-résidents. Selon le chercheur Jean-Pierre Corbeil de Statistiques Canada, le sur-financement du système universitaire anglophone au Québec est lié à la domination historique des anglophones montréalais au Québec. Cette « tendance lourde » est encore présente aujourd'hui.

Car cette présence en territoire Québécois d'un important réseau universitaire de langue anglaise conduit à un curieux phénomène : un grand nombre d'étudiants canadiens non-résidents viennent étudier dans les universités anglo-québécoises et bénéficient de places d'études largement financées par le Québec. S'il faut mentionner que les étudiants non-résidents s'acquittent de frais de scolarité supérieurs à ceux en vigueur pour les résidents, ils sont tout de même subventionnés à la hauteur d'environ 8000 dollars par étudiant par année. Vu le nombre de 25000 d'étudiants en question, les coûts structurels de 200 millions de dollars/ ans sont importants pour l'état québécois. Les étudiants de pays étrangers sont près de 5000 à

fréquenter nos universités. Il en coûte environ 5000 dollars selon le statut de l'étudiant. Ces étudiants étrangers coûtent 25 millions par année. Ils ont droit automatiquement à une bourse de plus de 4000 dollars. De plus, il faut souvent des mises à niveau des nouveaux étudiants pour une facture supplémentaire estimée à 20 millions par année.

Notons que la majorité de ces étudiants quittent le Québec une fois leurs études complétées. Ces étudiants emportent avec eux leurs connaissances génératrices de richesse. Cela veut dire qu'il y a près de 2 milliards de dollars par année de retombées économiques qui n'avaient pas lieu au Québec mais ailleurs au Canada.

Le Québec et surtout les universités anglo-québécoises supportent un fardeau fiscal très lourd afin de contribuer généreusement aux 25000 étudiants canadiens qui viennent étudiés au Québec. L'Ontario fournit 12000 des étudiants qui profite à rabais de coût minime pour compléter leurs études au Québec. Chaque année le Québec dépense pour tous les non-résidents une somme de 245 millions de dollars. Donc depuis 10 ans, les Québécois ont payé pour plus 2.25 milliards pour les étudiants étrangers qui bénéficient de ces fonds publics.

Le sur-financement du système universitaire anglophone, en accordant un poids effectif à la communauté anglophone proche de 25 % au Québec (et de 50 % à Montréal où se concentre l'immigration), est-il partiellement responsable

du fait que la communauté anglophone jouit d'un pouvoir sur la langue de travail et les taux de transferts linguistiques largement supérieur à sa taille réelle?

On peut conclure qu'en l'absence des étudiants canadiens non-résidents, la taille et donc le coût des universités anglophones seraient bien moindres. L'argent ainsi économisé pourrait être utilement mis en œuvre pour combler le sous-financement des universités et éviter une augmentation des frais de scolarité, si sous-financement il y a réellement.

Les lucides (Intelligentsia) québécoise ne parle pas de ce sur-financement des universités anglophones. Il n'est pas politiquement correct de discuter de ces sujets chauds sur la place publique. En termes clairs, le Québec finance, sans aucune contrepartie, une part disproportionnée du système d'éducation post secondaire destiné à la communauté de langue anglaise du Canada. Qui aura le courage de demandé le plein déboursé des frais d'études selon les exemptions pour tous les étudiants étrangers.

Trudeau avait raison en disant des québécois << Le Québec ne sera jamais, indépendant, les Québécois sont idiots >>

<http://www.mef.qc.ca/docs/heure.htm>

http://www.ambamaroc.ca/Nouveau/Etudier_au_Canada/

http://www.mef.qc.ca/financement_universites_non_d

LE DEVOIR : Éditorial : Droits de scolarité - Place au débat!, par Marie-Andrée Chouinard – Édition du Samedi 27 et Dimanche 28 février 2010

Le Québec peut-il rêver d'un débat non partisan, éclairé et, surtout, utile sur la question du financement des universités? Le Pacte pour le financement concurrentiel de nos universités, dévoilé cette semaine par des acteurs inquiets de l'avenir économique des établissements d'enseignement supérieur, a le mérite de poser cette question. Il est impératif que le gouvernement y réponde. Jusqu'à maintenant, les tentatives d'organiser un forum public sur le dégel des droits de scolarité ont été vaines. Le dernier effort sérieux remonte à 2004, alors que l'ex-ministre de l'Éducation Pierre Reid avait vu défiler partisans et détracteurs en deux camps polarisés et rébarbatifs aux concessions. Résultat? La Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités n'avait rien donné. Pas plus d'ailleurs que le rapport Gervais sur l'accès à l'éducation, lequel, en 2005, n'a dégagé aucun consensus sur la délicate question des droits de scolarité, finissant par appeler un «débat public».

Au Québec, le débat sur les droits est gangrené. Il gît, intouchable, au sanctuaire des tabous. Sempiternel otage des campagnes électorales, le sujet doit être discuté hors des cercles partisans, c'est-à-dire maintenant. Il doit être abordé avec

courage, audace, mais franchise aussi. Ce sont les intérêts d'une collectivité qui sont en jeu, mais les discussions -- on l'a vu cette semaine encore avec la publication du pacte -- renvoient trop souvent à des tractations particulières.

Ce pacte ne propose somme toute rien de renversant, rien d'inédit à tout le moins. Les protagonistes étaient connus, leurs positions aussi. Quelques anciens représentants de fédérations étudiantes ont provoqué une certaine surprise en osant changer de camp. Passer de la défense absolue du gel des droits au plaidoyer pour une hausse de 2000 \$ à 30 000 \$ par année, selon le domaine d'études, a de quoi étonner, il faut le dire. Le contexte a toutefois changé, et le maintien d'un gel (non indexé) ne tient plus la route. Toutefois, entre l'immobilisme sur la question du gel et la démesure contenue dans le pacte, il doit exister un juste milieu. Les auteurs du pacte évoquent un «seuil d'alerte» tant les ressources des universités ont chuté en 15 ans. Mais le front des universités, qui longtemps, et même de concert avec les associations étudiantes, a imploré l'État de refinancer l'enseignement supérieur à un niveau digne de l'importance qu'il y accorde, ce front est-il démantelé? Ou a-t-il simplement changé d'interlocuteur?

L'Ontario, souvent cité en exemple par les adeptes de la hausse des droits tous azimuts, a offert un vibrant plaidoyer en promettant, au milieu des années 2000, huit milliards en cinq ans pour l'enseignement supérieur. Le Québec, rappelle-t-on dans le pacte, a offert 240 millions en trois ans, en 2007, mais le sous-financement est établi maintenant à 500 millions. L'État québécois s'esquiverait-il?

Les étudiants devront sans nul doute contribuer davantage au financement des universités, mais il faut se méfier de l'ouverture démesurée des vannes. L'«utilisateur-payeur» n'a pas à faire les frais d'un désengagement de l'État. Certains des signataires du pacte ont en quelque sorte renoncé à exiger davantage du Québec. En janvier dernier, au terme d'une rencontre économique convoquée à Lévis par le premier ministre Jean Charest, une des conclusions soulignait pourtant l'importance cruciale du savoir pour assurer la prospérité collective.

Que ce pacte, qui contient de bonnes idées mais aussi le germe inquiétant de la démesure et la glorification de la solution unique, serve à tout le moins à amorcer un débat. Le temps est propice. D'ici 2012, aucune fanfare électorale ne devrait couvrir les discussions.

LE DEVOIR : Pacte pour le financement concurrentiel des universités - Qui devrait en faire les frais?: Différents moyens s'offrent à l'État pour renflouer les coffres – Édition du samedi 27 et dimanche 28 février 2010

Lisa-Marie Gervais

En 2009-10, le Québec est la province qui impose les droits de scolarité les moins élevés pour les étudiants du premier cycle, avec une moyenne de 2272 \$, contre 4917 \$ en moyenne au Canada.

Point d'unanimité, certes, mais un débat. Fortement critiquée par les milieux étudiants, les enseignants et les syndicats, la proposition lancée cette semaine par Lucien Bouchard et ses acolytes aura eu le mérite de rouvrir le débat sur le financement des universités. Le Pacte sur le financement concurrentiel des universités, signé par 16 personnalités dont des ex-recteurs,

des ex-dirigeants du mouvement étudiant, d'anciens ministres et des économistes ou gens d'affaires, propose que, selon la formule, environ 85 % des étudiants voient leurs frais haussés de 2000 \$ par an sur trois ans.

Avec toutefois des augmentations qui pourraient atteindre 10 000 \$ ou 12 000 \$ par an pour les étudiants en médecine, par exemple. L'objectif: amasser 565 millions de dollars sur trois ans pour renflouer les coffres des universités.

Au fond, la prémisse de départ paraît simple: les universités sont sous-financées — à une hauteur de 500 millions par année en les comparant à celles du reste du Canada —, ce qui nuit à la

qualité de l'enseignement et donc à la prospérité du Québec. Or, d'où viennent véritablement les chiffres? Voilà où se situe d'abord le problème, clament certains économistes, dont Clément Lemelin, professeur retraité de l'UQAM.

En 2002, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) s'inquiétait d'un trou de 350 millions, calcul fait à partir des dépenses de fonctionnement des universités. Celles-ci se plaignaient quant à elles d'un déficit encore plus grand puisqu'elles considéraient les dépenses en recherche et en mobilisation. Le tout, en se comparant au reste du Canada. «On choisit toujours ce qui nous inté-

resse quand on fait des comparaisons avec ailleurs», croit M. Lemelin, qui hésite à parler de «crise du sous-financement». «Il faut qu'au Québec on ait le même service qu'ailleurs, la même qualité d'enseignement et au même prix. Mais on est différent. Et pas aussi riche que les autres provinces», soutient l'économiste.

À qui refiler la facture?

Il semble pourtant exister un consensus sur la pénurie de ressources dans le milieu universitaire. Et quel qu'il soit, le manque à gagner devra être financé. Mais par qui, et à quel prix? À l'heure actuelle, les subventions du gouvernement aux études universitaires se chiffrent à environ 70 %. Le reste est payé par les étudiants (11 %), des dons (9 %) et d'autres sources propres à l'université, comme des contrats de recherche, par exemple. Le Québec demeure la province qui impose les droits de scolarité les moins élevés pour les étudiants du premier cycle, avec une moyenne de 2272 \$, contre 4917 \$ en moyenne au Canada en 2009-10. Et dans l'histoire du Québec, ces droits n'ont connu que deux grandes périodes d'augmentation, soit de 1991 à 1994 et de 2007 à 2012. Ces constats y sont pour beaucoup dans le calcul de Lucien Bouchard et autres citoyens membres du groupe des «lucides», qui croient tout à fait justifié que l'argent frais vienne à présent des poches des étudiants.

Pour Christian Pépin, de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, voir l'augmentation des droits comme la panacée est une grave erreur. «À terme, personne ne devrait, pour des raisons financières, voir son cheminement scolaire être perturbé. Mais pourtant, proportionnellement, les étudiants venant de familles à revenu plus élevé sont deux fois plus présents dans les universités que ceux des familles à bas revenu», a-t-il indiqué en citant une étude du Comité consultatif sur l'aide financière aux études. M. Pépin rappelle que déjà en 2007, une

étude du gouvernement affirmait que de 6000 à 13 000 étudiants seraient exclus des bancs d'école en raison du dégel des frais de scolarité déjà décrétés par le gouvernement libéral d'ici 2012. Plus récemment, en septembre 2009, une étude du Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur a conclu qu'il existait un lien entre les hausses des frais de scolarité la diminution de la fréquentation scolaire des étudiants provenant de familles à faible revenu. Pourtant, ont insisté les signataires du Pacte, près de 170 millions des sommes récoltées seraient consacrées à l'aide financière aux étudiants les plus démunis. Encore faut-il que ces bourses ciblent les bonnes personnes et réussissent à diminuer l'effet de l'augmentation des frais, note, sceptique, François Blais, professeur de sciences politiques de l'Université Laval. «Les bourses sont souvent données au mérite. Il faut être extrêmement doué pour les avoir. Et quand on vient d'un milieu défavorisé, c'est souvent plus difficile.»

Médecin et philosophe, deux combats

L'idée derrière la modulation des frais de scolarité est de corriger l'«injustice» de la quasi-gratuité scolaire qui profite aux pauvres, certes, mais aussi et surtout aux riches, qui auraient pourtant les moyens de payer davantage. Clément Lemelin en identifie trois types, le premier étant de faire payer des droits moins élevés aux étudiants dont les parents sont moins fortunés. «Je ne peux qu'applaudir, surtout qu'on ne veut pas que notre nombre d'étudiants diminue», note-t-il.

Le second type consiste à saler la facture des étudiants en fonction du programme d'études. Dans un programme universitaire contingenté comme la médecine vétérinaire, par exemple, il est fort à parier que les étudiants seront toujours au rendez-vous, même si les droits de scolarité augmentent considérablement, souligne M. Lemelin, qui croit que c'est là qu'on pourra

renflouer les coffres. Et il insiste: l'augmentation des droits de scolarité doit être modulée en fonction du coût de la formation. L'idée est qu'un dentiste coûte plus cher à former qu'un philosophe.

François Blais met en garde contre cette logique de pensée magique. Selon lui, l'élite des milieux favorisés aura toujours plus facilement accès à ces carrières plus coûteuses, et souvent mieux rémunérées de surcroît. «Ça va augmenter l'appétit pour les salaires élevés», croit-il. Tant qu'à s'endetter, un étudiant va préférer étudier le droit criminel que l'aide juridique, raisonne-t-il.

Le troisième type de modulation est le remboursement des prêts selon le revenu. Cette fois, point d'égard au coût de la formation, il n'y a que le salaire après études qui compte. L'économiste Milton Friedman avait déjà pensé un tel système, qui suppose l'établissement d'un système d'assurance — pour ceux qui ne pourraient pas payer —, mais financé par tous. «Les étudiants proposent souvent de rembourser individuellement leur propre dette d'études si leur salaire est assez élevé. L'idée est bonne, mais j'hésite. Dans ce système d'accès généralisé, imaginez la pression sur le gouvernement qui prête cet argent», dit-il.

Enfin, MM. Lemelin et Blais insistent tous les deux sur une chose: la déréglementation des droits de scolarité n'est pas recommandable. «Une université pourrait proposer d'aller chercher plus d'argent en déréglementant et ainsi en demander moins à l'État. Vous aurez alors un système à deux vitesses, comme aux États-Unis. Des universités en région à moindre coût et dépendantes de l'État, et des universités chères réservées à l'élite. Cette guerre de positionnement ne favorise pas l'accessibilité», conclut François Blais.

LE DEVOIR : Entrevue avec Monique Jérôme-Forget - On doit aller plus loin, soutient l'ex-ministre – Édition du samedi 27 et dimanche 28 février 2010

Antoine Robitaille

Québec — Dernière venue dans le camp des «lucides», Monique Jérôme-Forget signait cette semaine le Pacte pour le financement concurrentiel de nos universités. «Les étiquettes droite, gauche, lucide, solidaire, je n'ai jamais aimé beaucoup ça», rétorque-t-elle au téléphone, du Mexique où elle passe sa retraite.

Aux yeux de l'ancienne ministre des Finances, le vrai problème au Québec n'en est pas un d'étiquettes, mais de compréhension de la notion d'équité. «On a pensé à un seul volet de l'équité: "Est-ce que c'est accessible?" Là, on s'est dit: "Est-ce que c'est accessible à tout le monde au même coût?" C'est là que j'ai des réserves.» Avec les droits de scolarité actuels, déplore-t-elle, «on demande à la fille ou au fils» d'une personne qui ne va pas à l'université, qui a un salaire extrêmement modeste, de «financer d'autres qui vont avoir quand même plus de

possibilités». L'ancienne ministre déplore aussi le fait que les droits de scolarité n'ont à peu près pas bougé depuis l'époque où elle était elle-même aux études. «Si on continue comme ça, les universités québécoises vont souffrir énormément.»

Pourquoi, si elle y croit à ce point, ne pas avoir fait évoluer les choses dans ce sens lorsqu'elle était au pouvoir? «On a quand même pris la décision d'ouvrir ce dossier en augmentant les droits de 50 \$ par semestre. Est-ce qu'on doit aller plus loin? Moi je pense que oui.» Elle ajoute que ce n'est pas toujours aisé de réaliser ses projets lorsqu'on est au pouvoir. «Dans mon parti, ce n'est pas tout le monde qui était d'accord pour aller dans ce sens, souligne-t-elle. Il faut y aller petit pas par petit pas, souvent, en politique!»

Injustices envers le bilan

Du reste, à ceux qui disent, justement, qu'elle a été une «grande paroleuse» et une «petite faiseuse» en politique en ce qui concerne les sujets mis en relief par les «lucides», elle répond que plusieurs sont injustes à l'égard de son bilan. «Certains disent que rien n'a changé? J'ai quand même fait faire une étude par Pierre Fortin pour étudier la diminution de certaines taxes, pour en augmenter d'autres, etc. Dans le fond, je n'ai peut-être pas été aussi vite que l'aurait souhaité Pierre Fortin, mais j'ai été certainement dans sa direction», indique-t-elle. Elle ajoute qu'une mise en oeuvre du rapport Montmarquette-Facal sur la tarification des services publics a été effectuée cette année. «On a indexé tous les tarifs. Les permis de pêche et de chasse ne resteront plus au même prix pour l'éternité!» Le même principe devrait s'appliquer aux droits de scolarité, croit-elle.

LE DEVOIR : Libre opinion - Petits rappels aux riches de ce monde, par Mélissa Pilon - Étudiante en design graphique à l'Université du Québec à Montréal - Jeudi 25 février 2010

«Un économiste est un expert qui saura demain pourquoi ce qu'il avait prédit hier ne s'est pas produit aujourd'hui.»

Laurence Peter

Pourquoi le gouvernement libéral n'utilise-t-il pas les 900 millions offerts par Ottawa lors du règlement du déséquilibre fiscal au lieu d'offrir des baisses d'impôts? Pourquoi ne réclame-t-il pas à Ottawa les 2,1 milliards pour l'harmonisation de la TPS et de la TVQ? Pourquoi ne pas augmenter la taxe sur le capital de 50 à 100 %

du gain réalisé, ce qui permettrait une entrée d'argent frais de près d'un demi-milliard de dollars?

Pourquoi ne pas facturer à Rio Tinto Alcan, une compagnie étrangère, le vrai coût de son électricité pour produire de l'aluminium? Pourquoi ne pas faire la lumière sur la corruption qui coûte 30 % de plus aux Québécois, ce qui équivaut presque au déficit actuel du gouvernement selon l'ancien ministre des Finances Jean Campeau?

Pourquoi le gouvernement n'actualise-t-il pas la Loi sur les mines afin de récupérer une somme de 200 millions en redevances? Pourquoi le gouvernement ne prête-t-il pas lui-même aux étudiants directement, au lieu de faire affaire avec les banques, dans le cadre du programme des prêts et bourses, une économie de 48 millions de dollars en intérêts? Pourquoi le salaire d'un recteur est-il pratiquement le double du salaire du premier ministre du Québec?



Comment un associé principal du cabinet d'avocats Davies Ward Phillips & Vineberg, comme Lucien Bouchard, dont le bureau défend la firme Conventree de Toronto impliquée dans le scandale des PCAA, peut-il nous faire la leçon? Avez-vous oublié les mises à la retraite? Le seul qui devrait prendre sa retraite, c'est Lucien Bouchard.

Les droits de scolarité sont déjà dégelés. En effet, d'ici 2012, les étudiants paieront 500 \$ de plus par année. Mais en contrepartie, les investissements du gouvernement libéral ne couvrent même pas les coûts de système, les bourses versées en 2009-10 ne couvrent même pas le taux d'inflation. Chaque fois qu'un étudiant investit un dollar, le gouvernement en profite

pour se dégager de sa responsabilité envers l'éducation.

Faut-il rappeler aux riches de ce monde que tous ne partent pas sur le même pied d'égalité dans la vie, que tous n'ont pas un père ou une mère avec un portefeuille bien garni? Avons-nous abandonné l'idéal québécois de la Révolution tranquille: la chance pour chacun de réussir sa vie, par l'éducation, par la formation, et ce, sans le souci financier? Seuls le talent et l'excellence devraient être conditions de réussite.

Il faudrait d'ailleurs m'expliquer comment une hausse de coût n'affecte pas la demande. Il s'agit pourtant d'un principe de base d'économie. Nous avons un problème de démographie, croyons-nous vraiment qu'un jeune couple

endetté d'un prêt de 100 000 ou de 200 000 dollars aura envie de mettre des enfants au monde? Croyons-nous vraiment que de réduire l'accès aux études postsecondaires est une vision de courage, alors qu'une pénurie de main-d'oeuvre spécialisée pointe à l'horizon? Fin aux paradis fiscaux. Fin à l'évasion fiscale. Fin de la corruption des petits amis du régime. Lumière sur le scandale des PCAA. Voilà une vision courageuse pour une société juste et financièrement viable. Ce sont les bandits qui nous coûtent cher, et surtout, leur avocat.

Mélissa Pilon - Étudiante en design graphique à l'Université du Québec à Montréal

LE DEVOIR : Lettres - Quel gel des frais de scolarité ?, par Youri Cormier - Neuville, le 23 février 2010 - Jeudi 25 février 2010

Le terme «dégel» des frais de scolarité me tracasse: mais de quel véritable «gel» parlons-nous? En 1980, les étudiants déboursaient 13 % du coût réel de leur éducation, alors qu'aujourd'hui, c'est 34 %, selon l'Association canadienne des professeurs et professeurs d'université. En plus, la dette moyenne d'un nouveau diplômé a triplé depuis les années 1990 (collectivement, elle se situe à 13 milliards de dollars). Il ne s'agit pas d'un phénomène naturel, inévitable. C'est plutôt une continuité historique, qui s'ajoute à une série de transitions des priorités de la nation, selon les besoins et les désirs de la génération dominante: les baby-boomers.

Bref historique: les jeunes baby-boomers ont eu l'éducation quasiment gratuite durant les années 1960-1970, des baisses d'impôts durant les années 1980 alors qu'ils étaient d'apprentis professionnels (c'est d'ailleurs ici que commence l'augmentation des frais de scolarité), la déréglementation des marchés alors qu'ils ont atteint l'âge d'être cadres durant les années 1990, et, soudainement, l'investissement massif en santé durant les années 2000. L'investissement de l'État leur aura suivi toute leur vie.

Ces politiques ont eu des conséquences graves sur l'équité économique intergénérationnelle. Selon Statistiques Canada, en 2005 les 25-34 ans étaient 12 % plus pauvres qu'en 1984, alors

que les 45-54 et les 55-64 ont vu leur richesse augmenter de 53 % et 69 % respectivement durant cette même période. En 1984, les 55-64 ans avaient 3 fois plus de ressources à leur disposition que les 25-34, mais aujourd'hui, il s'agit d'un facteur de 5,75. Ce déséquilibre ne s'est pas fait par magie, mais à coups de politiques axées sur le bien-être économique d'une génération au détriment de celle qui l'a précédé, et bien sûr de celle qui la suit.

Pour être honnête, l'éducation gratuite, c'est le moindre de mes soucis. Ma génération paiera aussi pour la dette nationale, l'effondrement des infrastructures et les changements climatiques! Quel beau legs!

LE SOLEIL : LETTRES : Mon reçu avec ça? - La gratuité scolaire - Et les entreprises? - Faire payer les jeunes - Jeudi 25 février 2010

Il me vient une petite larme chaque fois que d'ex-politiciens bien «pensionnés» drapés dans des complets Armani et disposant de comptes de dépenses faramineux exempts d'impôts viennent faire la leçon au bon peuple prosterné. Cette fois-ci, ce sont les étudiants, ou plutôt l'accès aux études supérieures qu'il faudrait réserver aux mieux nantis. Ce que l'on omet de nous dire, c'est que nos impôts ont servi à financer des écoles soi-disant privées qui ont accueilli leur précieuse marmaille à hauteur d'environ 300 millions \$ par année. Aussi, tant qu'à se comparer aux autres provinces, il ne faudrait pas oublier que nous sommes la seule province à les subventionner. La prochaine fois que j'irai au restaurant déguster le steak haché à l'oignon du bienheureux prolétaire que je suis, j'exigerai un reçu que je vous ferai parvenir, puisque moi, de toute façon, il ne m'est pas permis de le déduire de mes impôts.

Pierre Dionne, Lévis

Le groupe de Lucien Bouchard sur le financement des universités manque véritablement

d'imagination. Comment établir d'avance la rémunération qui suivra les études? Même pour un groupe homogène comme les médecins, la rémunération est extrêmement variable selon le domaine choisi. De même, un finissant en informatique peut devenir millionnaire alors qu'un autre est fonctionnaire. La gratuité est la solution, avec report du paiement des frais de scolarité sur 10 ans post études par exemple, frais qui peuvent alors sans doute être majorés avec raison et surtout modulés en regard de la rémunération réelle. La solution Bouchard est vraiment trop facile. Cogitons un peu plus et entendons les étudiants. Richard Gagné Sainte-Pétronille

Ce qui est intéressant avec la proposition des signataires du «pacte» du Québec, c'est la facilité avec laquelle ils proposent de faire payer les citoyens, couplée à l'absence complète de propositions pour faire payer les entreprises. Ces entreprises qui payent pourtant leur électricité à rabais, qui payent moins d'impôts et qui pompent notre eau. Pourquoi ne pas commencer

par faire payer une redevance sur l'eau? Par faire payer aux entreprises le juste prix pour l'électricité? Par rééquilibrer leurs contributions à l'impôt provincial? Par appliquer les lois en vigueur sur la protection de l'environnement, et faire payer aux entreprises les coûts des décontaminations? Lorsque les entreprises feront leur part, les citoyens seront plus intéressés à contribuer à leur tour.

Bernard Déry, Québec

On nous propose de combattre l'endettement du Québec... en endettant davantage les étudiants par une forte hausse des frais de scolarité. Pourquoi ne pas taxer davantage ou couper les pensions des baby-boomers dont nous devons maintenant payer les belles années payées à crédit? Et si nous décidions tous, individuellement et collectivement, de vivre selon nos moyens, très confortablement mais sans le luxe et le superflu dont découlent une surconsommation effrénée? Nous aurions alors les ressources pour nous payer des soins de santé et une éducation de qualité. Nicolas Saucier Québec

LA PRESSE : Chronique : Universités: pour l'équité, par Yves Boisvert - Jeudi 25 février 2010

Je suis bien d'accord avec Michèle Ouimet pour accabler les universités qui se lancent dans des constructions discutables ou loufoques.

C'est vrai aussi, il y avait une certaine ironie à voir ces ex-politiciens plaider, mardi, pour l'augmentation des droits de scolarité qu'ils n'ont pas accomplie pendant leur vie politique.

Mais une fois qu'on a dit ça, on n'est pas plus avancé. Le fait est que les universités québécoises sont en train de perdre leur place concurrentielle dans l'ensemble canadien. Ça veut dire moins d'argent pour la recherche, moins d'attrait pour les meilleurs chercheurs, moins d'équipements de pointe et, en fin de compte, une formation de moins bonne qualité.

Le Québec est déjà à bout de souffle financièrement. Et pourtant, le niveau de financement public vient à peine d'atteindre celui de 1989. Va-t-on augmenter le déficit ou hausser les impôts davantage pour mettre nos universités à niveau? Ni l'un ni l'autre, évidemment.

Alors si rien n'est fait, on va laisser se dégrader tranquillement la situation.

Il se trouve en plus que les dons aux universités francophones sont passablement moins élevés que ceux que reçoivent les universités du reste du Canada, souvent dans une proportion de deux pour un. D'où viendra donc l'éclaircie financière?

On s'étonnera ensuite, dans ce système où les étudiants paient globalement 30% de leur for-

mation, que les universités se lancent dans toutes sortes de programmes légers et embauchent à la tonne des chargés de cours mal payés.

Ce qui se passe déjà, à Montréal, c'est un transfert des talents dans bien des domaines de l'Université de Montréal vers McGill. Notamment parce que McGill, soumise aux mêmes contraintes de financement que les autres, jouit d'un fabuleux fonds de dotation qui lui permet d'attirer des profs et des chercheurs.

Ce qui se passe donc insensiblement, c'est un affaiblissement net de la science et du savoir francophone. Oh, aujourd'hui, ça ne paraît pas tant que ça. Demain non plus, ça ne paraîtra pas trop.

Mais ceux qui comparent les installations des universités francophones (campus, labos, bibliothèques, etc.) à celles des grandes universités canadiennes le savent: on est en sérieuse perte de terrain. Lentement. Mais sûrement. C'est un choix, remarquez bien. Un choix qu'on risque de payer cher, mais sans que ça paraisse. Pendant ce temps, le système de financement des universités continue d'être une machine à transférer de l'argent des moins nantis aux plus nantis, plus nombreux à fréquenter l'université. Tout ça au nom de l'équité!

* * *
 Mais parlons-en, de l'équité. Un étudiant en médecine et un étudiant en lettres paient les mêmes droits de scolarité. Le futur médecin paie 14% du coût réel de sa formation. Le futur diplômé en lettres, 42%. En moyenne, le diplômé en lettres gagnera 206 000\$ de plus en 40 ans que s'il avait cessé ses

études après le cégep. Pour le médecin, le diplôme «vaut» 2,4 millions de plus en 40 ans. Est-ce équitable, donc, de faire payer à ces deux étudiants les mêmes droits de scolarité? Non. La proposition des 15 personnalités menées par Lucien Bouchard a ceci d'intelligent qu'elle propose une hausse graduée et différenciée des droits, selon les programmes. La hausse serait modeste pour les étudiants qui forment 85% du contingent universitaire et qui étudient dans des facultés de «papier» (quelques centaines de dollars). Elle serait substantielle pour ceux qui étudient dans des domaines qui coûtent cher et qui rapportent statistiquement beaucoup aux diplômés (plusieurs milliers de dollars). Leur proposition prévoit que 30% des fonds supplémentaires seraient mis à la disposition des étudiants les moins fortunés, parce que, évi-

demment, la hausse des droits aura un impact négatif pour certains. Les Québécois, même la majorité dont les enfants n'iront pas à l'université, continueront à financer les études supérieures. Mais ceux qui en seront les bénéficiaires paieront une plus juste part, comme partout ailleurs au Canada. Ailleurs... où l'on réussit à diplômé beaucoup plus de gens qu'au Québec, au fait. C'est donc une proposition sensée, modérée, et qui ne mérite pas, à mon humble avis, qu'on l'écarte en tentant de discréditer ceux qui la font pour leurs erreurs ou omissions passées, réelles ou supposées. Il y a urgence, en vérité, et nul besoin de «débat public», comme le réclame l'opposition. Il est fait et refait, le débat. Les universités crient famine et le système est inéquitable.

LE DEVOIR : Sous-financement des universités - Aux étudiants de renflouer les coffres, dit Lucien Bouchard : L'ancien premier ministre et plusieurs personnalités publiques proposent le dé plafonnement des droits de scolarité – Édition du mercredi 24 février 2010

Lisa-Marie Gervais



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
 Lucien Bouchard et les initiateurs du [Pacte sur le financement concurrentiel des universités](#) ont démontré que les hausses des droits de scolarité permettraient de générer une somme de 565 millions par année. Ce n'était qu'une question de temps avant que le débat sur le dégel des droits de scolarité ne revienne en force. Le pacte sur le financement des universités qu'ont présenté hier à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain des politiciens et des personnalités du milieu de l'éducation propose le rehaussement notable de ces droits pour un rattrapage rapide sur trois ans. Les milieux étudiants résistent, mais proposent de vider la question une fois pour toutes. Aux grands maux, les grands moyens. À l'initiative de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, l'ancien premier ministre Lucien Bouchard et plusieurs personnalités publiques proposent des mesures draconiennes pour renflouer en trois ans les coffres des universités, en proie au sous-financement chronique. Parce qu'ils qualifient d'«échec» le modèle de financement actuel, seize «citoyens» de premier ordre ont signé le Pacte sur le financement concurrentiel des universités, dont l'ex-ministre des Finances Monique Jérôme-Forget, l'ex-ministre péquiste Joseph Facal, d'anciens recteurs et dirigeants de fédérations étudiantes.

«Le Québec a mal à ses universités. Le mal n'est pas incurable, mais il est chronique. [...] Il faut rapidement leur assurer la santé financière nécessaire à la réalisation de leur mission fondamentale pour l'avenir de notre société», a déclaré Lucien Bouchard, qui voit dans le sous-financement des universités une menace à la prospérité du Québec. Faisant fi des sensibilités autour de la question des droits de scolarité, les signataires n'y vont pas de main morte et proposent le dé plafonnement des droits de scolarité et un «rattrapage sur trois ans» de ceux-ci dès 2012. Les initiateurs du pacte ont démontré que ces hausses permettraient de générer une somme de 565 millions par année, ce qui correspond grosso modo au déficit que font actuellement les universités québécoises réunies. Un savant calcul permet de conclure qu'environ 85 % des étudiants verraient leurs frais hausser de 2000 \$ par année sur trois ans. «En médecine, ça pourrait aller jusqu'à 10 000-12 000 \$ par année», a précisé l'ancien recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix. Les augmentations projetées seraient «modulées», c'est-à-dire qu'elles tiendraient compte de la carrière étudiée. Un étudiant en médecine, où les coûts de formation et le salaire attendu sont plus élevés, devra payer plus qu'un étudiant en philosophie, par exemple. Les signataires insistent toutefois pour que soient renforcés des programmes d'aide financière afin de garantir l'accessibilité aux études et requièrent un engagement ferme du gouvernement pour qu'il maintienne le niveau actuel de financement public. Environ 30 % des sommes récoltées par ces mesures seraient redistribuées à travers des bourses aux étudiants de milieux les plus défavorisés. **Les étudiants réagissent** À peu de chose près, le pacte reprend la proposition faite par l'Institut économique de Montréal il y a à peine deux mois, déplore Jean Grégoire, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, qui voyait venir de loin ce débat.

«Les débats qui se font sur le financement de l'éducation sont faits par le Conseil du patronat du Québec, les "lucides", les dirigeants d'université. Ce ne sont pas des gens qui sont actuellement dans le système», a dit M. Grégoire, se disant au passage «attristé» de voir que certains anciens dirigeants de fédérations étudiantes aient signé le pacte, légitimant, selon lui, à tort la démarche. «Ce serait bien d'avoir un plus large débat sur le financement, mais aussi sur l'accessibilité et la qualité. Ça fait deux ans qu'on le demande!» Plusieurs fédérations et associations étudiantes ont également dénoncé le manque de vision du pacte. «Quel est le projet de société que les Québécois ont pour leurs universités? Si le seul indicateur c'est la croissance économique, on évacue complètement la mission humaniste de l'éducation», a affirmé Christian Pépin, coordonnateur général de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. Encore faut-il que l'argent soit bien géré par les universités, rappelle la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal. «L'argent est mal utilisé. On veut que le vérificateur général puisse mener enquête tous les ans», a soutenu son président, Nicolas Descroix. Pour lui, «l'avantage» du pacte, s'il en est un, est que l'argent accumulé par la hausse des droits de scolarité semble se destiner aux universités, «contrairement à Jean Charest, qui veut régler les problèmes de déficit avec», a-t-il souligné. Pour sa part, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec reconnaît que le pacte mérite d'être examiné. Le ministre des Finances, Raymond Bachand, et la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, ont salué la contribution des artisans du pacte qui tente de répondre à la question qu'ils se posent justement: «Pour les services offerts par l'État à ses citoyens, quelle est la juste part que doit payer l'usager en regard de celle assumée par la collectivité?» Le débat est rouvert.

LE SOLEIL : Éditorial : Un pacte pour la révolution, par Brigitte Breton – Mercredi 24 février 2010

Le pacte pour le financement concurrentiel des universités, présenté hier par 16 signataires dont l'ex-premier ministre Lucien Bouchard, constitue une bonne base de discussion pour établir ce que devrait être le financement de l'enseignement supérieur au Québec. En autant bien sûr que les élus acceptent de mener le débat. Outre la situation des universités, ce

pacte expose en effet un autre problème criant : la difficulté des élus à prendre des décisions lorsqu'il s'agit de la délicate question des frais de scolarité. Il est assez particulier de retrouver sur la liste des signataires un ex-premier ministre et trois anciens ministres, dont deux ont occupé le poste de ministre des Finances. Gouvernements pé-

quistes et libéraux ont failli à corriger un sous-financement dénoncé depuis 15 ans par le milieu universitaire. Retirés de la politique, les Lucien Bouchard, Monique Jérôme-Forget, Joseph Facal et Michel Audet savent maintenant, ou osent maintenant dire publiquement, ce qui doit être fait pour corriger la situation et assurer le développement de la province.

L'actuel gouvernement saura-t-il prendre les devants maintenant que des voix externes lui proposent un pacte? Cela s'impose. La hausse des frais de scolarité est limitée à 100 \$ par année jusqu'en 2012. Si nous attendons la fin de l'échéance pour déterminer la part financière que doivent assumer dans l'avenir les étudiants, le risque est grand que le Québec ne donne pas le coup de barre nécessaire pour assurer la qualité et la compétitivité de nos universités. Ce n'est pas la veille d'un rendez-vous électoral que libéraux et péquistes risqueront de croiser le fer avec les étudiants. Le gouvernement Charest n'a sûrement pas oublié qu'il avait réanimé la mobilisation étudiante en modifiant l'aide financière aux étudiants, lors de son premier mandat. Le pacte aide les libéraux à préparer le terrain et les esprits. Il s'ajoute aux multiples avis donnés sur le sujet depuis une décennie. Même si des pistes sont déjà connues, le casse-tête du retour

à l'équilibre budgétaire force maintenant les élus à faire des choix. Ils doivent cependant éviter de procéder à un copier-coller du pacte. Certaines propositions méritent d'être peaufinées, d'autres, d'être analysées selon des critères autres que ceux prisés par des économistes et des représentants du patronat ou des chambres de commerce. Si de plus en plus de gens s'entendent sur la nécessité de hausser les frais de scolarité, qu'en est-il de la proposition des 16 de laisser à chacune des universités le soin de déterminer les droits qui s'appliqueront chez elle? Vat-on se retrouver avec des universités pour les riches et d'autres pour les pauvres, mais toutes principalement financées avec l'argent des contribuables? L'idée que les universités consacrent 30 % des revenus provenant des droits de scolarité à l'aide financière aux étudiants plus démunis est intéressante, mais qu'advient-il du régime des

prêts et bourses du gouvernement? Si les 16 précisent que le gouvernement doit maintenir le financement actuel des universités, ils ne disent mot de l'aide financière que Québec accorde aux étudiants. Le pacte est aussi muet sur la contribution du secteur privé qui profite pourtant de la présence d'universités à la fine pointe de la recherche, formant une main-d'oeuvre qualifiée. Bien sûr, la participation financière des entreprises doit être balisée pour ne pas compromettre l'indépendance des universitaires. Leur contribution est néanmoins requise pour combler l'écart de financement entre les établissements du Québec et ceux des autres provinces. Une poignée de citoyens ont fait valoir hier leur point de vue. Il appartient maintenant aux élus de déterminer courageusement et minutieusement ce qui est dans l'intérêt de la société québécoise.

LE SOLEIL : «Le Québec a mal à ses universités» - Mercredi 24 février 2010

MONTREAL — Une semaine après sa sortie sur la souveraineté, Lucien Bouchard reprend la parole aux côtés de 15 personnalités québécoises, dont Monique Jérôme-Forget et Joseph Facal, pour réclamer le dégel des droits de scolarité universitaires à partir de 2012. «Le Québec a mal à ses universités. Le mal n'est pas incurable, mais il est chronique», a déclaré Lucien Bouchard. En contrepartie d'une hausse des droits de scolarité, le gouvernement devrait s'engager à maintenir le financement actuel des universités. Les universités, elles, seraient tenues de verser 30 % de leurs revenus supplémentaires à une bonification de 170 millions \$ des prêts et bourses, qui s'ajouteraient aux 380 millions \$ déjà versés aux étudiants par le gouvernement. L'augmentation des droits de scolarité serait modulée en fonction de la future capacité de payer des diplômés une fois sur le marché du travail. Par exemple, les étudiants en médecine pourraient devoir payer jusqu'à 12 500 \$ par an. Les droits annuels pourraient varier entre 5500 \$ et 12 500 \$.

Robert Lacroix, ex-recteur de l'Université de Montréal, a invité chacun à réfléchir à la question. «On ne peut pas briller parmi les meilleurs si on a des universités de moyenne qualité.» La proposition de hausser les droits de scolarité rejoint un scénario «très sérieusement à l'étude» au gouvernement, comme l'a dit à La Presse le 10 février Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation. Lucien Bouchard a cependant rappelé que les 16 personnalités qui proposent ce «pacte» ne sont «ni des élus, ni des acteurs politiques, ni des représentants mandatés. C'est une démarche citoyenne». GÉRANTS D'ESTRADE? Mais justement, pourquoi tous ces «ex» n'ont-ils pas agi quand ils étaient au pouvoir? «Nous avons fait du mieux que nous le pouvions, a répondu M. Bouchard. Le Parti libéral et le Parti québécois ont consenti de grands efforts pour soutenir l'éducation. Nous sommes à la limite de ce que le gouvernement peut faire en matière de financement direct. Il y a anomalie, il y a iniquité,

quand on compare les droits de scolarité des étudiants québécois avec ceux des autres provinces.» Mais encore, pourquoi n'a-t-il pas augmenté les droits de scolarité quand il était premier ministre? «En ce qui me concerne, nous étions en pleine lutte contre le déficit, a poursuivi M. Bouchard. Nous avons investi dans les programmes sociaux, nous avons investi un milliard en éducation, dont 600 millions aux universités, en plus d'une contribution annuelle de 300 millions récurrente qui a continué d'être versée sous les gouvernements Landry et Charest. [...] Nous avons essayé de redresser les finances publiques sans que les étudiants aient à payer davantage.» Lucien Bouchard a refusé de poursuivre la discussion en petit comité après la conférence de presse, comme cela est de mise. «Mais, monsieur Bouchard, envisagez-vous un retour en politique?» a tout de même tenté un journaliste. M. Bouchard a poursuivi son chemin.

LE SOLEIL : D'ex-leaders étudiants font volte-face - Mercredi 24 février 2010

Daphnée Dion-Viens
«C'est un changement de position, mais à la base, les valeurs défendues sont les mêmes que l'on défendait dans le mouvement étudiant : l'accessibilité et la qualité de l'éducation.»



— PHOTOTHÈQUE LE SOLEIL
L'ancien premier ministre Lucien Bouchard, photographié il y a quelques jours, est l'une des 16 personnalités qui demandent un dégel des droits de scolarité.

Après s'être farouchement opposée à toute hausse des droits de scolarité, l'ex-leader étudiante Julie Bouchard a joint sa voix hier aux 15 autres signataires d'un «pacte» réclamant un meilleur financement des universités grâce à une augmentation considérable de la facture étudiante. Mme Bouchard a été présidente de la

Fédération étudiante collégiale (FECQ) au moment de la grève étudiante en 2005 et ensuite présidente de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM). «Ce qui est fondamental, c'est de permettre à un étudiant de poursuivre ses études même s'il n'en a pas les moyens. Le pacte propose de verser 170 millions \$ supplémentaires uniquement en bourses pour les étudiants défavorisés. Avec un système de remboursement proportionnel au revenu, on permet à tous les étudiants de poursuivre leurs études universitaires et on évite que la dette ne soit trop lourde à porter. Les universités sont sous-financées, c'est stratégique d'investir en éducation au Québec», explique-t-elle. Pourtant, en 2007, Julie Bouchard dénonçait plutôt le dégel des droits de scolarité alors envisagé par le gouvernement Charest. «Ça ne va vraiment pas dans l'intérêt des étudiants», avait-elle affirmé à La Presse. Les signataires du pacte proposent de hausser les droits de scolarité en fonction du domaine d'études, ce qui permettrait d'amasser 565 millions \$ supplémentaires, dont 170 millions seraient réinjectés dans le programme d'aide

financière. Trois autres signataires — Youri Chassin, Hugo Jollette et Patrick Lebel — ont aussi été impliqués dans le mouvement étudiant. Les associations étudiantes ont d'ailleurs été nombreuses à dénoncer hier les mesures proposées dans ce pacte. À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), on estime qu'il faut d'abord améliorer la gestion de l'appareil universitaire. «Le sous-financement de nos universités est un problème, mais avant de puiser davantage dans les poches des étudiants et de risquer de mettre en péril l'avenir du Québec en réduisant l'accessibilité aux études, il faut faire le ménage dans la gestion des universités», a déclaré son président, Jean Grégoire. À la CADEUL, l'association qui représente les étudiants de premier cycle de l'Université Laval, on propose plutôt d'exiger des entreprises qu'elles consacrent 1 % de leur masse salariale à un fonds dédié au financement de l'éducation postsecondaire puisqu'elles sont les premières à en bénéficier.

LA PRESSE : Chronique : Le club des ex, par Michèle Ouimet, La Presse - Mercredi 24 février 2010

Encore Lucien Bouchard. Décidement, il est occupé, cet homme. La semaine dernière, il a

donné une mornifle à son ancien parti. Hier, il s'est attaqué aux universités.

Il y a peril en la demeure, a-t-il dit. Les universités sont sous-financées. C'est la catastrophe.

Sa solution: augmenter les droits de scolarité. Que les étudiants paient leur juste part. Question: pourquoi n'a-t-il rien fait lorsqu'il était premier ministre?

Lucien Bouchard n'est pas seul dans ce nouveau combat. Hier, un groupe de choc a donné un point de presse pour expliquer son plan de sauvetage des universités.

Il y avait beaucoup d'ex parmi les signataires du «pacte pour le financement concurrentiel de nos universités»: Michel Audet et Monique Jérôme-Forget, ex-ministres des Finances, Robert Lacroix et Michel Gervais, ex-recteurs d'université, Joseph Facal, ex-président du Conseil du Trésor, sans oublier quatre ex-présidents d'association étudiante et, évidemment, Lucien Bouchard.

La hausse proposée est brutale: environ 2200\$. Pour les étudiants inscrits dans des facultés onéreuses, comme médecine, la facture serait plus salée: entre 3000\$ et 10 000\$. L'augmentation serait étalée sur trois ans à partir de 2012.

Actuellement, les étudiants paient 2000\$ par année. Imaginez le choc.

Le groupe Bouchard propose aussi que chaque université fixe le total de ses droits de scolarité à l'intérieur de certaines balises. McGill, une des meilleures universités du monde, se précipitera pour faire flamber la facture. Elle sera réservée à l'élite, la crème de la crème.

Les élus ne doivent pas laisser le champ libre aux universités. Car il ne s'agit pas uniquement

de vulgaires droits de scolarité. C'est vrai que les droits exigés au Québec sont plus bas que dans le reste du Canada. Sauf qu'il y a une raison historique derrière cette réalité. Pendant la Révolution tranquille, le gouvernement voulait que les universités se démocratisent et ouvrent leurs portes aux fils d'ouvriers.

Pendant le point de presse, l'ex-recteur de l'Université de Montréal Robert Lacroix a parlé des effets néfastes du sous-financement. Il s'est bien gardé de préciser que 10 des 15 universités ont renoué avec les surplus en 2008-2009. Le tableau n'est pas aussi noir que le prétend le club des ex. Mais il faut bien qu'ils le noircissent, le tableau, pour faire passer leurs idées.

Et les effets néfastes d'une hausse brutale des droits de scolarité? Même si le groupe Bouchard-Lacroix est prêt à consacrer 30% des sommes recueillies pour bonifier le programme des prêts et bourses, une hausse trop brutale aura probablement un effet négatif sur l'accessibilité.

Selon le Conseil supérieur de l'éducation, «les problèmes financiers expliquent le quart des abandons, ce qui en fait la raison la plus fréquemment observée dans l'ensemble des motifs évoqués». En 2003, Statistique Canada avait conclu que les jeunes issus de familles à revenu élevé étaient 2,5 fois plus nombreux à l'université.

M. Bouchard devrait se pencher sur ces chiffres avant de proposer des hausses à gogo.

Pas un mot, non plus, sur la folie des grandeurs de certaines universités qui se sont lancées tête baissée dans des projets immobiliers ambitieux, comme l'îlot Voyageur à l'UQAM.

Et que dire de l'Université de Sherbrooke, qui ne se gêne pas pour cannibaliser la clientèle de Montréal en s'installant à Longueuil et qui vient de terminer la construction d'une tour à côté du métro? Pas d'argent, les universités?

Autre réalité gardée sous silence: les coupes sauvages du gouvernement dans les années 90 qui ont laissé les universités dans un état lamentable. Et qui était premier ministre? Lucien Bouchard.

C'est vrai que la situation n'est pas rose dans les universités. En 2008, une série dans La Presse en a étalé les grandeurs et misères: notes gonflées, diplômes au rabais, bibliothèques dégarnies, nombre affolant de chargés de cours, concurrence malsaine entre les institutions, immeubles désuets, etc.

Mais est-ce entièrement la faute au sous-financement? Et si les universités étaient surtout malades d'une école trop faible et d'un cégep trop complaisant prêt à tout pour faire passer les élèves, quitte à baisser le niveau?

LA PRESSE : «Le Québec a mal à ses universités» - Mercredi 24 février 2010

Louise Leduc, La Presse

Une semaine après sa sortie sur la souveraineté, Lucien Bouchard reprend la parole aux côtés de 15 personnalités québécoises - dont Monique Jérôme-Forget et Joseph Facal - pour réclamer le dégel des droits de scolarité universitaires à partir de 2012.

«Le Québec a mal à ses universités. Le mal n'est pas incurable, mais il est chronique», a déclaré Lucien Bouchard.

En contrepartie d'une hausse des droits de scolarité, le gouvernement devrait s'engager à maintenir le financement actuel des universités. Les universités, elles, seraient tenues de verser 30% de leurs revenus supplémentaires à une bonification de 170 millions des prêts et bourses, qui s'ajouteraient aux 380 millions déjà versés aux étudiants par le gouvernement.

L'augmentation des droits de scolarité serait modulée en fonction de la future capacité de payer des diplômés une fois sur le marché du travail. Par exemple, les étudiants en médecine pourraient devoir payer jusqu'à 12 500 \$ par an. Les droits annuels pourraient varier entre 5500 \$ et 12 500 \$, selon les programmes.

Robert Lacroix, ex-recteur de l'Université de Montréal, a invité chacun à réfléchir à la question en rappelant «qu'on ne vit pas sur Mars, mais en Amérique du Nord», où les droits de scolarité sont partout plus élevés qu'au Québec.

«On ne peut pas briller parmi les meilleurs si on a des universités de moyenne qualité.»

L'expression «Briller parmi les meilleurs», qui est le titre d'un document central du gouvernement Charest, est aussi reprise dans les communiqués de presse.

Démarche citoyenne

La proposition de hausser les droits de scolarité rejoint un scénario «très sérieusement à l'étude» au gouvernement, comme l'a dit à La Presse le 10 février Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation.

Lucien Bouchard a cependant rappelé que les 16 personnalités qui proposent ce «pacte» ne sont «ni des élus, ni des acteurs politiques, ni des représentants mandatés. C'est une démarche citoyenne».

Mais justement, pourquoi tous ces «ex» n'ont-ils pas agi quand ils étaient au pouvoir? «Nous avons fait du mieux que nous le pouvons, a répondu M. Bouchard. Le Parti libéral et le Parti québécois ont consenti de grands efforts pour soutenir l'éducation. Nous sommes à la limite de ce que le gouvernement peut faire en matière de financement direct. Il y a anomalie, il y a iniquité quand on compare les droits de scolarité des étudiants québécois avec ceux des autres provinces.»

Mais encore, pourquoi n'a-t-il pas augmenté les droits de scolarité quand il était premier ministre

? «En ce qui me concerne, nous étions en pleine lutte contre le déficit, a poursuivi M. Bouchard. Nous avons investi dans les programmes sociaux, nous avons investi 1 milliard en éducation, dont 600 millions aux universités, en plus d'une contribution annuelle de 300 millions récurrente qui a continué d'être versée sous les gouvernements Landry et Charest. (...) Nous avons essayé de redresser les finances publiques sans que les étudiants aient à payer davantage.»

Comme il doutait que les journalistes sachent résister à la tentation de l'interroger sur des questions autres que celle de l'ordre du jour (lire : le faire revenir sur sa sortie de la semaine dernière sur la souveraineté), Lucien Bouchard a refusé de poursuivre la discussion en petit comité après la conférence de presse, comme cela est de mise.

«Mais, monsieur Bouchard, envisagez-vous un retour en politique?» a tout de même tenté un journaliste.

M. Bouchard a poursuivi son chemin.

FRAIS DE SCOLARITÉ MOYENS 2009-2010 AU CANADA	
Ontario :	5 951 \$
Nouvelle-Écosse :	5 696 \$
Alberta :	5 520 \$
Nouveau-Brunswick :	5 479 \$
Saskatchewan :	5 238 \$
Colombie-Britannique :	4 840 \$
Île-du-Prince-Édouard :	4 710 \$
Manitoba :	3 377 \$
Terre-Neuve :	2 619 \$
Québec :	2 272 \$

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Lucien Bouchard prône un dégel – Mercredi 24 février 2010



(Agence QMI) Un groupe dans lequel se retrouvent certains « lucides » demande un coup de barre en éducation en proposant notamment un dégel des frais de scolarité pour assurer un meilleur financement des universités. Cette proposition pourrait toutefois

engendrer une facture salée pour certains étudiants.

Les seize membres du Pacte pour le financement concurrentiel de nos universités, dont l'ancien premier ministre péquiste Lucien Bouchard dans sa deuxième intervention en une semaine, et l'ex-ministre des Finances Monique Jérôme-Forget, tirent donc la sonnette d'alarme en affirmant que le modèle actuel «est un échec». S'il poursuit dans cette veine, le Québec s'en va dans un mur, cela pourrait entraver sa croissance, pensent-ils.

Le groupe propose notamment une mesure qui risque de faire ruer dans les brancards. On

souhaite notamment déplaçonner les droits de scolarité à partir de 2012, et pendant trois ans. Le groupe interpelle aussi le gouvernement du Québec afin qu'il maintienne le niveau actuel du financement public.

« Le Québec a mal à ses universités. Le mal n'est pas incurable, mais il est chronique. C'est pourquoi nous incitons fortement les Québécois à s'engager en faveur de nos universités. Il faut rapidement leur assurer la santé financière nécessaire», a déclaré M. Bouchard.

« L'approche du Québec quant au financement de ses universités est un échec. Il faut non seulement le constater, mais surtout y remédier

avant qu'il ne soit trop tard», a ajouté Robert Lacroix, ex-recteur de l'Université de Montréal. Des universités sous-financées ?

Selon lui, le sous-financement des universités perdure depuis 15 ans et est évalué à 500 millions par année. «Durant ce temps, les institutions universitaires accumulent des déficits», a-t-il soutenu. Avec ces mesures, le groupe croit pouvoir aller chercher 565 millions annuellement pour le réseau universitaire.

Le groupe veut mettre en oeuvre ce pacte tout en conservant les grandes «valeurs québécoises» que sont l'accessibilité, l'équité, l'excellence et l'efficacité. «Il n'est pas question que l'université soit fermée à des étudiants en raison de leur milieu», a soutenu M. Lacroix.

On souhaite également mettre de l'avant un système dans lequel les bourses seraient plus

élevées et le remboursement des prêts modulé en fonction des revenus.

Parmi les autres signataires du pacte, on relève Joseph Facal, ex-président du Conseil du trésor, Françoise Bertrand, PDG de la Fédération des Chambres de commerce du Québec, ainsi que plusieurs ex-dirigeants d'associations étudiantes. Il n'y avait toutefois pas de représentants des secteurs sociaux ou des têtes dirigeantes du milieu étudiant.

Frais universitaires en hausse

Si ce pacte va de l'avant, certains universitaires devront toutefois payer une facture beaucoup plus salée. Selon la proposition, environ 85% du total des étudiants auraient en moyenne une augmentation de 2 200 \$ de leurs frais.

Pour certains autres domaines d'étude, la hausse serait toutefois astronomique en fonction du salaire projeté.

«On prend les moyennes canadiennes de chacun des secteurs. Par exemple, en médecine, c'est sûr que l'augmentation sera de 10 000\$-12 000\$ par année», a souligné M. Lacroix.

Courage politique

Le groupe affirme qu'il est nécessaire que le Québec ait un débat sur l'épineuse question et interpelle le gouvernement, mais également la population. «Les gestes de courage politique sont possibles quand il n'y a pas seulement le politicien qui est courageux. Il faut que tout le monde le soit. Ce n'est pas possible de penser qu'un chevalier va arriver sur un cheval blanc avec une grande épée toute droite et qui va régler le problème. Ce n'est pas comme cela que ça se passe», a souligné M. Bouchard avec sa verve habituelle.

LES 16 SIGNATAIRES DU PACTE

- **Lucien Bouchard**, ex-premier ministre péquiste du Québec
- **Monique Jérôme-Forget**, ex-ministre libérale des Finances
- **Michel Audet**, ex-ministre libéral des Finances
- **Joseph Facal**, ex-président du Conseil du Trésor
- **Robert Lacroix**, ex-recteur de l'Université de Montréal
- **Michel Gervais**, ex-recteur de l'Université Laval
- **Yves-Thomas Dorval**, président du Conseil du patronat du Québec
- **Françoise Bertrand**, pdg de la Fédération des chambres de commerce du Québec
- **Michel Leblanc**, président et chef de la direction de la Chambre de commerce de Montréal métropolitain
- **Claude Montmarquette**, professeur de l'Université de Montréal (sciences économiques)
- **Marcel Boyer**, professeur de l'Université de Montréal
- **Pierre Fortin**, professeur de l'Université du Québec à Montréal
- **Julie Bouchard**, ex-prés. de la Fédération étudiante collégiale du Québec et de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
- **Youri Chassin**, ex-prés. de la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke et ex-vice-président aux Affaires universitaires de la FEUQ
- **Hugo Joliette**, ex-prés. de l'Association générale étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et ex-trésorier de la FEUQ
- **Patrick Lebel**, ex-prés. de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

*Source: www.pactefinancementdesuniversites.info (pacte pour le financement concurrentiel de nos universités)

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : « Ce qu'ils en pensent... » - Mercredi 24 février 2010

« Ce qu'ils en pensent... »



«C'est le temps pour les acteurs dans le monde de l'éducation de trouver des solutions innovantes, et c'est ce qu'on fait»

— Barbara Poirier, présidente de la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL), qui propose de relier la facture non pas aux étudiants, mais aux entreprises, pour renflouer les universités et les cégeps.



«L'approche du Québec quant au financement de ses universités est un échec. Il faut non seulement le constater, mais surtout y remédier avant qu'il ne soit trop tard»

— Robert Lacroix, ex-recteur de l'Université de Montréal et signataire du Pacte pour le financement concurrentiel de nos universités.



«La situation est gênante au Québec. À HEC (Hautes études commerciales), nous sommes capables d'avoir un budget équilibré, mais nous nous démenons pour faire des levées de fonds, nous avons aussi une part importante qui vient de la philanthropie»

— Jacques Nantel, professeur titulaire et secrétaire général à HEC Montréal. Selon lui, le budget de l'institution est bousillé chaque année, mais de peine et de misère. Il maintient que HEC Montréal ne dépense pas son argent dans la gestion et la paperasse.

Propos recueillis par Agence GMI

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : LES RECTEURS SALUENT LA SORTIE DES SIGNATAIRES DU PACTE - Mercredi 24 février 2010



PHOTO D'ARCHIVES
✓ Daniel Zizian

Les recteurs d'universités québécoises ont salué la sortie de Lucien Bouchard et des quinze autres signataires du Pacte pour le financement concurrentiel de nos universités en soulignant leur « contribution importante à la discussion ». La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) a déclaré dans un communiqué que « le gouvernement, les étudiants et le secteur privé doivent contribuer au financement des universités de façon à combler l'écart qui existe entre le financement

des universités au Québec et celui observé dans les autres provinces ».

Le pdg de la CREPUQ, Daniel Zizian, qui parle au nom de 18 établissements universitaires, a ajouté que les propositions qu'on retrouve dans le pacte « comportent des éléments complexes qui méritent d'être examinés attentivement ».

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Augmentation limitée jusqu'en 2012 - Mercredi 24 février 2010

RÉMI NADEAU, Agence QMI

Malgré l'appel du pied d'un nombre grandissant d'intervenants, le gouvernement Charest n'a pas l'intention d'imposer une hausse des frais de scolarité plus importante d'ici à 2012.

Réagissant à la sortie publique du groupe réclamant un pacte pour le financement concurrentiel de nos universités, les ministres des Finances, Raymond Bachand, et de l'Éducation, Michelle

Courchesne, ont publié hier un court communiqué de presse pour saluer cette contribution au

débat sur l'assainissement des finances publiques.

Toutefois, la ministre Courchesne rappelle dans ce communiqué qu'elle a promis de limiter l'augmentation des frais de scolarité à 50 \$ par session universitaire jusqu'en 2012.

Cette hausse demeure minime, puisqu'il faudrait plus que doubler les frais annuels de 2 272 \$ pour atteindre la moyenne canadienne de 4 917 \$.

« Les principes de l'accessibilité, de l'équité, de l'excellence et de l'efficacité doivent demeurer à la base de toute décision qui sera prise à l'égard du financement des universités », écrit-elle.

Pourtant, récemment, elle avait donné l'impression de ne plus écarter une hausse plus importante de la contribution des étudiants, affirmant qu'il fallait attendre le dépôt du pro-

chain budget pour connaître le résultat d'une réflexion gouvernementale à ce sujet.

« Nous avons un engagement et nous avons l'intention de le respecter », a répété inlassablement l'attachée de presse de la ministre Tamara Davis, hier, alors que Mme Courchesne, aussi titulaire du Loisir et du Sport, s'est déplacée à Vancouver pour assister à une portion des Jeux olympiques.

Dans le communiqué de presse, Raymond Bachand signale pour sa part que le document soumis par le groupe reprend de nombreuses idées et propositions entendues dans le cadre des consultations pré budgétaires et de la rencontre économique 2010 tenue à Lévis.

« Il met en lumière un questionnaire qui revient sur la juste part que doivent payer les citoyens pour les services offerts par l'État », constate le ministre des Finances.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Pas la voie à suivre, selon le PQ – Mercredi 24 février 2010

(QMI) Le Parti québécois estime que le groupe mené par Lucien Bouchard fait fausse route en réclamant une hausse draconienne des frais de scolarité.

Bien qu'il se montre ouvert à la tenue d'un débat de société sur ce sujet, le PQ soutient qu'il faut éviter de résoudre le sous-financement des universités uniquement en puisant dans les poches des étudiants.

« Ce n'est pas la voie à suivre. Appliquer ce plan ferait plus de tort que de bien », a commenté la porte-parole péquiste en matière d'éducation, Marie Malavoy, qui craint un surendettement des étudiants.

En affirmant que le parti « est prêt à tout remettre sur la table », elle expose l'évolution de la position du PQ, qui n'érige plus le gel des frais de scolarité en dogme immuable.

Toutefois, le parti de Pauline Marois s'inscrit en faux contre la possibilité de doubler les frais imposés aux étudiants afin d'atteindre la moyenne canadienne, qui s'élève à 4 917 \$.

« Doubler, ce n'est pas dans notre approche. Moi, je suis fière que l'on soit l'endroit le moins cher en Amérique du Nord, parce que l'investissement dans les études supérieures, c'est toute la société qui en bénéficie », a indiqué Mme Malavoy.

Le PQ rejette aussi la proposition de moduler les frais d'inscription des étudiants en fonction des coûts associés à leur formation.

Ainsi, un étudiant en médecine débourserait bien davantage qu'un collègue ayant choisi un programme moins onéreux à donner.

« Si un médecin spécialiste gagne 300 000 \$ au sortir de ses études, la façon d'aller chercher cet

argent, c'est par l'impôt. Mais laissons accès à tout le monde à l'entrée », a plaidé la députée de Bourget.

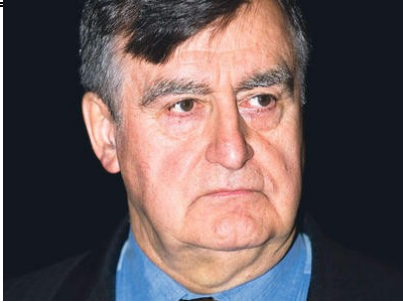
L'ADQ applaudit

Le chef adéquate Gérard Deltell endosse pour sa part l'ensemble des recommandations formulées notamment par l'ancien premier ministre Bouchard.

L'ADQ estime que le gouvernement pourrait éviter un choc tarifaire aux étudiants en étalant sur cinq ans le rattrapage à effectuer pour que les droits de scolarité du Québec se comparent à la moyenne canadienne.

« Il faut arrêter de se mettre la tête dans le sable, un statu quo est irresponsable », a-t-il déclaré.

MÉTRO : 1ère page : Financement des universités: Le dégel des droits de scolarité sur la table – Mercredi 24 février 2010



Graham Hughes/La Presse canadienne
Lucien Bouchard fait partie du groupe de 16 personnalités qui ont demandé de dégeler les droits de scolarité dans les universités québécoises

JENNIFER GUTHRIE

Devant l'incapacité du gouvernement du Québec à hausser ses contributions aux universités, un groupe de 16 personnalités, mené par l'ancien premier ministre Lucien Bouchard, a proposé mardi un nouveau pacte de financement, qui passerait par un dégel des droits de scolarité.

Disant vouloir susciter un «débat convivial», Lucien Bouchard s'est notamment entouré de l'ex-président du Conseil du trésor Joseph Facal et de l'ex-ministre des Finances Monique Jérôme-Forget. Ils ont préparé un plan qui permettrait aux universités québécoises de réintégrer le modèle nord-américain et d'améliorer leur financement sans compromettre leur valeur d'accessibilité.

«Le modèle de financement des universités québécoises est un échec, a affirmé Robert Lacroix, ancien recteur de l'Université de Montréal. Nous devons non seulement le constater, mais y remédier.»

La facture aux étudiants

Selon les signataires du pacte, les universités ont dû accumuler un déficit qui dépassera cette année 500 M\$ afin de pallier le sous-financement qui les touchent depuis 15 ans. «Le gouvernement a fait sa part, a expliqué M. Bouchard. Il faut se tourner vers les étudiants.»

Le groupe a proposé de déplaçonner les droits de scolarité et de les différencier selon le niveau d'études et le secteur disciplinaire. Une telle mesure se traduirait, pour 80 % des étudiants, en une hausse de 2 200 \$ des droits de scolarité par année. La hausse serait toutefois plus importante pour les étudiants des secteurs professionnels à coûts élevés, dont la médecine, qui seraient confrontés à des hausses variant de 3 000 \$ à 10 000 \$ par année.

MÉTRO : Pacte pour les universités: Les associations étudiantes s'insurgent – Mercredi 24 février 2010

JENNIFER GUTHRIE

La proposition d'un groupe de 16 personnalités, dont Lucien Bouchard, Monique Jérôme-Forget et Joseph Facal, de dégeler les droits de scolarité dans les universités québécoises à compter de 2012 a fait réagir les associations étudiantes de la province mardi. Ces associations ont unanimement rejeté la possibilité de voir le gouvernement demander aux étudiants une plus grande contribution financière.

«Certes, le sous-financement de nos universités est un problème, a indiqué le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Jean Grégoire. Mais avant qu'on puise davantage dans les poches des étudiants, il faut faire le ménage dans la gestion des universités.» L'ancien premier ministre Lucien Bouchard a cependant estimé qu'une revue des modes de gestion des universités ne pouvait pas résoudre leurs problèmes de financement.

«On doit revoir la qualité de la gestion, mais ça reste minime par rapport au niveau d'investissement qui est requis», a-t-il affirmé.

À Québec

Le ministre des Finances, Raymond Bachand, et la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, ont affirmé par voie de communiqué avoir pris connaissance avec intérêt du pacte pour le financement concurrentiel des universités.

«Ce document reprend de nombreuses idées et propositions entendues dans le cadre des consultations prébudgétaires et lors de la Rencontre économique 2010», a indiqué M. Bachand.

Accessibilité

Les associations étudiantes ont également dit craindre que l'accessibilité aux études supérieures soit compromise par la hausse des droits de scolarité. «Déplaçonner les frais de scolarité amènera une baisse des inscriptions et bloquera l'accès à l'université aux jeunes de la classe moyenne inférieure», a estimé le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Xavier Lefebvre-Boucher.

La proposition des signataires du pacte de forcer les universités à investir 30 % de leurs revenus supplémentaires, soit un total d'environ 170 M\$,

dans les programmes de bourses n'a pas su rassurer le président de la FECQ.

Un manque à gagner

«Croire que seulement 170 M\$ investis dans le programme de prêts et bourses réglerait le problème [de l'accessibilité], c'est avoir une très piètre connaissance du programme», a commenté M. Lefebvre-Boucher, qui a rappelé que le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études évaluait à 100 M\$ le manque à gagner du programme de prêts et bourses.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a pour sa part dit craindre une américanisation du système universitaire québécois advenant l'application du pacte présenté mardi.

«On veut hausser les frais de scolarité jusqu'à 10 000 \$ alors qu'il y a déjà un trou dans les prêts et bourses, a critiqué le coordonnateur général de l'ASSÉ, Christian Pépin. Ce que ces gens proposent, c'est un modèle universitaire à l'américaine qui va nous faire revenir pratiquement 50 ans en arrière.»

24HEURES : Financement des universités : Des personnalités tirent la sonnette d'alarme – Mercredi 24 février 2010

Des personnalités tirent la sonnette d'alarme

OLIVIER BOURQUE
Agence QMI

Un groupe de 16 personnalités, dont certains « lucides », proposent un dégel des frais de scolarité pour assurer un meilleur financement des universités. Cette proposition pourrait toutefois engendrer une facture salée pour certains étudiants.

Les membres du groupe, dont l'ancien premier ministre péquiste Lucien Bouchard et l'ex-ministre des Finances Monique Jérôme-Forget, tirent donc la sonnette d'alarme en affirmant que le modèle actuel « est un échec ».

La mesure proposée par le groupe : déplaçonner les droits de scolarité à partir de 2012 pour une durée de trois ans. Il demande aussi au gouvernement de maintenir le niveau actuel du financement public.

« Le Québec a mal à ses universités. Le mal n'est pas incurable, mais il est

chronique », a déclaré M. Bouchard.

« L'approche du Québec quant au financement de ses universités est un échec. Il faut y remédier avant qu'il ne soit trop tard », a ajouté Robert Lacroix, ex-recteur de l'Université de Montréal.

Selon lui, le sous-financement des universités perdure depuis 15 ans et est évalué à 500 millions \$ par année. Avec ces mesures, le groupe croit pouvoir aller chercher 565 millions \$ annuellement.

Le groupe veut mettre en œuvre ce pacte tout en conservant les grandes « valeurs québécoises » que sont l'accessibilité, l'équité, l'excellence et l'efficacité. « Il n'est pas question que l'université soit fermée à des étudiants en raison de leur milieu », a soutenu M. Lacroix.

On souhaite également mettre de l'avant un système dans lequel les bourses seraient plus



Lucien Bouchard et 15 autres personnalités assurent que le modèle actuel de financement des universités est un échec.

indiqué qu'on « amène des propositions, mais on ne tient pas compte des étudiants ».

Des frais universitaires en hausse

Si ce pacte va de l'avant, des universitaires devront payer une facture plus élevée. Selon la proposition, environ 95 % du total des étudiants auraient en moyenne une augmentation de 2 200 \$ de leurs frais. Pour certains domaines d'études, la hausse pourrait même être astronomique en fonction du salaire projeté.

Le groupe affirme qu'il est nécessaire que le Québec ait un débat sur l'épineuse question et interpelle le gouvernement ainsi que la population. « Les gestes de courage politique sont possibles quand il n'y a pas seulement le politicien qui est courageux. Il faut que tout le monde le soit », a souligné M. Bouchard avec sa verve habituelle.

élevées et le remboursement des prêts modulé en fonction des revenus.

La réaction n'a pas

tardé du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec. Le président Jean Grégoire a

24 HEURES : Vox Pop : Êtes-vous d'accord avec Lucien Bouchard, qui veut déplaçonner les frais de scolarité au Québec? – Mercredi 24 février 2010

VOXPOP 24H

ÊTES-VOUS D'ACCORD AVEC LUCIEN BOUCHARD, QUI VEUT DÉPLAÇONNER LES FRAIS DE SCOLARITÉ AU QUÉBEC?

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE SAUCIER

 Nadia Elchik Mascouche	Non. Ça coûte déjà à assez cher. C'est pour que les études supérieures sont gratuites au Québec. Il ne faudrait pas empirer les choses.	 Patrick Gendron Montréal	Non. C'est important que l'accès aux études supérieures soit pour tout le monde. Ce ne serait pas démocratique. Avoir un peuple ébahi, ça a un prix.
 Amik Silone Steveston	Non. C'est un des bénéfices dont on peut profiter ici. Ça priverait plein de gens qui n'ont pas les moyens. On devrait garder le système comme il est.	 Franco Bouchard Boisbriand	Non. J'ai un enfant qui s'en va à l'université et il en a pour cinq ans. Avec les frais débloqués, il ne serait pas capable de payer pour ses études.
 Lolita Naveco Montréal	Non. Ça serait injuste pour ceux qui ne peuvent pas se payer les frais déjà exorbitants. Ça créerait une inégalité pour les familles moins aisées.	 Hugues Mercier Montréal	Non. Il faudrait même augmenter aux revenus des étudiants et de leur famille. Les frais devraient être proportionnés à la capacité de payer.

THE GAZETTE: Curing the tuition fee malady, by PEGGY CURRAN, on the high cost of higher education – Wednesday, February 24, 2010

"Quebec's approach to the funding of its universities is a failure."
 So is Lucien Bouchard really the great Satan after all – or an aging white knight with the clout and the chutzpah to save Quebec from itself ?





MARCOS TOWNSEND THE GAZETTE

Lucien Bouchard listens to speakers participating in a forum on the future of university education in Quebec.

How you answer probably depends on whether you expect to be paying university tuition any time soon, and where.

Yesterday, the former Parti Québécois premier joined former Liberal and PQ finance ministers and Treasury Board presidents, along with business leaders and retired rectors in urging the Charest government to lift the 14-year cap on tuition fees while ensuring accessibility and maintaining current levels of public funding.

"The situation is a dangerous one, and requires an immediate response," they caution in the Pact for the Competitive Funding of Our Universities.

Calling for political courage and bold action, Bouchard says it's time Quebec deregulated tuition and freed universities to charge students the extra \$3,000 to \$8,000 a year it costs to educate them, depending on their field of study.

"Quebec universities are hurting. The condition is not incurable, but it is chronic," Bouchard said. "This is why we are strongly encouraging all Quebecers to commit themselves to supporting our universities."

Bouchard said there is nothing fair about a system in which students enrolled in high-paying professional programs such as medicine, dentistry and law pay the same tuition – and are bound by the same loan repayment schedules – as students with a degree in literature or social sciences.

Robert Lacroix, a former rector of Université de Montréal, says you get what you pay for these days. All too often, he said, that means lecturers instead of professors are teaching classes and a constant struggle by administrators to recruit and keep the brilliant minds that make an institution great.

He said universities need fresh revenue sources if the province hopes to catch up and keep pace with the rest of North America, on campus and in the job market. "Quebec's approach to the funding of its universities is a failure," Lacroix said. "Not only must we realize this, we must remedy it before it's too late."

Lacroix admits he's not keen on McGill University's decision to privatize its MBA program, allowing it to charge \$29,000. Yet he has no problem allowing each university to set its own fees – in business terms, to decide what the market will bear – even if that widens the gap between top-ranked schools – think research-intensive schools such as U de M, McGill and Université Laval – and the rest of the pack. That's how it works elsewhere in North America and Europe, he said, so why not here?

The recommendations, which the group suggests be implemented over three years beginning in 2012, received predictably mixed reviews. There were muted murmurs of approval from Quebec City, where Finance Minister Raymond Bachand and Education Minister Michelle Courchesne have been tearing their hair out trying to figure out how to reconcile the rock of under-funded universities with the hard political realities of rabbleroising students who have thwarted every attempt to end the tuition freeze. But while young Liberals and ADQ activists rushed to claim a share of the credit for the proposals, the coalition which represents the vast majority of Quebec university students signalled opposition to any plan which takes a single cent out of students' pockets.

Bouchard once defended his political ideas by saying he was not "the great Satan ... just a normal Quebecer who knows something about history and is trying to make things better for Quebec in the future."

Yesterday, he said that future depends on the willingness of many people to come together and do the right thing.

"Political courage isn't something you can swallow with your morning coffee," he said. "Courageous political acts are possible when it isn't just the politician who is being courageous," Bouchard said.

"You can't wait around for a knight to arrive atop a great white horse and say, 'I will solve the problem.'"

"That's not how it happens. It's the people who must support difficult decisions, because they are the ones who pay for the decisions."

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Financement des universités : Pour le dégel des droits de scolarité - Mise à jour le mercredi 24 février 2010 à 4 h 22

Plusieurs anciens politiciens, libéraux et péquistes, dont l'ex-premier ministre Lucien Bouchard, ainsi que d'anciens recteurs et leaders étudiants, proposent un « pacte » pour parer au sous-financement des universités.

Parmi les solutions évoquées lors d'une conférence de presse à Montréal, mardi, ils ont proposé un dé plafonnement des droits de scolarité. Ils estiment que ce dégel permettrait de dégager, à terme, un revenu annuel supplémentaire de 565 millions de dollars.

Le groupe n'envisage pas, par ailleurs, une contribution plus importante de Québec au financement public des universités, estimant que la province n'a pas les moyens de contribuer davantage.

Aucun appel non plus du côté d'Ottawa, alors que le Québec a demandé à plusieurs reprises le rétablissement des paiements de transfert pour l'éducation postsecondaire à leur niveau de 1994, avant les compressions liées à la lutte contre le déficit. Lucien Bouchard a affirmé qu'il ne se résignait pas à ce sujet.

Un dégel proportionnel

Le rattrapage proposé s'étalerait sur trois ans, à compter de 2012. Ce dégel des droits de scolarité devrait toutefois tenir compte du domaine d'étude, selon le groupe.

Par exemple, un étudiant en médecine, dont la formation coûte plus cher, mais qui aura un revenu plus élevé à la fin de ses études, pourrait voir ses droits de scolarité subir une augmentation allant jusqu'à 10 000 \$ par année sur trois ans.

À l'opposé, une formation en travail social, moins coûteuse, entraînerait une augmentation de quelque 2000 \$ annuellement. En fait, selon le groupe, 85 % des étudiants subiraient une hausse de cet ordre.

Selon les signataires du « pacte », les augmentations des droits de scolarité n'affecteront pas l'accessibilité à l'université. Ils préconisent que 30 % des revenus supplémentaires, générés par le dégel, soient consacrés aux prêts et bourses, soit quelque 170 millions de dollars par année. Et les prêts et bourses seront remboursés proportionnellement aux revenus gagnés par les futurs diplômés.

Selon l'un des signataires, l'ancien représentant étudiant Youri Chassin, le programme de prêts et bourses, dont la valeur annuelle actuelle avoisine les 380 millions de dollars, continuera de favoriser l'accès aux études. « Il n'est pas question que les ressources financières soient un préalable à la poursuite d'études universitaires », a déclaré M. Chassin, en entrevue à RDI.

Pour faciliter l'accès aux universités, les signataires préconisent qu'une partie du financement serve à favoriser les autres niveaux d'enseignement au Québec.

Dans une déclaration préliminaire, les signataires ont affirmé que le modèle actuel de financement des universités était un « échec ».

Ils ont indiqué que le sous-financement des universités s'élèverait à 500 millions de dollars par année. Ce sous-financement conduit, selon eux, au déclin de la qualité de l'enseignement, ce qui risque d'avoir un impact sur la croissance et l'économie du Québec.

Les signataires du pacte

- Michel Audet**, ex-ministre des Finances du Québec
- Lucien Bouchard**, ex-premier ministre du Québec
- Joseph Facal**, ex-président du Conseil du trésor

Monique Jérôme-Forget, ex-ministre des Finances du Québec et ex-présidente du Conseil du Trésor

Françoise Bertrand, présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec

Yves-Thomas Dorval, président du Conseil du patronat du Québec

Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Julie Bouchard, ex-présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM)

Youri Chassin, ex-président de la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS), ex-vice-président aux Affaires universitaires de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et ex-membre du Conseil permanent de la jeunesse

Hugo Jollette, ex-président de l'Association générale étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (AGEUQAT) et ex-trésorier de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)

Patrick Lebel, ex-président de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) et du Conseil permanent de la jeunesse

Marcel Boyer, professeur émérite de l'Université de Montréal

Pierre Fortin, professeur émérite de l'Université du Québec à Montréal

Michel Gervais, ex-recteur de l'Université Laval

Robert Lacroix, ex-recteur de l'Université de Montréal



Claude Montmarquette, professeur émérite de l'Université de Montréal

Les fédérations étudiantes répliquent

Les fédérations étudiantes sont loin d'adhérer aux idées des signataires du « pacte », dont font partie certains anciens représentants étudiants. Dans un communiqué, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a de nouveau réclamé un sommet sur l'éducation postsecondaire, critiquant l'approche préconisée par les 16 personnalités. « Certes, le sous-financement de nos universités est un problème, mais avant que l'on puise davantage dans les poches des étudiants, au risque de mettre en péril l'avenir du Québec en réduisant l'accessibilité aux études, il faut faire le ménage dans la gestion des universités, a déclaré le président de la FEUQ, Jean Grégoire.

« Une fois de plus, une certaine élite de notre société, dans le cadre d'une prétendue "démarche citoyenne", pêche une explosion de la contribution étudiante, sans tenir compte des problèmes que cela pourrait engendrer, et sans consulter les principaux intéressés : les étudiants », ajoute la FEUQ dans son communiqué. De son côté, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) déplore surtout un manque d'aide pour les étudiants moins fortunés. « Déplafonner les frais de scolarités amènera une baisse des inscriptions, et bloquera l'accès à l'université aux jeunes de la classe moyenne inférieure. Croire que seulement 170 millions de dollars investis dans le programme de prêts et bourses régleront le problème, c'est avoir une très piètre connaissance du programme », a souligné le président de la FECQ, Xavier Lefebvre Boucher.

La FECQ cite une évaluation du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCA-FE) qui évaluait en 2004 qu'il manquait déjà quelque 100 millions dans le programme de

prêts et bourses pour répondre aux besoins des étudiants.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) croit aussi que le dégel des frais de scolarité nuira à l'accessibilité aux études.

Pour la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), institution dont l'ex-recteur fait partie des signataires du « pacte », l'entreprise privée devrait faire un plus grand effort. Elle suggère une contribution équivalant à 1 % de la masse salariale des entreprises. « Il est dommage que les entreprises du Québec remettent en question l'idéal d'un système d'éducation accessible et de qualité sans se rendre compte qu'elles sont les premières à en bénéficier », a déclaré dans un communiqué la présidente de la CADEUL, Barbara Poirier.

Réactions politiques

À Québec, les ministres des Finances, Raymond Bachand, et de l'Éducation, Michelle Courchesne, anciens collègues des signataires Michel Audet et Monique Jérôme-Forget, ont estimé que les propositions du groupe étaient conformes aux idées, propositions et questionnements exprimés dans le cadre des consultations prébudgétaires. « Par leur démarche, ils contribuent à nourrir le débat ayant cours sur la place publique quant aux choix relatifs aux finances publiques du Québec », ont déclaré M. Bachand et Mme Courchesne dans un communiqué.

La porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy, a déploré que les idées, qu'elle juge simples et étroites, du groupe ne fassent pas l'objet d'un débat public. Elle s'est inquiétée particulièrement de la hausse proportionnelle des droits de scolarité. « Si on module les droits en fonction des disciplines, cela veut dire qu'un jeune étudiant en médecine va sortir de ses années d'université avec un endettement de plus de 100

000 \$. Vous imaginez partir dans la vie comme ça? » a demandé la députée péquiste de Taillon. Le chef de l'Action démocratique du Québec, Gérard Deltell, a fait valoir que son parti défendait des positions similaires à celles des signataires du « pacte » depuis plusieurs années. « C'est quasiment du copier-coller de ce que nous, l'ADQ, défendons depuis des années. Le gel des frais de scolarité, comme tout gel, n'est pas porteur d'avenir », a déclaré M. Deltell. Québec solidaire rappelle pour sa part une déclaration faite par son député Amir Khadir à l'Assemblée nationale, le 18 février dernier. M. Khadir interpellait la ministre Courchesne pour rappeler que l'idée d'une hausse des frais de scolarité ne fait pas l'unanimité au Québec. « Le dernier dégel des frais de scolarité qui se terminera en 2012 aura déjà augmenté la facture des étudiants de 30 %. C'est à d'autres de faire leur part », dit le député de Mercier dans un communiqué.

audio-vidéo

[Les études universitaires coûtent plus en Ontario, explique Philippe Leblanc.](#)

[Dégel des droits de scolarité: Réaction du président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Jean Grégoire](#)

[L'ex-premier ministre Lucien Bouchard se joint à une quinzaine de personnalités pour relancer le débat sur le dégel des frais de scolarité, explique Martine Biron.](#)

[Des personnalités québécoises demandent au gouvernement Charest de déplafonner les droits de scolarité dans les universités, explique Louiselle Lévesque.](#)

[Financement des universités: Monique Jérôme-Forget, ancienne ministre des Finances du Québec, explique à Joane Prince le pacte proposé.](#)

[Conférence de presse des signataires](#)

[Sébastien Bovet résume les propositions du groupe.](#)

RUEFRONTENAC.COM : Des personnalités font un blitz en faveur du dégel des droits de scolarité - Mise à jour le Mardi, 23 février 2010 19:47

Écrit par Valérie Dufour

Une brochette d'ex-politiciens – dont Lucien Bouchard –, de gens d'affaires et de grosses pointures du monde universitaire suggère au gouvernement Charest d'augmenter le financement des universités québécoises en dégelant les droits de scolarité dès 2012.

« Le Québec a mal à ses universités. Le mal n'est pas incurable, mais il est chronique. C'est pourquoi nous incitons fortement tous les Québécois à s'engager en faveur de nos universités », écrivent les 16 personnalités signataires de cette lettre.

En plus de l'ancien premier ministre du Québec, ce « pacte pour le financement concurrentiel de nos universités » est signé notamment par les anciens ministres Michel Audet, Monique Jérôme-Forget et Joseph Facal, de même que par les anciens recteurs Robert Lacroix et Michel Gervais, et les professeurs Pierre Fortin et Claude Montmarquette.

Concurrence internationale

« Devant une concurrence internationale qui s'intensifie, notre prospérité collective repose sur notre capacité à utiliser le savoir. [...] En matière de budget de fonctionnement, l'écart entre les universités québécoises et celles du reste du Canada s'élève à quelque 500 millions de dollars par année », signalent-ils.

« Notre pouvoir d'attraction des étudiants étrangers, des meilleurs chercheurs et des professeurs les plus renommés est directement en cause. Aussi, ce n'est pas seulement la position concurrentielle de nos universités qui est menacée,

mais surtout celle de l'économie et de la société québécoise dans son ensemble », ajoutent les sages.

Pour solutionner l'épineux problème de sous-financement des universités, le groupe suggère la mise en place d'un plan de trois ans qui comprend le déplafonnement des droits de scolarité. Ce dégel permettrait ainsi aux établissements de moduler les droits de scolarité « selon le niveau d'études et le secteur disciplinaire pour refléter davantage le coût de formation et les rendements variables de l'investissement en éducation universitaire ».

565 millions de dollars de plus

Les signataires de cette lettre estiment que les universités québécoises tireraient en 2015 quelque 565 millions de dollars de cette mesure. Pour maintenir l'accessibilité aux étudiants moins bien nantis, ils suggèrent la mise sur pied d'un programme « ciblé » de soutien financier, de même que des mesures pour renforcer les programmes déjà existants.

« Chaque université devra consacrer 30 % des revenus supplémentaires découlant de l'augmentation des droits de scolarité à favoriser l'accès à l'université à l'aide de bourses substantielles aux candidats méritants provenant de milieux moins fortunés. Ce programme ajoutera ainsi 170 millions de dollars aux 380 millions déjà consacrés annuellement à l'aide aux étudiants par le gouvernement », précise-t-on.

« Nous proposons la mise en place d'un système de remboursement des prêts étudiants qui soit proportionnel aux revenus gagnés par les éven-

tuels diplômés. Un tel système réduira grandement les craintes et les répercussions découlant des aléas du marché du travail », notent les 16 personnalités publiques.

Et pour soutenir ces efforts, les sages demandent au gouvernement de s'engager à « consacrer les budget ainsi libérés pour favoriser la réussite scolaire à tous les niveaux d'études ». Ils montrent particulièrement du doigt le fort taux de décrochage scolaire au secondaire.

Réactions

À Québec, le « pacte de financement » proposé par Lucien Bouchard et les autres membres du groupe a été reçu de façon plutôt favorable. Dans un communiqué conjoint, le ministre des Finances et la ministre de l'Éducation ont indiqué avoir « pris connaissance avec intérêt » des propositions. « Ce document reprend de nombreuses idées et propositions entendues dans le cadre des consultations prébudgétaires et lors de la Rencontre économique 2010 », a fait remarquer Raymond Bachand.

« L'éducation a toujours été une priorité pour notre gouvernement. Nous avons pris l'engagement d'investir 1 milliard de dollars en enseignement supérieur d'ici 2012, et nous maintenons le cap, a renchéri Michelle Courchesne. Les quatre grandes valeurs mentionnées dans le pacte proposé, soit l'accessibilité, l'équité, l'excellence et l'efficacité, doivent demeurer à la base de toute décision qui sera prise à l'égard du financement de nos universités. »

Son de cloche bien différent du côté des associations étudiantes, on le devine. « Une fois de

plus, une certaine élite de notre société, dans le cadre d'une prétendue "démarche citoyenne", prêche une explosion de la contribution étudiante, sans tenir compte des problèmes que cela pourrait engendrer et sans consulter les principaux intéressés : les étudiants », a commenté le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Jean Grégoire.

L'association propose plutôt au gouvernement québécois de tenir un sommet sur l'éducation post-secondaire pour dresser un portrait de la situation dans son ensemble. « Certes, le sous-financement de nos universités est un problème, mais avant de puiser davantage dans les poches des étudiants et de risquer de mettre en péril l'avenir du Québec en réduisant l'accessibilité aux études, il faut faire le ménage dans la gestion des universités », a indiqué M. Grégoire.

De son côté, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante est convaincue que le dégel va réduire l'accessibilité à l'université. « L'ASSÉ questionne également la question de différenciation des frais. Il coûtera plus cher pour un étudiant de s'inscrire en médecine qu'en philosophie, les étudiants moins fortunés auront moins de possibilités de s'inscrire dans les programmes plus coûteux. On veut ici créer un système à deux vitesses qui empêchera certains jeunes d'étudier là où ils le veulent vraiment », a soutenu le coordonnateur général de l'organisme qui prône la gratuité scolaire, Christian Pépin.

La Fédération étudiante collégiale du Québec a qualifié les « idées et solutions véhiculées par ce texte complètement irréflechies ». « Déplafonner les frais de scolarité amènera une baisse des inscriptions et bloquera l'accès à l'université aux jeunes de la classe moyenne inférieure », a insisté Xavier Lefebvre Boucher, le président de cet organisme qui affirme parler au nom de 45 000 cégépiens.

Commentaires (20)

Le plus grand lucide

L'idée du dégel des frais de scolarité n'est ni nouvelle, ni mauvaise. Au contraire, on ne peut quand même pas attendre au prochain siècle pour faire un ajustement équitable. Mais comme d'habitude, Lucien Bouchard ne répète que ce qui a déjà été dit cent fois par d'autres avant lui, et aussi par certains lucides auto-proclamés, anciens et nouveaux. Une fois de plus, Lucien-Lucide Bouchard n'est qu'un porte-parole, efficace peut-être, mais porte-parole tout de même.

Toutefois, parmi tous les premiers ministres du Québec depuis 1867, c'est justement le plus grand des lucides qui a eu l'idée la plus originale pour s'assurer une première place dans l'histoire du Québec. En effet, au tournant du prochain siècle, nos descendants retiendront que non seulement Bouchard s'est déshonoré dans l'affaire Yves Michaud, mais qu'il a aussi déshonoré la fonction de premier ministre. Quelle idée originale, certes, mais quel incroyable manque de lucidité!!! Bien sûr, il s'agit de sa plus grande bêtise, celle qui l'aura malheureusement discrédité à jamais aux yeux de la grande majorité de ses concitoyens. Hélas, il ne pourra jamais effacer ce sombre chapitre, celui qui a indiscutablement dévoilé toute sa petitesse, même si monsieur Yves Michaud lui pardonnait cet évident manque de lucidité et aussi d'humanité. Voilà pour sa première place dans l'histoire du Québec, la première place de la honte!!!

Néanmoins, par compassion pour ce triste personnage, souhaitons-lui quand même l'intelligence et surtout toute la lucidité requise pour atteindre la sagesse de bien comprendre qu'il doit maintenant se taire pour le bien commun, mais surtout pour le sien.

Bill Facture , février 24, 2010

Politique bizarroïde

Qu'est-ce qui se passe au Canada? Prorogation, projet de loi privé, sénateur qui sait pas lire, coalition=coup d'état, PM pas payé par l'état, sommet du ridicule, corruption à tous les coins de rue...

Maintenant un "lettre de sage"?, pouvez-vous arrêter de nous prendre des imbéciles SVP?

Voulez-vous vous mettre dans la tête que nous aimons notre système tel qu'il est; gratuité dans la santé et l'éducation. On accepte de payer des impôts pour ça! Arrêtez de baisser les impôts et faites nous un budget. Personne n'a voté pour changer ces choses. Vous n'avez pas de mandat. Iluv , février 24, 2010

Hausse des frais de scolarité : une prime au succès

Moi-même parent de deux futures étudiantes universitaires, je vais trouver salée les hausses. Mais nous devrions changer la philosophie face à des hausses, en créant un forme de prime au succès et en favorisant la réussite. Voici le principe: les frais de scolarité seraient augmentés significativement, certes pas au niveau ontarien. Tout étudiant qui réussirait son cours profiterait d'une forme de remboursement / crédit d'impôt qui diminuerait de moitié les frais de scolarité. Une telle approche tant au Gegep qu'à l'Université. Cessons de subventionner la médiocrité et mettons l'emphase sur le succès. Jocelyn Marquis , février 24, 2010

Ils ont raison...

J'ai étudié longtemps à l'université - 7 ans au total et je n'ai pas payé beaucoup comparativement à mes amies du reste du Canada.

Les universités québécoises font pitié par rapport à celles de certaines autres provinces (je connais bien UBC, SFU entres autres) et l'augmentation des frais de scolarité est inévitable.

Si on veut étudier on peut. On se sert la ceinture, on travail l'été, on se fait un budget.

Les logements ne coutent rien au Québec comparé au reste du pays. Les frais de scolarité au Québec sont ridicules comparés aux autres provinces.

Donc une augmentation raisonnable des frais de scolarité va juste aider nos universités à être meilleure et arrêter de me faire rire avec vos problèmes d'accessibilité, de système à 2 vitesses, etc.

On est gras dur au Québec déjà comparé au reste du pays!

mdagenais , février 24, 2010

Ça devient lourd

De quoi peut souffrir Lucien Bouchard? Sérieux, le nombrilisme surdimensionné et l'obésité morbide de l'ego de cet homme surprennent, par le fait qu'ils dépassent toutes les frontières de l'entendement et de la décence civile. De par son passé, comme premier ministre, il est tenu à la réserve, à la retenue et à la discrétion. Non seulement il s'en balance éperdument, mais on est tout à fait justifié de se demander plus d'une question. La première est à l'effet de savoir à la solde de qui (pluriel) il travaille et dans quel dessin qui a toutes les apparences d'une explosion sociale? Il faudrait qu'un psychologue ou qu'un psychiatre ou qu'un psychanalyste, non commandité ni mandaté, se penche sur ce cas et informe la population des retombées nocives de ses prises de position et des retombées qui risquent de devenir tsunamiques. À moins qu'il ne soit que le bouffe du zoo libéral et que ses "services" sont retenus \$\$\$ pour distraire et faire diversion, au moment précis où Jean Charest et nombre des ministres de son gouvernement sont associés à des collusiones et à des scandales ficelés à la corruption institutionnalisée toujours exempte de toute inquisition légitime

et de toute enquête publique. Dans un tel cas, ce serait tout aussi intéressant. Qu'il devienne éditorialiste à la Presse ou scribe à la solde des papiers-culs «Le Québécois» et «Virgile», passe toujours, puisque le lectorat de ce genre de torchons l'applaudissent, même quand il éternue. Mais qu'il branche son lutrin sur toutes les tribunes du Québec, comme le font les folkloriques et loufoques m'as-tu-vus et «preachers» de Hide Park (Londres), ça commence à sentir le « mandat » (THE MANDATE) criblant l'antisémitisme et ciblant le pro-sionisme, comme s'en sont procurés et accordés certaines têtes brûlées dont l'histoire témoigne des profondes stigmates dont certains peuples ont hérité.

pagerry3 , février 24, 2010

N'étant pas lucide dans le passer, ne sera pas plus lucide aujourd'hui

Ces justement a cause d'ancien politicien qu'ont en est rendu là, alors vos conseils..., avec Monique Jerome a ses coté qui n'as toujours pas vu de crise économique ont peu vraiment se demander pour qui travaille cette bande d'opportuniste supposer lucide

Un catholique francophone français d'amérique , février 23, 2010

Mais oui!

Tous archi bourrés ce monde-là.

Denis , février 23, 2010

Le même crétin qui a présidé à la

Ça suffit !

Basta !

Ce triste sieur qui a autorisé la réforme scolaire (S'en rappelle-t-il ou un autre adepte du "J'oublie-tout-e-et-oublier-mes-propos-au-plus-c...-que-je-puisse-encore-déconner") s'attaque maintenant aux universités qu'il a LUI (Oui, le grand LUI...comme LUCIEN!) contribué à transformer en gigantesque kindergarden de haut niveau et en voie d'évitement du chômage...

Maintenant pour régler le problème il propose de les rendre quasi inaccessibles. Cessons de prendre cet illuminé au sérieux. Il a dans sa triste carrière fait plus de mal que de bien.

Cessez, peuple crédule de voir la réincarnation du Bouda dans cette grande gueule qui n'est heureuse que lorsque les médias lui donne son bel aura...

Pour le massacre qu'il a fait dans le système de santé, et ce, à lui seul il mérite le Panthéon de la bêtise politique au Québec...

Basta la grande gueule !

Tasse toi connard... , février 23, 2010

\$\$\$\$

Moi, je dis qu'il serait temps que les entreprises paient leur juste part d'impôt !!! Il y a 50 ans ... les impôts des entreprises représentaient plus de la moitié des revenus de l'état ! Aujourd'hui,... moins de 10 % !

Alors qu'en dites-vous?

Riche arrêtez de vouloir faire payer les plus pauvres et payez votre juste part !

\$\$\$, février 23, 2010

Soyons sage: faisons payer les autres...

Tiens tien! Il n'y a pas parmi ces sages... d'étudiants! C'est drôle comme dans tout ces débats sur le financement des services publics tous les prétendus "experts", "sages", "lucides", etc. ne propose jamais de solution qui risque d'avoir un impact sur LEURS portefeuilles et/ou services publique à eux... Ma suggestion : si on arrêtait de payer des médecins et pharmaciens pour faire bander les vieux (comme nos chers "sages")? ;-) Les économistes ont un terme tout désigné: les "externalités"... Ce qui veut dire en bref, "faire payer les autres"... Si au moins ils étaient honnêtes! Ils parlent d'attirer les étudiants étrangers... Justement! Mc Gill attire plein

d'Américain parce que l'université est reconnue mondialement... et que les frais de scolarité sont beaucoup plus bas que chez eux!

Dominic Claveau , février 23, 2010

Allô !!!

Dégeler les frais de scolarité?

C'est déjà fait !

À chaque session, le coût augmente de 50 \$ ce qui fait 100\$ par année ! et ce depuis maintenant trois ans !!!

Je considère maintenant M. Bouchard comme un adéquate... et par conséquent, il n'est pas très haut dans mon estime!

voyons... , février 23, 2010

...

— Entre 1998 et 2007, les droits de scolarité universitaire se sont accrus de 3,0%, alors que l'indice des prix à la consommation augmentait de 19,8%.

Donc, quand l'on tient compte de l'inflation et que l'on compare les données en dollars constants, les frais de scolarité en 2007 sont inférieurs à ceux de 1998. Au Québec, les frais de scolarité ne sont pas gelés, ils sont réduits tous les ans.

Étant donné l'énorme dette du Québec...

Étant donné que les bas frais de scolarité n'entraînent pas un taux de diplomation accru (<http://www.statcan.gc.ca/daily...6b-fra.htm>)...

Le Québec a-t-il encore les moyens de maintenir artificiellement bas les frais de scolarité universitaire ?

Jericho , février 23, 2010

Propositions de Lucien Bouchard et cie pour augmenter le décrochage scolaire!

Effectivement, si l'on veut augmenter le décrochage scolaire, la meilleure façon de nuire aux générations futures est d'augmenter les frais de scolarité. Augmenter les frais de scolarité, pour les étudiants québécois, est un non-sens.

La Courchesne prétend avoir planifié des investissements d'un milliard en enseignement supérieur d'ici 2012: où ça? Dans les Îlots Voyageur? Dans le stade de football des Alouettes (19 millions en subvention), alors que le peuple du Québec paie 50 millions par année pour entretenir un stade olympique vide?

Ceci étant établi, ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problèmes de sous-financement par ci et de surplus par là. Il ne faut pas oublier le problème de la DISCRIMINATION EN FAVEUR DU SECTEUR ANGLAIS. Les anglophones représentent seulement 8% de la population du Québec mais les universités anglophones reçoivent 25% des subventions du gouvernement libéral. La première mesure INTELLIGENTE est de rétablir la JUSTICE en subventionnant les universités au prorata de la population, c'est-à-dire 92% du budget de subventions au secteur francophone. La deuxième mesure INTELLIGENTE est de subventionner les universités uniquement pour les étudiants QUÉBÉCOIS qu'elles accueillent (par exemple: à McGill, 50% des étudiants sont des étrangers); les étudiants étrangers doivent assumer 100% du coût réel de l'enseignement,

même si ça leur coûte \$30,000.00 par an. Évidemment, la définition d'étudiant étranger ne s'applique pas aux échanges d'étudiants où il y a réciprocité des conditions.

La troisième mesure INTELLIGENTE est d'appliquer, dans la distribution des subventions, un principe qui nous vient directement du secteur privé, le secteur des assurances: le principe du «dernier payeur». Certaines universités sont dans la dèche alors que d'autres «nagent dans l'argent» (par exemple: la dernière campagne de financement de McGill a rapporté 500 millions de dollars. Ajoutez à cela les royautés sur des brevets, les profits sur des recherches effectuées à contrat pour le secteur privé, les subventions fédérales, etc.). Le Gouvernement du Québec subventionne seulement lorsque les sources de revenus susmentionnées sont ÉPUISÉES.

Enfin, pour instaurer une COHÉRENCE dans les subventions, le Ministère de l'éducation doit être LE SEUL organisme gouvernemental à verser des subventions (par exemple: FINI les millions de dollars de subventions de l'Hydro-Québec aux écoles privées et universités).

Guy Rochefort , février 23, 2010

Y'en a marre des supposés

Coudon', Lucien Bouchard, quand est-ce qu'il a obtenu le titre de sage ? il s'est déjà autoproclamé "lucide", maintenant, c'est un sage...

Et les autres ? Facal, Jérôme "J'ai-pas-d'argent-pour-le-secteur-public-mais-j'en-aurai-pour-mes-amis-plus-tard" Forget, et bien sûr l'un ou l'autre économiste engagé par le gouvernement pour nous seriner que l'état est au bord de la faillite ! Ben, si c'est le cas, avouez votre impuissance, démissionnez, et laissez d'autres, qui pensent autrement, gérer les affaires de l'état ! Y'en a marre de se faire dire qu'il n'y a pas d'argent... par un gouvernement qui a tout fait pour qu'il n'y en ait plus : baisse d'impôt, sous-financement des services public comme la santé et l'éducation...

Les frais de scolarité gelé (d'ailleurs augmentés sous les récents libéraux, me semble), c'est un moyen d'avoir une population mieux éduquée et donc... qui rapportera à l'état plus tard. c'est aussi un moyen d'assurer à toutes et tous une certaine égalité.. qu'on retrouve de moins en moins dans la société des Bouchard et z'amis...

Jacques , février 23, 2010

dégel

demandez a p fortin de rembourser les subventions qu'il a eu lui et ses foutus confreres cela pourrais payé une couple de session au plus démuné

jp , février 23, 2010

Suppose SAGES

J'ai personnellement deux enfants a l'universite. Compte tenu de mon salaire il n'ont droit a aucun pret et bourse. C'est avec des sacrifices et l'utilisation de mes economies que je peux les garder a l'universite sans qu'ils aient a travailler 30 heures par semaines afin de subvenir a leurs besoins.

S'il y a augmentation des frais, ils devront considerer a travailler et ainsi reduire leurs

nombre de cours par semaine. Le resultat augmentera le nombre de sessions qu'ils passeront a l'universite. Ceci retardera leur entree au marche du travail et augmentant globalement les frais totaux de l'accession a leur diplomes.

Ce n'est pas un bon deal pour personne. Pour aller chercher plus d'argent les universite devraient commencer a augmenter leurs tarifs aux personnes hors Quebec qui viennent etudier ici parce que les couts sont vraiment plus bas que dans leurs regions.

En terminant j'aimerais dire que personnellement j'en ai rien a cirer de ces ex-ploiteurs qui se donne l'authorite a nous faire la morale. Je crois que ce qu'ils cherchent c'est a trouver des mandats payants.

Honte a ces haut pensionnes du Gouvernement qui cherchent a profiter de l'indulgence des gens moins fortunés.

Dart , février 23, 2010

Réponse à Guillaume

Le Québec (et la plupart des pays civilisés) a une dette énorme, on ne peut plus se permettre de vivre comme ça. Faudra soit augmenter les impôts, soit réduire les services (plus de privatisation), soit les deux.

Avec le sur-endettement des pays occidentaux, tout menace de krasher. J'écoutais des économistes qui disaient que si ça continue comme ça, les monnaies occidentales ne vaudront plus rien. C'est donc une bonne idée de dégeler les frais, autant que ça reste dans les limites du raisonnable.

Alexandre , février 23, 2010

Scandaleux!

Ce projet est tout simplement scandaleux, alors que le gouvernement se prive de milliards de dollars grâce à des baisses d'impôt consécutives. Le discours selon lequel l'utilisateur doit aussi être le payeur se renforce.

Les services publics devraient être comme son nom l'indique public. Même en réinjectant de l'argent dans les prêts et bourses la barrière psychologique est toujours là. Surtout lorsque l'on sait que dans notre système d'aide financière aux études il faut d'abord avoir atteint le maximum de prêt avant d'avoir une bourse.

Une telle lignée de pensée mène directement une division sociale entre un groupe de riche et un groupe de pauvre de plus en plus accentuer, tout en laissant de moins en moins de place à la classe moyenne.

Guillaume , février 23, 2010

Erg

J'avais mal lu l'article, désolé.

Personnellement, je n'ai rien contre la vertu, mais il faudrait assainir les finances universitaires avant de réinjecter de l'argent dans celles-ci. G. Favreau , février 23, 2010

Étrange

On me parle de 16 personnalités, mais seul Lucien Bouchard est mentionné...

G. Favreau , février 23, 2010

LE DEVOIR.COM : Des personnalités plaident pour une hausse des frais de scolarité à l'université – Mardi 23 février 2010 – 15h21

Le Devoir avec La Presse canadienne
Lucien Bouchard aujourd'hui en conférence de presse
Une quinzaine de personnalités, dont l'ancien premier ministre Lucien Bouchard, réclament un «pacte» pour mieux financer les universités québécoises, un pacte qui passe par une hausse notable des frais de scolarité.
Ces personnalités du monde des affaires, de l'éducation et de la politique ont rencontré la

presse, aujourd'hui à Montréal, pour sonner l'alarme face à l'avenir de nos universités, qui souffrent d'un sous-financement chronique, selon elles.
Les signataires de cette prises de position ne réclament cependant pas du gouvernement du Québec qu'il finance davantage l'éducation postsecondaire. Selon eux, Québec n'en a tout simplement pas les moyens. Ils lui demandent

simplement de maintenir le niveau actuel de son financement.
Étonnamment, ils n'ont adressé aucune demande au gouvernement fédéral, qui verse pourtant plusieurs centaines de millions de dollars pour l'enseignement supérieur.



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Pour l'essentiel, ce sont les étudiants qui devront contribuer davantage, en voyant leurs droits de scolarité haussés.

Les hausses projetées tiendraient compte du secteur dans lequel le jeune étudie. Une formation en médecine, par exemple, plus coûteuse à dispenser et qui augure d'un salaire plus élevé pour le diplômé, verrait les droits de scolarité augmenter davantage. Et, à l'opposé, une formation en travail social, moins coûteuse, supposerait une augmentation moins marquée des droits de scolarité.

Selon le groupe, une somme de 565 millions \$ pourrait ainsi être insufflée dans le système. Le groupe propose qu'une part de 170 millions \$ de cette somme soit affectée à l'aide aux étudiants les plus démunis, afin de s'assurer que la hausse ne nuise pas à l'accessibilité aux études universitaires.

Des signataires de différents horizons

Cette prise de position, qui ne manquera pas de susciter des réactions, est signée par Michel Audet, ex-ministre des Finances du Québec;

Lucien Bouchard, ex-premier ministre du Québec; Joseph Facal, ex-président du Conseil du trésor; Monique Jérôme-Forget, ex-ministre des Finances du Québec et ex-présidente du Conseil du trésor; Françoise Bertrand, présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec; Yves-Thomas Dorval, président du Conseil du patronat du Québec; Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Ont également signés d'anciens dirigeants d'associations étudiantes, comme Julie Bouchard, Youri Chassin, Hugo Jolette et Patrick Lebel, ainsi que les professeurs Marcel Boyer, Pierre Fortin, Claude Montmarquette et les anciens recteurs Michel Gervais (Université Laval) et Robert Lacroix (Université de Montréal).

JOURNALDEMONTREAL.CANOE.CA : Un groupe propose la fin du gel des droits de scolarité - Mardi 23 février 2010



© Agence QMI
Parmi la quinzaine de signataires, on retrouve l'ancien premier ministre Lucien Bouchard.

MONTREAL - Dénonçant le sous-financement chronique des universités québécoises, un groupe de citoyens a proposé un pacte, aujourd'hui, qui invite entre autres le gouvernement à mettre un terme au gel des droits de scolarité.

Ce groupe fait valoir que si on veut faire du Québec une société du savoir, il faut agir pour régler le sous-financement des universités qui dure depuis 15 ans. Le modèle actuel de financement est un échec, ont-ils fait valoir.

Ainsi, ils suggèrent de dé plafonner les droits de scolarité. En parallèle, ils souhaitent que le gouvernement s'engage à maintenir le niveau actuel de financement public.

Parmi la quinzaine de signataires, on retrouve l'ancien premier ministre Lucien Bouchard, Robert Lacroix, ex-recteur de l'Université de Montréal, et les anciens ministres québécois des Finances, Monique Jérôme-Forget et Michel Audet.

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Financement des universités - Solution : « Déplafonnement des droits de scolarité » - Mise à jour le mardi 23 février 2010 à 12 h 00



L'ancien premier ministre, Lucien Bouchard, figure parmi les signataires du pacte

Dans une conférence à Montréal, un groupe de 16 personnalités québécoises, dont l'ancien premier ministre Lucien Bouchard et l'ancien recteur de l'Université de Montréal Robert Lacroix proposent un « pacte » pour parer au sous-financement des universités.

Parmi les solutions, le groupe propose un déplafonnement des droits de scolarité, gelés depuis quinze ans. Selon eux, ce dégel occasionnerait un revenu de 500 millions de dollars.

Le groupe recommande aussi que le gouvernement maintienne le niveau de financement public actuel des universités.

Selon les signataires du « pacte », les augmentations des droits de scolarité n'affecteront pas l'accessibilité à l'université. Ils préconisent que 30 % des revenus supplémentaires, générés par le dégel, soient consacrés aux prêts et bourses. Et les prêts et bourses seront remboursés proportionnellement aux revenus gagnés par les futurs diplômés.

Pour faciliter l'accès aux universités, les signataires préconisent qu'une partie du financement

serve à favoriser les autres niveaux d'enseignement au Québec.

Avant de proposer ces solutions, les signataires ont affirmé que le modèle actuel de financement des universités était un « échec ».

Ils ont indiqué que le sous-financement des universités s'élèverait à 500 millions de dollars par année. Ce sous-financement conduit, selon eux, au déclin de la qualité de l'enseignement, ce qui risque d'avoir un impact sur la croissance et l'économie du Québec.

[audio-vidéo](#)

[Conférence de presse, 1re partie](#)

[L'intervention de Lucien Bouchard lors de la conférence de presse](#)

[Sébastien Bovet résume les propositions du groupe.](#)

CYBERPRESSE : Lucien Bouchard réclame un dégel des droits de scolarité - Mardi 23 février 2010, Mis à jour à 16

Louise Leduc, La Presse

Une semaine exactement après sa sortie contre le PQ, Lucien Bouchard reprend la parole au côté de 15 personnalités québécoises - dont Monique Jérôme-Forget et Joseph Facal - pour réclamer le dégel des droits de scolarité à l'université à partir de 2012.

«Le Québec a mal à ses universités. Le mal n'est pas incurable, mais il est chronique», a déclaré Lucien Bouchard.

En contrepartie d'une hausse des droits de scolarité, le gouvernement devrait s'engager à maintenir le financement actuel des universités. Les universités, elles, seraient tenues de verser 30 % de leurs revenus supplémentaires à une bonification de 170 millions des prêts et bourses, qui s'ajouteraient aux 380 millions déjà versés aux étudiants par le gouvernement.

Selon la formule présentée, tous ne seraient pas touchés de la même façon. L'augmentation des droits de scolarité serait modulée en fonction de la future capacité de payer des diplômés une fois sur le marché du travail. Par exemple, les étudiants en médecine pourraient devoir payer jusqu'à 12 000 \$ pour leur scolarité.

Avant de rejeter la proposition, Robert Lacroix, ex-recteur de l'Université de Montréal, a invité chacun à réfléchir à la question en se rappelant «qu'on ne vit pas sur Mars, mais en Amérique du Nord», où les droits de scolarité sont partout plus élevés qu'au Québec.

«On ne peut pas briller parmi les meilleurs si on a des universités de moyenne qualité», a lancé Robert Lacroix, ex-recteur de l'Université de Montréal.

L'expression «Briller parmi les meilleurs», qui est le titre d'un document central du gouverne-

ment Charest, est aussi reprise dans les communiqués de presse.

La proposition de hausser les droits de scolarité rejoint un scénario «très sérieusement à l'étude» au gouvernement, comme l'a dit à La Presse Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, le 10 février dernier.

Lucien Bouchard a cependant rappelé que les 16 personnalités qui proposent ce «pacte» ne sont «ni des élus, ni des acteurs politiques, ni des représentants mandatés. C'est une démarche citoyenne que la nôtre».

Mais justement, pourquoi tant d'ex à la table ? Pourquoi n'ont-ils pas agi quand ils étaient au pouvoir ? a demandé un journaliste au cours d'une période de questions très animée.

«Nous avons fait du mieux que nous le pouvions, a répondu M. Bouchard. Le Parti libéral et le Parti québécois ont consenti de grands efforts



pour soutenir l'éducation. Nous sommes à la limite de ce que le gouvernement peut faire en matière de financement direct. Il y a anomalie, il y a iniquité quand on compare les frais de scolarité des étudiants québécois avec ceux des autres provinces.»

Mais encore, pourquoi n'a-t-il pas augmenté les droits de scolarité quand il était premier ministre? «En ce qui me concerne, nous étions en pleine lutte contre le déficit, a poursuivi M. Bouchard. Nous avons investi dans les pro-

grammes sociaux, nous avons investi un milliard en éducation dont 600 millions aux universités, en plus d'une contribution annuelle de 300 millions récurrente qui a continué d'être versée sous les gouvernements Landry et Charest. (...) Nous avons essayé de redresser les finances publiques sans que les étudiants aient à payer davantage.»

Comme il doutait que les journalistes sachent résister à la tentation de l'interroger sur des questions autres que celle à l'ordre du jour (lire

: le faire revenir sur sa sortie de la semaine dernière sur la souveraineté), Lucien Bouchard a refusé de poursuivre la discussion en petit comité après la conférence de presse, comme cela est de mise.

«Mais, monsieur Bouchard, envisagez-vous un retour en politique ?» a tout de même tenté un journaliste.

M. Bouchard a poursuivi son chemin.

Vos réactions dans LE DEVOIR, Mercredi 24 février 2010

Jacques noel - mercredi 24 février 2010 07h33

La passe des étudiants étrangers

«sur les 15,000 étudiants étrangers au Québec, 9500 sont exemptés des frais forfaitaires, bénéficiant d'ententes intergouvernementales, d'échanges particuliers, ou de diverses bourses» a souligné Nicole Girard, attaché de presse du ministre Sylvain Simard» (La Presse, Syldia Galipeau, 16/2/2002)

Ca, c'était en 2002. Là, on est rendu avec 28,000 étudiants étrangers. Combien paient le vrai tarif?

Face à la dénatalité des années 80, le lobby de l'Éducation a décidé d'aller repêcher des étudiants à l'étranger. On leur a donné un pont d'or pour les attirer. Le but de l'opération: sauver la job des profs et des administrateurs tout en faisant accroire au bon peuple que nos institutions sont tellement de qualité qu'on se presse au portillon. A Matane, à St-Georges de Beauce, à Shawinigan, plus de 10% des étudiants viennent de l'étranger.

Bernard Gervais - mercredi 24 février 2010 08h17

Plus facile à dire qu'à faire !

Sincèrement, si j'étais un des élus - peu importe le parti - de l'Assemblée nationale, je commencerais à être un peu agacé par ces différentes déclarations ou recommandations faites par d'anciens politiciens.

MM. Bouchard et Facal, de même que Mme Jérôme-Forget demandent qu'on hausse de façon importante les frais de scolarité dans les universités. Soit.

Pourtant, cet ex-premier ministre et ces 2 ex-ministres savent déjà que, quand on est en politique active, il est beaucoup plus difficile de faire changer les choses, notamment quand on doit prendre une décision à laquelle s'opposent avec force les personnes qui sont touchées !

Claude Archambault - mercredi 24 février 2010 09h02

@ Bernard Gervais

Oui c'est plus facile à dire qu'à faire tout comme pour ceux qui sont dans l'opposition c'est plus facile de chialer que de participer de façon constructive. Mais contrairement à l'opposition ces ex ministres et premier ministres on une expérience et une liberté de parole qu'eux n'ont pas.

Puis pour les gouvernements en place peu importe libéral ou PQ, ils sont toujours un peu frileux, et quand la gogauche parle elle parle fort même si elle ne représente qu'une petite portion de la population.

C'est pourquoi que ce genre d'intervention est importante et se doit d'être fréquente et forte. Par leurs attaques répétées sur ces gens la gogauche perdra en crédibilité par manque de réalisme et à la fin le gouvernement agira et finalement suivra le souhait de la majorité et non la petite gogauche.

Tout les beaux discours sur l'accessibilité sont faux, le taux de diplomation universitaire au

Québec est un des plus bas au Canada malgré les plus faible frais de scolarité ce qui dit que les frais n'ont absolument aucun impact sur l'accessibilité, au contraire.

ExpatAVie - mercredi 24 février 2010 09h03

Transferts gouvernementales et leurs incitations implicites

Malheureusement, il semble que notre appareil étatique moderne encourage chacun a faire des choix qui maximise les transferts de ressources de la poche des autres vers la sienne.

Nous sommes tous coupables mais le plus souvent rejeteons la faute sur les autres! Nous nions la réalité que la recherche de ces transferts forment une part essentielle de nos activités - quelle gaspillage! Voici quelques exemples que vous ne reconnaitrez pas tous mais auxquels vous pourriez sans doute ajouter:

- Les retraites canadiens vivent au dépend des travailleurs actifs et futurs

-Le Québec dépend de la péréquation, et donc des expats interprovinciaux

-Les tout-électrique se chauffent et gaspillent au dépend des "au gaz"

-Les étudiants en médecine qui préparent leur départ a l'étranger fourbent les contribuables québécois

- L'étudiant qui a 23 ans n'a toujours pas de diplôme universitaire de 1er cycle ou l'intention de trouver un travail productif vivent au dépend des contribuables

-Les motocyclistes dépendent des automobilistes pour leur prime d'assurance.

-Les retraites de l'état dépendent des impôts sur les revenus d'investissement des retraites du prive et des futurs contribuables.

-Les salaires du publique dépendent des impôts des salaires du prive pour payer leur retraite dorée (donc le cout est systématiquement sous-estimé pour faciliter les négociations collectives avec les grandes centrales).

-Les bénéficiaires des programmes sociaux par ailleurs aptes au travail dépendent des contribuables au taux marginal d'imposition a 50%

- Les agriculteurs dépendent des consommateurs locaux captifs et des subventions du ministère de l'agriculture.

- Les travailleurs des régimes spéciaux dépendent de la cotisation chômage des travailleurs réguliers

- Les régions dépendent des subventions aux petites et moyennes entreprises (et a chaque village sa scierie!) et donc ultimement des contribuables citadins et banlieusards.

- Les citadins dépendent de la protection de la régie du logement qui finalement réduit l'offre de logement et repousse les jeunes familles vers la banlieue

- Les banlieusards dépendent des infrastructures routières, aqueducs, écoles et autres payées par les citadins et leur rejettent leurs fumées bleues au visage chaque matin!

Les opportunités de "vivre sur la bête" se sont multipliées créant par la même autant de groupe

et lobby defendant leur prebende avec la derniere énergie.

Évidemment, ce système n'est pas durable. Je soutiens donc l'initiative de M. Bachand même si je ne suis pas partisan de son parti. Il faut que les québécois de bonne volonté se lèvent et demandent:

- que chaque utilisateur paye le juste cout du service gouvernemental (y compris la modulation immédiate de l'âge de la retraite normale et les taux de cotisation a la RRQ)

- que les transferts gouvernementaux nécessaires soient octroyés par le biais du système d'imposition

- que le système d'imposition soit STRICTEMENT progressif (possiblement en donnant un crédit a chacun correspondant plus ou moins au "BS") et que chacun paye au moins le taux minimum sur TOUS leurs revenus (y compris les transferts sociaux! y compris les gains en capitaux! y compris les dividendes! y compris les pourboires!) mais que, éventuellement, sa progressivité soit adoucie.

Ce devrait être un devoir sacre pour les medias d'étudier attentivement les événements en Grèce car beaucoup d'états tel le Québec glissent inexorablement vers une situation similaire. Les mêmes causes produisent les mêmes effets.

pierre savard - mercredi 24 février 2010 09h06

Bonne idée

L.Bouchard a raison. La gratuité dans les services publics doit prendre fin.

Jacques Gagnon - mercredi 24 février 2010 13h53

Faites place aux idées monsieur Bouchard

Monsieur Bouchard et les autres qui l'accompagnent dans sa démarche «lucide» ont en commun leurs séjours plus ou moins longs au gouvernement. Vous avez donné à l'état, vous avez eu votre chance de réaliser des choses, de régler des problèmes, maintenant, votre opinion ne vaut pas plus que celle d'un citoyen ordinaire.

Votre intervention révèle avec éloquence les raisons de vos échecs passés. Passons vite sur vos compétences limités en matière d'économie pour s'attarder à votre manque de vision. Voilà un bien grand défaut pour un grand serviteur de l'état. Monsieur Bouchard et les autres gouvernement et ont gopuverné à la petite semaine. Pourtant, monsieur Charest avait invité un club sélect à réfléchir plus loin que leur nez récemment. Voir les problèmes avec un certain recul, penser au futur pour éviter les gestes intempétifs que l'on reproche encore à monsieur Bouchard, monsieur Charest nous conviait à se servir de l'intelligence pour une fois.

Malheureusement, tel ce «poor lonesome cowboy» que l'on connaît bien, il sort avec ses phobies et sa panique qu'il tente de transmettre. Monsieur Bouchard fait écho aux lamentations des gestionnaires des universités. Les pauvres, ils ont des problèmes de financement. Mais monsieur Bouchard, l'incurie accompagne potentiellement leurs problèmes.

Nous n'avons pas de problème de financement des universités, nous avons un problème beaucoup plus grave pour faire face aux défis qui nous attendent, c'est le défi de produire de la richesse avec des gens compétents formés dans les universités et ailleurs.

On ne cesse de nous rappeler que le décrochage nous annonce une destinée catastrophique. Nous avons à articuler une politique de production de diplômés. Le financement des universités n'est qu'un détail de cette stratégie concertée à déployer. Est-ce que l'augmentation des frais de scolarité entraînera une diminution de la fréquentation ? Personne ne peut répondre à cette question. Une politique ayant pour objectif d'augmenter le nombre de diplômés, c'est plutôt à cela que nous devons travailler. À long terme, notre avenir est assuré et notre dette pourra disparaître pour toujours grâce à la nouvelle richesse créée.

Bill Facture - mercredi 24 février 2010 15h22

Le plus grand lucide

L'idée du dégel des frais de scolarité n'est ni nouvelle, ni mauvaise. Au contraire, on ne peut quand même pas attendre au prochain siècle pour faire un ajustement équitable. Mais comme d'habitude, Lucien Bouchard ne répète que ce qui a déjà été dit cent fois par d'autres avant lui, et aussi par certains lucides auto-proclamés, anciens et nouveaux. Une fois de plus, Lucien-Lucide Bouchard n'est qu'un porte-parole, efficace peut-être, mais porte-parole tout de même.

Toutefois, parmi tous les premiers ministres du Québec depuis 1867, c'est justement le plus grand des lucides qui a eu l'idée la plus originale pour s'assurer une première place dans l'histoire du Québec. En effet, au tournant du prochain siècle, nos descendants retiendront que non seulement Bouchard s'est déshonoré dans l'affaire Yves Michaud, mais qu'il a aussi déshonoré la fonction de premier ministre. Quelle idée originale, certes, mais quel incroyable manque de lucidité!!! Bien sûr, il s'agit de sa plus grande bêtise, celle qui l'aura malheureusement discrédité à jamais aux yeux de la grande majorité de ses concitoyens. Hélas, il ne pourra jamais effacer ce sombre chapitre, celui qui a indiscutablement dévoilé toute sa petitesse, même si monsieur Yves Michaud lui pardonnait cet évident manque de lucidité et aussi d'humanité. Voilà pour sa première place dans l'histoire du Québec, la première place de la honte!!!

Néanmoins, par compassion pour ce malheureux personnage, souhaitons-lui quand même l'intelligence et surtout toute la lucidité requise pour atteindre la sagesse de bien comprendre qu'il doit maintenant se taire pour le bien commun, mais surtout pour le sien.

Carole Dionne - mercredi 24 février 2010 15h37

LA VÉRITÉ SELON BOUCHARD...

Selon plusieurs personnes, Lucien Bouchard dit toujours la vérité. Il dit tout haut ce que la population pense tout bas. Il sait tout. Donc, quand Lucien Bouchard dira quelque chose, on fera selon ses désirs car seulement lui sait tout. Plus d'obstination, plus de discussion, quand Lucien parle, c'est parole d'évangile.. Ne perdons pas de temps en discussion inutile...

Etienne Goyer - mercredi 24 février 2010 16h19

Mesurer d'abord l'impact sur l'accessibilité. Il est généralement établi qu'il y a une corrélation forte entre le niveau d'éducation des résidents d'un pays et sa richesse collective (PIB, etc). En conséquence, j'invite les partisans de la

hausse des frais de scolarité à faire l'exercice suivant:

- Déterminer sans équivoque si la relation entre niveau d'éducation et niveau de vie en est une de causation. Si oui, on pourrait conclure que l'éducation offre un "rendement sur l'investissement" (mes excuses pour la comparaison boiteuse).

- Déterminer l'impact de l'augmentation des frais de scolarité sur l'accessibilité aux études supérieures.

Une fois que les deux questions ci-haut seront documentées, il sera possible de déterminer un niveau de frais de scolarité qui soit équitable pour tous dans l'immédiat, sans mettre en péril notre richesse collective future. Augmenter les frais de scolarité sans mesurer l'impact d'une telle mesure relève de l'amateurisme.

À ce que je sache, aucun politicien n'as étudié la question. M. Bouchard, dont le bilan comme premier ministre en matière de gestion des ressources publiques est très discutable (mise à la retraite forcée de 2000 infirmières) aurait intérêt à faire ses devoirs et à mesurer l'impact des ses propositions. Autrement, j'en conclue que sa position est motivée principalement par des facteurs idéologiques.

En ce qui me concerne, je serai disposé à écouter les propositions de la droite quand elle se donnera la peine de faire une réflexion éclairée. Pour le moment, c'est malheureusement rarement le cas.

Raymond Saint-Arnaud - mercredi 24 février 2010 17h11

Subventions des universités

Va-t-on pour une fois s'interroger sur le degré de subvention des universités anglophones du Québec eu égard au poids démographique des vrais anglophones du Québec? Trois universités anglophones pour quel pourcentage de vrais anglophones?

« En 2002-2003, le gouvernement du Québec versait 76,8 % du financement pour l'enseignement supérieur aux universités francophones et 23,2 % aux universités anglophones. Les universités anglophones sont financées presque au triple du poids démographique des anglophones au Québec. De son côté, le gouvernement fédéral faisait encore mieux, la « Canadian Foundation for Innovation » versait en 2002-2003, 33 % du financement Québécois aux universités anglophones en termes de fonds de recherche. Les anglophones récoltent plus du quadruple de leur poids démographique en subventions du gouvernement fédéral.

Les étudiants non-résidents ne sont pas également distribués dans les universités québécoises. Les universités anglophones accueillent une proportion très importante d'étudiants non-résidents. Ceux-là constituent une partie majeure de leur clientèle (35 % à Bishop's, plus de 25 % à McGill). Par contre, les universités francophones n'accueillent presque pas d'étudiants canadiens hors-province.

On peut conclure qu'en l'absence des étudiants canadiens non-résidents, la taille et donc le coût des universités anglophones seraient bien moindres. L'argent ainsi économisé pourrait être utilement mis en œuvre pour combler le sous-financement des universités et éviter une augmentation des frais de scolarité. »

(Voir : http://www.mef.qc.ca/financement_universites_non_d

Galarneau2 - mercredi 24 février 2010 18h12

Une suite logique

Deux anciens ministres péquistes, deux anciens ministres libéraux, un ou deux membres de l'Institut économique de Montréal... Même vision, même rêve, même tribune... Est-ce que ça veut dire que depuis 1994, c'est dans le fond la même gang qui est au pouvoir ?...

Mary Webb - mercredi 24 février 2010 18h59

La pauvreté d'une certaine richesse

Lucien Bouchard suit parfaitement la ligne de conduite et de pensée dans laquelle il s'est engagé depuis quelque temps : l'intérêt de ceux dont il se fait le serviteur. Il devrait même recevoir de la part de ses patrons le titre d'employé du mois. Obéissance parfaite, constance acharnée et intranquillité qui ne supporte ni le doute ni la nuance. On ne lui trouve pas de vrai courage puisque ses idées sont dans l'air du temps depuis plusieurs années mais on apprécie la concentration de celui qui fonce vers son but sans se laisser pas distraire par la réflexion. Pas de temps à perdre, il ne fait pas dans la dentelle. Si on le croyait sincère dans la préoccupation qu'il affiche envers les «affaires québécoises», on serait presque tenté de lui attribuer une sorte de foi du charbonnier, un peu grossière mais pleine de ce qu'on appelle communément «le gros bon sens». Mais voilà le problème, ce qui ressort de tous ses propos est un peu trop gros pour être vrai.

Comment peut-il nous convaincre de sa bonne foi concernant l'avenir de l'université quand on le voit se présenter sans scrupule aucun aux côtés de Robert Lacroix, associé au groupe CIRANO ? Ce même Robert Lacroix qui tenait tant à investir des millions pour étendre les bâtiments de l'Université de Montréal jusqu'à la gare de triage d'Outremont, dont les coûts de décontamination, à eux seuls, seraient astronomiques ? À l'époque de ce débat sur la situation du futur CHUM, ils furent plusieurs à faire l'éloge de ce site (allez revoir l'article «Un silence gênant» signé Kathleen Lévesque dans Le Devoir du 23 février 2005). Si on les avait écoutés, on serait probablement en train de constater les coûts faramineux de la décontamination de ces terrains avant même d'envisager ceux de la construction. Et bien sûr, on ne parlera pas des cliniques privées ou d'autres entreprises toutes «philanthropiques» qui auraient bien aimé se joindre à cette belle «grappe industrielle» pour créer la richesse.

Les universités québécoises sont en train de se dévoyer dans la spéculation immobilière et immobilière mais l'investissement dans le savoir et l'intérêt de l'ensemble de la société québécoise sont des enjeux de second plan. Tout ce qu'on trouve à nous dire, c'est qu'un doctorat en anthropologie ou en philosophie, ça coûte moins cher à «produire» qu'une formation de médecin spécialiste. De là à conclure que les médecins sont les seuls qui méritent des salaires élevés alors que les pauvres des sciences humaines et sociales valent ce qu'ils coûtent, il n'y a qu'un pas. Un étudiant en littérature qui accepterait un tel marché de dupe serait bien mal placé ensuite pour réclamer quelque respect ou quelque reconnaissance que ce soit pour la valeur de son travail ou de son œuvre. Marchandage que tout cela. Oui, être réaliste, mais cela n'oblige pas à être aveugle.

Enfin, un article intéressant qui devrait nous servir d'avertissement en ce qui concerne la dimension affairiste et spéculative des universités nord-américaines : «Rich Harvard, Poor Harvard», paru dans le Vanity Fair du 30 juin 2009. C'est un portrait surdimensionné de ce qui se passe à l'UQUAM entre autres. Quand l'obses-



sion de l'enrichissement devient la seule finalité, c'est que la mission culturelle et humaniste de l'éducation est devenue si pauvre qu'on la trouve gênante et qu'on voudrait la voir disparaître.

Pierre St Vincent - mardi 2 mars 2010 18h06

Être ou ne pas être

De beaux messieurs nous disent qu'il faut augmenter les frais universitaires car semblent-il le Québec va bientôt manquer d'argent. Et oui, ils disent beaucoup de choses ces beaux messieurs à cravate. Et pourtant, où-est-ce qu'ils étaient ces Messieurs lorsque :

1. La Caisse de dépôt et de placement a fait un joyeux trou de 40 Milliards parce que certains individus ont décidé de jouer au Casino avec nos économies. Plusieurs ont demandé une commission d'enquête et ce pour connaître les faits et éviter que cela ne se reproduise. Pourquoi nos beaux Messieurs à cravate ne se sont-ils pas exprimé?

2. Le ministère du transport fait plein de trucs spéciaux. Qu'est-ce qui se cache derrière ce dossier? Plusieurs ont demandé une commission d'enquête. Pourquoi nos beaux Messieurs à cravate ne se sont-ils pas exprimé?

3. Il est possible qu'un certain favoritisme soit présent dans le milieu des garderies. Plusieurs ont demandé certaines informations sur ce sujet. Pourquoi nos beaux Messieurs à cravate ne se sont-ils pas exprimé?

4. Nous envoyons nos enfants se faire tuer ou blesser en Afghanistan. De plus cette guerre nous coute une fortune et ce peut-être pour protéger les intérêts de certains Pourquoi nos beaux Messieurs à cravate ne se sont-ils pas exprimé?

5. Monsieur Harper a mis la clef sur le parlement à Ottawa. Monsieur Harper était fatigué semblait-il de se faire critiquer. Pauvre petit. Pourquoi nos beaux Messieurs à cravate ne se sont-ils pas exprimé?

6. Le prix du pétrole varie de façon bizarre. Il va être à un dollar une journée et à 1 dollar 10 cents deux jours plus tard. Et le prix semble constant dans tous les garages d'une même ville en même temps, surement par miracle. On demande des enquêtes; mais personne n'écoute nos messages. Pourquoi nos beaux Messieurs à cravate ne se sont-ils pas exprimé?

7. Plusieurs hauts dirigeants d'entreprise reçoivent des salaires et des primes très élevés, et ce même s'ils font des trous financiers énormes avec nos économies. On demande des enquêtes mais....Pourquoi nos beaux Messieurs à cravate ne se sont-ils pas exprimé?

8. Et H1N1, vrai ou pas vrai. La France étudie ce dossier actuellement. Il faut peut-être nous aussi demander une enquête sur ce sujet. Certains disent que les pharmaceutiques....Pourquoi nos beaux Messieurs à cravate ne se sont-ils pas exprimé?

9. La gestion de certaines universités. Oh c'est vrai c'est un sujet tabououou. Mais tout de même; Pourquoi nos beaux Messieurs à cravate ne se sont-ils pas exprimé?

10. Le financement de certains partis politiques est semble-t-il douteux. Ha les mauvaises langues. Pourquoi nos beaux Messieurs à cravate ne se sont-ils pas exprimés?

11. Le taux de votation aux élections est en train de chuter de façon dramatique au Québec. Pourquoi, Pourquoi... Pourquoi nos beaux Messieurs à cravate ne se sont-ils pas exprimés?

12. Etc. etc. etc.

Pourquoi nos beaux Messieurs à cravate ne se sont-ils pas exprimé sur tous ces sujets? Pourquoi choisir de s'attaquer à un groupe

d'individus démunis. C'est vrai que les étudiants d'aujourd'hui sont devenus un peu spéciaux. Ils ne votent pas, ils ne font pas valoir leur point de vue, ils ne manifestent plus comme en 1970, ils sont devenu je ne sais pas quoi. Ils sont différents de nous baby boomers. Ils se laissent manger la laine sur le dos. Mais au lieu de leur taper dessus, il faudrait peut-être leurs aider d'une façon que j'ignore.

Ils veulent sauver quelques dizaines de millions aujourd'hui. Cette économie risque de nous couter des milliards dans 10 ou 20 ans. Rappeler vous des coupures de Monsieur Bouchard dans le réseau hospitalier, ainsi que des fusions de ce même monsieur.

Bientôt plein de monde vont prendre leur retraite. Et c'est dans cette période critique de l'histoire du Québec que nos beaux vieux Messieurs à cravate, qui gagne 200 000 \$ par année, ont décidé de s'exprimer. Ils ont décidé de taper dessus nos enfants, dessus l'avenir du Québec. Cela est d'une tristesse. Cela fait pitié à voir. Le Québec a besoin de ces étudiants.

Pierre

Trobadorem - samedi 27 février 2010 21h00

Écoutez Ed Deforg (voir commentaires 11:09)....et si vous y tenez...votre Lulu nationale...

....Tant qu'à faire vous pourriez aussi écouter Jacques Gagnon, qui a écrit un livre sur les CEGEPIENS..."Entre classes et les Mcjobs" <http://www.ledevoir.com/societe/124207/les-cegepie>

Le même auteur de nous ramener à l'essentiel:

"il est vrai que les frais de scolarité des étudiants au Québec sont les plus bas du continent (mais pas de l'Occident). Cependant, cet « avantage », avec d'autres facteurs, a contribué au fait que le Québec a enregistré historiquement un rattrapage sans précédent sur le plan de la scolarisation de la population, situant celle-ci maintenant dans la moyenne élevée des pays industrialisés.

En deuxième lieu, toute modification apportée au régime des prêts et bourses du gouvernement n'a pas le même effet sur la population étudiante selon qu'elle provient de Montréal ou de la Gaspésie, par exemple. En région, l'incidence de modifications à la baisse de ce régime est ressentie de façon plus sensible, tout particulièrement dans des milieux à fortes dispersions géographiques (où les cégépiens doivent quitter le domicile familial pour déménager temporairement pendant leur année scolaire) et à faibles bassins d'emplois (limitant ainsi les solutions de rechange pour compenser le manque à gagner sur le plan financier).

Enfin, une récente étude réalisée pour le compte du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (Vierstraete, 2007) met en perspective le fait que des modifications au régime existant de l'aide financière affecteraient directement l'accessibilité à des études universitaires, tout particulièrement chez les hommes provenant de milieux ruraux . p. 28....

En d'autres termes, arrêtez de vous fier aux apparences, de planifier que sur du court terme comme l'a fait Bouchard avec les hôpitaux et les fusions....

Ed Deforg - jeudi 25 février 2010 11h09

Vous supposez, mais vous n'en savez rien. Premièrement, vous qui n'êtes pas étudiants et émettez des suppositions sur la condition de vie de ces derniers, apprenez à vous taire. Vous parlez à tort et à travers. Je suis étudiant à temps plein à l'université. Je

suis non fumeur. J'habite un appartement coûtant 480\$ par mois que je partage avec ma copine. Je n'ai pas de voiture. Je ne prends même pas le transport en commun puisque j'utilise mon vélo beau temps mauvais temps. Je travaille 2 jours par semaine en plus de mes nombreux devoirs. Je ne vais que très rarement au restaurant. Ma copine travaille temps plein. Je suis responsable financièrement.

Mais vous savez quoi ? Nous sommes pauvres. Nos revenus combinés se trouvent largement sous le seuil de pauvreté. À chaque mois nous grappillons par si par là pour trouver le moyen de payer les comptes. Une hausse des frais de scolarité, aussi minime qu'elle soit, est inacceptable. Elle sera à l'origine d'une baisse de fréquentation des études supérieures.

Vous devriez peut-être remettre en perspective votre idée de ce que devrait être une société fonctionnelle financièrement. Ces étudiants auront un meilleur salaire, ils paieront plus d'impôts, ils généreront de l'argent. Bien sûr le mandat d'un politicien, trop bref, ne prendra jamais en compte la vision à long terme, puisque vous, électeurs, voulez un changement immédiat. Nous sommes confrontés au même problème dans toutes les sphères de la politique. Il va de même dans les dossiers environnementaux et sociaux. Vous voulez voir la couleur de votre argent, maintenant.

Le gouvernement est à cours d'argent, il le sera toujours. Du moins tant et aussi longtemps qu'ils établiront, sous vos ordres, un budget qui ne s'échelonne que sur un an ou deux. La planification doit se faire à long terme. Vous savez cela très bien, sinon pourquoi vous embarrasser de vos REER ?

Aller chercher l'argent chez les plus pauvres, l'idée semble à la mode. Accuser les B.S. et les étudiants des déboires financières de l'état est pourtant ridicule. Si seulement vous aviez une vue d'ensemble, si seulement vous cessiez d'oublier vos propres excès, vous pourriez y voir plus clair. Maintenant que vous ne savez plus quoi faire pour redresser l'économie que VOUS avez gérée en complets ignares, vous irez puiser votre argent chez ceux qui en ont le moins pour continuer à faire rouler votre foireux modèle économique. Pourriez-vous ouvrir vos yeux seulement pour un instant ? Pourriez-vous vérifier combien ESSO doit à l'état en impôts non payés ? Peut-être alors pourriez vous entrevoir où se trouve votre argent.

Une dernière chose, pour terminer. La hausse, elle touchera tout les étudiants, pas simplement les futurs médecins. Le dégel affectera tous les secteurs d'études. Cessez de centrer votre débat sur les futurs bien nantis. Vous êtes leurrés par une stratégie vieille comme le monde. Les futurs artistes, pour ne nommez qu'eux, y goûteront aussi. Vous les connaissez les artistes ? Ces gens qui sont l'avant-garde du développement économique et social ? Tout compte fait, c'est peut-être le mot avant-garde qui vous pose problème.

Michel Chamoun - mercredi 24 février 2010 23h25

Ce n'est pas si difficile

Contrairement à certains, je trouve qu'il n'est pas très difficile pour des étudiants de médecine/pharmacie de rembourser leurs dettes. Je connais plusieurs étudiants placés dans une situation où leurs parents ne peuvent pas contribuer à leur études et ne reçoivent pas de bourses, et devinez quoi, ils réussissent à s'en sortir. Certains acceptent de s'endetter, en sachant très bien qu'ils pourront rembourser le tout très rapidement. Il est même possible de ne

pas s'endetter du tout, si l'on gère son budget de manière frugale, prends la peine de mettre de l'argent de côté et décide de travailler les fins de semaine et les vacances.

Et avec un salaire moyen de 200 000 dollars, pensez vous vraiment que vous allez les décourager d'entreprendre leur études si vous leur annoncez qu'ils finiront avec 20 000\$ de dettes en plus?

Jean Pierre Bouchard - mercredi 24 février 2010 20h07

Le Patriarche Bouchard devrait avoir la décence de se taire.

Lucien Bouchard qui ne dit mot sur la collusion dans la construction et les pertes de revenus encourus par les citoyens et l'État québécois, Bouchard qui n'a rien à redire sur le bilan de sept ans de gouvernement Charest et qui se permet de faire une déclaration publique sur le financement de l'éducation comme s'il était un maître, une éminence.

Pour qui se prend-il? Avec le recul, il apparaît que L.Bouchard est un conservateur et que par opportunisme il a pris contrôle du gouvernement du Québec en 1996 sous le label péquiste sans se préoccuper de l'identité du parti souverainiste. Honnête Bouchard aurait pu cheminer comme chef de l'ADQ dont l'orientation est de droite en espérant prendre le pouvoir en 1998. Ce courage là n'est pas de son ressort, il ne l'a pas fait.

Les étudiants paieront pour la collusion, voilà la sagesse de ce politicien trompe l'oeil.

Raymond Saint-Arnaud - mercredi 24 février 2010 12h39

Un scandale qui perdure et s'amplifie Il existe au Québec un scandale systémique et récurrent : alors que la population anglophone du Québec est de moins de 10 % de la population totale, les collèges et universités anglophones du Québec reçoivent autour de 25 % des subventions gouvernementales. Ce qui revient à dire que les universités francophones ne reçoivent pas la juste part qu'elles devraient avoir. Le Québec finance lui-même son assimilation à l'anglais.

En plus, les universités anglophones du Québec reçoivent ces fonds en partie pour former des étudiants venus d'autres provinces, des États-Unis et d'ailleurs qui viennent profiter ici des faibles frais de scolarité pour ensuite retourner à l'extérieur du Québec monnayer le fruit de leurs études. Le cas le plus choquant est celui des étudiants en médecine formés ici à grand frais par les contribuables québécois (surtout à McGill) et qui quittent ensuite allègrement.

Va-t-on pour une fois s'interroger sur le degré de subvention des universités anglophones du Québec ou égard au poids démographique des vrais anglophones du Québec? Trois universités anglophones pour quel pourcentage de vrais anglophones?

« En 2002-2003, le gouvernement du Québec versait 76,8 % du financement pour l'enseignement supérieur aux universités francophones et 23,2 % aux universités anglophones. Les universités anglophones sont financées presque au triple du poids démographique des anglophones au Québec. De son côté, le gouvernement fédéral faisait encore mieux, la « Canadian Foundation for Innovation » versait en 2002-2003, 33 % du financement Québécois aux universités anglophones en termes de fonds de recherche. Les anglophones récoltent plus du quadruple de leur poids démographique en subventions du gouvernement fédéral.

Les étudiants non-résidents ne sont pas également distribués dans les universités québécoi-

ses. Les universités anglophones accueillent une proportion très importante d'étudiants non-résidents. Ceux-là constituent une partie majeure de leur clientèle (35 % à Bishop's, plus de 25 % à McGill). Par contre, les universités francophones n'accueillent presque pas d'étudiants canadiens hors-province.

On peut conclure qu'en l'absence des étudiants canadiens non-résidents, la taille et donc le coût des universités anglophones seraient bien moindres. L'argent ainsi économisé pourrait être utilement mis en œuvre pour combler le sous-financement des universités et éviter une augmentation des frais de scolarité. »

(Voir : http://www.mef.qc.ca/financement_universites_non_d

zerg - mercredi 24 février 2010 12h07

Une solution qui fait partie du problème
Toute personne qualifiée et intéressée à entreprendre des études universitaires devrait pouvoir le faire. Il est largement démontré que les frais imposés aux étudiants forment le principal facteur de réduction de l'accessibilité des personnes issues de familles à revenu plus faible, en plus d'accroître l'endettement. Des mesures d'atténuation des augmentations doivent en l'occurrence être soigneusement mises en place, mais l'expérience montre qu'elles sont souvent insuffisantes (cas de l'Ontario). Par ailleurs, l'augmentation des frais n'est pas directement liée à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

(<http://www.caut.ca/home.asp?page=432>

Jasette - mercredi 24 février 2010 12h05
La hausse des frais et la démocratisation de l'université ne font pas ensemble
La démocratisation de l'éducation en prendra un coup si nous haussons les frais de scolarité dans les universités.

Certains étudiants voyagent pendant l'été pour combler les vides de leur culture. Ils ont les moyens! Tandis que d'autres triment durs pour arriver à payer les frais de leurs études à l'université.

Hausser les frais va agrandir le gouffre qui existe entre ces deux extrêmes. S'il y avait au moins un lien entre étudiants brillants et argent. Même que c'est souvent le contraire.

La vie et les expériences nous apprennent autant, sinon plus, que les études. Héritiers ou boursiers, je ne sais pas si les deux vivent les mêmes expériences? Pourquoi y auraient-ils plus d'héritiers que de boursiers qui seraient nos élites futures?

Gilles Lanthier - mercredi 24 février 2010 11h51

Lucide Lucien!

Enfin, il faudrait également tenir compte du revenu familial, du nombre d'enfants, de l'âge des enfants et ainsi de suite. Nous constatons que les études universitaires sont un privilège et non pas un droit. Avec le nombre de décrocheurs au secondaires sans doute le problème sera bientôt celui de recruter des étudiants. Pourquoi dans certains pays les études universitaires sont un droit et ici elles sont de plus en plus un privilège restreint. Entre la lucidité et la cécité, ne pouvons-nous pas trouver une solution raisonnable. Nous voilà maintenant dans une société où les biens nantis ne veulent pas contribuer davantage aux coûts des services sous prétexte qu'ils paient déjà plus pour ceux-ci par le biais de la fiscalité. Quant aux moins bien nantis on leur dit maintenant qu'ils sont choyés par leur bas taux d'imposition et qu'ils doivent contribuer davantage aux services. De toute manière, je m'égare puisque les études universi-

taires ne sont pas un service mais bien un privilège me direz vous.

Pierre François Gagnon - mercredi 24 février 2010 10h48

Priorité à l'éducation

Je suis outré qu'on ne regarde pas du côté de la politique d'accès à l'éducation des pays scandinaves dont le niveau et la qualité de vie est un des meilleurs de toute l'Europe. C'est certainement le meilleur modèle à suivre.

Nos écoles et nos universités sont sous-financées, privatisées de force puis subventionnées du bout des lèvres, parce que nos gouvernements ne prennent pas au sérieux l'éducation supérieure autant comme moteur économique que comme moyen d'ascension sociale démocratisée, ils s'enlissent dans une vision de classe et de droite très étriquée sachant que seuls leurs rejets auront les moyens de reproduire leur classe sociale si les frais augmentent assez pour écarter tout le monde. C'est le retour des collèges classiques par la porte arrière de l'idéologie néo-libérale à la con!

Pour le reste, ils vont en profiter pour contourner l'accès aux classes plus défavorisées. C'est tout simplement scandaleux et dégoûtant! Honteux!

Minona Minona - mercredi 24 février 2010 09h20

Cercle vicieux

C'est un cercle vicieux: plus les études universitaires coûteront cher et plus les étudiants devront travailler de longues heures pour les payer et moins ils leur restera de temps pour étudier et faire leurs travaux. Ils ne pourront pas tous se permettre de prendre 5 cours à cause du manque de temps. Ce manque de temps ajouté à l'épuisement augmentera aussi leur taux d'échec. Leur carrière et le remboursement de leurs dettes en seront d'autant retardées.

Il est difficile de faire comprendre à certains "lucides" que les étudiants n'ont pas tous des parents qui ont les moyens de les aider ou même la volonté de les aider, dans certains cas. L'image de l'étudiant toujours sur le party qui dépense des fortunes en drogue, en voiture et en cellulaire sert souvent à ignorer celui ou celle qui travaille dur, parfois avec un enfant à charge, sans jamais arriver à en voir le bout. Ceux-là et celles-là ont d'autres soucis que le prochain party...

Sanzalure - mercredi 24 février 2010 08h15

Les étudiants où vont-ils le trouver cet argent ? C'est bien beau dire que les étudiants devraient payer davantage, mais comment pourront-ils le faire sans revenus suffisants ?

La semaine dernière on disait que les jeunes ne devraient pas travailler plus de 20 heures par semaine, sinon il ne leur restait plus assez de temps pour étudier comme il faut.

Bill Facture, mercredi 24 février 2010 01h09

La lucidité

L'idée du dégel des frais de scolarité n'est ni nouvelle, ni mauvaise. Au contraire, on ne peut quand même pas attendre jusqu'à la fin du siècle pour faire un ajustement équitable. Mais comme d'habitude, Lucien Bouchard ne répète que ce qui a déjà été dit cent fois par d'autres avant lui, et aussi par certains lucides auto-proclamés. Une fois de plus, Lucien-Lucide Bouchard n'est qu'un porte-parole, efficace peut-être, mais porte-parole tout-de-même.

Cependant, parmi tous les premiers ministres du Québec depuis 1867, c'est justement ce grand lucide qui a eu l'idée la plus originale pour s'assurer une première place dans l'histoire du Québec. En effet, au tournant du prochain siècle



cle, nos descendants retiendront que non seulement Bouchard s'est déshonoré dans l'affaire Yves Michaud, mais il a aussi déshonoré la fonction de premier ministre. Bien sûr, il s'agit de sa plus grande bêtise, celle qui l'a malheureusement discrédité à jamais aux yeux de la grande majorité de ses concitoyens. Voilà pour l'histoire! Hélas, il ne pourra jamais effacer ce sombre chapitre, celui qui a indiscutablement dévoilé toute sa petitesse, même si monsieur Yves Michaud lui pardonnait cet évident manque de lucidité et d'humanité.

Maintenant, par compassion pour ce malheureux personnage lucide, souhaitons-lui quand même l'intelligence et surtout toute la lucidité requise pour atteindre la sagesse de bien comprendre qu'il doit maintenant se taire pour le bien commun, mais surtout pour le sien.

Michel Trépanier - mercredi 24 février 2010 00h30

Je me souviens...

En écoutant le discours de Lucien Bouchard et de ses acolytes, comme la devise de mon pays me l'impose, je me souviens.

Je me souviens du temps où Lucien Bouchard était porte-parole du gouvernement et participait au dénigrement des employés de l'État en attendant les décrets que l'on concoctait derrière les portes closes.

Je me souviens du temps où, en suivant le souffle politique du moment, Lucien Bouchard se joignait au liquidateur de l'Iron Ore pour relever le « beau risque ».

Je me souviens du temps où, après l'échec de son gouvernement, il se présentait comme un nouveau sauveur et, une fois au pouvoir, s'empressait de mettre simultanément à la retraite des milliers de personnes qui étaient l'expérience et la mémoire du secteur public.

Je me souviens du temps où, ce grand protecteur de la nation coupait les budgets de l'Office québécois de la langue française. La solidarité se construit plus difficilement lorsqu'on affaiblit la langue commune.

Je me souviens de plusieurs fois où, comme porte-parole des nantis, il est intervenait pour faire accepter des reculs à celles et ceux qui, par leur travail, contribuaient à l'enrichissement de ceux qui le payaient.

Parce que je me souviens, j'ai peur de l'entendre dire qu'il pense à mon intérêt. À force de vouloir mon intérêt, il risque de me prendre le capital qu'il n'a pas encore détruit.

René Girard - mercredi 24 février 2010 00h21

Question

À quoi ça sert déjà un gouvernement qui prélève des impôts?

PB1 - mardi 23 février 2010 22h25

ENCORE?!

Est-ce que le gouvernement cherche une autre grève? Si oui, moi ça ne m'intéresse pas! La dernière nous a tous fait perdre beaucoup de temps!

La question n'est pas seulement de comparer les frais de scolarité du Qc versus le reste du Canada, mais bien de comparer le montant, le nombre et à qui va les bourses du Qc et celles du reste du Canada, ainsi que tous les autres coûts de la vie qui ne cesse d'augmenter. Le gouvernement ne tient pas compte des frais des livres qui peuvent facilement atteindre 500\$ par session soit 1500\$ par année! et le système des prêts et bourses! Ah une vraie farce pour certains! Peut-être que le gouvernement devrait revoir la manière dont tous cela est géré! Quand on est aux études on n'a pas d'argent! Excep-

tion fait de ceux qui ont des parents riches qui les précèdent...

Pouvez-vous vous acharner sur quelqu'un d'autre SVP?!

Michel Lebel - mardi 23 février 2010 22h10
Le Québec tel quel!

Les universités sont sous-financées depuis des années. C'est un fait bien connu. Pour parer à cette situation, il faut bien trouver l'argent quelque part, celui-ci ne poussant pas dans les arbres. Évidemment lorsqu'on aborde la question des finances publiques, chacun y va de sa solution, toute plus pertinente l'une que l'autre! Je ne suis pas économiste ni fiscaliste, mais d'après tout ce j'ai lu sur le sujet des frais de scolarité, il semble bien que la solution proposée par ces "personnalités" soit la meilleure ou la moins mauvaise. En fait, si notre société était assez riche, je souhaiterais qu'il n'y ait pas de frais de scolarité! Mais je vis dans un Québec tel qu'il est!

Michel Lebel, Ancien professeur d'université

Pierre Savard - mardi 23 février 2010 20h18

Bravo

Il est temps que le patronat donne son opinion sur des sujets d'actualité. Bon sang, nous ne sommes pas dans une dictature communiste où seuls les syndicats ont le droit de parler et qui en plus détiendraient la Vérité. Les vrais créateurs de richesse au Québec ce sont les entrepreneurs pas les syndicats ni les politiciens. Si nous ne faisons rien pour régler la crise des finances publiques nous allons finir comme l'Argentine, la Grèce, le Portugal, l'Islande et cie. L'argent ne pousse pas dans les arbres. Le Québec est un château de cartes qui menace de s'écrouler à tout instant. Voulons-nous que les agences de notations règlent notre cas ?

Michel Chayer - mardi 23 février 2010 20h12

L'heure du bréviaire

Quand l'austère Bonhomme Sept heures se lève de son prie-Dieu, ce n'est que pour monter en chaire prêcher au commun la disette, et pour annoncer au peuple l'imminence de la Fin du Monde...

André Vallée - mardi 23 février 2010 19h59

Oui, mais.

Quelle sera la solution pour ceux qui n'ont pas les moyens, mais beaucoup de talent et de courage?

Combien d'étrangers viennent étudier au Québec et retournent chez eux, surtout à McGill et combien paient-ils

Commençons par économiser en ne faisant qu'un seul Hôpital Universitaire, celui qui sert le 80% des étudiants qui vont rester chez nous.

Dominic Claveau - mardi 23 février 2010 19h32

Conseil lucide: faite payer les autres

Tiens tien! Il n'y a pas parmi ces sages... d'étudiants! C'est drôle comme dans tout ces débats sur le financement des services publics tous les prétendus "experts", "sages", "lucides", etc. ne propose jamais de solution qui risque d'avoir un impact sur LEURS portefeuilles et/ou services publique à eux... Ma suggestion : si on arrêteit de payer des médecins et pharmaciens pour faire bander les vieux (comme nos chers "sages"...)? ;-) Les économistes ont un terme tout désigné: les "externalités"... Ce qui veut dire en bref, "faire payer les autres"... Si au moins ils étaient honnêtes! Ils parlent d'attirer les étudiants étrangers... Justement! Mc Gill attire plein d'Américain parce que l'université est reconnue mondialement... et que les frais de scolarité sont beaucoup plus bas que chez eux!

Christian Harvey - mardi 23 février 2010 19h32

son projet de société ?

Augmenter les frais de scolarité, hausser les tarifs de l'hydro voilà le projet de société de Lucien Bouchard. Sa formule on la connaît, on a payé ; les hôpitaux en souffrent encore. Veut-il encore imposer des fusions municipales? Qu'il en parle à son ami Charest. Le PQ a payé bien cher pour les solutions miracles de Lucien le très lucide. Il se prend pour le général de Gaulle, mais il n'en a pas du tout la grandeur ni l'envergure... Un peu de silence svp. Pas besoin de sa troisième voie, mais plutôt qu'il se taise car ses solutions on les connaît et on a déjà rejeté tout ça.

Dominic Thibault - mardi 23 février 2010 19h29

Le bénéficiaire payeur

Je dois l'avouer, l'idée d'augmenter les frais de scolarité me fait frémir. Bien sûr, cette solution, à court terme, permettra de renflouer les coffres des universités. Mais interrogeons-nous sur l'impact d'une telle décision.

Voulons-nous réellement d'une éducation orientée uniquement sur sa rentabilité? Bien sûr que l'éducation coûte cher! Mais n'est-il pas à notre avantage d'avoir une société éduquée et compétente dans un contexte mondial où la main d'œuvre bon marché est accessible partout. Je crois qu'il faut, en tant que société, investir dans la formation de ceux qui, éventuellement, paieront des impôts et assureront la pérennité de l'état. Non pas les endetter davantage.

Peut-être la solution se trouve-t-elle plutôt dans une imposition accrue des rentes généreuses que les professeurs d'université à la retraite reçoivent... Je suppose que personne n'aime que l'on pige dans son panier M. Lebel.

Je suis d'accord qu'une partie de la population étudiante peut assumer des coûts plus grands pour recevoir leur formation. Mais, je le répète, je ne crois pas que l'endettement étudiant soit, à moyen ou long terme, la solution pour un Québec qui se veut solidaire de tous ses citoyens.

Jacques Noël - mardi 23 février 2010 19h28

Le scandale des étudiants français

L'an passé RC avait dénoncé le scandale des étudiants français qui viennent étudier sur le bras des contribuables québécois.

Alors que moins de 1000 Québécois vont étudier en France, 7000 Français viennent étudier au Québec chaque année, dont 1000 en anglais (pour ajouter à l'insulte!) au tarif québécois soit 2k par année alors que leurs études en coûtent 14k. La différence de 12k est payée par les Québécois. Pour 7000 étudiants, c'est 84 millions par année, 1 milliard sur 15 ans.

Dans ce dossier, comme dans tant d'autres, Charest n'a rien fait

Stéphane Doré - mardi 23 février 2010 19h12

Une conspiration des riches pour éloigner la classe ouvrière de l'enseignement supérieur Ça porte désormais un nom, ça s'appelle la néo-féodalité.

Si à l'époque de mes études supérieures j'aurais eu à payer ce que les étudiants paient aujourd'hui et payeront demain, je n'aurais certainement pas fait les mêmes études, et je gagnerais probablement beaucoup moins.

Pourquoi certains pays fournissent l'enseignement supérieur gratuitement à pas nous, qui sommes supposément le plus meilleur pays du monde!??

La néo-féodalité. Retenez bien ça.

Yvon Roy - mardi 23 février 2010 19h02

Heure exacte

Enfin l'heure juste ou l'heure avancée?

rabah hammachin - mardi 23 février 2010 19h00

postures

Monsieur Bouchard et ses co rapporteurs adoptent des postures et des positions "financiaristes" qui s'éloignent de la réalité sociale québécoise.

Depuis quand est-il dévolu aux étudiants de financer les universités? Celles-ci doivent être financées et soutenues par nos impôts. À moins que nos impôts ne servent qu'à subventionner les grosses multinationales. Dans la plupart des pays européens et asiatiques, les études universitaires sont quasi gratuites!! Il ne viendrait à l'idée d'aucun français par exemple de demander de renflouer la mauvaise gouvernance des universités par une hausse des frais de scolarité. Quelle mouche a piqué ces sages(?) pour ne retenir que l'aspect économique-financier pour rendre aux universités leur compétitivité? De plus, comment peut-on penser un seul instant que les frais de scolarité des étudiants seront ajustés en fonction des revenus attendus dans le monde du travail futur? Pourquoi donc l'endettement attendu (espéré?) doit-il être proportionnel aux revenus futurs escomptés?

Je soutiendrai Bouchard et ses compères lorsque ceux-ci s'inquiéteront du fait que des multinationales qui engrangent des bénéfices faramineux, paient un impôt ridicule au trésor public.

Jean Theberge - mardi 23 février 2010 18h53

Égalité des chances

Est-ce que ces gens sont prêts à partager leur fortune?

Est-ce que tous les champs universitaires sont égaux dans leurs propositions?

Est-ce que l'égalité des chances sera la même pour tous?

France Marcotte - mardi 23 février 2010 18h50

Grandement temps de quoi M.Label?

Votre argument consiste à dénigrer les "égalitaristes" du plateau Mont-Royal et autres. Ce n'est pas sérieux pour un "ancien professeur d'université", comme vous vous plaisez à le mentionner. Éclairiez-nous de vos lumières! N'y a-t'il pas bien d'autres choses pour lesquelles il est grandement temps?

Pierrecond - mardi 23 février 2010 17h51

Moi je suis tout à fait en accord

Toujours le même débat et à la fin rien ne bouge.

Que les frais de scolarité augmentent ? Oui c'est une des solutions qui doit être appliquée. Que les frais actuels empêchent des étudiant d'aller à l'Université? Rien n'est plus faux, c'est simplement une excuse pour ne pas y aller. Je suis désolé mais avec des frais de moins de 2 000\$/an sur 3 ans ça ne fait pas sérieux, mais vraiment pas. Je suis originaire d'un quartier ouvrier et j'ai été élevé que par ma mère après le décès de mon père et de mon groupe d'amis je suis le seul à être allé à l'Université. La raison n'est pas que nous étions riche ou que les autres n'avaient pas le potentiel, mais simplement que de ne pas aller à l'école au meilleur de nos possibilités était une solution impensable dans ma famille. Il est d'ailleurs là, à mon avis, le problème : l'instruction n'est pas une priorité pour beaucoup de familles québécoises francophones, c'est tout. Le reportage fait dans un quotidien la semaine dernière était rempli de vérité.

Pour moi, la cause première de la situation de l'instruction publique au Québec est donc

d'abord et avant tout familiale. On se satisfait trop d'excuses, et le fait que l'éducation ne coûte vraiment rien nous empêche d'exiger de la qualité en retour.

Moi je me suis privé, mais avec plaisir, pour que mes enfants aillent dans des programmes de qualité. Oui, ce même programme d'études internationales au secondaire pour lequel Mme Marois avait mis un moratoire comme ministre de l'éducation lorsqu'elle s'est rendue compte que plusieurs commissions scolaires en mettaient sur pied. Quelle ironie finalement qu'un ministre de l'éducation éteigne les initiatives des écoles, mais enfin on est au Québec le seul endroit dans le monde où une telle chose peut arriver! C'est certain, c'était un déni de la religion du ministère de l'éducation.

Un étudiant au secondaire est comme une éponge, plus on lui en donne plus il en demande et l'inverse est aussi vrai. Il en est de même de nos enfants dont la qualité première est une curiosité intellectuelle que pour les sportifs : si on les noie dans la masse ils n'atteindront jamais leur plein potentiel, c'est la raison pour laquelle il existe des ligues d'élites pour le sport et idem pour les études. C'est vrai je viens de dire le mot élite ce qui est une hérésie dans cette partie d'Amérique où je suis né, c'est à dire au Québec.

Une de mes filles a étudié aux USA (pas si dispendieux dans les universités d'État, les Américains ne vont pas tous à Harvard vous savez et des classes de 20 étudiants au maximum en génie) et lors de la remise de diplôme bien c'est une fête pour toute la famille incluant cousins et cousines dans plusieurs cas et une journée de fierté familiale. Dieu que je me sentais loin de chez moi. Il y avait même des familles qui avaient fait le voyage de la Californie pour voir leur fils recevoir son diplôme.

Je vous suggère ce petit lien humoristique et changez le mot républicain par gauchiste et on s'approche de la vérité dans ce beau pays qu'est le Québec: comme la LNH égalisons par le bas et surtout pas d'initiatives qui ne reçoivent pas l'imprimatur de tous enfin de certains! Vraiment autre pays autres mœurs, http://www.youtube.com/watch?v=NBzYSUI5_GM

Merci de me publier

France Marcotte - mardi 23 février 2010 17h39

Le poing de M.Bouchard

Petite remarque: j'ai toujours trouvé étrange la façon dont Lucien Bouchard serrait le poing, le pouce par en haut (on le voit sur la photo). On ne ferme pas ainsi le poing pour la bataille mais, comme le font les enfants, plutôt pour cacher quelque chose.

Claude Archambault - mardi 23 février 2010 17h23

ENFIN

Je ne vois absolument rien qui puisse justifier qu'au Québec on ne paye pas le prix moyen canadien. Et pour ceux qui disent que cela affectera les pauvres, je répond il est temps de responsabiliser les gens.

Il y a beaucoup trop d'étudiant dans les universités qui qui sont des étudiants de carrière. Et d'autre juste pour avoir des études de fun.

Je ne demande pas les même frais qu'aux USA ou c'est trop, mais un juste milieu canadien.

Encore une fois la Gogauche vas se lever et déchirer sa chemise, mais si Charest agit combien de vote gagnera t il? Le mien lui est accordé d'avance presque par défaut.

Bravo M. Bouchard. Allez à la tête d'un parti neutre qui ne sera pas ouvertement fédéraliste,

ni de tendance souverainiste, mais une coalition des force LUCIDES (qui est pleinement conscient; dont l'esprit est perspicace).

Le PQ se veut une coalition des forces séparatistes, qui par moment ont des moments lucides (S'applique aux périodes, plus ou moins longues, marquées par l'apparente intégrité des fonctions supérieures chez certains malades mentaux).

Michel Label - mardi 23 février 2010 17h12

Il est grandement temps!

Le tout semble bien raisonnable et aurait dû être implanté bien auparavant. Les égalitaristes à courte vue vont évidemment déchirer leur chemise. Les péquistes, "gauchistes de salon" ou "du Plateau" vont eux aussi regimber: encore ce Lucien de malheur qui remet en cause le sacrosaint modèle québécois! Louise Beaudoin et J.-F. Lisée vont grimper dans les rideaux! Il est à souhaiter que cette réforme des frais de scolarité se fassent rapidement. Jean Charest, l'immuable, vient de recevoir un bon coup de pouce! Restera-t-il l'éternelle tortue!

Michel Label, Ancien professeur d'université

Sébastien Simard - mardi 23 février 2010 17h04

Pour un meilleur financement de nos universités mais...

Je pense effectivement que l'égalitarisme des frais de scolarité doit être revu en fonction de 1) le salaire des parents (capacité de payer) et 2) les perspectives d'emploi et le salaire moyen envisagé de la profession pour laquelle on étudie.

D'autre part, pourquoi ce groupe, souvent mené par M. Bouchard et autres protagonistes, s'en remet t'il toujours aux solutions faciles quand vient le temps de trouver de nouvelles sources de revenu pour l'État. Certaines publicités font à l'heure actuelle bon état de moyens autres qui sont pourtant si peu souvent discutés : redevance sur l'eau, taxation plus élevée des produits de luxe et de la malbouffe, etc.

À cela s'ajoute évidemment, mais on n'en parle presque jamais, la lutte aux paradis fiscaux. Ces économistes sont pourtant bien au fait de ce phénomène mais n'en font malheureusement jamais état, comme si ce problème n'existait pas.

Quoi comprendre? Que les avantages des uns ne doivent pas desservir les intérêts des autres... En ce sens, la citation de Jung amenée par M. Rainville est très pertinente : "En réalité l'État n'est qu'un camouflage qu'utilisent les individus qui le manipulent..."

Daniel Francoeur - mardi 23 février 2010 17h00

Lucien le poing levé, les dents serrés, comme d'habitude...

Le père fouettard remet ça. Quand on a une mauvaise nouvelle à annoncer, un appauvrissement à vendre, des travailleurs d'une usine à casser, quand on veut stigmatiser l'intelligence collective et dévaloriser tout ce que nous avons bâti comme peuple (le système d'éducation pour tous, le système de santé pour tous), Lucien est là! Prétendument pour nous sauver...

Mais, jamais un mot sur les entreprises qui ne paient pas leurs impôts, les subventions à outrance, les pollutions irresponsables, les manguilles de la construction, etc. Non, le dada à Lucien c'est la provocation voire le népris des acquis collectifs. Je rêve du jour où il se souviendra qu'il n'est pas tout seul et que les autres, moins nantis que lui, existent aussi.

La société québécoise mérite mieux que ces éternels propos bougons, d'un homme qui semble avoir perdu contact avec la réalité sociale québécoise.



Laurent Trempe - mardi 23 février 2010 16h57

La peau des étudiants
Voilà que Lucien Bouchard en remet. Après sa description de l'état des lieux du Québec quant à la question de la souveraineté, le voici qui entre en scène avec quelques autres apologistes de la présumée lucidité. Christine Arsenault, auteure du message diffusé un peu plus haut, a raison de croire que les banques doivent se frotter les mains en ce moment.

J'ai du mal à croire que tout ceci a été orchestré ponctuellement, que Bouchard, Facal et Jérôme-Forget se soient téléphonés tout bonnement pour un appel au "bon sens" alors que le ministre des finances, Raymond Bachand, parlait déjà cette semaine d'une révolution culturelle où le principe d'utilisateur-payeur serait le modèle privilégié dans un avenir rapproché. Remarquez qu'il s'est bien gardé de donner des informations sur le prochain budget qu'il déposera.

Tout porte à croire que les économistes-mercenaires et leurs sbires auront la peau des étudiants...

France Marcotte - mardi 23 février 2010 16h45

Mettre la table

Les différentes apparitions de M. Bouchard (resté si discret depuis 2001 sur la scène politique) font-elles partie de la mise en scène qui se conclura par l'annonce d'un nouveau parti politique, la troisième voie, celle des lucides à la vision sélective? Aller piger dans les poches des étudiants, quel beau programme. Cet argent supplémentaire que ceux-ci injecteraient dans les finances des universités, souvent mal gérées, ils ne l'injecteraient plus dans l'économie, entre autre pour se mettre du pain sur la table. Et les poches du fédéral? Mais l'étudiant peut être harponné n'importe où, n'importe quand; le fédéral est une entité abstraite, surtout depuis Sir Stephen Harper.

Bernard Gervais - mardi 23 février 2010 16h44

Était-ce bien nécessaire de faire cette nouvelle sortie ?

Franchement, Lucien Bouchard avait-il besoin de déclarer à son tour qu'il faut hausser les frais de scolarité à l'université ?

Même si les associations étudiantes continuent de s'y opposer, ça fait déjà longtemps que nos politiciens le savent, compte tenu de la dette du Québec qui ne cesse d'augmenter.

Cependant, je doute que Jean Charest prenne une décision peu rentable au plan électoral, lui qui voyage beaucoup. De bonnes chances qu'il laisse ce problème à son successeur !

Vervev - mardi 23 février 2010 16h40

La solution de Lucien Bouchard: endetter les étudiants (encore plus)

Financer les universités avec l'argent des étudiants? Je ne sais pas ce que ce groupe d'ex-politiciens ont fumé mais ils ont complètement dérapé! On parle d'accessibilité ici, et pourtant la solution qu'on offre est de voler l'argent des collégiens et universitaires. Augmenter les frais ne fera qu'empêcher des centaines d'étudiants d'accéder aux études supérieures. On parle d'aide aux études pour ceux qui sont démunis mais plusieurs d'entre nous ne recevrons toujours rien car nous ne faisons pas partie de ce groupe selon leurs calculs.

Exemple flagrant: Un/e élève qui vit en appartement et dont les parents ne veulent pas payer les études ne reçoit aucune bourse et seulement

de maigres prêts qui couvrent à peine les frais de base. Quand l'élève téléphone les prêts et bourses, on lui répond qu'il n'a pas droit à plus d'aide car selon leurs calculs il est toujours sous la tutelle de ses parents (même si cela fait plusieurs années qu'il ne vit plus chez papa et maman pour X raison) et qu'ils sont supposés lui donner plusieurs milliers de dollars (que je jeune je recevra jamais, bien sûr). Quand l'élève demande s'il y a une solution à cette situation, on lui dit qu'il doit avoir un bébé ou se marier... ou les deux, afin d'avoir droit à une bourse. On lui explique aussi que s'il laisse tomber ses études pendant 2 ans pour travailler à temps plein, il recevra une belle bourse en revenant.

Voilà pourquoi des idées dingues comme celle de Lucien Bouchard frustrent beaucoup d'étudiants; nous sommes déjà pauvres, certains d'entre nous ne reçoivent déjà presque rien et plusieurs doivent travailler une vingtaine d'heures par semaine pour subsister. Nous sommes endettés de plusieurs milliers de dollars. Comment les politiciens peuvent-ils être aussi déconnectés de la réalité? Nous crions à l'aide et la main qu'on nous tend n'est pas pour nous aider à nous relever; une paume ouverte attend qu'on y mette plus d'argent encore!

Jean Martinez - mardi 23 février 2010 16h39

Déséquilibre fiscal et érosion du modèle québécois

Ce genre de débat prouve à quel point l'enjeu du déséquilibre fiscal est crucial. Si Ottawa ne prenait pas dans les poches des Québécois trop d'argent pour les responsabilités qu'il assume sur le territoire du Québec, nous ne serions pas obligés de mettre en cause le modèle social québécois. Avec, évidemment, la complicité du gouvernement Charest. Qui a dit que la souveraineté n'est pas économiquement viable?

Frankric - mardi 23 février 2010 16h36

Le temps de changer

Nos universités souffrent d'un sous-financement chronique. Par ailleurs nous aurons de plus en plus besoins de personnes qualifiées en science, en médecine, en ingénierie.

De plus, une proportion importante de nos diplômés vont exercer leur profession hors Québec : dans d'autres provinces du Canada et aux USA. Nous nous trouvons à subventionner leurs futurs travailleurs. Il faut cesser de faire cela.

Il nous faut aussi assurer l'accessibilité de l'université à toutes les personnes qui ont le talent et la volonté de parfaire leurs études.

Il faudrait dès le départ faire une distinction entre ces deux types d'étudiants: ceux qui vont ailleurs et ceux qui restent au Québec.

Pour ceux qui ont l'intention d'ailleurs, il nous faut réclamer le paiement total des frais de scolarité immédiatement.

Pour ceux qui veulent rester au Québec, nous pourrions leur fournir des prêts et bourses. Pour le remboursement des prêts consentis, ils signeraient une entente de 5, 6 ou 7 ans qui les forcerait à demeurer au Québec. Les remboursements alors exigés seraient en fonction du revenu.

Je me méfie énormément des suggestions de M. Bouchard. C'est lui qui a mis des dizaines de milliers de travailleurs de la Santé à la retraite de façon prématurée avec les résultats que nous connaissons. M. Bouchard est un excellent tribun toujours en quête d'un micro ou d'une

tribune. C'est un grand parleur mais un bien petit faiseur.

Marc O. Rainville - mardi 23 février 2010 16h07

RÉVOLUTION

Faux débats... Parlez de tout et de rien mais parlez-en tant que le parachute doré de Jean Charest ne s'est pas ouvert. Le mot vient d'en Ô.

Marc O. Rainville

"En réalité l'État n'est qu'un camouflage qu'utilisent les individus qui le manipulent. De ce fait, la convention originelle de l'État légal glisse de plus en plus vers la situation d'une forme de société primitive, en l'occurrence celle du communisme d'une tribu primitive, soumise à l'autocratie d'un chef ou d'une oligarchie."

C. G. Jung, Présent et avenir, p. 21

(...) Machiavel voit (le pouvoir) aux main du Prince. Cicéron craint le peuple et vénère l'aristocratie tandis que Machiavel craint les grands et affirme que le Prince doit s'appuyer sur le peuple. D'ailleurs Machiavel fonde la liberté de la république sur les luttes qui opposent le peuple aux grands (...) Dans cette reconnaissance de l'utilité de l'opposition entre grands et peuples, dans la valorisation politique du peuple par rapport aux grands, Machiavel continue d'innover.

Jean-Marc Piotte, Les grands penseurs du monde occidental, p. 135

Christine Arsenault - mardi 23 février 2010 16h00

Une excellente nouvelle pour les banques

Ce serait une fabuleuse affaire pour les banques, qui font déjà beaucoup d'argent grâce aux étudiants des programmes qui les contraignent à s'endetter à cause de leur programme qui ne laisse pas ou moins de place que les autres au travail d'été. Ces programmes, comme médecine, médecine dentaire ou pharmacie, qui seraient encore plus taxés que les autres, vont faire leurs choux gras et les étudiants vont arriver sur le marché du travail encore plus endettés qu'ils ne le sont actuellement. La situation actuelle met déjà les étudiants dans une situation saugrenue, avec peu d'opportunités de revenu et des dépenses de base obligées qui sont hors proportion des revenus. Pourquoi les étudiants en général ne sont-ils pas mieux défendus par les autres strates de la société ? Passe-t-on pour des privilégiés ?

Maurice Jannard - mardi 23 février 2010 15h59

Subventions fédérales

Je retiens de cette intervention que l'éducation restera toujours une des grandes priorités de notre société. Je ne partage pas un des points de vue exprimé par ces experts: le gouvernement fédéral est responsable pour la moitié du financement de l'enseignement post-secondaire. Pour le gouvernement Harper, il faut imposer plus les compagnies pétrolières (ou moins de subventions) et donc plus de subventions aux universités et collèges.

Sylvain Auclair - mardi 23 février 2010 15h57

Différents horizons?

Je ne vois que des représentants du patronat, des responsables d'universitaires et des ex-étudiants universitaires? Quand on aura des porte-parole d'associations représentant des pauvres, là on pourra parler de différents horizons...

Vos réactions sur RADIO-CANADA, Mardi 23 et Mercredi 24 février 2010

Envoyé par [nat.isabelle](#) - 24 février 2010 à 12 h 47 HNE

Peut-être que les frais de scolarité sont plus élevés dans les autres provinces comme l'Ontario, mais il ne faut pas oublier les différences salariales. En Ontario par exemple, environ 30 à 40% de plus pour les enseignants au secondaire et au collégial et environ 40 % de plus pour les médecins. L'État québécois est-il prêt à élever les salaires de ces professions? Si le niveau de vie augmente, alors nous pourrions penser à élever les frais, mais pas avant...

[En accord \(2\) » - En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [roméogouité](#) - 24 février 2010 à 12 h 04 HNE

Les études sont moins chères aux Québec parce que depuis deux générations, on paie des taxes scolaires, des impôts, des taxes de vente même sur les articles usagés, et même encore sur les économies déjà imposées quand on retire un REER. On a aussi une taxe de "bienvenue" quand on achète une maison et une taxe immonde sur l'héritage! Souvent, plus de la moitié de nos revenus va directement aux gouvernements. Voilà pourquoi les autres Canadiens paient l'école plus cher : ils paient moins de taxes.

On a décidé que l'éducation était un droit fondamental, et en deux générations, nous sommes passés d'un peuple de fermiers, de pêcheurs, d'ouvriers, à un peuple de professionnels, d'artistes et de créateurs ouverts sur le monde. Nos villes sont plus sûres que d'autres de taille comparable au Canada, entre autres parce que nous donnons aux moins nantis la chance de s'élever vers une situation meilleure.

C'est un choix de société que nous avons fait, et je crois qu'augmenter les frais scolaires au niveau des autres provinces reviendrait à renier ce choix. Soit, ça se fait. Mais en consultant la population, pas en tentant d'éveiller les consciences les moins éclairées à ce sujet pour les convaincre sans difficulté (on appelle ça de la démagogie). Parce que bien sûr, les gens qui n'ont pas fait d'études, qui ne voient pas l'intérêt que leurs enfants en fassent, trouveront approprié ce moyen de renflouer les coffres de l'État.

Mon université compte environ 35 mille étudiants. Augmentons tout de suite leurs frais de 5 mille \$ par année : ça donne 17 millions 500 mille \$. C'est nettement insuffisant. Taxons d'un seul % les multinationales qui utilisent notre eau et on aura plus que ça.

Après une maîtrise, j'ai 20 mille \$ de dette; c'est raisonnable. J'ai travaillé pendant mes études et je les ai abandonnées deux fois pour payer la chaleur (Hydro) et la sécurité (Visa) dont j'avais bénéficié durant l'année scolaire, mais que je n'avais pu m'offrir au comptant. Malgré l'aide financière du Québec, mes capacités et ma détermination, j'ai failli renoncer plusieurs fois. Je fais partie d'une minorité, les enfants de familles monoparentales, qui mérite d'être prise en compte. C'est en pensant à des minorités comme celles-là que le droit universel à l'éducation a été pensé.

[En accord \(9\) » - En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [elgrangato](#) - 24 février 2010 à 11 h 49 HNE

Collusion de l'élite avant le dépôt du budget.....rendez vous pensions de députés avant de faire la leçon aux citoyens

[En accord \(7\) » - En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [toro14](#) - 24 février 2010 à 11 h 45 HNE

47% des étudiants de l'université Bishop proviennent des autres provinces et 12 % proviennent de l'étranger. Seulement 41% des étudiants sont québécois.

Cette université devrait être jumelée à McGill. Maintenir une université pour si peu d'élève (1 740) est un gaspillage de fonds publiques.

Autrement dit, avec nos bas taux, nous finançons les étudiants non-québécois avec nos taxes.

Faudrait vérifier pour les autres Universités.

Avant d'augmenter les frais pour les étudiants québécois, il faudrait augmenter les étudiants des autres provinces et de l'étranger.

[En accord \(12\) » - En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [FatherLogan](#) - 24 février 2010 à 11 h 00 HNE

Simple questions sans sous-entendu: Pourquoi copier le système anglo-saxons plutôt que le système chinois ou français? Pourquoi se comparer aux autres provinces et aux USA (où l'écart entre riches et pauvres se creuse à chaque année depuis l'après guerre). Pourquoi favoriser l'élite financière plutôt que l'élite intellectuelle alors qu'on a déjà décidé dans les années 60 que ce n'était pas ce genre de système qu'on voulait au Québec?

On devrait pas hausser les frais de scolarité, on devrait les diminuer!

Prenez les milliards qu'on paie en trop dans le domaine de la construction et mettez le dans le système d'éducation. Oups faudrait peut être d'abord vouloir régler ce problème.

[En accord \(13\) » - En désaccord \(10\) »](#)

Envoyé par [AlexandreThibodeau](#) - 24 février 2010 à 10 h 55 HNE

Je trouve une bonne idée que le gouvernement prête-lui même la portion prêt du régime de prêts et bourses. Initialement, ça serait dur sur le budget. Il doit y avoir plusieurs centaines de millions en prêts contractés par les étudiants dans les banques privées à chaque année. Mais il y aurait des avantages.

Tant que les études ne sont pas terminées, c'est le gouvernement qui prends en charge les intérêts de ces prêts. Ceci signifie qu'il donne de l'argent aux institutions privées supportant ces prêts. Si le gouvernement prend leur place, il se redonne cet argent au lieu de l'investir dans les banques.

Lorsque les études sont terminées, l'étudiant prend en charge les intérêts, qui bien entendu sont fixés et remboursés à son institut financière. De plus, une partie de ces frais sont déductibles d'impôts; une partie minime mais une partie quand même. Si le gouvernement prend la place des instituts financières pour les prêts, les intérêts versés par les étudiants retournent directement dans les poches du gouvernement. Au bout de quelques années, le système pourrait sans doute être rentable, mais à très long terme étant donné qu'un étudiant rembourse son prêt sur de nombreuses années, genre 10-15 et même sur 40 ans.

De plus, les taux d'intérêts offerts par le gouvernement pourraient être très compétitifs. Je crois que l'idée est bonne, mais les effets positifs seraient vus à très long terme (10 ans voir plus) et le montant devant être engagé par le gouvernement serait immense à court terme. Le gouvernement a-t-il les reins assez solides pour investir un telle somme d'argent? Je suis persuadé que sur 10 ans, la mesure pourrait être payante. La preuve, les institutions finan-

cières n'hésite pas à prêter à la manne que les étudiants représente pour elle.

Par contre, le gouvernement ne doit pas non plus fonder une banque qui se mettrait à fonctionner comme les autres en offrant des produits financiers. Elle devrait se concentrer uniquement sur la gestion des prêts étudiants.

Est-ce que c'est faisable ou je me trompe?

[En accord \(1\) » - En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [stmichel](#) - 24 février 2010 à 10 h 48 HNE

au Canada le taux de personnes qui vont à l'université est de 29% celui du Québec est de 21%... il en coute 2 x plus cher pour étudier au Canada...

Donc on constate que les couts universitaires n'ont rien à voir avec ceux qui veulent vraiment aller à l'université.

\$15,000.00 pour un Bac qui va rapporter un meilleure salaire et un meilleur niveau de vie pour le reste de leur vie à ceux qui auront payé cette somme est juste.

Au Québec il faut arrêter de faire des programmes sociaux où on veut mettre tout le monde au même niveau... Il faut CIBLER ceux qui ont besoin d'aide au lieu d'avoir des taux bas pour tout le monde.

[En accord \(1\) » - En désaccord \(0\) »](#)

Envoyé par [Jean-Nicolas Denis](#) - 24 février 2010 à 09 h 46 HNE

Voici la réponse de Québec solidaire - Université Laval à ce fameux pacte lucide et néolibéral...

<http://www.quebecsolidaire.net/deplafonner-les-frais-de-scolarite-une-incoherence-neoliberal-de-plus>

Bonne réflexion!

[En accord \(5\) » - En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [pierre24](#) - 24 février 2010 à 08 h 34 HNE

Ce cher Lucien !

Toujours là pour transférer son manque de courage politique sur le dos des autres, comme à son habitude. Il manque tellement de courage qu'il faut qu'il s'entoure de gens avec lui pour ne pas être au bâton tout seul (comme avec les lucides !). Ce qui est le plus drôle, c'est que ce sont ces mêmes grands penseurs qui ont profité du système ! Avant même de penser à hausser les droits de scolarité, il faudrait dégraisser les universités au niveau administratif, beaucoup d'argent se gaspille à ce niveau !

Il faudrait aussi penser à revoir le double-dipping des pensions des ex-politiciens, c'est-à-dire, ceux qui reçoivent une pension du fédéral et du provincial ! C'est bizarre, ça n'est jamais mis sur le tapis cette partie là !

J'ai profité moi-même du système, et je suis en désaccord avec cette hausse que l'on refile aux jeunes quand on s'est graisser avant ! Il y a beaucoup de dégraissage à faire au gouvernement avant !

[En accord \(1\) » - En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [djerrr](#) - 24 février 2010 à 08 h 09 HNE

Les seuls qui se réjouissent vraiment de cette nouvelle sont la poignée de nostalgiques de la Grande Noiceur des années 50 et les dirigeants des banques qui vont se faire un immense plaisir d'encaisser nos chèques d'intérêts sur les milliers qu'on va devoir emprunter pour payer nos études!

[En accord \(3\) » - En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [Koyotte](#) - 24 février 2010 à 05 h 54 HNE

On retourne dans les années 50-60, un bond de 50 ans en arrière. Bravo M. Bouchard pour avoir dépoussiérer la façon de faire de ces années.



Quand j'étais jeune, seuls les plus nantis pouvaient aller à l'université et maintenant on devrait revenir là? Pour vous et pour moi, cela ne représente plus un problème mais pour ceux qui restent c'est un problème. En plus que pendant ce temps, on parle de forcer les étudiants à réduire leur temps de travail parce que cela nuit à leurs études, eeeeeeeeeee! Ce que vous proposez avec votre savant groupe c'est que les étudiants travaillent encore plus. Le voilà le problème d'aujourd'hui, vous avez oublié ce que sont les vases communicants. Un discours sur un côté et un différent de l'autre côté. C'est comme la caisse de dépôt qui investit des dizaines de milliards dans les compagnies de pétrole et le gouvernement qui dit qu'il veut être un exemple pour la "vertitude" de notre société; c'est un fait, cela me fait devenir vert. Tout cela me désole; que de conneries. Mais de quoi vous mêlez-vous? Vous n'avez pas d'autre chose à faire? Faites-vous oublié M. Bouchard, ce sera mieux pour tout le monde. À moins que vous ayez d'autres projets ou que seriez en train de mettre la table pour un parti politique. Enfin, je me pose beaucoup de questions sur vos deux dernières interventions.

[En accord \(13\) » - En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [lucidité 2010](#) - 24 février 2010 à 02 h 39 HNE

Les suggestions offertes pour réduire le déficit au USA sur The Huffington Post pourraient bien s'appliquer ici au Québec.

[http://www.huffingtonpost.com/2010/02/23/12-ways-to-save-ameri-](http://www.huffingtonpost.com/2010/02/23/12-ways-to-save-ameri-can_n_473437.html?slidenummer=wW5H45v5IOY%3D&&&&slideshow#slide_image)

[can_n_473437.html?slidenummer=wW5H45v5IOY%3D&&&&slideshow#slide_image](#)
Pourquoi le gouvernement laisse les banques gérer les prêts et bourses???

End Student Loan Subsidies to Private Lenders
Eliminate the federal system that provides subsidies to private student loan companies and focus on direct lending from the government.
Savings by 2015: \$43.5 billion

Combien seraient les économies si le gouvernement administrait les prêts et bourses ici? Taxes spéciales sur les milliards DE PROFITS des banques, pétrolières et autres qui font des milliards: ils viennent chercher nos meilleurs étudiants!

[En accord \(9\) » - En désaccord \(0\) »](#)

Envoyé par [personna](#) - 24 février 2010 à 01 h 54 HNE

L'Université du XXIe siècle

Je crois que l'université doit devenir plus qu'un garderie haut-de gamme pour jeunes adultes. Pourquoi ne pas offrir des cours virtuels avec vidéo conférences, livres de théorie bien étoffés, exercices interactifs et examens à l'essai. C'est le cas notamment pour les cours de CFA, de CSI et de MBA. Les étudiants ne demandent que cela. Avec l'internet tout est possible. Il faut cesser de regarder en arrière et être créatifs. L'objectif est de bien former le plus de gens possible à coût raisonnable. De plus cette méthode permettrait à des personnes en région ou moins disponibles d'avoir accès à une formation supérieure de qualité. Si cela fonctionne pour des formations supérieures, pourquoi ne pas l'utiliser pour des formations de base?

On économiserait ainsi sur les coûts de locaux, le salaire des profs et toute l'infrastructure. Il pourrait y avoir des rencontres d'étudiants avec des profs ou chargés de cours à intervalles réguliers dans les locaux de l'Université ou sur l'internet.

À cause de la démographie nous devons maintenir l'accessibilité de l'instruction supérieure. La

hausse marquée des tarifs se fera au détriment de l'avancement de notre peuple.

[En accord \(5\) » - En désaccord \(12\) »](#)

Envoyé par [talbot01](#) - 23 février 2010 à 12 h 43 HNE

Ayant été à l'université je sais que les installations et les moyens font pitié, alors augmenter le financement de toutes les façon est une bonne chose à mon avis.

[En accord \(64\) » - En désaccord \(15\) »](#)

Envoyé par [maparizeau](#) - 23 février 2010 à 12 h 41 HNE

@P-L_C_R

Les entreprises et les gens "riches", contribue à hauteur de près de 80% des impôts payés au Québec. Alors arrêter de chialer sur le dos des riches.

Les écoles sont en faillite, le système de santé est en faillite, tout est entrain de tomber puisque les syndicats sont aveuglé par tous l'argent qu'ils croient mériter. Les politiciens n'ont aucune colonne pour mettre des mesure significative en place.

Nous sur-finançons des programmes sociaux que nous n'avons pas les moyens de payer.

On crache sur l'Alberta mais on est super content de recevoir leur argent via la péréquation par exemple.

Au Québec, on veut tous mais on ne veut rien faire pour l'obtenir.

Typiquement Québécois!

Malheureusement, ce sont ma génération est ceux qui vont suivre qui vont devoir payer. Nous allons le faire quand même lorsque les baby boomer auront vider la caisse de régime de retraite car ils prédisent qu'il ne restera plus rien pour nous de toute façon. Alors tant qu'à avoir ce résultat, je préfère que l'on se retrousse les manches, que l'on fasse les concessions nécessaires pour améliorer l'avenir de ceux qui vont nous suivre. Car les fonctionnaires (plutôt les centrales syndicales) ne veulent rien savoir de mettre de l'eau dans leur vin, ils croient encore que tous leur aient dû! :-/ Alors c'est à nous de faire en sorte que l'hémorragie arrête.

[En accord \(58\) » - En désaccord \(40\) »](#)

Envoyé par [Qc-Mtl-To](#) - 24 février 2010 à 01 h 50 HNE

@ Trebor

Avant de découvrir du pétrole, les pays scandinaves étaient sur le point de faire faillite... Pour se qui concerne les banques canadiennes... Penses-y... pour chaque dollar de plus qu'elle va payer en taxes, elle va en charger un de plus à chacun de ses clients en frais de service additionnel car elles savent que si elles ne peuvent se passer de nous l'inverse est encore plus vrai... Je travaille dans l'industrie... la seule façon de profiter de leur profit est de devenir actionnaire pas de les traire en taxes.

[En accord \(7\) » - En désaccord \(12\) »](#)

Envoyé par [trebor](#) - 24 février 2010 à 01 h 46 HNE

Le vrai problème, ce n'est pas notre manière de faire ici au Québec, que ce soit pour l'éducation ou la santé ou les services sociaux, non. Ce qui nous cause problème, c'est le capitalisme qui par nature exploite toutes les opportunités possibles et ainsi, les entreprises capitalistes ne veulent plus ou de moins en moins contribuer à l'organisation sociale et en même temps viennent y chercher les meilleurs éléments pour les exploiter à leurs avantages EXCLUSIFS. Donc, la société est totalement perdante et c'est bien ce qui arrive aux USA où il faut payer très cher pour l'éducation et les jeunes diplômés (des Zélus) sont trop bien traités et se retirent de la

société dans des villes-dortoir privées où là encore ces bourgeois, cette élite ne participe plus à la société, ne paie plus de taxes scolaires et municipales, fonctionne en parallèle des réalités de la multitude, en pachas irresponsables et vote pour des Républicains leurs promettant des baisses d'impôts.

Désolé M. Bouchard mais, votre discours est celui d'un bourgeois trop bien gâté qui tient à ces privilèges quand les autres doivent se serrer la ceinture.

Les problèmes financiers de l'éducation universitaire viennent de l'irresponsabilité des Zélites et des entreprises installées au Québec.

Aussi, ces problèmes viennent du fait qu'on n'a plus de Bourse à Montréal, qu'on a perdu notre centre financier à nous et les argents qui y étaient générés.

Taxer les banques pour financer les universités, oui mais, la solution aux problèmes du Québec, c'est la Souveraineté !!

[En accord \(17\) » - En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [Qc-Mtl-To](#) - 24 février 2010 à 01 h 43 HNE

@ Fredlou

Je compare les Grandes Écoles et CPGE à nos Université car se sont les seules qui puissent servir de comparaisons à la structure universitaires telle que définie hors France, donc à leur structure financière. (campus, recherche, services aux étudiants...) Désolé d'avoir omis UdeS et Laval... Les points de suspensions les incluaient.

En France, une "Université" autres qu'une grande école ou CGPE ne propose aucun autre services que celui de l'enseignement. Pour avoir assister à quelque cours lors d'un échange, la plupart de leurs cours se tiennent dans des amphithéâtres de plusieurs centaines voire milliers d'étudiants. Voilà à quoi se résume une Université française. Une boîte avec un professeur. Facile de charger 200 euros quand il n'y a rien d'autre à payer... Poutant, les frais afférant de certaines de ces Universités peuvent atteindre les milliers d'euros... (majeure différence entre frais de scolarité et prix des études)

En passant, la France fait présentement face au même problème que nous au niveau sous-financement... En plus d'avoir environ 90,000 décrocheurs par année au niveau universitaire... De plus, la qualité globale de l'éducation en France ne cesse de se dégrader au point où la Commission Européenne à lancer une enquête... Je crois sincèrement qu'on peut faire mieux...

Lyblinet à une partie de la solution, un certain ménage doit être fait dans le système... Mais une partie doit venir d'un sacrifice collectif...

Si on focussait sur la dette pendant quelques années, l'argent récupérée du service sur la dette (le 3e poste budgétaire en importance...) pourrait facilement être remise en éducation... Pour se faire, commençons par arrêter de vivre au-dessus de nos moyens et payons nos dettes, dégraissons les aberrations présentes dans le gouvernement et on pourra se dégager une marge de manoeuvre sans avoir à tout retaxer... Pour réinvestir par la suite dans notre futur...

La taxation des méchantes corporations dont les vilaines banques à ses limites... Tire sur l'élastique et il va soit casser, soit revenir dans le visage... Les autres provinces ne serait que trop contentes de récupérer le peu de siège sociaux qui nous reste... avec les taxes qui vont avec...

J'aimerais seulement savoir pourquoi le Québécois moyen trouve normal de s'endetter pour maintenir son niveau de consommation alors

que s'endetter pour une éducation décente provoque une montée aux barricades

[En accord \(9\) » - En désaccord \(8\) »](#)

Envoyé par [transparence](#) - 24 février 2010 à 01 h 32 HNE

Pour ma part, je pense que ce que Mr Bouchard a dit est très scandaleux. A-t-il oublié que l'économie de demain sera basée sur le savoir?...

Apparemment, ce qui semble justifier toutes ces dérapages vient du fait que les caisses du Québec sont vides...et pour cause...le Québec est loin d'être une province pauvre. C'est juste une province où l'argent des contribuables est très mal géré à tous les niveaux de gouvernance.

Bien sûr les projets dont les coûts tendent vers l'infini entre autre viennent nous le confirmer...ceci sans parler des passes qui garantissent des redevances à vie à certains amis de nos politiciens. Bref...le Québec devrait s'en prendre aux compagnies qui se gonflent de l'argent des contribuables sans presque jamais payer d'impôts. Pourquoi, personne ne parle des milliards en impôts reportés de nos entreprises? Pourquoi, le gouvernement ne va pas chercher les milliards disparus dans les projets d'infrastructure où plusieurs se sont payés la traite à la barbe des citoyens. Citoyens qui semblent t-ils constituent la pauvre vache à lait ... à ces politiciens dont les compétences en gestion devraient être étalées au grand jour...je voudrais leur dire que la vache, elle est sur le seuil de manquer de lait...à Mr Bouchard, je voudrais dire ceci, au lieu de s'en prendre aux pauvres étudiants aller donc récupérer les 30% versés en trop à l'industrie de la construction ... la Gaspésie...les prolongements sans fin des coûts des projets...les impôts indéfiniment reportés des grandes entreprises, les innombrables gaspillages des déniés publiques, les club Med appelés délégation du Québec à travers le monde et si cela ne suffit pas revenez fouiller dans les poches des pauvres étudiants et là le peuple sera témoin.

[En accord \(18\) » - En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [trebor](#) - 24 février 2010 à 01 h 15 HNE

Ce que nous sommes à vivre est l'héritage de presque 7 années Charest et particulièrement les conséquences de sa vision Conservatrice qui professe que de baisser l'impôt des riches ferait progresser l'économie et aussi d'investir dans le béton et l'asphalte des routes ferait prospérer la société, même au prix de dettes énormes.

Bien sûr, lorsque qu'on voit le monde de derrière 2 mains sur un volant de Mercedes alors, il est difficile de comprendre que le dit "petit monde" travaillant à petit salaire, c'est presque de l'esclavage sans chaîne, ni gardien, une aubaine. La réalité, elle, est celle du CAPITALISME et ainsi, il y a beaucoup d'argent généré mais, elle a tendance à se retrouver à New York, Londres, Toronto, Hong Kong ou ailleurs dans un grand centre financier et non à Montréal, de l'argent qui devrait normalement participer à notre système d'éducation et en fait, cet argent nous échappe.

Cette situation ne changera pas et même elle va empirer, laissant Montréal et le Québec se marginaliser tranquillement dans le temps sauf si, SI ON AVAT L'IDÉE DE LA SOUVERAINÉTÉ.

Tant que nous ne contrôlons pas notre économie, "celle du Québec pour les Québécois-e", c'est que nous sommes contrôlé par Toronto, New York et Londres et ainsi, nous avons droit aux miettes qui tombent de la table, nous avons droit à un enseignement universitaire en déclin. La Suède, la Finlande, le Danemark sont prospères et Souverains !!

Au plus vite la NORMALITÉ, la Souveraineté sur notre économie et sur notre avenir !!

[En accord \(15\) » - En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [trebor](#) - 24 février 2010 à 01 h 10 HNE

@Robert-Palson,

Oui, taxons les banques, il n'y a pas à avoir peur, elles ne se délocaliseront pas en Chine ou aux Indes, c'est sûr !!

D'ailleurs, c'est toujours les banques qui sont aux centres des activités économiques et pour lesquelles tout fonctionne.

Toutes les entreprises et les Institutions devraient supporter le système d'éducation post secondaire puisque c'est pour eux et ainsi dans l'état actuel des choses le BS c'est eux !! Oui, oui, on leur fournit de la main-d'oeuvre et matière grise GRATIS !!

[En accord \(13\) » - En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [MBLD33](#) - 24 février 2010 à 00 h 59 HNE

Qui envoie Lucien Bouchard? Est-il souverainiste, conservateur, libéral? L'ancienne ministre des finances, Jérôme-Forget, qui nous a menti sur le déficit et la caisse de dépôt, qui a contribué à dilapider 27 milliards de dollars!!! veut maintenant faire la morale. Une mafia qui gonfle les prix des travaux publics d'au moins 30% sur les 42 milliards annoncés par Charest. Et les ministres actuels des finances et de l'éducation, Bachand et Courchesne restent en coulisses, ne font qu'émettre un communiqué de presse, tout juste pour tâter le pouls de la population, mais n'ont pas l'audace de s'asseoir à la table des moralistes qui n'avaient pas suffisamment de c... pour prendre action quand ils étaient au pouvoir. Hypocrisie!

Qui est cette élite qui transcende tous les partis politiques?

Franchement, ON PAIE MOINS CHER AU QUÉBEC PARCE QU'ON EST PAYÉS MOINS CHER! Voyez dans la fonction publique, tous les salaires qui sont en-deçà de la moyenne canadienne; et quand c'est le temps de taxer les gens une autre fois, on nous sert cette excuse bidon qu'au Québec on paie moins cher.

Les politiciens s'en vantent quand des compagnies veulent investir chez nous : "Venez investir au Québec, on vous accordera une baisse d'impôts et notre main d'oeuvre est qualifiée, pas cher, et on peut la mettre à la porte quand ça nous tente grâce à la précarité d'emploi encouragée par nos politiques."

Faites savoir votre mécontentement à ce panel de politiciens qui passera sa loi si la population ne chiâle pas trop.

Quels parents, quels étudiants pourront payer les cours?

[En accord \(13\) » - En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [Charles C.-P.](#) - 24 février 2010 à 00 h 56 HNE

J'écris pour m'indigner contre le discours émergent de l'économie du savoir, qui prétend se soucier de "l'avenir de notre société". Mais quel avenir, au juste?

Il est ici question du "coût" de l'éducation relativement au "rendement" qu'elle doit produire, transposé dans une croissance du PIB. Du haut de leur approche bêtement comptable, les lucides se réclament des "grandes valeurs collectives" de la société québécoise, comme si nous n'étions en somme qu'une superposition de colonnes de chiffres. C'est navrant, et inquiétant.

Les signataires du Pacte pour un financement concurrentiel des universités réduisent l'étudiant à un acteur économique rationnel, chargé de

maximiser le rendement de son diplôme qui est, en premier lieu, un investissement.

Et il est où, le projet collectif? Elle est où, la lutte à la pauvreté? La responsabilité sociale de l'entreprise? La remise en question de la sainte croissance qui nous mène à la catastrophe écologique? Qui parle de l'écart entre riches et pauvres qui s'accroît depuis trente ans? Du capital financier qui s'impose comme un nouveau pouvoir au-dessus des états? De l'impératif de croître sans savoir ce que cela veut dire? De l'absence du mot bonheur dans le débat politique?

Pour un libéral je parle une langue étrangère, je confonds des choses qui ne sont aucunement liées, qui sont d'autant plus loin de la vérité qu'elles ne peuvent être chiffrées. Et pourtant! Parler avec courage d'un projet de société, c'est savoir remettre en cause certaines vaches sacrées.

Vache 1 ; la vertu providentielle du marché, libéré des contraintes étatiques qui nous empêchent d'être riche et heureux.

Vache 2 ; l'idée qu'avant d'être des gens aspirant au bonheur, nous sommes des (futurs) travailleurs et consommateurs.

L'éducation doit être la pierre angulaire d'un projet de société qui a un sens. On nous propose plutôt de faire de l'éducation l'instrument d'un processus de croissance et de concurrence qui n'en a pas.

L'éducation est un droit fondamental qui ne doit pas être dirigé selon une logique marchande dans le but d'en mieux servir une autre.

L'avenir n'est ni dans la croissance, ni dans la productivité, ni dans la compétitivité ; il est dans la remise en cause de ces trois moments comme mythes fondateurs de notre civilisation libérale. Qui serait "en crise", à ce qu'il paraît...

[En accord \(16\) » - En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [Robert-Palson](#) - 24 février 2010 à 00 h 52 HNE

J'ai l'habitude d'intervenir seulement quand la question en vaut véritablement la peine et je crois que cette sortie de monsieur Bouchard mérite mon attention.

Ainsi, monsieur Bouchard (et compagnie) proposent de régler la question du sous-financement universitaire en puisant dans les poches des étudiants.

Répondons à sa suggestion par un argumentaire bref, mais concret:

1) En ce temps de crise économique, les étudiants n'ont plus vingt ans, mais sont aussi des gens retournant aux études suite à des compressions ou à un manque de formation. FAIT: Les étudiants ne sont plus des "jeunes en voiture sport".

2) Depuis vingt ans, la majorité du fardeau fiscal (ce qui inclut l'éducation) s'est vu transférer progressivement des entreprises aux contribuables. FAIT: L'éducation profite aux entreprises, mais celles-ci ne veulent plus contribuer.

3) L'endettement est un des problèmes majeurs rencontré à la suite de la crise économique. On souligne que la majorité des ménages et individus ne pourraient vivre si une de leur paye venait à manquer. FAIT: Le dégel des frais de scolarité contribue à l'endettement et l'endettement contribue à déplacer le problème vers le futur, mais sans le résoudre en soit.

Au final, québécois et québécoises, j'espère de tout coeur que vous ne serez pas bernés par le discours un tantinet simpliste de monsieur Bouchard et ses amis...

Pour ma part, la solution est évidente: TAXONS LES BANQUES, une partie de leurs profits farineux nous revient naturellement de droit!



[En accord \(17\) » - En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [fredlou](#) - 24 février 2010 à 00 h 44 HNE

qc-mtl-to

"Les seules universités qui puissent rivaliser avec les grandes universités québécoises (UdeM, Poly, HEC, McGill...) font parti des Grandes Écoles, cercle TRÈS restreint d'institutions à réputations internationales dont sortent 150 diplômés par année par école..."

Archi faux! n'importe quelle faculté publique de France vaut celles du Québec! d'ailleurs celles que tu nommes, tu rajoutes U.L et Sherbrooke....et tu as fait le tour de la province!

[En accord \(4\) » - En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [fredlou](#) - 24 février 2010 à 00 h 44 HNE

qc-mtl-to

"Les seules universités qui puissent rivaliser avec les grandes universités québécoises (UdeM, Poly, HEC, McGill...) font parti des Grandes Écoles, cercle TRÈS restreint d'institutions à réputations internationales dont sortent 150 diplômés par année par école..."

Archi faux! n'importe quelle faculté publique de France vaut celles du Québec! d'ailleurs celles que tu nommes, tu rajoutes U.L et Sherbrooke....et tu as fait le tour de la province!

[En accord \(4\) » - En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [LybliNet](#) - 24 février 2010 à 00 h 27 HNE

Je ne pense pas que les problèmes budgétaires de l'éducation post-secondaire puissent se régler de façon viable et surtout durable par une simple augmentation de frais.

Il y a présentement des aberrations dans les réseaux universitaires :

Pourquoi l'Université Laval paye-t-elle des centaines de milliers de dollars (voire des millions) en publicité à Montréal, Ottawa, etc., pendant que les universités McGill et consort payent également un montant astronomique pour faire de même à Québec.

Le résultat est que Laval va chercher 14 étudiants à Montréal pendant que McGill et UQAM en ramènent 15 à Montréal, ce qui n'est franchement pas efficace.

Pourquoi l'Université Laval a-t-elle payé 26 millions de dollars (à date) pour un système de gestion des études qui :

1) Fonctionne à moitié (et encore)

2) Ralentit la productivité du personnel (entre autres les secrétaires qui se retrouvent sur une interface horrible)

3) N'est toujours pas terminé même si très en retard sur l'échéancier

4) A consisté en gros en l'adaptation d'une technologie d'une entreprise non canadienne acquise à frais démentiels

Pourquoi l'Université Laval (oui, encore) a-t-elle pris la décision de basculer tout son service de courriel sur Exchange, développé par une compagnie américaine (Microsoft), non adapté aux besoins de l'Université, aux frais de licences élevés?

Et j'en passe... en tant qu'étudiant, je suis bien prêt à payer plus, mais est-ce que j'aurais un vrai enseignement en échange (oui, parce que des classes de 150 avec 1 professeur qui préfère aller chercher des subventions sous la bénédiction de l'Université et un pauvre assistant qui est payé deux heures par semaine pour aider ces 150 étudiants, ce n'est clairement pas l'idéal...)?

@Libre-Penseur :

visiblement vous ne comprenez pas ce qu'est un État... La question n'est pas de juger sur les cas pathologiques, mais il est tout à fait normal qu'à un moment dans votre vie vous soyez "financé"

par d'autres personnes (par exemple pendant vos études), puis que ce soit vous qui payiez pour les autres (lors de votre vie active).

À ce stade là, éliminons le gouvernement, vous ne payerez plus rien aux autres (mais ne vous attendez pas à une aide quand votre tour viendra...)

[En accord \(9\) » - En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [LybliNet](#) - 24 février 2010 à 00 h 20 HNE

Ce qui est amusant, c'est que ce dégel correspondrait en fait à peu de choses près à la situation que plusieurs décrivent. Je m'explique : en supposant que cette hausse s'avère, on pourra distinguer deux cas.

1) L'étudiant aux parents assez fortunés pour lui payer ses études. Pour ces parents (qui sont donc de la classe moyenne ou supérieure), cela revient donc en fait à payer au moins autant qu'ils paient aujourd'hui avec leurs taxes et impôts. Donc pour ceux qui disent que "la classe moyenne ne doit plus payer", "les riches sont assez taxés comme ça", on retombe dans le même cas. C'est seulement qu'au lieu de payer des impôts à l'État pour qu'il s'occupe (normalement) de gérer l'argent globalement, la classe moyenne le paie directement.

2) L'étudiant dont ni lui ni les parents n'ont les moyens de payer ses études. Dans ce cas, c'est le programme des bourses et prêts qui devrait s'appliquer (même si en fait, la hausse dans ces programmes ne compensent jamais la hausse des frais mais bon...), ce qui revient à dire que l'État paye les frais.

Au mieux, on revient dans la même situation, c'est juste que le chèque n'est pas fait au même nom...

Le seul moyen de réellement "faire des économies" est en fait de réduire le nombre d'étudiants, ce qui n'est certainement pas la solution optimale à long terme. Il est malheureusement facile de couper dans l'éducation et la science parce que les effets à court terme sont minimes (ceux qui étaient déjà bien engagés le restent). Par contre, lorsque quelques années plus tard, on se réveille, alors on a toute une pente à remonter...

[En accord \(7\) » - En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [Mingeot](#) - 24 février 2010 à 00 h 20 HNE

A lire certains commentaires, on devrait se rallier à la fédération des États-Unis d'Amérique. Tout semble mieux aller de l'autre côté de la frontière.

C'est assez ironique quand on sait que près de la moitié de la planète hait les USA. Faut soit être masochiste pour leur ressembler, ou ne pas avoir fait ses études en-dehors de l'Amérique du Nord pour penser comme Lucien.

La vieillesse ne réussit pas à tout le monde.

Lucien, tu n'avais pas quitté la politique pour t'occuper de ta famille, tes enfants ? Qu'attends-tu pour leur chanter des chansons et leur lire des contes de fées..... car pour la population québécoise, il y a bien longtemps qu'on y croit plus à tes histoires.

Les enfants de ce pays sont notre avenir. Va-t-on hypothéquer leur développement intellectuel par des mesures discriminatoires financières ? Pourquoi ne pas leur payer les études tant qu'ils réussissent ? Après tout, ce sont eux qui payeront les impôts en conséquence de leur salaire élevé et qui contribueront à cotiser aux différents fonds de pension des baby-boomers qui eux, partiront à la retraite à 55 ans et qui laisseront leurs enfants et petits-enfants non seulement s'endetter pour leurs études mais aussi prendre leur retraite après 65 voir 70 ans

C'est vrai Lucien..... t'es un baby-boomer toi.....

"Me myself and I" Je les entends me dire "Nous on s'est battu pour ce qu'on a obtenu, vous n'avez qu'à en faire autant" Et bien justement, on se bat pour ne pas payer pour les irresponsabilités de la génération qui était au pouvoir depuis 30 ans et on va se mobiliser et gagner notre combat.....

[En accord \(7\) » - En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [brusava](#) - 24 février 2010 à 00 h 13 HNE

L'argent qui manque partout n'est pas dans les poches des étudiants ou des salariés ordinaires.

On devrait plutôt s'occuper des vrais problèmes et combattre l'évasion fiscale, les coûts des travaux exagérés, les projets gouvernementaux mal gérés ou qui n'aboutissent pas, s'assurer que les entreprises paient leur juste part au lieu d'y échapper par toutes sortes de stratagèmes encouragés par les gouvernements, prendre notre juste part sur nos richesses naturelles plutôt que de faire des cadeaux à des entreprises étrangères qui ne paieront pratiquement rien en impôt en bout de ligne et qui cumulent les profits, et bien d'autres... les solutions ne manquent pas, c'est plutôt le courage et la vision qui sont manquants...

Les gouvernements n'ont pas le courage de le faire, car ces gens sont ceux qui financent les partis politiques. On ne mord pas la main qui nous nourrit, c'est bien connu ! Plus facile de s'attaquer aux petits travailleurs, aux étudiants et aux malades.

[En accord \(12\) » - En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [pagerry3](#) - 23 février 2010 à 23 h 57 HNE

De quoi peut souffrir Lucien Bouchard? Sérieux, le nombrilisme surdimensionné et l'obésité morbide de l'ego de cet homme surprennent, par le fait qu'ils dépassent toutes les frontières de l'entendement et de la décence civile. De par son passé, comme premier ministre, il est tenu à la réserve, à la retenue et à la discrétion. Non seulement il s'en balance éperdument, mais on est tout à fait justifié de se demander plus d'une question. La première est à l'effet de savoir à la solde de qui (pluriel) il travaille et dans quel dessin qui a toutes les apparences d'une explosion sociale? Il faudrait qu'un psychologue ou qu'un psychiatre ou qu'un psychanalyste, non commandité ni mandaté, se penche sur ce cas et informe la population des retombées nocives de ses prises de position et des retombées qui risquent de devenir tsunamiques. À moins qu'il ne soit que le bouffe du zoo libéral et que ses "services" sont retenus \$\$\$ pour distraire et faire diversion, au moment précis où Jean Charest et nombre des ministres de son gouvernement sont associés à des collusions et à des scandales ficelés à la corruption institutionnalisée toujours exempte de toute inquisition légitime et de toute enquête publique. Dans un tel cas, ce serait tout aussi interrogeant. Qu'il devienne éditorialiste à la Presse ou scribe à la solde des papiers-culs «Le Québécois» et «Virgile», passe toujours, puisque le lectorat de ce genre de torchons l'applaudissent, même quand il éternue. Mais qu'il branche son lutrin sur toutes les tribunes du Québec, comme le font les folkloriques et loufoques m'as-tu-vus et «preachers» de Hide Park (Londres), ça commence à sentir le « mandat » (THE MANDATE) criblant l'antisémitisme et ciblant le pro-sionisme, comme s'en sont procurés et accordés certaines têtes brûlées dont l'histoire témoigne des profondes stigmates dont certains peuples ont hérité.

[En accord \(13\) » - En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [wtx888](#) - 23 février 2010 à 23 h 43 HNE

Écoutez aux USA les frais de scolarité sont plus élevés oui, mais dans son état comme le New-Hampshire, juste à côté, il n'y a ni impôt personnel ni taxe de vente..

Est-ce à dire que Charest va éliminer l'impôt sur le revenu et la taxe de vente si il augmente les frais de scolarité???

[En accord \(9\) »](#) - [En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [wtx888](#) - 23 février 2010 à 23 h 38 HNE

IL y a combien de personnes qui gagnent 300,000 par année au Québec, 150,000 ou 200,000 personnes tout au plus..

Et ils payent plus de 160,000\$ d'impôt à part les taxes municipales, taxes sur essence, boisson etc...

[En accord \(5\) »](#) - [En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [maulaf](#) - 23 février 2010 à 23 h 33 HNE

Chacun d'entre nous à sa solution pour remédier aux sous financements des universités, des hôpitaux et de la dette publique, mais malheureusement nous n'avons pas tous un Saint-Lucien avec nous pour occuper l'avant-scène. Je crois que vouloir corriger à la pièce sans vouloir tout mettre sur la table ne pourra que frustrer une bonne partie de la population. Avant d'entreprendre une "révolution culturelle" à la Mao, j'aimerais que le gouvernement ne le fasse pas au détriment des moins favorisés de la société, c'est ce que je crains avec Charest.

[En accord \(10\) »](#) - [En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [John-James Cadorette](#) - 23 février 2010 à 23 h 32 HNE

@ EAudet

Le régime de retraite des travailleurs de l'État est négocié tel que faisant partie du salaire, une prolongation du salaire qui rémunère la compétence acquise durant les années de travail. C'est donc pourquoi on a accepté de traîner de la patte au niveau des salaires par rapport au milieu syndiqué privé depuis le passage de Lucien Bouchard, et même avant. Nous y cotisons, c'est prélevé de notre paie, et le montant est supposément assuré par des bons du trésor québécois de la caisse de dépôt et de placement du Québec. Donc nous sommes aussi des bailleurs de fond du Gouvernement.

Cette interaction entre auteurs de commentaires prouve bien une chose...

Ces attaques de nos oligarques, club des ex du Gouvernement provincial, ultra conservateurs, et autres lobbyistes de Power Corp, Québecor et du parti libéral, «chercheurs» de l'Institut économique de Montréal ne visent rien d'autre que la division des différents groupes de la société québécoise de façon à ce qu'on se taxe mutuellement de chouchous du système. De cette manière, ils et elles espèrent que par sacrée sainte honte on finisse de taire nos revendications les uns vis-à-vis des autres et qu'on acceptent toutes et tous encore une fois de faire les sacrifices qu'ils n'auront pas à subir directement, parce que immunisés par leur idéologie de la charité et du partage des responsabilités. "On doit travailler plus, pour créer plus de croissance" et accepter la socialisation des déficits et la privatisation des profits, des allègements de lois et réglementations, simplement parce que d'autres pays ou provinces les ont accepté ???

Et si on finissait simplement par accepter que d'investir ensemble de l'argent dans une qualité de vie selon notre capacité de payer (impôts progressifs) ça nous fait économiser sur les nombres de dommages collatéraux et de crises de la société, que ça favorise la connaissance, la

recherche, la capacité de réorientation de l'Économie, que ça nous empêche d'avoir à investir individuellement des sommes faramineuses qui hypothèquent la vie des travailleurs et de leurs familles.

[En accord \(6\) »](#) - [En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [Qc-Mtl-To](#) - 23 février 2010 à 23 h 29 HNE

Je veux mettre les choses au clair: j'ai 23 ans, gradué de McGill depuis 2 mois, Québécois MOYEN, et j'appuie le dégel total des frais de scolarités.

Réflexions su commentaires lus:

La France: l'éducation gratuite est une façade. Les seules universités qui puissent rivaliser avec les grandes universités québécoises (UdeM, Poly, HEC, McGill...) font parti des Grandes Écoles, cercle TRÈS restreint d'institutions à réputations internationales dont sortent 150 gradués par année par école... Sur une population de 60M, on parle d'égalité et d'accès à tous. De plus, le déficit de la France... Bon modèle...

Les pays Scandinaves: j'aime constater à quel point les gens prennent plaisir à se plaindre de leur taxes et impôts sur ce forum. Je n'imagine pas que les Québécois seront prêt à voter un taux d'imposition unique (donc que tous paient le même % classe moyenne inférieure autant que les riches) de 60% et plus. Aussi, Être assis sur un fond souverain de 400G, un PIB/hab le double de celui du Canada sans la dette qui va avec, aide un peu. Plusieurs de mes amis sont de ces pays donc je sais de quoi je parle.

Les étudiants internationaux: À McGill, comme dans toutes les autres Universités du Québec, aucun plafond n'existe concernant les frais de scolarité d'étudiants internationaux. Ces frais sont comparable avec ceux des autres Universités au pays. Un bac coûte environ 15k à 20k par année, entre 60k et 80k total (4 ans, hors Québec) Je ne crois pas que le problème ou la solution vient de là. Peut-être pourrait-on renégocier les ententes bilatérales avec les pays de la francophonie qui coûtent plus qu'elles ne rapportent?

Forcez-les à rester au Québec (ça sonne URSS): Je fait parti du top 10 de ma faculté et les jobs décentes offertes venaient de Toronto ou des USA. Rien du Québec. J'ai choisi Toronto. Regardez le problème: Les Universités sont sous-financées comparées à leurs compétiteurs des autres provinces et pays. L'étudiant sera le grand perdant? Je n'en suis pas si sûr. Universités bien à l'aise=programmes substantiels de bourses et de prêts (environ 35% des étudiants de l'université de Toronto sont sous bourses couvrant le coût complet de leurs études, environ 5500\$ par an pour un bac) Les programmes provinciaux sont financés en conséquence. La proportion de classe moyenne et autre est la même à travers le pays.

Choix: dégeler ou couler

Dans notre société de dette une télé à crédit vaut plus qu'une éducation... Risible mais pathétique...

[En accord \(16\) »](#) - [En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [Polo09](#) - 23 février 2010 à 23 h 27 HNE

Il est drôle de voir le ministre Bachand se frotter les mains des déclarations de Lucien Bouchard. Les libéraux sont tellement lâche et incompétent qu'ils vont attendre qu'on leur dise quoi faire avant de faire quoique ce soit. Bachand et Charest

On va augmenter les tarifs tous les économistes le dise que c'est la chose à faire.

Voilà le genre de discours auquel nous aurons droit dans les prochaines semaines. Crime que dans ce temps-la je m'ennuie d'un Jacques Parizeau qui n'avait pas eu d'oser et de prendre des décisions. Aujourd'hui il ne reste plus qu'une bande de lavette.

[En accord \(6\) »](#) - [En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [Libre-Penseur](#) - 23 février 2010 à 23 h 17 HNE

On n'arrivera à rien comme société en continuant à gêner tout le monde sur la carte de crédit et en insultant des gens qui ont le courage de proposer des solutions réalistes qui permettront à notre société de continuer à évoluer...

Quand ça fait 15 ans qu'on paie toujours le même montant pour un permis de conduire, pour faire garder ses enfants en faisant payer les autres, en prenant les transports en commun ou en étudiant toujours aux frais du voisin...il est peut-être temps de regarder qui paie toujours pour les autres...Ceux qui chialent et qui critiquent et qui manifestent ce sont les profiteurs qui ne veulent jamais payer... Les "tétans" de l'Etat sont à sec...mais les têtards continuent de sucer....Soyons réalistes.... L'Etat est à bout de forces...Il n'a plus de jus... Chacun pourrait faire sa part...

Ce n'est pas qu'aux fonctionnaires ou aux baby boomers qu'il faut demander un effort... les parents qui paient \$7.00 pour un service qui en coûte \$45... les étudiants qui paient \$2500 par année pour des études qui coûtent dix fois plus à l'Etat et qui foutent le camp aussitôt les études terminées, les chialeux qui paient \$3 par jour pour se faire transporter aux frais des autres...il faudrait peut-être qu'ils contribuent de temps à autre... Les autres profiteurs de l'Etat qui changent de bureau et qui se font payer des primes de séparation, ça aussi il faudrait peut-être regarder cela de plus près....

Commençons à être réalistes en nous demandant si nous ne pourrions pas en faire un peu plus en exigeant un peu moins des autres...et surtout appliquons le principe du "Vivre et laisse vivre"....et aussi du Savoir vivre !

[En accord \(6\) »](#) - [En désaccord \(17\) »](#)

Envoyé par [demonia63](#) - 23 février 2010 à 23 h 14 HNE

les gens accordent trop d'importance à ce Lucien Bouchard. c'était à lui de rester en politique si il voulait changer les choses. c'est un homme du passé et ne devrait pas ouvrir des cannes de vers comme il s'amuse à le faire. laissons le soin à des gens plus dynamiques de trouver des solutions au financement des universités.

[En accord \(11\) »](#) - [En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [adamdelahalle@hotmail.com](#) - 23 février 2010 à 23 h 12 HNE

Je suis complètement contre une hausse des frais de scolarité. Elle limiterait l'accès aux études supérieures des jeunes et réserverait l'université à une élite. Ce n'est pas la société que je souhaite.

Mon père a un secondaire 3, ma mère, une 11e année. Quand on vient d'un milieu défavorisé, l'université semble complètement hors d'atteinte : à la fois inaccessible sur le plan des exigences académiques que sur le plan financier. Je sais ! Les frais de scolarité sont les plus bas au Canada. Mais, quand tu as 16 ans, que ta famille manque d'argent pour joindre les deux bouts, l'idée de payer 1 000 \$ est déjà surréaliste. L'université n'est même pas une option.

Heureusement, il existe une option. Au Québec, les cégeps sont une porte d'entrée pour les études supérieures. Ça ne coûte pas trop cher, même pour des petits pauvres comme j'étais, et, en cours de route, ça permet de réaliser



qu'ont est aussi capables de poursuivre nos études plus loin. De cette façon, on améliore le sort des jeunes d'aujourd'hui et de leurs enfants futurs, et on fait en sorte que des emplois importants de la société ne soient pas seulement occupés par des "gosses de riches".

[En accord \(14\) » - En désaccord \(8\) »](#)

Envoyé par [Le petit Québec](#) - 23 février 2010 à 23 h 05 HNE

Je suis universitaire et je suis en accord avec une hausse des frais de scolarité. Par contre, cela n'aidera en rien les finances publiques du Québec. Le gouvernement du Québec aura beau tout essayer, il ne fera que serrer la laisse autour du coup de sa population.

[En accord \(11\) » - En désaccord \(14\) »](#)

Envoyé par [Polo09](#) - 23 février 2010 à 22 h 58 HNE

Pour une question de justice tous devront payer pour maintenir les services. Frais universitaire, taxe de vente, garderie à \$7, impôt, électricité, assurance médicament. Il devra en avoir pour tous, les jeunes, les moins jeunes et les vieux. Dans le cas contraire on risque d'assister à des dérapages douloureux, à des conflits de générations et autres.

[En accord \(16\) » - En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [socialismepourri](#) - 23 février 2010 à 22 h 56 HNE

La social-démocratie du Québec est en faillite. Le principe de l'utilisateur-payeur est la solution inévitable pour les années à venir.

Je suis d'accord avec l'augmentation massive des frais de scolarité, avec un ajustement des prêts-bourses pour les moins fortunés.

J'ai hâte que les gens comprennent que les plus fortunés du Québec profitent aussi des faibles frais de scolarité. Le système actuel est une subvention de la classe moyenne vers les plus riches.

Un autre avantage important à hausser les frais de scolarité est que si par exemple un médecin diplômé quitte le Québec pour aller pratiquer en Ontario ou aux États-Unis, au moins il aura payé 100 000\$ pour ses études à la province. De toute façon, c'est rien de payer 100 000\$ une fois, pour un travail assuré de 300 000\$ par année.

En plus, les gens vont moins perdre leurs temps à étudier dans des secteurs qui n'ont pas de possibilités d'emplois.

[En accord \(13\) » - En désaccord \(27\) »](#)

Envoyé par [fredlou](#) - 23 février 2010 à 22 h 52 HNE

Ils ont confirmé au téléjournal ce que je disais cet après midi. En Europe les études sont totalement gratos dans les pays nordiques et 200.00\$ en France.

Voilà ce que ça devrait être ici. L'éducation devrait être un droit et non un privilège.

Bien entendu, le tout avec des balises (pas question de l'étudiant qui se tape 10 ans pour faire un bac)

L'éducation d'un peuple fait la richesse de son pays, c'est un incontournable.

Manque d'argent? coupez ailleurs!

[En accord \(29\) » - En désaccord \(15\) »](#)

Envoyé par [walkingthedog](#) - 23 février 2010 à 22 h 49 HNE

À tous ceux qui comparent le coût universitaire au Québec avec celui plus dispendieux des USA ou de l'Ontario, je répondrai que nous ne sommes pas obligés de s'aligner sur le même modèle. Comme ma mère disait : si tu vois le voisin aller se jeter au bout du quai, tu n'es pas obligé de le suivre

Ce sont des gens qui pensent pour nous, qui n'ont aucune imagination et qui continue de

nous entraîner dans une spirale d'augmentation des coûts et cela dans tous les domaines en nous inculquant la notion que c'est normal.

[En accord \(25\) » - En désaccord \(9\) »](#)

Envoyé par [Chêne Rouge](#) - 23 février 2010 à 22 h 47 HNE

Monsieur Konstantin, je trouve ça très bien si ça arrive comme ça. On va arrêter d'avoir des diplômés en surnombre dans des disciplines déjà surchargées. On finance déjà des études à trop de monde pour nos besoins dans bien des secteurs. Qu'ils s'orientent dans des secteurs où les besoins de main d'oeuvre sont criants s'ils veulent avoir du travail. Car c'est bien ça l'objectif non?

Ça n'empêchera pas les plus passionnés, ceux pour qui c'est une vocation, d'étudier leur domaine de prédilection et ça leur rendra la tâche plus facile pour travailler, la compétition sera moins féroce.

On va régler bien des problèmes comme ça.

[En accord \(6\) » - En désaccord \(16\) »](#)

Envoyé par [Polo09](#) - 23 février 2010 à 22 h 45 HNE

La lâcheté de nos politiciens a pris des décisions n'a d'égalé que la lâcheté de la population a accepté le constat qu'il va falloir se serrer la ceinture. Il ne faut pas oublier que ce ne sont pas les martiens qui ont élu Charest le moue mais bien une majorité de québécois qui se sentait confortable dans l'étapiste.

Nous sommes tous collectivement responsables de ce qui arrive. N'est pas nous qui sans cesse demandons à nos gouvernements de prendre en charge de plus en plus de choses. Depuis déjà trop longtemps on se désresponsabilise en mettant la faute sur d'autres. Et bien on apporte du cul de sac ou il faudra faire des choix difficiles. Maintenant le vrai problème est que ni à Québec ni à Ottawa nous n'avons de gouvernements ayant l'autorité morale pour imposer les difficiles réformes qui devront être fait. Nous avons plutôt devant nous des gouvernements corrompus et incapables n'ayant comme seul vision leur réélection. Comme tenu de tout cela il n'est pas surpris de voir poindre à l'horizon des manifestations et de la désobéissance civile.

[En accord \(16\) » - En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [Julienbl](#) - 23 février 2010 à 22 h 41 HNE

Je suis à l'université, et ni mes parents ni moi n'auront les moyens de payer si les frais augmentent à un niveau aussi élevé qu'en Ontario. Je suis un privilégié comparé à mes collègues qui habitent en appartement et paient tout de leur poche. D'ailleurs, si cela se passe comme nos merveilleux chefs élitistes de droite le veulent, j'irai probablement étudier en France comme bien d'autres.

Car moi, je ne crois pas que la qualité de mon éducation dépend du prix que je paye.

Alors, j'aimerais bien que Radio-Canada laisse la parole à des jeunes qui sont de l'avis opposé à notre gouvernement nombriliste, des jeunes qui savent ce que c'est que d'être à l'université, contrairement à nos dirigeants qui eux ont l'air de l'avoir oublié après avoir bien profité du gel des frais.

[En accord \(23\) » - En désaccord \(8\) »](#)

Envoyé par [saturin](#) - 23 février 2010 à 22 h 36 HNE

Lulu le pompeux. Il ose parler du courage des politiciens (surtout du sien) d'imposer des augmentations drastiques pendant que lui fait fortune en mangeant à tous les râteliers. Ca en prend du courage pour faire payer ceux qui n'ont ni les contacts ni l'argent pour se payer des heures de publicité dans les médias.

Il veut surtout s'assurer que le Québec pourra lui payer sa retraite somptuaire.

Le gouvernement Charest qui a gaspillé des milliards en donnant des contrats à des amis et à des bandits (c'est parfois les mêmes), en études diverses sur ses PPP qui n'ont abouti à rien, fait bénéficier à des riches entreprises les impôts les plus bas, ne leur demande aucune redevances pour les millions de litres d'eau utilisés, ne va pas chercher l'argent que le Canada nous doit, ne va pas chercher les milliards cachés dans des paradis fiscaux, subventionne des écoles illégales... Ca ne finit plus.

Et il veut aller chercher quelques millions dans les poches de ceux qui n'ont pas les ressources pour se défendre à armes égales.

Ca n'en prend du courage!! Lucien, vous me répugner.

[En accord \(21\) » - En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [Monsieur Konstantin](#) - 23 février 2010 à 22 h 27 HNE

Présentement, un bac en sciences sociales coûte environ 3,000\$ par année. Ce "plan" propose d'augmenter les frais à 9,000\$ par année (2,000 par année sur 3 ans). L'éducation deviendrait alors un pari risqué: si, en sortant du bac, on ne trouve pas un emploi bien rémunéré, on fait face à une dette de 15-20,000\$ ou plus. Cela va rendre moins attrayant des professions moins bien payées comme l'éducation primaire ou secondaire. Pourquoi quelqu'un voudrait faire "seulement" 35-40,000\$ par année avec une dette de 20,000\$? Et pour les bac en philosophie, on oublie ça...

[En accord \(36\) » - En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [EAudet](#) - 23 février 2010 à 22 h 26 HNE

Je suis étudiant à l'Université depuis 4 ans maintenant. J'ai un BAC en finance et prochainement en technologies de l'information. Je dois considérer à aller sur le marché du travail pour quelques années avant d'aller à la maîtrise étant donné que ma dette étudiante s'élève à environ 25 000 \$, ce qui est considéré comme un fardeau dans mon cas.

Il est irréaliste de penser que les frais de scolarité coûtent environ 2000 \$ pour une année... En fait, il m'en coûte 1669 \$ pour 15 crédits (5 cours) excluant les coûts de transports et les livres. Il faut ajouter à cela l'épicerie, le loyer, etc..

Je suis plutôt favorable à une hausse des frais de scolarité de façon modérée et à long terme. Néanmoins, il faudrait considérer des taxes à l'échec pour les étudiants au niveau collégial (qui coûte 200\$ pour une année) et même à l'université. Il existe aussi d'autres alternatives comme une taxe sur les produits de luxe (eau embouteillée) ou encore payer des frais minimes pour une ouverture de dossier dans une clinique ou dans une urgence.

Finalement, je pense qu'il faudra également revoir le dossier des régimes de retraite pour les employés de l'État qui sera un fardeau pour les générations futures. Cette initiative ne sera certainement pas populaire. En effet, un entrepreneur qui travaille corps et âme pour se payer son propre régime de retraite n'aura jamais le droit à un régime aussi généreux... Alors, pourquoi les fonctionnaires?

[En accord \(10\) » - En désaccord \(19\) »](#)

Envoyé par [SylvainMTL](#) - 23 février 2010 à 22 h 26 HNE

@ M. Lareau

Petit rappel, la sottise de CÉGEP pré-universitaire a son équivalent partout ailleurs. Elle n'est qu'organisée différemment. Par exemple, au États-Unis, les jeunes font une année d p

lus au secondaire et une année de "undergraduate studies" à l'université avant d'entreprendre une mineur ou un baccalauréat. Alors même si les tenants de l'abolition du cégep obtiendraient gain de cause, il ne faudrait pas s'attendre à voir nos étudiants atteindre l'université plus vite. Personnellement, je ne vois pas les CÉGEPs comme une tare. Loin de là. Premièrement, je vois dans ce cégep pré-universitaire une bonne façon (pour ceux qui s'en donnent la peine) de s'introduire progressivement au mode de vie et à la méthode de travail universitaire qui diffère beaucoup de ce qui se pratique au secondaire. Ayant eu plusieurs étudiants au baccalauréat ayant recours au passe droit des 20 ans et + pour être admis à l'Université, j'ai peut-être vu chez certains d'entre eux davantage de maturité, mais souvent aussi des lacunes élémentaires provenant d'un manque de formation académique qu'ils auraient eu au CÉGEP.

Nous avons déjà dépensé des dizaines de millions sur des réformes et contre réformes au primaire et au secondaire. Pourquoi en gaspiller autant en abolissant un système qui fonctionne simplement pour "faire comme les autres"?

En ce qui me concerne, j'aimerais mieux voir ces millions gaspillés dans une éventuelle réorganisation du système scolaire postsecondaire alloués au financement des universités et de la recherche universitaire: domaines où nous sommes les parents pauvres du Canada...

[En accord \(14\) »](#) - [En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [Khalida](#) - 23 février 2010 à 22 h 25 HNE

@Revolution9 qui devrait plutôt s'appeler Réaction9 car ses propos sont plus réactionnaires que révolutionnaires...

Vous dites "Je suis d'accord avec ce plan. Il est grand temps qu'on dégèle les frais scolaires au Québec et qu'on rattrape ce qui se fait ailleurs au Canada."

Le Québec est une social-démocratie alors nos exemples sont les pays scandinaves, pas le Canada ni surtout pas les états-unis.

[En accord \(24\) »](#) - [En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [Jeff34](#) - 23 février 2010 à 22 h 23 HNE

Moi quand je vois ça c'est "has been" la sortie d'un peu partout pour tenter de faire la morale au peuple... Comment ça ce cher monsieur Bouchard n'a rien fait pour endiguer ce problème là qui devait déjà se profiler à l'horizon quand il était au pouvoir... Pour garder sa job... Ben c'est ça, aujourd'hui on a plus besoin de tes conseils mon Lucien!!! Car plus tu parle plus tu te calle mon bonhomme. Parce que tu démontre à chaque mots qui sorts de ta bouche combien tu étais incompetent comme chef étant donné que tu n'as rien fait pendant qu'il étais encore temps...

[En accord \(19\) »](#) - [En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [Bonjour Docteur](#) - 23 février 2010 à 22 h 21 HNE

etienne lareau

J'ai écrit plus tôt et je vais répéter encore une fois. Les baby-boomers n'ont pas eu toutes les facilités que vous avez ou que vous aurez.

J'ai 3 enfants et mon épouse a du rester à la maison pour s'occuper d'eux d'où perte d'un salaire pendant 15 ans. Pourquoi?

À notre époque nous n'avions pas de garderies à 7,00\$ ni de service de garde après l'école. Alors quand se terminait l'école à 15h30 quelqu'un devait être à la maison pour accueillir les enfants. Pas d'assurance-médicaments non plus autre que celle fournie par l'employeur.

Comme génération nous avons dépensé beaucoup il est vrai mais vous êtes parti pour dépenser encore plus que nous.

[En accord \(6\) »](#) - [En désaccord \(16\) »](#)

Envoyé par [Etienne Lareau](#) - 23 février 2010 à 22 h 10 HNE

On se souviendra aussi que si les frais de scolarité s'envole ici, les étudiants n'auront aucun avantage à rester et partons étudier dans d'autres provinces, où d'ailleurs il n'y a pas cette sottise de CÉGEP pré-universitaire. Souvenez-vous aussi que pour une infirmière diplômée ici, elle n'est qu'a un examen près de pouvoir exercer en Ontario, pour 10 000 à 15 000\$ de plus par année. Ne me sortez pas l'excuse des garderies à 7\$, les enfants n'y vont pas toute leur vie. Alors, si vous voulez voir toute l'expertise sortir du Québec, allez-y, augmentez les frais!

[En accord \(19\) »](#) - [En désaccord \(15\) »](#)

Envoyé par [brusava](#) - 23 février 2010 à 22 h 01 HNE

Je propose une taxe spéciale pour les "baby boomer" !!! Ce serait le temps qu'ils commencent à rembourser leurs dettes avant de quitter le navire ! Lucien Bouchard le premier, qui doit être assez riche merci.

Ensuite, il faudrait peut-être que les entreprises qui exploitent nos ressources naturelles paient leur impôt comme nous. Et il faudrait aussi arrêter de subventionner des entreprises qui coûtent plus chers qu'elle ne rapportent à la société. Mais malheureusement, il serait surprenant que les partis politiques s'en prenne à ceux qui les financent !!!

Après tout ça, on pourrait aller chercher les milliards manquants et arrêter de s'attaquer aux services et de penser seulement aux impôts des particuliers comme solutions aux problèmes de financement. On se fait voler de tous les côtés, il faudrait s'attaquer aux vrais problèmes.

Ça commence à devenir très agaçant les gérants d'estrade "baby boomer" qui pensent avoir toutes les solutions, eux qui n'ont pas fait grand miracles quand c'était leur tour, sauf celui de remplir leur gros bas de laine pour leurs vieux jours...

[En accord \(40\) »](#) - [En désaccord \(11\) »](#)

Envoyé par [Josef.k](#) - 23 février 2010 à 22 h 01 HNE

@ eureka

Un diplôme universitaire ne fait pas de toi une personne plus intelligente. C'est un préjugé lourd de sens que tu évoques. L'intelligence ne se développe pas à l'université, elle se cultive sur les bancs d'écoles primaires et elle se poursuit au secondaire. La culture ne se cultive pas lors des dernières années de son parcours, mais bien lors des débuts. Quel mépris pour les personnes qui s'orientent vers un profil non-universitaire. Dire qu'il y en a qui se prétendent de gauche... Désolant, vraiment désolant. Les luttes ouvrières d'antan visaient à l'amélioration des conditions salariales des travailleurs, pas à l'embourgeoisement de toutes les couches sociales et l'"universitarisation" de toute la société!!!

Quel débat insensé! Voilà que nous devrions financer les études universitaires à même nos impôts! L'Université, CE N'EST PAS L'ÉCOLE PUBLIQUE!!! Ce n'est pas un droit, c'est un privilège.

[En accord \(16\) »](#) - [En désaccord \(25\) »](#)

Envoyé par [marctru](#) - 23 février 2010 à 22 h 01 HNE

Il faut continuer sur cette lancée. Le Qc a vécu trop longtemps sur une autre planète et on voit ce que ça donné: faible démographie, faible

économie, multiplication des programmes sociaux de luxe et grosse dette!

[En accord \(17\) »](#) - [En désaccord \(32\) »](#)

Envoyé par [démagoraid](#) - 23 février 2010 à 22 h 00 HNE

J'ai pu lire à quelques reprises parmi les commentaires des allusions ironiques au fait que ça nous coûte entre 500 et 600 millions par année pour dédommager 350 et 400 grands producteurs de porcs et on est pas foutu de trouver de l'argent pour les universités.

Deux remarques pour expliciter la très grande pertinence de ce constat :

1) l'augmentation de 500 millions du budget alloué aux universités du Québec où étudient à peu près 200 000 personnes ça pourrait satisfaire les plus exigeants activistes en faveur de la responsabilisation publique à l'égard des universités.

2) C'est le visionnaire et facilitateur Lucien Bouchard qui a "lucidement" fait croire à l'eldorado du jambon et pavé la voie vers la faillite de pauvres types qui coulent dans un trou sans fond et chez lesquels on observe un taux alarmant de dépressions et de suicides.

C'est le temps ou jamais de demander à Lucien d'aller voir ailleurs

[En accord \(33\) »](#) - [En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [camus09](#) - 23 février 2010 à 21 h 52 HNE

Encore une fois, en moins d'une semaine, le grand pape intervient de nouveau dans le débat public. Cette fois-ci, il ne défend pas son frère mais bien l'idée qu'il faille augmenter les frais de scolarité. Il n'en parle pas pour le cégep mais il est clair qu'ils sont aussi dans la mire des lucides néolibéraux. Évidemment ils proposent cela pour notre bien-être collectif. A mon sens, ça nous ramène avant la révolution tranquille. Posez-vous bien la question suivante: où sont mes intérêts de classe sociale dans ce processus et comment agir pour se faire respecter?

[En accord \(26\) »](#) - [En désaccord \(11\) »](#)

Envoyé par [Mercure](#) - 23 février 2010 à 21 h 51 HNE

Il est plus que temps de hausser les frais de scolarité pour les monter à un niveau réaliste, réel... Nous ne vivons tout de même pas au pays d'Alcie au pays des merveilles... Sinon, qu'on ferme les Universités si elles coûtent trop cher! Mais pourquoi pas? Tout se ferme. Tout peut se fermer... Des entreprises comme des écoles comme des hôpitaux. Monsieur Jovialiste (Bachand) lui, est happy:-))

[En accord \(11\) »](#) - [En désaccord \(27\) »](#)

Envoyé par [lexxus](#) - 23 février 2010 à 21 h 51 HNE

Je pense qu'il faudrait majorer particulièrement les frais de scolarité des étudiants étrangers qui viennent étudier chez-nous a petit prix. On m'a déjà dit qu'à titre d'exemple, le pourcentage des étudiants étrangers qui étudient à McGill est particulièrement élevé.

D'autre part, est-il possible d'envisager que les diplômés servent la société québécoise au moins quelques années avant de pouvoir quitter le Québec pour poursuivre ailleurs leur carrière. La société paie pour la formation; il m'apparaît normal d'en faire profiter la communauté.

[En accord \(22\) »](#) - [En désaccord \(12\) »](#)

Envoyé par [eureka](#) - 23 février 2010 à 21 h 48 HNE

Le peuple vient de dépenser un milliard pour élargir une route qui mène nulle part et qui sera très peu utilisée et aussi dangereuse qu'avant (pas assez de trafic pour que le sel soit efficace). C'est documenté au ministère. Mais on l'a fait quand même pour des raisons politiques.

Quelques voitures de patrouilles auraient suffi pour ralentir les fous de la vitesse. Faites-moi pas accroire qu'on est pas capable de financer les universités. Les gens les plus riches sont généralement les plus instruits et les pays les plus riches et prospères sont ceux dont le peuple est instruit et éduqué. La connaissance c'est le pouvoir. Évidemment pour un politicien, plus le peuple est ignorant plus il peut le manipuler. Il me semble évident que l'instruction est un bien public et essentiel. C'est à toute la population d'en assumer les frais via les impôts.

[En accord \(26\) »](#) - [En désaccord \(12\) »](#)

Envoyé par [nicoftime](#) - 23 février 2010 à 21 h 41 HNE

Cela est inacceptable, un point c'est tout. C'est un pas vers l'arrière. "Mais dans les autres provinces et les autres pays, les frais sont beaucoup plus élevés", vous dites? Oui, et l'endettement est plus élevé aussi. Quel pays a le système d'éducation le mieux coté au monde? La Finlande. En Finlande, c'est la gratuité (et l'ultra-contingenté), et c'est dans cette direction-là qu'il faut aller, pas en arrière.

Et non, je ne suis pas un 'pauvre petit' étudiant qui en a marre de payer des frais, je suis un travailleur à temps plein qui a eu tout cuit dans le bec, et trouve cela injuste que ses confrères et consoeurs en arrachent autant pour compléter un parcours qui malgré tout sera bénéfique à eux et à la société. L'éducation, c'est l'avenir!

[En accord \(31\) »](#) - [En désaccord \(9\) »](#)

Envoyé par [LIEberals](#) - 23 février 2010 à 21 h 40 HNE

@ Iceman

Saviez-vous que la Norvège, par exemple, est un riche producteur de pétrole (comme l'Albertaina).

Qu'on arrête de comparer le Québec avec les pays scandinaves au sujet de la gratuité scolaire ou d'autres programmes sociaux.

C'est facile lorsque le pays est assied sur un champ de pétrole géant.

<http://www.actu-cci.com/article/400/>

[En accord \(15\) »](#) - [En désaccord \(11\) »](#)

Envoyé par [Mathieu Lavallée](#) - 23 février 2010 à 21 h 35 HNE

Présentement mes prêts et bourses ne suffisent même pas à payer mon loyer de 350\$ par mois. Je dois travailler environ 25 heures par semaine pour réussir à payer l'épicerie, les livres, l'hydro, la passe de bus et j'en passe.

J'étudie en droit. Certains deviendront avocats, d'autres notaires, d'autres des gens d'affaires, etc. Comment dire quel sera mon salaire plus tard et faire une belle moyenne avec tous les autres finissants? C'est en fait impossible.

Loin de vouloir m'opposer au débat de société sur la question, je dois féroceement m'opposer à ce «pacte». Il ne suggère en effet rien sauf de piger dans les poches des étudiants. Stabilisez d'abord les prêts et bourses et ensuite faites payer SELON LE SALAIRE DES PARENTS, NON SELON CELUI DES FUTURS FINISSANTS.

Il est là le problème. Quand je vois certains étudiants qui ont le condo à 1500\$ par mois payé par les parents, ce sont eux qu'il faut viser par les augmentations, pas ceux qui font de vrais sacrifices pour leurs études.

[En accord \(16\) »](#) - [En désaccord \(13\) »](#)

Envoyé par [grabar](#) - 23 février 2010 à 21 h 34 HNE

Le principal problème dans ce «pacte» est une tendance vers la discrimination économique. S'il n'y a véritablement pas de talent à perdre au Québec, l'accès aux études à chaque niveau doit être encouragé et facilité. Ce «pacte» est un autre signe d'une poussée de l'individualisme,

dans lequel qui veut s'instruire doit payer. Je pense de mon côté que toute la population doit payer pour avoir une population bien éduquée, puisque c'est la population entière qui en profite. Je ne suis pas contre une légère hausse des droits de scolarité, mais que cela n'affecte pas à la baisse la contribution des fonds publics. D'ailleurs, je serais curieux de voir quel était le coût que M. Lucien Bouchard payait pour une session d'université convertit en dollars de 2010 en tenant compte du coût de la vie. On pourrait peut-être avoir des surprises.

[En accord \(17\) »](#) - [En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [Julien B](#) - 23 février 2010 à 21 h 23 HNE

Peut-on avoir un véritable sommet sur l'éducation plutôt qu'un débat d'idée par conférences de presse interposées?

[En accord \(24\) »](#) - [En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [didier](#) - 23 février 2010 à 21 h 20 HNE

cette guerre menée aux pauvres mènera beaucoup d'autre monde que les étudiants dans nos rues.

ça pourrait devenir laid, si cette poignée d'oligarques (en herbe ou avérés) continuent à nous prendre pour des épaïs.

le grondement, à prêter l'oreille aux 228 commentaires, assortis des + / -, nous fait déjà vibrer.

[En accord \(18\) »](#) - [En désaccord \(15\) »](#)

Envoyé par [Josef.k](#) - 23 février 2010 à 21 h 16 HNE

@ Iceman

Tu veux vraiment prendre les Français comme modèle économique? Et tu connais le taux d'imposition des "les pays scandinaves", comme tu dis? Si je payais autant d'impôt, je m'attendrais, en effet, à ce que mes études soient payées...

[En accord \(17\) »](#) - [En désaccord \(10\) »](#)

Envoyé par [Iceman](#) - 23 février 2010 à 21 h 10 HNE

Fidèle à lui-même Lucien dont la nouvelle croisée est la droite triomphale. Lucien... comment les pays scandinaves réussissent à maintenir la gratuité sans pour autant être dans le rouge? Comment les Français réussissent à maintenir à à moins de \$500?

Pourquoi TOUJOURS calquer le modèle américain dont l'économie est manifestement en déroute?

Faut pas lâcher Lucien.... Pierre-Karl apprécie ton bon travail pour la cause... tu seras récompensé.

[En accord \(35\) »](#) - [En désaccord \(16\) »](#)

Envoyé par [Josef.k](#) - 23 février 2010 à 21 h 09 HNE

@ surligneur

Et les fonds de pension des policiers, les conditions salariales des cols bleus, ce sont des privilèges d'universitaires, ça? Il ne faut surtout pas mélanger culture syndicale et droits de scolarité universitaire. Quelle belle façon de ne pas traiter du bon sujet...

[En accord \(17\) »](#) - [En désaccord \(10\) »](#)

Envoyé par [Josef.k](#) - 23 février 2010 à 21 h 05 HNE

Le rôle de l'université est de former une élite intellectuelle. Dans la mesure où cette élite est sélectionnée en fonction de critère non-discriminatoire et sans exclusion systématique des classes sociales inférieures, il n'y a rien qui ne devrait empêcher de mieux "filtrer" les candidatures. Améliorer les critères liés à l'académique et hausser les frais de scolarité, voilà une solution qui, à mon avis, est à considérer.

L'université n'est pas l'école publique et cette formation n'est pas faite pour tout le monde. Un des problèmes, au Québec est qu'on néglige trop

souvent les formations techniques ou les formations professionnelles. Question de snobisme? L'accès à l'université est devenue une chose tellement facile, in-signifiante, que même des étudiants à la limite de l'analphabétisme peuvent intégrer ses murs. Traitez-moi de démagogue, j'assume complètement cette dernière affirmation. Tendez l'oreille, écoutez certains professeurs et tentez de me convaincre du contraire...

Par ailleurs, les universités sont de plus en plus détourné de leur fonction, c'est-à-dire former des intellectuels, pour orienter son "offre" scolaire avec des programmes bidons ou superficiels afin d'attirer des étudiants-payeurs. Des universités utilitaristes, opportunistes et à la recherche de profit, est-ce réellement ce dont une société a besoin?

[En accord \(25\) »](#) - [En désaccord \(13\) »](#)

Envoyé par [Gaston Lapierre](#) - 23 février 2010 à 20 h 56 HNE

Lulu, il vient de se réveillé celui là j'ai toujours voté PQ mais là c'est trop, il quite les conservateurs (canada) il gagne le concours de premier ministre du Québec et n'a pas été capable de prendre les décisions qui s'imposaient au moment ou il le fallait. Lulu je suis plus capable de te voir, tes bonnes idées lorsque tu étais au pouvoir ça avait été proposé ces solutions là, va te recouché Lucien

[En accord \(24\) »](#) - [En désaccord \(11\) »](#)

Envoyé par [observateur27](#)

23 février 2010 à 20 h 54 HNE

Tout ceux qui prétendent que l'accessibilité aux études universitaires sera compromises si les frais de scolarité sont dérèglementés au Québec devraient regarder les statistiques. Les frais de scolarité au Québec sont très bas par rapport à l'Ontario et toutes les autres provinces - 50% plus bas environ. Pourtant la proportion des 18 à 25 ans aux études n'est pas plus haute au Québec qu'ailleurs, peut-être même plus basse. En conséquence la relation que certains - la gauche et les associations étudiantes - tentent d'établir entre le niveau des frais et l'accessibilité n'existe tout simplement pas. Les conséquences du manque de revenus des universités est connue et désastreuse. Les étudiants du Québec devraient payer au moins 20% à 24% des coûts, soit l'équivalent de la situation des autres provinces. Il n'y a pas d'excuses à vouloir priver les institutions de revenus dont ils ont grandement besoin.

Mon fils a fait une maîtrise en génie mécanique à l'Université d'Ottawa au coût de \$4500 par an, et je crois aussi que selon le coût des études, on devrait ajuster les frais de scolarité. En médecine, en Ontario, les frais sont de \$14,000 par an; au MBA tout autant. Pourquoi maintenir un montant égal pour des études qui entraîneront des niveaux de revenus très différents une fois sur le marché du travail. C'est totalement inéquitable.

Le Québec se doit d'offrir une éducation supérieure au moins de qualité comparable à ce qui se fait dans les autres provinces, et cela exige de l'argent que le gouvernement du Québec n'a pas. Donc les étudiants (ou leur parents) doivent payer. On devrait par ailleurs améliorer les systèmes d'aide financière aux étudiants.

Il faut cesser de prétendre que l'État a toutes les ressources et que les taxes générales vont offrir des programmes dispendieux pour toujours. Il faudra aussi reviser les tarifs des garderies qui

coûtent plus de \$1.5 milliards par an, les tarifs d'électricité... et retomber sur terre!

[En accord \(28\) »](#)

[En désaccord \(17\) »](#)

Envoyé par [démaqoraid](#)

23 février 2010 à 20 h 51 HNE

C'est absolument risible de voir la réaction des ministres qui feignent d'avoir l'esprit démocratique en se félicitant de voir des "personnalités" parmi d'autres "relancer un débat" alors que toute l'affaire sent plutôt le coup d'État, concertation pour saturer l'espace public massmédiatique avec la pseudo coïncidence de la déclaration de Bachand ce matin qui citait Pierre Fortin souhaitant l'initiative d'une "révolution culturelle", ce dernier qui est en même temps le signataire du "pacte" de Boubou. Et c'est quoi cette affaire de pacte (un pacte, c'est un traité de paix, non?) qui semble — du moins si je comprend l'encart de Radio-canada qui expose les noms des signataires — être signé par des gens qui sont loin d'avoir eu à surmonter des différents pour arriver à s'entendre : ils pensent tous de la même manière et depuis longtemps.

On ne laisse pas le sort des universités dans les mains de Bouchard qui a déjà fait plein de ravages. Souvenons nous entre autres, des plus savoureux pour nous tous : le purin porc et le maïs à la grandeur de la province; les faillites en série des producteurs surendettés qui n'arrivent pas à vendre leur porc sur les marchés internationaux; il a également été celui qui a fait la job de bras — quelle ironie! — contre les travailleurs d'Olymel qui transforment les foutus porcs! N'oublions pas surtout qu'il voue un culte à Ben Weider et y voit un grand historien pour avoir collectionné des cheveux et vieux mouchoirs de Napoléon et joué au détective à propos de la cause de la mort de Napoléon.

[En accord \(21\) »](#)

[En désaccord \(8\) »](#)

Envoyé par [blebel](#)

23 février 2010 à 20 h 50 HNE

prendre 575 millions aux étudiants pour donner un milliard aux cochons (en subvention aux producteurs de porc) c'est la logique du gouvernement libéral.

[En accord \(24\) »](#)

[En désaccord \(9\) »](#)

Envoyé par [surligneur](#)

23 février 2010 à 20 h 48 HNE

Le Québec fait face au vieillissement de sa population et la pression est forte sur nos finances publiques. La génération au pouvoir, majoritaire en nombre, a notamment profité d'un système d'éducation abordable, de la sécurité d'emploi et de caisses de retraites généreuses. A l'heure des choix pour rétablir l'équilibre budgétaire, cette génération demeure très silencieuse sur d'éventuelles coupures ou contributions supplémentaires au niveau des régimes de retraites et du système de santé. Je n'ai pas de problème à ce que les jeunes contribuent davantage pour profiter de notre système d'éducation. Par contre, face la lourde dette et au défi environnemental colossal laissés à la jeune génération, il faudrait se garder une petite gêne et proposer des solutions dans lesquelles toutes les générations devront contribuer, surtout celle portant le plus de responsabilité dans notre lourd endettement.

[En accord \(18\) »](#)

[En désaccord \(5\) »](#)

»

Envoyé par [blebel](#)

23 février 2010 à 20 h 47 HNE

Il y a une façon simple d'aller de faire payer le coût des études universitaires, augmenter les impôts des plus riches. Mais le but du ministre est clair, former une petite élite de riches qui vivent au dépens d'un grand nombre de pauvres.

[En accord \(19\) »](#)

[En désaccord \(19\) »](#)

Envoyé par [brunolauze](#)

23 février 2010 à 20 h 37 HNE

Que la génération antérieure payent ses dettes qu'elle a su profiter si confortablement et vous pourrez monter les frais de scolarité tant que vous voudrez. Puisque que c'est définitivement la génération de Lucien Bouchard qui a contracter tout ces dettes je propose une taxe sur les pensions. Les générations doivent rembourser leurs propres dettes et non pas faire payer la génération suivante. Soyez lucide M. Bouchard!

[En accord \(33\) »](#)

[En désaccord \(11\) »](#)

»

Envoyé par [Paul-G](#)

23 février 2010 à 20 h 36 HNE

Il n'y pas que les frais de scolarisation qu'il faut réviser. Je lisais que sur 4.5 milliards de déficit, il y a presque 1 milliard de \$\$\$ dû à l'assurance stabilisation pour la production porcine!!! sans compter les subventions directes et indirectes!! C'est vraiment une sorte de bien être social et pourtant personne n'en parle!!!

[En accord \(31\) »](#)

[En désaccord \(5\) »](#)

»

Envoyé par [chimie2009](#)

23 février 2010 à 20 h 34 HNE

Malheureusement, ce qui se passera, c'est que les universités se videront au profit des programmes techniques (DEC) et professionnels (DEP) car les jeunes n'ont pas assez d'argent pour payer leurs droits et malheureusement les parents n'aident pas assez leurs enfants (certains le font cependant) et il manquera de professionnels... Il s'agit simplement de déplacer le problème...

[En accord \(12\) »](#)

[En désaccord \(15\) »](#)

»

Envoyé par [Eric F](#)

23 février 2010 à 20 h 12 HNE

À lire les commentaires, on peut déduire que l'idée de l'utilisateur payeur n'est pas très populaire... Évidemment, il serait facile d'augmenter les impôts de tout le monde, particulièrement les plus riches de notre société pour financer "l'éducation" de notre relève.

Personnellement, et statistiquement, je crois que je suis suffisamment impôté. J'aimerais bien pouvoir choisir ce que je veux faire avec ce qui me reste comme argent. De cette façon, je pourrais prendre un compte épargne pour ma fille pour ces études à venir au lieu de m'acheter un nouveau téléviseur ACL 52 pouces et compter sur les plus riches pour payer les études de celle-ci...

C'est ce que j'appelle faire un choix. C'est difficile, mais possible.

Mais après tout, à quoi bon être responsable quand je pourrais regarder les olympiques en haute définition sur mon nouveau téléviseur et que je pourrais continuer à me plaindre contre le gouvernement et compter sur les autres pour faire les choix qui me concernent. Et lorsqu'on voudra augmenter les impôts, je ferai ce que

nous savons faire le mieux: chialer contre le gouvernement...

[En accord \(44\) »](#)

[En désaccord \(12\) »](#)

»

Envoyé par [lucidité 2010](#)

23 février 2010 à 20 h 04 HNE

Encore des gens bien pensant pour le bon peuple avec des solutions contre l'intérêt du peuple!

Ou sont les critiques, les dire de ses signataires pour aller chercher l'argent dans les poches de ceux qui bénéficient de subventions, prêts sans intérêts, abris fiscaux et argent dans les paradis fiscaux?

Juste les droits, les redevances non payés par les compagnies minières, les forestier, les taxes nonpayés dans les paradis fiscaux suffiraient à payer emplement pour l'éducation des jeunes!

Ou son les dénonciation contre la mauvaise gestion de nos gouvernements actuels! Les 30% que nous payons en trop pour les constructions!

Ou sont leurs demandes pour une enquête publiés pour récupérer des millions en trop payé en construction!

Ou sont les dire pour taxer les biens DELUXE (yacht, Cadillac, grand vin, voilier etc.!

La lucidité est de continuer à écraser la classe moyenne car elle a tout à perdre si elle ne travaille pas plus pour élever une famille en ayant un pouvoir d'achat réduit d'année en année!

Combien d'entre eux ces lucides ont lâchés la politique avec de bonnes primes de départ mais ne disent rien sur les injustices de nos gouvernement!

S'Il y a des dettes, des déficits c'est que nos élus ont mal gérés!

[En accord \(51\) »](#)

[En désaccord \(15\) »](#)

Envoyé par [question-reponseSVP](#)

23 février 2010 à 20 h 03 HNE

Pour eux, ils sont les "lucides" pour moi, ce sont les "fabulateurs séniles".

L'université va devenir l'apanage de leurs enfants et autres gosses de riches.

Ils parlent de "talents" pour aller à l'université. J'y suis allée m'endetter pendant 4 ans. J'y ai rencontré des idiots savants, inadaptés à la société tout autant qu'à l'extérieur. Presque n'importe qui peut y aller et obtenir un papier. Oubliez-vous que beaucoup d'universitaires écoutent de la trash radio et sont adeptes de télé-réalité? Édifiant, non?

Bref, nos Séniles-professionnels veulent permettre le dégel des frais de scolarité, ainsi limiter les cours à l'élite financière ou extra-endetter les gens plus modestes qui veulent étudier. Bonne idée de refiler la dette de la province à de futurs professionnels au lieu que le gouvernement se prenne en main et arrête de permettre que les municipalités paient une fortune pour des travaux faits par des mafieux et des employés qui se pognent le beigne.

[En accord \(43\) »](#)

[En désaccord \(17\) »](#)

»

Envoyé par [loupic](#)



23 février 2010 à 19 h 56 HNE

Le réseau universitaire est sous-financé. Tous en conviennent. Il ne s'agit donc pas là d'une trévailla de notre ex-premier ministres et autres lucioles. S'ils recommandent un dégel modulé des frais de scolarité, leur argument voulant que les étudiants qui choisissent d'utiliser dans des domaines où les perspectives de revenus futurs sont plus élevés devraient payer davantage ne vise en fait qu'à cacher leur refus viscéral de faire payer davantage, par le biais de la fiscalité, les contribuables dont les revenus actuels sont plus élevés.

Les riches ont toujours préféré voir les pauvres payer à leur place. Lucien Bouchard voudra contribuer à ce que ce principe continue de s'appliquer.

[En accord \(29\) »](#)

[En désaccord \(24\) »](#)

»

Envoyé par [Revolution9](#)

23 février 2010 à 19 h 53 HNE

Je suis d'accord avec ce plan. Il est grand temps qu'on dégèle les frais scolaires au Québec et qu'on rattrape ce qui se fait ailleurs au Canada.

[En accord \(36\) »](#)

[En désaccord \(55\) »](#)

»

Envoyé par [gilben](#)

23 février 2010 à 19 h 52 HNE

Je ne prononce ni pour ni contre l'augmentation des frais de scolarité. Mon problème, c'est de voir une belle mère (Lucien Bouchard) venir nous dire ce que devrait être le Québec alors qu'il a eu la possibilité d'intervenir en tant que PM. Dans son cas, le devoir de réserve ne semble malheureusement pas le retenir!

[En accord \(26\) »](#)

[En désaccord \(14\) »](#)

»

Envoyé par [Michel1959](#)

23 février 2010 à 19 h 48 HNE

M Bouchard ne se fera pas beaucoup d'amis en suggérant de telles choses.

[En accord \(18\) »](#)

[En désaccord \(15\) »](#)

»

Envoyé par [coucou007](#)

23 février 2010 à 19 h 48 HNE

Monseigneur Bouchard propose un "pacte" entre qui au juste? Autrefois, il invoquait abusivement la raison avec son groupe de personnalités "lucides" pour nous faire avaler ses couleuvres. Maintenant, il nous apprend que l'on a besoin d'un "traité de paix" sans nous dire où se situe le conflit! La même journée, le ministre Bachand et l'économiste Pierre Fortin nous annoncent qu'il faut procéder à une "révolution culturelle"...

« Pacte », "Révolution culturelle"... quelles exquises bourdes dans le blitzkrieg médiatique de nos "élites" contre les services publics! Bien qu'il échappe à tous qu'un état de guerre demande une armistice dans notre société, soyez rassuré au moins d'une chose : ce que proposent Bachand et al. n'est pas d'envoyer de force les "autres lucides" prendre un bain de vie paysanne comme Mao l'a prescrit aux "intellectuelles" chinois — mesures qui avec d'autres que l'on ne peut euphémisées sans indécence, a donné lieu, sous le nom de "révolution culturelle", à un massacre planifié exécuté sur des

années. Non, il s'agit plutôt de convaincre des bienfaits de la privatisation de l'État et de développer chez les citoyens une conscience de client honteux quand il fait appel aux services publics. Le "pacte" et la "révolution culturelle" qui nous sont proposés aujourd'hui sont la même chose. Si votre profil de personnalité vibre en sympathie avec le ton paternaliste de Bouchard, vous êtes sans doute sans le savoir — alors que Bouchard le sait très bien —, de ceux toujours plus nombreux qui sont accablés d'une poussée de fièvre autoritaire et de ressentiment à cause d'une impuissance réelle à l'égard du cours de nos propre vie à la merci des forces de la nature; je veux parler bien sûr des forces chaotiques de l'économie capitaliste contemporaine. Si par contre vous avez le sentiment — suffisamment vague bien sûr — que quelque chose doit changer, mais que vous n'êtes pas accablé par le ressentiment, on a quand même quelque chose pour vous : une révolution culturelle. Vous avez la grippe? 104 Fahrenheit de fièvre depuis deux jours? montrez-vous un citoyen responsable : attendez que votre situation se dégrade avant de voir un médecin! Vous voulez faire des études supérieures en histoire? Approfondir un sujet historique particulier? Soyez responsable : faites le bac en deux ans, la maîtrise en 1 an et le doc en 18 mois; votre "burn-out" vous fera oublier le superflu et vous serez près pour la participation statutaire à l'émission "Tous pour un".

[En accord \(22\) »](#)

[En désaccord \(6\) »](#)

»

Envoyé par [rififirococo](#)

23 février 2010 à 19 h 41 HNE

3 ans d'études et 12 000\$ de dette plus tard. Le plan Bouchard fixe ça à combien. 20 000\$ de dette/ 3ans ?

[En accord \(14\) »](#)

[En désaccord \(10\) »](#)

»

Envoyé par [AlexandreThibodeau](#)

23 février 2010 à 19 h 30 HNE

Ok

J'adore ce que je lis dans les commentaires. Bien que plusieurs n'apportent pas de solution concrètes, je crois qu'il y a ici un bon début de remu méninge pour définir ce que sont les Universités pour les québécois et comment les financer.

Je crois que ça vaudrait la peine de faire une liste des solutions proposées ici et voir ce qui en ressort, quelles idées sont applicables, comment les opinions émanant des commentaires peuvent toutes être utilisées pour créer quelque chose de concret.

L'heure n'est pas au chialage, mais à l'action. Ayons du "guts" et fonçons. Utilisons la nouvelle technologie pour discuter et apporter nos idées au problème.

Je n'ai pas lu tous les commentaires, du moins pour l'instant. Je crois qu'un consensus semble se dégager.

Il faut mieux financer les Universités et la recherche

Il faut cependant que les étudiants (je m'y inclus, je suis au doctorat) mettent plus d'effort dans cette approche, j'aime bien un certain dégel des frais de scolarité qui suivrait l'inflation. J'aime moins d'augmenter drastiquement les frais jusqu'à la moyenne canadienne...

Il faut que toutes et tous, peu importe leur classe sociale, aient une chance de réaliser des études universitaires s'il en a la capacité.

Il faut que tous mettent la main à la pâte, les Universités, le gouvernement, les étudiants, les entreprises, dans une mesure applicable à chacun.

J'aime bien aussi l'idée de bourse contrôlée. Une idée comme ça: on fait le calcul des prêts et bourse comme à l'habitude. Hors, initialement, toute l'aide financière est versée sous forme de prêt. à la fin des études, lors de la diplomation, on enlève une partie des dettes selon la portion de bourse obtenue, on peu majorée cette bourse en fonction de la performance des étudiants et pourquoi pas également attribuer des bourses lorsque l'étudiant diplômé se trouve un travail?

[En accord \(18\) »](#)

[En désaccord \(3\) »](#)

»

Envoyé par [infomanicool](#)

23 février 2010 à 19 h 30 HNE

Je ne suis pas contre la hausse des droits de scolarité quand elles sont raisonnables, mais cette proposition est complètement ridicule! Ils ne parlent pas de rattrapage face aux dernières années, mais face aux coûteuses universités américaines! Au lieu de surendetter les étudiants et leurs familles (et d'enrichir les banques et les organisations criminelles), il faudrait à la place envisager une meilleure gestion des ressources naturelles de la province en haussant les redevances minières et sur l'eau.

[En accord \(15\) »](#)

[En désaccord \(8\) »](#)

»

Envoyé par [saturnin](#)

23 février 2010 à 19 h 23 HNE

Le gouvernement pourrait diminuer ou cesser les subventions aux écoles privées avant d'augmenter les frais aux institutons publiques.

[En accord \(35\) »](#)

[En désaccord \(18\) »](#)

Envoyé par [Mathieu.D.](#)

23 février 2010 à 19 h 23 HNE

@ simon dumais

C'est à tout le monde de se lever les manches et y mettre du sien pour relever les défis que nos déficits et nos problèmes nous ont fait!

Dsl mais c'est ainsi! La vie est faite dememe, rempli d'injustice...

[En accord \(8\) »](#)

[En désaccord \(14\) »](#)

»

Envoyé par [Marius](#)

23 février 2010 à 19 h 19 HNE

Et voilà, ça recommence...

Que l'on veuille améliorer la qualité de l'enseignement, je suis bien d'accord, je suis gradué d'il y a 4 ans et j'appuie cela. Mais encore une fois, la façon d'y parvenir est la moins casse-tête trouvée. Augmenter les frais est un moyen simple qui non seulement risque de réduire notre bassin de diplômés au Québec, mais en plus va nous faire perdre notre avantage concurrentiel d'étudier ici, avantage fondamentale pour augmenter le savoir local. Souvenons-nous que l'une des clés de l'avenir du Québec est dans notre savoir et notre créativité, car il y a bien d'autre pays où la main d'oeuvre est meilleur marché! Mais notre savoir et notre créativité nous est propre et doit augmenter rapidement,

sans quoi nous serons dans le pétrain demain.

Ce qui me dérange le plus dans toute l'histoire, ce n'est pas de piger dans les poches des étudiants (bien que cela me dérange énormément...). Il est vrai, tous les coûts augmentent et les salaires des nouveaux gradués aussi. Il est donc logique d'augmenter au moins pour s'ajuster à cela. Mais que l'augmentation soit unilatérale, ça me scandalise. N'y a-t-il pas un ménage à faire avant? Une solution un peu plus profonde à penser et des sous à aller chercher ailleurs? Prenons l'Université de Sherbrooke par exemple, voilà un bel exemple d'université qui a pensé à d'autres solutions, tel que des redevances issues des entreprises dérivées de ses domaines de recherche. Un grand ménage peut aussi vouloir dire de mieux réglementer les "traî-neux" par exemple. Il n'est pas normale de faire un CEGEP en 4 ans!!

Pendant mes études, j'ai été très impliqué avec des organisation canadienne d'étudiants. Croyez moi, le coût des études au Québec fait la jalousie de nos voisins, tout comme notre système de santé fait la jalousie de bien d'autres pays! Cela ne veut pas dire qu'il est exclus d'en faire un ménage. Imaginez-vous si la solution que l'on trouvait au système de santé était uniquement de faire payer les patients, et qu'un pacte avait été signé par des individus récemment guéris d'une maladie. Quelle sottise ce pacte. Surtout quand je vois des nom très familier qui soudainement ont changé leur fusil d'épaule.

Profitez-donc du faite que tous sur ce comité, vous avez eu le privilège d'étudier à bas prix et mettez votre connaissance acquise à plus rude épreuve en trouvant des solutions plus à la hauteur des avantages auxquels vous avez bénéficié.

[En accord \(16\) »](#)
[En désaccord \(2\) »](#)

»
Envoyé par [Borsalino47](#)
23 février 2010 à 19 h 19 HNE

Lucien Bouchard a quitte la vie politique mais il semble s'ennuyer profondément. Il aime bien le role de belle-mere qu'on lui accole maintenant.

S'il,avait eu le courage de rester au pouvoir a l'epoque plutot que de quitter a la sauvette il aurait pu reussir de grandes choses au sein du PQ. Il semble se plaire maintenant a voler au secours de Jean Charest aux prises avec de nombreux scandales. Au lieu de pousser ce gouvernement a rendre des comptes,il prefere s'en prendre a ses ex-collegues.

Pourquoi Lucien Bouchard n'incite-t-il pas le gouvernement liberal a hausser les taxes des cies minières, a taxer l'eau vendu au Quebec, a faire payer Alcan et les grandes compagnies,a appliquer des taxes sur les suceries, a couper l'aide financiere aux ecoles privees, a hausser substantiellement les impots des plus riches?

Reponse: Notre ami Lucien qui siege sur de nombreux CA est reste au fond un politicien qui sauvegarde avant tout ses interets personnels. Decevant le monsieur.

[En accord \(22\) »](#)

[En désaccord \(9\) »](#)

»
Envoyé par [simon dumais](#)
23 février 2010 à 19 h 16 HNE
Bien entendu je reste sidéré par les propositions de ce groupe des 16 et plus particulièrement par L. Bouchard. Rappelons d'abord que ce dernier, lors du référendum de 1995, avait clairement affirmé qu'un gouvernement du Québec ne ferait jamais ce que son voisin de l'ouest a opéré dans sa propre province (lire l'Ontario), c'est-à-dire couper dans les programmes sociaux. Aujourd'hui, sur la place publique, il laisse entendre que la solution aux problèmes des universités et de son sous-financement réside essentiellement dans l'augmentation des frais de scolarité. On est loin du temps où l'on croyait que le Québec se développait grâce à l'universalité des programmes sociaux, à l'accessibilité universelle, à l'éducation et par conséquent à une certaine forme de la social-démocratie. Aujourd'hui, l'idéologie conservatrice a le haut du pavé. «Y'en a marre» diraient plusieurs. Il est temps de remettre de l'ordre à l'ordre du jour que les étudiantEs n'ont pas à payer pour les erreurs de nos dirigeants politiques néo-libéraux (PLQ, ADQ, PQ, PCC, PLC, etc.) de tout genre. La solution réside dans une vaste réforme de la fiscalité où les grandes entreprises, les hauts revenus vont payer leurs impôts. Et cela s'oppose à toutes formes de baisses d'impôts et de hausses des tarifs. Enfin, il me semble important de mentionner que toutes personnes engagées dans une société solidaire se prononcent contre ce type de discours néo-libéral et néo-conservateur qui fait que les plus défavorisées paient pour ces grands dirigeants, ces Bouchard, Fortin et Marquette de ce monde.

[En accord \(26\) »](#)
[En désaccord \(12\) »](#)

»
Envoyé par [Richard27](#)
23 février 2010 à 19 h 06 HNE
Ces élitistes de droite condescendants et moralisateurs veulent créer une société à 2 vitesses : les filLES de riche qui auront les moyens d'aller à l'université et les autres qui ne pourront pas se le permettre. Réveillez-vous, les américains ils ne l'ont pas l'affaire, c'est les finlandais qui ont le meilleur système d'éducation au monde et l'université y est gratuite. Si le grand ami de Bouchard, Jean Charest aurait réfléchi 2 secondes avant d'accorder des baisses d'impôts de 1milliards avec l'argent recueilli du fédéral, ça réglerait le problème de sous-financement. Mais non les libéraux ne pensent qu'à prendre l'argent des pauvres pour la redistribuer aux riches. Pardonnez moi le manque de nuances ce soir, mais je suis écoeuré de ces soi-disant lucides qui ne font que copier les erreurs des américains

[En accord \(26\) »](#)
[En désaccord \(15\) »](#)

Envoyé par [trebor](#)
23 février 2010 à 18 h 59 HNE
Si on se compare au ROC et aux USA pour essayer de comprendre ce qu'on devrait faire avec nos universités alors, on oublie de considérer honnêtement la réalité.

Le ROC et surtout les USA constituent un ensemble géoéconomique HÉGÉMONIQUE et ainsi, ils attirent les meilleurs cerveaux du monde aux détriments des jeunes américains mêmes. Il s'agit du cœur du capitalisme sauvage qui est capable de justifier de hauts salaires aux professeurs d'université, les équipements les plus dispendieux et des frais de scolarité exorbitants

pour des emplois éventuels devant ainsi être SUR-PAYÉS. Il s'agit d'un monde très différent du Québec, un monde qui laisse tomber 48 millions de ses habitants sans assurance-santé, qui laisse sciemment les plus démunis aux mains des Zéglises (!?!), qui n'est pas signataire du protocole de Kyoto, et qui finance la plus dispendieuse armée du monde aux avantages scandaleux du complexe militaro-industriel.

Comparer et se laisser influencer par les USA et le ROC, c'est se laisser aller à vouloir copier le DJABLE en personne.

C'est difficile mais sérieusement, tout en état d'accord qu'il faut trouver le moyen de fouetter l'ardeur et l'ambition des jeunes, ce n'est pas un système élitisme en éducation qui va nous permettre de maintenir la liberté, la justice et la démocratie, parce qu'aux USA, c'est une farce affreuse au nom de "démocratyhypocrisie".

Je comprend qu'on ne peut pas fonctionner en vase clos et que le système d'éducation a besoin d'être adéquatement financé mais, il y a une option beaucoup plus correct qui consiste à prendre le moyen pour nous maintenir en Social-démocratie, ici au Québec, à l'aide de la Souveraineté en se débarrassant des Charest, Harper, Bouchard, et autres "droitistes" qui ne voient la société que sous la forme hiérarchisée, sous un djeu et ses Zélus, les riches, les puissants, . . . , les prédateurs du capitalisme sous la loi de la jungle.

Vive la liberté, l'affranchissement du joug des pétrolières et autres Multinationales sans âme, ni conscience !!

La seule solution pour demeurer nous-mêmes, différents, c'est la Souveraineté !!

[En accord \(16\) »](#)
[En désaccord \(13\) »](#)

»
Envoyé par [Guillaume Sirois](#)
23 février 2010 à 18 h 56 HNE
Ils sont complètement tombés sur la tête s'ils pensent que je vais continuer à étudier à ce prix-là. S'ils ne veulent pas d'étudiants qui n'ont pas des parents riches, ils n'en auront pas. Tout simplement.

[En accord \(25\) »](#)
[En désaccord \(20\) »](#)

»
Envoyé par [Etienne Lareau](#)
23 février 2010 à 18 h 55 HNE
Gardons en tête aussi que plus une personne est scolarisée, meilleur est son salaire et donc, plus elle consomme et plus elle paie d'impôts et de taxes.

En réduisant l'accès aux études supérieures, on se tire dans le pied. Alors, non aux hausses inconsidérées!

[En accord \(26\) »](#)
[En désaccord \(15\) »](#)

»
Envoyé par [wtX888](#)
23 février 2010 à 18 h 48 HNE
Ecoutez que ceux qui croient que les frais de scolarité ne sont pas assez élevés, et bien créez une fondation Québécoise et versez y r les frais de scolarité que vous jugez qui auraient du être payés lorsque vous y étiez et donez ces fonds aux universités...

C'est facile de faire payer els autres quand on n'y es tplus et que nous avons bénéficié de toute



la largesse qui se retrouve dans les déficits que
els générations futures vont devoir rembourser à
notre place...

[En accord \(28\) »](#)
[En désaccord \(13\) »](#)

Envoyé par [Benjamin T](#)
23 février 2010 à 18 h 46 HNE

Les anglophones obtiennent 27,7 % des fonds
destinés aux universités au Québec alors qu'ils
n'en constituent que 8,4 % de la population.

Quelqu'un peut-il m'expliquer le pourquoi du
comment de la raison de cela ?

Les universités anglophones sont financées
presque au triple du poids démographique des
anglophones au Québec. De son côté, le gouver-
nement fédéral faisait encore mieux, la « Cana-
dian Foundation for Innovation » versait en
2002-2003, 33 % du financement québécois aux
universités anglophones en termes de fonds de
recherche. Les anglophones récoltent plus du
quadruple de leur poids démographique en
subventions du gouvernement fédéral.

Les autres provinces financent généralement un
seul système universitaire complet : les franco-
ontariens qui sont numériquement presque aussi
nombreux que les anglo-québécois n'ont accès
qu'à la bilingue université d'Ottawa et à quel-
ques petits collèges offrant un choix limité de
programmes de premier cycle alors que les
anglo-québécois ont accès à deux grandes
universités de recherche (McGill et Concordia) et
à une université favorisant les programmes de
premier cycle (Bishop's).

[En accord \(25\) »](#)
[En désaccord \(8\) »](#)

Envoyé par [saturnin](#)
23 février 2010 à 18 h 45 HNE
@Bonjour

Docteur
"Aujourd'hui l'émancipation sexuelle se faisant
beaucoup à un âge beaucoup plus tôt les jeunes
étudiants préfèrent souvent quitter la résidence
familiale dès la jeune vingtaine. Est-ce vraiment
à l'État à payer dans ce cas-ci? paie-t-on des
cours universitaires ou un appartement?"
KÉSSÉ-CA. Venez nous rejoindre au XXIème
siècle

Pensez-vous vraiment qu'il y avait moins de
sexualité avant. Les orgies romaines, ce n'est
pas juste une expression. Je vous suggère aussi
le roman "Liaisons dangereuses" de Pierre Cho-
derlos de Laclous pour parfaire votre éducation.
Et que diable connaissez-vous de la situation des
étudiants outre ce que vous avez entendu de la
cousine germaine du voisin de l'oncle du fils du
locataire du bloc d'à côté pour émettre des
commentaires semblables.
Permettons à ces étudiants de payer nos dettes
en leur facilitant une scolarité maximale.
Un haut niveau de scolarité permet un meilleur
salaire, plus d'impôts, une meilleure santé et
donc plus d'économies dans le principal poste de
dépenses du gouvernement.
Il faut prioriser et l'instruction de qualité pour
tous est LA PRIORITÉ.

[En accord \(21\) »](#)
[En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [wtx888](#)
23 février 2010 à 18 h 43 HNE

Écoutez privatisez totalement Polytechnique, U
de M, HEC, McGill et Laval...Qu'ils gèrent
comme ils l'entendent et chargent els frais de
scolarité qu'ils veulent...MAIS qu'ils s'Auto-

finance complètement...

Et laissez les autres tranquille ...

[En accord \(9\) »](#)
[En désaccord \(24\) »](#)

Envoyé par [marc1223](#)
23 février 2010 à 18 h 42 HNE

Les orthopédistes a \$700.00 dollars par jour
n'auront pas de misère a remboursé
leur dette d'étude, les avocat(es) a
\$200.00/heure non plus, alors qu'ils investisse
dans leur étude. Et ces personnes profite des
garderies a \$7.00 par jour, dans le moment je
suis d'accord aux augmententions prévues. Si
plusieurs n'ont pas le
moyen de faire l'université alors dirigez-vous
vers un diplôme d'étude professionnel.

[En accord \(10\) »](#)
[En désaccord \(35\) »](#)

Envoyé par [Pierrecnd](#)
23 février 2010 à 18 h 41 HNE

Que les frais de scolarité augmentent ? Oui c'est
une des solutions qui doit être appliquée. Que
les frais actuels empêchent des étudiant d'aller à
l'Université? Rien n'est plus faux, c'est simple-
ment une excuse pour ne pas y aller. Je suis
désolé mais avec des frais de moins de 2
000\$/an sur 3 ans ça ne fait pas sérieux, mais
vraiment pas. Je suis originaire d'un quartier
ouvrier et j'ai été élevé que par ma mère après
le décès de mon père et de mon groupe d'amis
je suis le seul à être allé à l'Université.

Pour moi, la cause première de la situation de
l'instruction publique au Québec est donc
d'abord et avant tout familiale. On se satisfait
trop d'excuses, et le fait que l'éducation ne
coûte vraiment rien nous empêche d'exiger de la
qualité en retour.

Moi je me suis privé, mais avec plaisir, pour que
mes enfants aillent dans des programmes de
qualité. Oui, ce même programme d'études
internationales au secondaire pour lequel Mme
Marois avait mis un moratoire comme ministre
de l'éducation lorsqu'elle s'est rendue compte
que plusieurs commissions scolaires en met-
taient sur pied. Quelle ironie finalement qu'un
ministre de l'éducation éteigne les initiatives des
écoles, mais enfin on est au Québec, le seul
endroit dans le monde où une telle chose peut
arriver!

Un étudiant au secondaire est comme une épon-
ge, plus on lui en donne plus il en demande et
l'inverse est aussi vrai. Il en est de même de
nos enfants dont la qualité première est une
curiosité intellectuelle que pour les sportifs : si
on les noie dans la masse ils n'atteindront
jamais leur plein potentiel, c'est la raison pour
laquelle il existe des ligues d'élites pour le sport
et idem pour les études. C'est vrai je viens de
dire le mot élite ce qui est une hérésie dans
cette partie d'Amérique où je suis né, c'est à
dire au Québec. Une de mes filles a étudié aux
USA (pas si dispendieux dans les universités
d'État, les Américains ne vont pas tous à Har-
vard vous savez) et lors de la remise de diplôme
bien c'est une fête pour toute la famille incluant
cousins et cousines dans plusieurs cas et une
journée de fierté familiale.

Je vous suggère ce petit lien humoristique et
changez le mot républicains par gauchistes et on
s'approche de la vérité dans ce beau pays qu'est
le Québec comme la LNH, égalisons par le bas et

surtout pas d'initiatives qui ne reçoivent pas
l'imprimatur de tous enfin de certains!

http://www.youtube.com/watch?v=NBzYSUI5_GM

Merci de me publier
[En accord \(10\) »](#)
[En désaccord \(16\) »](#)

Envoyé par [André Gagnon](#)
23 février 2010 à 18 h 40 HNE
@antagoniste

'Si on hausse les impôts des entreprises, elles
partiront. C'est comme ça que ça fonctionne'.
Que ça fonctionne???

Et que les riches sont de plus en plus riches, les
pauvres de plus en plus pauvres, que la planète
s'en va à sa perte??? Vous appelez ça 'fonction-
ner'???????????????

Si nos universités servent à répandre ce genre
de mentalité de porteur d'eau, je serais d'accord
pour les fermer.
Ça éviterait beaucoup de débats sur leur finan-
cement!
Mais j'ose croire qu'elles peuvent encore stimu-
ler l'esprit critique!!!!

[En accord \(16\) »](#)
[En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [wtx888](#)
23 février 2010 à 18 h 40 HNE
LEs frais de scolarité sont assez élevés compte
tenu du contexte québécois et des salaires
payés au Québec...Compte tenu de impôt
prohibitifs qu'on paie en plus...

LE problème est que les gestionnaires des uni-
versités sont terriblement incompétents e qu'il
ne se donne pas de cours pour apprendre à
gérer une université...

[En accord \(15\) »](#)
[En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [go_on_and_bleed](#)
23 février 2010 à 18 h 39 HNE
En tout cas il semble que l'accessibilité aux
universités n'empêche pas l'apparition d'une
affolante proportion d'utopistes qui croient qu'on
peut avoir autant d'années d'études universitari-
es qu'on veut dans le domaine que l'on veut,
tous les soins de santé gratuits, des garderies à
7\$, 1 an de congé parental par enfant, un reve-
nu de retraite garanti, et ce, avec une popula-
tion qui travaille une trentaine d'année, pour
ceux qui travaillent (peut-on rajouter l'assistan-
ce sociale à la liste), et qui en vivent au dessus
de 80.

Bien sûr tout le monde sait que la solution est
de taxer les riches et les entreprises qui vont
accepter tout ça sans foutre le camp parce que
dans le fond, le Québec est la seule place dans
le monde où on peut ouvrir une usine ou avoir
un bureau, et qu'après tout, les profits viennent
en second.

[En accord \(9\) »](#)
[En désaccord \(9\) »](#)

Envoyé par [mick26](#)
23 février 2010 à 18 h 36 HNE
Imaginez le contraire car certain dise qu'un
système totalement gratuit aiderais au PIB du
pays. Donc, on manque de ressource intellecte
au Québec. Si les études sont gratuits, l'étudiant
devrait se payer un appartement, donc, les prêts

bourses qui sont moindre pourrait servir à ça.

La première chose qu'on devrait faire est de bannir ceux qui n'ont pas d'affaire dans les études supérieures, être plus exigeant pour entrer à l'université. Un coup dans le système, comme les études sont gratuits, l'étudiant n'a pas à penser à l'argent, de payer son appartement, ça nourriture, son électricité etc. Son niveau de vie devient d'un coup moins stressant pour celui-ci. Par ce fait, il peut s'impliquer encore plus dans sa communauté en aidant des gens ou des groupes qui ont besoin de son expertise d'étudiant dans son domaine. Il acquiert ainsi beaucoup plus d'expérience, ça lui laisse du temps aussi pour étudié les deux réunis à la fin de ses études ils ait déjà que le terrain et la théorie sont deux choses différentes que l'un prépare à l'autre.

De plus, on y voit moins de décrochage, pour deux raisons. Les étudiants n'ont pas à s'en faire avec le budget et ils peuvent plonger tête première. De deux, les étudiants qui sont là ont la compétence requise, pour vraie et sans favoritisme.

Le financement maintenant, comme les étudiants diplômés sont nécessairement tous compétent à coup sûr et que les entreprises profitent d'eux. ils peuvent avoir une taxe spéciale et géré par le gouvernement. C'est-à-dire que l'entreprise devra justifié (par enquête interne) son hausse de coût avec preuve à l'appuis. Autrement dit interdire une entreprise d'augmenter les coûts de leur vendre à cause d'une taxe gouvernementale. Je vois déjà la droit crier au meurtre, si vous voulez votre système fait vous une majorité, moi je choisis un système sociale. Pour ceux qui croient que les entreprises vont partir je vous dirais que les entreprises installées ici sont bien traitées. ils ont les mêmes droits que nous: soin de santé, électricité, éducation...

Si nous coupons aussi dans les bonnes places et que nous créons une firme indépendante contre la corruption peut-être qu'on verrait nos caisses augmenter sans raisons:). On fait une pierre deux coups avec cette solution, nous arrêtons de payer des étudiants qui abandonne après deux sessions et nous créons des gens compétents avec des universités bien financées.

C'est mon avis et je crois qu'elle fonctionne mieux que cette solution.

[En accord \(9\) »](#)
[En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [simpleavis](#)
23 février 2010 à 18 h 33 HNE

Je ne comprends l'importance donnée à ce pacte par les médias, il y a un gouvernement et une oppositions démocratiquement élus qui siègent à l'assemblée pour dérer les affaires du pays. S'agit-il de lobbies qui veulent s'imposer autrement?

[En accord \(16\) »](#)
[En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [Critique](#)
23 février 2010 à 18 h 33 HNE

« Si on module les droits en fonction des disciplines, cela veut dire qu'un jeune étudiant en médecine va sortir de ses années d'université avec un endettement de plus de 100 000 \$. Vous imaginez partir dans la vie comme ça? ». Marie Malavoy n'a pas compris...

Les médecins spécialistes ont obtenu des augmentations malgré un salaire annuel moyen de 250 000 \$ par année. Donc, avec une dette de 100 000 \$ après les études, ils commenceront la première année à 150 000 \$, c'est certain qu'ils ne pourront pas se payer du caviar chaque soir...

[En accord \(9\) »](#)
[En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [Khalida](#)
23 février 2010 à 18 h 28 HNE
Ça doit la même bande de néo-libéraux qui ont jadis produit le manifeste pour un Québec lucide (sic). Une bande de riches et d'apôtres de la pensée unique qui veulent nous dire comment vivre.

Le Québec manque d'argent, c'est vrai. Mais il faut commencer par s'attaquer :
- à l'évasion fiscale.
- aux petits amis patronaux du régime libéral, dans le domaine de la construction par exemple.
- aux entreprises qui jouissent au Québec d'un des plus bas taux d'imposition en Amérique du Nord.

- aux très hauts salariés. Pourquoi pas un nouveau taux d'imposition pour les plus de \$125,000.
- aux gains en capital. Pourquoi ne pas les taxer à 100% au lieu de 50%.
- Pourquoi pas une taxes sur les bouteilles d'eau. C'est tellement pas écologique.

Pour ce qui est des droits de scolarité, des tarifs et autres. Un ajustement annuel selon le taux d'inflation, oui bien sur mais aucune autre hausse n'est acceptable.

J'ai une moto et mon immatriculation montera de 21% cette année par rapport à l'an dernier alors j'espère que mon salaire suivra... C'est loin d'être sur ça...

On commence vraiment à en avoir marre de nous faire voler par notre gouvernement alors que les riches se moquent de nous et ne paient presque pas d'impôts proportionnellement à nous.

[En accord \(29\) »](#)
[En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [maximaxi](#)
23 février 2010 à 18 h 23 HNE
Les universités québécoises sont mal en point pour sûr.

Elles ont besoin d'argent et ça se sent. Il y a beaucoup trop d'étudiants qui sont à l'université pour ne rien faire. L'université c'est un privilège et on doit le mériter. Ce n'est pas aux payeurs de taxe à les subventionner. Ceux qui veulent aller à l'université, qu'ils paient pour. Sinon, ils vont se trouver une job ben vite.

[En accord \(15\) »](#)
[En désaccord \(20\) »](#)

Envoyé par [Bateman](#)
23 février 2010 à 18 h 22 HNE
Bonne idée de dégeler cela, le gouvernement pourra ainsi encore plus réduire l'impôt des riches et nourrir la corruption.

[En accord \(30\) »](#)
[En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [Mathieu.D.](#)
23 février 2010 à 18 h 22 HNE
Ma solution, qu'on rebatisse tout from scratch!

Pour cela partons du fait qu'il faut au moins 50% moins de députés, qu'on dépense 30% de plus en bureaucratie que l'ontario ... juste sa et on règle les problèmes :)

[En accord \(14\) »](#)
[En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [SylvainMTL](#)
23 février 2010 à 18 h 19 HNE
État de ceux qui ont pu jouir de l'aide financière pour étudier (venant d'un milieu modeste), je serais toutefois en faveur d'un dégel à condition que l'aide financière offerte aux étudiants à faible revenus soient indexée.

Qui plus est, l'endettement étudiant étant une nuisance à leur implication dans l'économie de marché par la suite (on doit rembourser 30 000\$ de prêts avant de pouvoir commencer à espérer pouvoir acheter une maison et faire rouler l'économie), je serais en faveur de changer le programme de prêts et bourses pour un programme de bourses point à la ligne.

Afin de réduire les coûts de cette mesure, pourquoi ne pas simplement limiter l'accès aux prêts et bourses aux étudiants qui offrent un bon rendement? Disons par exemple une moyenne de "B" (ce qui signifie Très Bien dans l'échelle d'évaluation). Si vous montrez à la société que vous prenez son argent pour étudier, mais que vous êtes en mesure de mériter des notes moyennement bonnes, bravo. Mais pour les cancre, exit. Combien de gens ai-je vu à l'université s'obstinant à y aller malgré le cumul des "C"...

Je suis en faveur de la démocratisation du savoir, mais quand on doit la taille de la bourse diminuer, pourquoi ne pas limiter nos dépenses à ceux qui finiront leur diplôme et travailleront dans leur domaine plutôt que dépenser nos ressources sur des gens non branchés ou simplement incompetents car voilà une vraie source de gaspillage.

[En accord \(16\) »](#)
[En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [jebouchard451](#)
23 février 2010 à 18 h 17 HNE
Le gars de nord : " l'éducation est un privilège et non un droit à mon avis. Cela paraît peut-être radical mais nous sommes l'un des très rares endroits sur la planète où quelqu'un peu se permettre de "glander" à l'université. "

Quelle opinion éclairée.

Une population ignorante, c'est une population assouvie. N'en déplaise à ceux qui on "glandé" durant leurs classes de socio.

[En accord \(17\) »](#)
[En désaccord \(8\) »](#)

Envoyé par [Coalission Anti Prison](#)
23 février 2010 à 18 h 16 HNE
S'est pas le même Bouchard qui a envoyer les infirmières massivement à la retraite, sans pensé au lendemain difficile que cela allait causer plus tard ? et là il veut refaire le coup, en s'attaquant aux étudiants en médecine ! comme si on en avait de trop ... Hé ! bonhomme t'avait pas pris ta retraite ?

Une autre intervention qui va causer des morts au Québec dans l'avenir ... par manque de médecin cette fois, tu parle d'une calamité et se a chaque fois que les médias lui donne un micro

! faudrait être responsable messieurs les chercheurs.

[En accord \(18\) »](#)
[En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [L'Antagoniste](#)

23 février 2010 à 18 h 16 HNE

À tout ce beau monde qui prône l'augmentation des impôts des entreprises pour régler tous nos problèmes, dites-moi donc, on va faire quoi quand elles partiront, ces entreprises? Ce n'est pas juste, je sais, c'est très frustrant, même, mais c'est comme ça que ça fonctionne!

[En accord \(10\) »](#)
[En désaccord \(19\) »](#)

Envoyé par [André Gagnon](#)

23 février 2010 à 18 h 15 HNE

Toujours les mêmes 'solutions' sans imagination au problème de financement des universités! Toujours les mêmes cravatés qui veulent faire payer les étudiants pour avoir de 'meilleures' universités au service des grandes entreprises qui viennent de nous saigner à blanc pour se sauver de l'abîme financier dans lequel elles s'étaient elles-mêmes plongées! Des milliards pour GM, des milliards (4 G \$ annoncés aujourd'hui par la Boulet) pour les constructeurs de routes à la Accurso, mais pas d'argent pour les universités! Et qui veut nous faire gober ça? L'ex-ministre conservateur Lucien Bouchard qui déchirait sa chemise en 1990 pour défendre la 'société distincte'.

En quoi elle se distinguera ta société, mon Lulu, si elle reprend tous les modèles sociaux en faillite du reste de l'Amérique du Nord où les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres (dixit Radio-Canada)? Pendant que Lulu déchirait sa chemise en 1990 sur Meech, nous, on se battait contre le dégel des frais de scolarité (que Bourassa et Ryan avaient alors décidé de tripler en 3 ans pour 'régler le sous-financement des universités'). Eh bien, si de tripler les frais de scolarité était une 'solution' mon cher Lulu et autres cravatés aux idées nauséabondes, dites-nous pourquoi 20 ans plus tard on en est encore au même point? Vous croyez qu'on n'a pas compris que l'argent ainsi dégagé ne servira qu'à remplir les poches de vos amis des Chambres de commerce???? Pourquoi ne pas commencer par éliminer une des deux universités anglophones à Montréal? Pourquoi 13% d'anglophones ont-ils droit à 40% des places dans les 4 universités montréalaises? Pourquoi faut-il payer de nos impôts pour une université excédentaire qui compte principalement sur des étudiants venus d'en-dehors du Québec? Et qui y retourne sans avoir appris notre langue? C'est ça ta 'société distincte', mon Lulu? Comme disait Elvis Gratton: 'Y l'ont-i les affaires, les Américains, hein mon Lulu!!!'

[En accord \(11\) »](#)
[En désaccord \(8\) »](#)

Envoyé par [wtX888](#)

23 février 2010 à 18 h 14 HNE

Ecoutez observez ça comme ceci...

LE rôle d'un étudiant est d'étudier et non de s'endetter pour faire vivre els banques..

Combien eles gouvernements vont donner aux banques pour les prêts??? Et le coût de gestion des prêts et tout??? Beaucoup plus que al valeur des prêts... En capital... Ça c'est sur... Mais pour les banques les gouvernements on beaucoup

d'imaginations...

SEcondo un étudiant va payer près de 78 sous par dollar de taxe provinciale, municipale et fédérale lorsqu'il va travailler...

Ils étudient comme des malades pour avoir le privilège de payer plus de taxes...

LES entreprises vont aussi faire beaucoup d'argent et ils n'auront investi pas un sous dans la formation des jeunes...

Donc où est l'avantage d'écraser les jeunes sous la dette???

Dites moi franchement...

[En accord \(9\) »](#)
[En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [Benjamin T](#)

23 février 2010 à 18 h 14 HNE

1) Au total, au Canada, les institutions universitaires de langue française récoltent 19,5 % des fonds destinés aux universités alors que les francophones forment 22,9 % de la population, tandis que les institutions universitaires de langue anglaise récoltent 80,5 % des fonds alors que les anglophones ne forment que 59,5 % de la population canadienne. Le sous-financement des francophones représente la bagatelle de 615 millions de dollars par année.

2) Les Franco-Québécois sont le seul groupe linguistique à être financé en-dessous de son poids démographique au Canada. Dans toutes les autres provinces, les anglophones sont financés au-delà de leur poids démographique.

3) La part attribuée à l'anglais au Québec représente 1 milliard 227 millions de dollars par année, soit presque quatre fois celle attribuée au français hors du Québec. Les anglophones obtiennent 27,7 % des fonds destinés aux universités au Québec alors qu'ils n'en constituent que 8,4 % de la population.

4) Si on met tous ces chiffres ensemble, on peut affirmer que chaque Anglo-Québécois est financé six fois plus que chaque francophone hors-Québec.

<http://archives.lautjournal.info/autjourarchives.asp?article=2382&no=243>

Messieurs dames les Québécois, vous aimez ça payer pour les autres, bien continuez à voter pour des gouvernements fédéralistes ! Vous n'avez pas fini d'être pauvre...

[En accord \(15\) »](#)
[En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [Bonjour Docteur](#)

23 février 2010 à 18 h 14 HNE

@qwerty12321

Vous avez entièrement raison. D'ailleurs à voir le nombre de gens en désaccord avec votre commentaire je conclue que la notion d'effort ne fait pas partie de la culture Québécoise.

Dire que j'ai voté Oui aux deux référendums. Misère j'ai donc été naïf, moi qui pensais comme René Lévesque que nous étions peut-être un grand peuple.

Un peuple plutôt qui se satisfait de vivre au crochet des autres et qui s'attend à tout avoir gratuitement et sans efforts. Éducation gratuite,

transport en commun gratuit et j'en passe et des meilleurs.

Peuple champion du travail au noir et du décrochage scolaire. Plus bas frais universitaires au Canada et en même temps plus bas taux de diplomation. Essayez d'y comprendre quelque chose !!! Si l'éducation est un investissement comme se fait-il qu'il nous rapporte moins que dans les autres provinces?

Vous voulez tout avoir gratuitement et bien allons-y à fond la planche et après notre orgie de dépense, après avoir dilapidé la richesse nationale il ne nous restera plus comme société qu'à faire faillite.

Go, go go !!!

[En accord \(10\) »](#)
[En désaccord \(10\) »](#)

Envoyé par [Pie VII](#)

23 février 2010 à 18 h 12 HNE

Ce qui coûte très cher dans les universités, ce sont les salaires des professeurs, qui ressemblent à des salaires de juges, ainsi que les salaires des recteurs et autres grosses gommés. Mais bon, c'est vrai que ce n'est pas très cher pour les étudiants au Québec comparé à ailleurs. Je suis d'accord pour une légère augmentation, mais pas du simple au double.

[En accord \(8\) »](#)
[En désaccord \(8\) »](#)

Envoyé par [decebal](#)

23 février 2010 à 18 h 10 HNE

Le paradoxe est le suivant: c'est au Québec où les études universitaires sont les moins chères au Canada ; ironiquement, c'est au Québec, où il y a le moins de diplômés universitaires au premier cycle (et je ne parle pas de l'hécatombe aux deuxième et troisième cycles!).

Le système public y est donc la preuve que cela ne marche pas au Québec. Ne vaudrait-il pas mieux alors avoir des étudiants qui payent leurs études plus cher pour au moins avoir des diplômés en bout de ligne? Là est la grande question...

Mais, oui, au préalable, l'université devrait être gratuite comme en France ou en Norvège. Mais la France, ce n'est pas le Québec. Le Québec devrait regarder ce qui se fait en Ontario (qui possède parmi les universités les plus chères au pays) et réaliser que le nombre de diplômés dans cette province est impressionnant.

Dilemme très difficile à régler... voici une des nombreuses tares du Québec, qui a préféré parler d'indépendance durant 40 ans au lieu de se pencher sur les vrais problèmes, comme l'éducation, la santé et la fiscalité. Au final, ce sont les jeunes et donc les générations à venir qui vont payer et passer à la caisse.

[En accord \(13\) »](#)
[En désaccord \(14\) »](#)

Envoyé par [Coalition Anti Prison](#)

23 février 2010 à 18 h 10 HNE

HA ! semonsieur lucien bouchard, toujours aussi drôle dans ses propos théâtrale et sans bon sens pour une sociale démocratie, se tortueux personnage aime faire montre de son " savoir faire " anti-lie, que nous gens du peuple sommes.

Imaginer qui sa proposition va toucher pour sa grande majorité ? non se n'est pas le fiston a papa riche, pour lui sa ne change rien, sauf peut être ne plus avoir a fréquenter la lie du peuple, car incapable de payer cette facture qui grimpera d'un petit 500 % rien de moins que propose notre cloune national de la prose.

Pour se genre de clounerie Sol était de loin mon préféré, au moins il voyait le coté tordu des choses, Bouchard lui imagine des scénario tordus et souhaite sa réalisation ! ? pathétique personnage ! pas étonnant de le voir si joyeux au coté des libéraux ... selon moi il doit avoir une collection d'enveloppes brune chez lui, dans un coffre bien à l'abris des voleurs, mais surtout des médiats, pour lui s'est pareil.

[En accord \(13\) »](#)

[En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [wtx888](#)

23 février 2010 à 18 h 08 HNE

Go on and belled

Mon garçon allait à Mc Gill, et ça me coûtait ça en incluant les livres 5000\$ par année...

Là ils veulent beaucopp plus que ça...ILS veulent lever 500 millions et ce n'Est qu'un début...

[En accord \(9\) »](#)

[En désaccord \(5\) »](#)

»

Envoyé par [wtx888](#)

23 février 2010 à 18 h 06 HNE

Gat comme je disais plus bas ce n'est pas aux Étudiants de financer la recherche fondamentale et appliquée, il faut être sérieux là...

L'université s'est toujours plain au Québec ce n'est pas d'hier, j'étais président d'associaiton étudiante universitaire et j'ai vu de près comment cet créature unique était gérée..C'Est vriament pas drôle...

Luniversité est la plus vieille bureaucratie du monde et ça paraît...

Et c' est tps aux étudiants de payer pour ça...

[En accord \(6\) »](#)

[En désaccord \(7\) »](#)

»

Envoyé par [wtx888](#)

23 février 2010 à 18 h 02 HNE

JE suis très sérieux..

Charest devrait faire un nouveau pogramme qui permettait aux Bouchard de ce monde de louer une université pour un dollar par année afin de la privatiser, et nous montrer comemnt elle fonctionnerait son université capitaliste... L'exopéreince serait sans doute de très courte durée mais nous permettrait d'évaluer le niveau intellectuel et imaginatif de la bande à bouchard...

[En accord \(9\) »](#)

[En désaccord \(5\) »](#)

»

Envoyé par [trebor](#)

23 février 2010 à 18 h 01 HNE

Les Conservateurs tel Malronné, W.Bush/Cheney (le pire des pires), Harper et enfin le faux libéral Charest à la cravate bleu, ce sont des gens qui pensent simplement, c'est à dire : Tu donnes de l'argent à un riche en réduisant ses impôts et l'économie gagnerait alors en vitalité. Wow !! Jackpot !!

C'est vraiment bien pensé pour le luxe des riches, merci Johnny le gros char pour les riches

et "La Charrette pour les autres", John/James l'abaisseur d'impôt pour les riches !!

La réalité est que plus de gens ont d'argent pour acheter et manger des saucisses Hygrade, plus de gens vont en acheter et en manger.

Si l'éducation est déficitaire au Québec, les baisses d'impôt des riches et celles des entreprises sont les premiers facteurs.

L'économie obéi à la "loi des nombres" Messieurs les pseudo-vedettes aux déclarations FRACASSANTES tel que Lucien Bouchard.

Enfin, récupérer tout nos leviers économiques par la Souveraineté au lieu de participer aux coûts d'avions militaires à presque un milliard pièce (CC-117 = C-17) dont on n'a pas vraiment besoin, même pour aider Haïti (on peut louer des 'avions cargo') ou encore participer au coût de dizaines de milliards du développement et de ses déboires et des fermetures ruineuses, de la technologie nucléaire CANDU qui ne sert qu'à l'Ontario (ou presque), de laisser passer les navires aller servir les industries des Grands Lacs sans en retirer un avantage, pire, en subir des pertes économiques JAMAIS compensées, etc., etc.

Si l'économie du Québec et son système d'éducation sont à la traîne au Canada, c'est simple, c'est que le développement du Canada, l'Ouest, se fait aux dépends du Québec.

Vive le Québec libre de son développement !!

Vive le système d'éducation libre de l'influence de la "droite privilégiée québécoise" !!

[En accord \(12\) »](#)

[En désaccord \(8\) »](#)

»

Envoyé par [wtx888](#)

23 février 2010 à 17 h 57 HNE

Pour finacer l'université et les Cégep le québec deraît mettre une taxe sur la masse salariale car en fait ce sont les entreprises qui profitent le plus d'un personnel bien formé...

Sans personel compétent pas d'entreprises, pas de croissance..

Et en céhange doner la moitié des palce aux conseils d'administration des établissements afin qu'ils voient à leurs intérêts et qu'eels soient bien gérés et s'assurer quMil y a bien adéquation entre le travail et les études..

[En accord \(10\) »](#)

[En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [go_on_and_bleed](#)

23 février 2010 à 17 h 56 HNE

@info411

Tous les étudiants en médecine que je connais ont eu une marge de crédit d'au moins 75000\$ en mettant les pieds à l'université. Le financement de leurs étude ne m'inquiète pas.

[En accord \(13\) »](#)

[En désaccord \(2\) »](#)

»

Envoyé par [go_on_and_bleed](#)

23 février 2010 à 17 h 53 HNE

@WTX888

La question de qui doit financer la recherche est une toute autre question. On parle ici de donner une formation aux étudiants. Même à 5000\$/an,

je suis convaincu que les étudiants en ont plus que pour leur argent.

[En accord \(8\) »](#)

[En désaccord \(1\) »](#)

»

Envoyé par [AlexandreThibodeau](#)

23 février 2010 à 17 h 52 HNE

Le Québec est dans le rouge et je suis d'accord à ce que tous s'impliquent dans cette situation

Dégeler les frais de scolarité: malheureusement OUI. Par contre, je crois qu'il est essentiel que le Québec se maintienne sous la moyenne canadienne, l'éducation étant traditionnellement une valeur forte du Québec.

Dégeler proportionnellement: OUI. C'est très frustrant pour un étudiant d'une faculté moins riche de voir que les étudiants des facultés mieux nanties sont soumis aux mêmes contraintes qu'eux, malgré de meilleures installations, de meilleurs profs, de meilleurs locaux.

Une partie du financement pour l'enseignement autre qu'universitaire: NON. L'argent générée par ces mesures devrait aller à 100% pour la formation de ceux qui la paient. C'est un non sens que de l'utiliser à d'autres choses. S'il y a des surplus, pourquoi ne pas l'investir en recherche. Le financement de la recherche est en chute libre et décrié dans des journaux scientifiques de renom tel que Science et Nature. Étudier pour devenir scientifique ces temps-ci demande beaucoup de courage, j'ai quelque fois l'impression de j'étudie (doctorat) pour devenir chaumeur.

Il va falloir s'assurer que le régime des prêts et bourse soit TRÈS bien indexé pour répondre à cette réalité.

Il faut aussi que TOUS participent à l'effort, les Université également. Elles devront faire plus et mieux avec ce qu'elles ont. À ce niveau, je peux vous assurer qu'il y a beaucoup à faire. Laissez traîner vos oreilles dans les corridors des Universités. Vous y entendrez beaucoup d'histoires de bugs bureaucratiques, d'administration sans fin, de dossiers ne débouchant pas, d'argent mal investi et j'en passe. Toutes les Universités en ont, et si nous faisons le compte, je crois que plusieurs millions pourraient être mieux utilisés.

Je ne crois pas qu'il soient impératif de couper des postes dans les Université, il faut surtout optimiser les ressources en s'assurant, dans un premier temps, que tous les rôles et responsabilités de chacun soient établis clairement et que tous sont productifs et compétent pour le poste qu'ils remplissent.

Les Université devraient peut-être être gérées comme des entreprises, sauf qu'elles auraient en tête le bien-être de ses employés, de ses clients (les étudiants), et de la population en général (qualité de la formation), tout en restant hyper productives et rentables.

[En accord \(5\) »](#)

[En désaccord \(5\) »](#)

»

Envoyé par [cervopitek](#)

23 février 2010 à 17 h 48 HNE

Un pacte avec le diable? La seule et unique raison pour laquelle le Québec a su rattraper le reste du monde occidental et jouit aujourd'hui d'un développement enviable

dans tous les secteurs de pointe, c'est l'accessibilité à l'éducation.

[En accord \(12\) »](#)

[En désaccord \(4\) »](#)

»

Envoyé par [Gat401](#)

23 février 2010 à 17 h 46 HNE

DeGénérationX

J'ai passé ma carrière comme universitaire (enseignement et administration) et je peux vous assurer que le système tel qu'il est conçu va à sa perte. Les étudiants seront les grandes victimes. Nos universités sont sous-financées, point. La recherche en prend un coup. L'embauche de profs aussi et c'est pour cela que nous devons embaucher des chargés de cours mal payés et qui attendront encore longtemps d'avoir un job permanente parce que les postes permanents..... il faut les remplacer par des postes à terme. Est-ce que cela favorise les étudiants? Non.

Nos chercheurs déménagent aux États-Unis parce que (désolé de le redire mais c'est la réalité), les universités américaines, grâce aux frais élevés et aux fonds privés, offrent d'excellentes conditions de recherche. Nous vivons la fuite des cerveaux à cause de notre système universitaire malade. Continuer de prétendre que les fonds publics peuvent tout faire, c'est rêver en couleur. Si les entreprises privées n'insufflaient pas déjà des fonds dans les laboratoires, même les rats périraient!

Voyons donc! En Europe, les études sont pratiquement gratuites. En France, par exemple, c'est quasiment le cas. Et que se passe-t-il? Les universités tombent en morceaux. Les conditions d'enseignement et de recherche font pitié. Les étudiants sont entassés dans des amphis. Et la preuve est que leurs cerveaux fuient aux États-Unis aussi. Le nombre de post-doc français aux États-Unis est sans cesse croissant.

[En accord \(10\) »](#)

[En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [qwerty12321](#)

23 février 2010 à 17 h 44 HNE

Lucien Bouchard a raison. Les universités sont sous-financées et les étudiants doivent payer leur part, d'autant plus que les personnes ayant un diplôme universitaire gagnent généralement un meilleur revenu par la suite, ce qui leur permet de rembourser plus facilement leurs dettes d'études s'ils en ont.

D'ailleurs, il serait intéressant que les bourses soient attribuées non seulement en fonction du revenu familial mais aussi en fonction des performances scolaires des étudiants. De cette manière, on pourrait récompenser l'effort et l'excellence dans nos universités et former des professionnels plus qualifiés.

[En accord \(6\) »](#)

[En désaccord \(10\) »](#)

»

Envoyé par [go_on_and_bleed](#)

23 février 2010 à 17 h 43 HNE

Je suis entièrement d'accord avec l'approche proposée. Premièrement, les étudiants paieront une plus juste part de l'éducation qu'ils reçoivent. Les études universitaires doivent être perçues comme un investissement, car en principe, c'est ça l'idée. C'est étonnant de voir comment les gens sont prêts à s'endetter de 30 000\$ pour une auto qui durera dix ans mais pas 15000\$ pour un diplôme qui leur servira toute leur vie et, en principe, leur donnera une meilleur

leur job. Je trouve que des frais de l'ordre de 5000\$/an jumelé à un bon système de prêt est totalement équitable. Les personnes qui ne peuvent composer avec ça ne méritent probablement pas d'études de haut niveau.

Deuxièmement, ça encouragera les étudiants à prendre leur choix plus au sérieux et ne pas flâner dans le système. Il existe beaucoup d'alternatives aux études universitaires, et souvent plus payantes. On peut dresser une liste impressionnante de baccalauréats où tout le monde sait qu'il n'y a pas de débouchés. Une facture de 15000\$ permettra de discerner assez facilement ceux qui se cherchent un diplôme de ceux qui se cherchent une culture personnelle.

Troisièmement, continuer comme on fait là mènera inévitablement à la perte du système d'étude post-secondaire.

[En accord \(9\) »](#)

[En désaccord \(6\) »](#)

»

Envoyé par [GiGGer](#)

23 février 2010 à 17 h 41 HNE

Le gouvernement est trop mou pour imposé ce fardeau aux entreprises qui eux, profitent de cette formation payé par l'état. Ça devrait être GRATUIT, point final. L'argent ne cesse d'être puisé à même nos poches alors que les gouvernements finance a coup de 5 000 000 000 \$ par année les entreprises privées. Après, on nous dit que le système va mal?

L'ontario donne même pas 2 000 000 000 \$ aux privées, mais nous, on adore le privé et on se questionne pourquoi le public va mal...

Bouchard prépare le terrain à Charest pour qu'il nous passe un savon épineux...

[En accord \(14\) »](#)

[En désaccord \(6\) »](#)

»

Envoyé par [burt_on](#)

23 février 2010 à 17 h 37 HNE

Il y a des pays où l'état paie l'étudiant et lui dit merci.

[Félix Leclerc]

[En accord \(18\) »](#)

[En désaccord \(3\) »](#)

»

Envoyé par [Truite Révoltée](#)

23 février 2010 à 17 h 37 HNE

il faudrait m'expliquer pourquoi on veut garder un système public accessible? il est déjà le moins cher au pays et pourtant, on est moins diplômé qu'ailleurs.

[En accord \(10\) »](#)

[En désaccord \(9\) »](#)

Envoyé par [info411](#)

23 février 2010 à 17 h 36 HNE

Ce comité est en train de créer des classes sociales, des élites. Comme dans les années 60.

Avec ce changement, si on est riche on peut se payer des études en médecine. Mais si monétairement on est pas très à l'aise, à quel endroit on va le trouver ce 10 000\$, si on veut étudier en médecine. Ha, il ya toujours en travail social, en rabais à 2 000\$.

De la discrimination pure et simple.

Je me demande bien de quoi y ce mele ce Bouchard et son groupe?

On voit bien à quel endroit ils frappent. Surement pas du coté des plus favorisé monétaire-

ment..

Si ces gens on tant à coeur le Québec, pourquoi il n'embarque pas dans une cause plus noble?

[En accord \(16\) »](#)

[En désaccord \(6\) »](#)

»

Envoyé par [Le Soupier](#)

23 février 2010 à 17 h 31 HNE

Bonjour à tous. Pour plus de précisions sur la mentalité derrière ce genre de déclarations, voir:

http://www.youtube.com/watch?v=GICvcmF_Yp0

Une solution beaucoup plus sensée est aussi proposée.

[En accord \(8\) »](#)

[En désaccord \(3\) »](#)

»

Envoyé par [wtX888](#)

23 février 2010 à 17 h 31 HNE

Ce que ces brillants lurons devraient proposer est de privatiser totalement quatre ou cinq universités, ce qui libérerait beaucoup d'argent pour les autres...

Et ils pourraient charger ce qu'ils voudraient à leurs étudiants..

Mais non ils veulent l'Argent de l'état pour jouer au capitalistes avec l'Argent des autres, mais eux peuvent-ils vivre sans subventions à leur propre jeu selon leurs propres règles???

[En accord \(7\) »](#)

[En désaccord \(7\) »](#)

»

Envoyé par [Tarzane](#)

23 février 2010 à 17 h 29 HNE

J'aimerais bien que soit comparée la facilité d'accès à nos université et cégeps du Québec en comparaison des autres universités du Canada et des États-Unis.

Produisons-nous davantage de diplômés?

La qualité d'enseignement est-elle comparable?

Le niveau de la recherche universitaire est-il semblable?

Nos institutions d'enseignement ont-elle davantage de dettes?

Nos institutions d'enseignement reçoivent-elles moins de financement?

Malheureusement, je ne crois pas qu'un gestionnaire de la fonction publique ait déjà eu cette brillante idée, sinon, éclairez-moi...

[En accord \(4\) »](#)

[En désaccord \(4\) »](#)

»

Envoyé par [P.P. Saulnier](#)

23 février 2010 à 17 h 26 HNE

Tant qu'à moi, c'est parfait! Mon épouse et moi venons de finir de payer les études de nos deux grands enfants, qui ont sont diplômés de l'UQO depuis peu!

Pierre-Paul Saulnier
(Un boomer *maintenant* en faveur de l'augmentation des frais de scolarité)

[En accord \(4\) »](#)

[En désaccord \(18\) »](#)

Envoyé par [Québeclibre101](#)

23 février 2010 à 17 h 24 HNE

<p>@Edmond Vous</p>	<p>Dantès écrivez:</p>	<p>créé si il auraient attendus apre`s les universités??</p>
<p>"Je me suis toujours méfié de ces associations qui pigeaient dans mes frais de scolarité sans que je ne puisse dire un mot sur cette cotisation forcée, et force est d'admettre que ma méfiance n'était pas totalement injustifiée."</p>	<p>Non pour les universitaire ces jeunes étaient des drop out, des huluberlus... C'est ça la réalité en recherche, il y en a qui cherchent et ceux qui trouvent...Et l'université cherche alors que les créateurs et les entrepreneurs trouvent...</p>	<p>Alors je suis toujours surpris de voir les gens « surpris » d'entendre de tel discours de la part des gens de droite. En accord (22) » En désaccord (4) » »</p>
<p>Tout à fait d'accord avec vous. J'ai aussi eu à payer pour ces fameuses "associations". C'est un peu finalement comme les cotisations syndicales forcées. "On veut votre bien, on va l'avoir. On ira jusqu'à vous protéger de vous-même !" Ainsi, grand est notre bonheur de savoir que nous pourrions toujours compter sur des âmes sensibles à notre bien-être et à notre joie. Que le grand Manitou les comble de bienfaits...</p>	<p>En accord (7) » En désaccord (4) » » Envoyé par angedemone 23 février 2010 à 17 h 21 HNE Complètement ridicule! Les prêts et bourses sont facilement manipulables. Certains étudiants n'en ont pas alors qu'ils devraient avoir leurs études financées par l'état, et d'autres dont les parents font des salaires faramineux ont des prêts et bourses tant qu'ils en veulent. Qu'ils commencent par couper dans l'administration des Universités et des facultés, 2 à 3 secrétaires par département, 3-4 par faculté, si on proposait de moins payer les recteurs et les doyens je suis sûre qu'ils s'y opposeraient.</p>	<p>Envoyé par walkingthedog 23 février 2010 à 17 h 09 HNE Je trouve que ce groupe incluant Lucien Bouchard, ne s'est pas creusé le neurone bien fort. Encore une fois c'est d'aller chercher de l'argent chez ceux qui en ont pas, en disant oui mais ils vont en avoir. Par exemple d'augmenter de tel façon les droits d'étude en médecine ne favorisera sûrement pas les admissions alors qu'il y a un manque flagrant de médecins au Québec. Si on pense à l'avenir on aurait plutôt besoin de mesures incitatives. Présentement les conditions de vie d'un étudiant sont souvent un peu précaire, alors si ils font de l'argent plus tard ils vont donc payer de l'impôt sur ces salaires plus tard et ils auront eu leur période de vache maigre, pas besoin d'en rajouter.</p>
<p>En accord (5) » En désaccord (2) » » Envoyé par trebor 23 février 2010 à 17 h 24 HNE @Fplamondon,</p>	<p>En augmentant les frais de scolarité on empêche certains étudiants talentueux d'avoir accès à l'éducation supérieure. Déjà, l'éducation semble être un luxe puisque la qualité du français et de l'orthographe laissent souvent à désirer dans les commentaires qu'on peut lire sur cette page! En accord (10) » En désaccord (2) » »</p>	<p>Ce sont toujours des élites bien nanties, qui dans leur tour d'ivoire, décident ou suggèrent les augmentations de coûts des services, de façon à ce que ça ne touche pas à leur portefeuille. En accord (18) » En désaccord (5) » »</p>
<p>Vous avez raison. Mon idée était que l'éducation (au delà du secondaire) est avant-tout un secteur économique produisant les diverses forces ouvrières alors, c'est ceux qui en retirent les principaux avantages qui sont les mieux placés pour aussi en justifier les coûts.</p> <p>De plus, il semblerait que les coûts de la main d'œuvre spécialisée est moindre au Québec, alors c'est qu'il y a de la place dans les budgets des entreprises pour prendre une plus grande part de leurs responsabilités.</p>	<p>Envoyé par wtx888 23 février 2010 à 17 h 14 HNE Va étudier en France ou en Allemagne et l'université est gratuite..</p>	<p>Envoyé par MAF123 23 février 2010 à 17 h 08 HNE emijeune: le système universitaire français est dans un état lamentable... sauf en ce qui a trait aux grandes écoles et dans certains laboratoires para-publics et privés. La Suède a fait beaucoup mieux: les frais de scolarité y sont bas, mais cela n'a pas affecté la qualité de l'éducation. Par contre les Suédois paient 60% de leur revenu en impôts, et pour le gouvernement c'est l'enfer à gérer. En accord (5) » En désaccord (1) » »</p>
<p>Enfin, je trouve normal qu'une entreprise de haute technologie employant des gens qui ont coûté plus cher en éducation à la société, qu'une telle entreprise paie sa JUSTE PART et ainsi ne siphonne pas les autres secteurs de l'économie et de la société au complet, siphonage qui peut justement créer le problème actuel du manque de financement des Institutions d'enseignement.</p>	<p>Bouchard quand il étudiait, il était pour la gratuité et l'accessibilité scolaire aujourd'hui il pense plus à ses pensions... En accord (20) » En désaccord (6) » Envoyé par wtx888 23 février 2010 à 17 h 12 HNE</p>	<p>Envoyé par DéGénérationX 23 février 2010 à 17 h 07 HNE @Gat401, intéressant ce qui est apporté... il reste que combien de programmes universitaires sont subventionnés par des compagnies qui ne forment les gens que pour leur propre profit ? Qui va faire signer un contrat d'exclusivité lors de l'embauche de l'étudiant qui a bénéficié du programme payé par la compagnie ? Désolé je n'en veux pas du privé, surtout pas d'ingérence d'administrateurs qui passent leur vie dans un bureau sans savoir le tiers du quart de la moitié comment ça se passe sur le terrain. Bureaucrates et technocrates : out ! En accord (4) » En désaccord (1) » Envoyé par Takiar 23 février 2010 à 17 h 04 HNE</p>
<p>Il y aura toujours une forme d'impôt universel concernant l'éducation. En accord (7) » En désaccord (3) » » Envoyé par wtx888 23 février 2010 à 17 h 23 HNE L'université au Québec n'A jamais eu de légitimité....Si elle serait sérieuse elle devrait qu'avec ses droits sur ses propriétés intellectuelles..</p>	<p>Gat aux USA les universités sont très riches parce que beaucoup de grandes entreprises les financent les subventionnent..</p> <p>Ici les Bombardier et cie sont les plus gros assistés sociaux qu'on ait, et il faut pas les compétitionner car els gouvernements les protègent... En accord (18) » En désaccord (2) » »</p>	<p>Envoyé par Stan-Tremblay 23 février 2010 à 17 h 09 HNE J'ai toujours prétendu que Lucien Bouchard (un bon vieux conservateur), était l'opposé de René Lévesque.</p>
<p>Et mettre plus d'argent dans ce panier percé et très mal géré est de la folie...Un autre gaspillage...</p> <p>LA vraie recherche appliquée c'est dans les PME qu'elle se fait et ça coûte beaucoup moins cher et les résultats sont commercialisés immédiatement. Car els chercheurs n'ont pas de problèmes à trouver des capitaux privés sur els marchés internationaux quand ils sont bons et compétitifs, les autres vont dans els universités pour être subventionnés et être parkés intellectuellement.</p>	<p>Envoyé par Stan-Tremblay 23 février 2010 à 17 h 09 HNE J'ai toujours prétendu que Lucien Bouchard (un bon vieux conservateur), était l'opposé de René Lévesque.</p> <p>M. Lévesque a toujours insisté sur l'importance de l'éducation. Et non seulement pour les riches. Aussi a-t-il insisté pour que le peuple puisse s'instruire à peu de frais.</p> <p>M. Bouchard et ses amis libéraux (John James Charest est un autre conservateur), ne veulent pas que les gens ordinaires et moins fortunés s'instruisent. Car les gens instruits voient bien la magouille de certains politiciens comme Lucien Bouchard et ses amis.</p>	<p>@ Le gars de nord</p> <p>Définir l'éducation comme privilège, c'est empêcher plusieurs de suivre leur voie. Prévenir des scientifiques brillants de poursuivre en sciences, de futurs médecins.</p>
<p>Ce n'est absolument pas aux étudiants à financer la recherche fondamentale et encore moins la recherche appliquée..</p> <p>Pensez vous que Bill Gatts et steeve Job et tous els autres auraient créé les empires qu'ils ont</p>	<p>Comme le disait si bien un personnage de Yvon Deschamps: " Vivons heureux, vivons naïseux"</p>	<p>L'éducation doit avoir un coût personnel. En Belgique, où tout est payé par l'état (frais, nourriture, hébergement), un laisser-aller des étudiants est très répandu. Les étudiants Québécois qui y vont, plus travaillants car ils doivent payer, y sont bien appréciés des profs.</p>

Par contre, associer le coût de la formation au coût des études et surtout du POTENTIEL salaire à la fin est absurde, pour la raison mentionnée plus haut et parce que le salaire n'est pas garanti. Je poursuis un PhD en pharmacologie. J'entends plein de monde me dire que je vais faire beaucoup d'argent. Le PhD demande 10 ans d'université ou plus, et ce n'est pas si facile de trouver un emploi, encore moins un emploi très rémunéré. Si mes études coûtent plus cher (c'est déjà le cas) à cause d'un revenu potentiellement plus élevé à la fin, je suis pénalisé, surtout si je change de domaine. La voie suivie après les études est de plus en plus floue, c'est absurde d'associer un salaire à une formation et surtout de faire payer en conséquence.

Mes parents ne paient pas, les prêts et bourses non plus. Sous la formule actuelle (périmée...), une hausse des frais de scolarité me fait puiser dans la marge de crédit, l'emprunt au privé. Sans cela, tous mes résultats de A et plus ne serviraient à rien, je ne pourrais plus étudier.

On a déjà eu une hausse des frais de scolarité. Une autre ? 10 ans d'université à emprunter ? Ça fait toute une dette d'études...et encore faut-il être considéré solvable pour l'obtenir !

Parfois, il faut décider des priorités et des dépenses de société. En Europe, l'éducation et le transport en commun en sont. Pas grave les déficits dans ces milieux (à certaines limites). Selon moi, il y a de l'argent à aller chercher en santé (un droit, comme l'éducation, avec un léger coût personnel, un ticket modérateur selon les moyens du patient et du service reçu). En coupant dans le gras dans la fonction publique inefficace (la bureaucratie universitaire...outch!). En respectant les lois, fiscales et autres, en tant que société.

[En accord \(7\) »](#)
[En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [wtx888](#)

23 février 2010 à 17 h 03 HNE

Qui Gatt mon fils aussi a fait ça aussi, et aux États-Unis et en Asie ils reçoivent de généreuses bourses d'étude...

[En accord \(4\) »](#)
[En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [Le gars de nord](#)

23 février 2010 à 17 h 03 HNE

Pour ceux qui pensent que le prêt et bourse sont le seul moyen de financement d'étudiant, enlever vos œillères.

Moi j'ai abandonné ce système à la con car j'étais tanner d'attendre mon chèque comme un BS!!!

Si tu ne cadres pas dans le beau moule, tu ne sais jamais comment tu reçois de toute façon, ils révisent toujours tes affaires et à la fin tu reçois une facture car ils t'ont donné de la bourse! Et puis quand tu essaies de parler à quelqu'un...l'enfer. Il n'a réussi à créer un système que personne (même leurs propres fonctionnaires) ne comprend.

J'ai simplement ouvert une marge de crédit avec Desjardins qui est sans intérêts tant que j'étais à l'étude. J'ai commencé à la rembourser à la fin de mon université, comme doivent le faire les étudiants des prêts et bourses. Solution rapide,

simple et le résultat est le même (bon service en plus)

[En accord \(4\) »](#)
[En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [wtx888](#)

23 février 2010 à 17 h 02 HNE

Qu'a-t-il dit Mr Bouchard quand la caisse a perdu plus de 40 milliards???

Qu'a-t-il dit lorsque l'ancien dirigeant de la caisse a dit que ce n'était pas grave que ce n'était que des pertes de papier???

Qu'a-t-il dit quand l'université du Québec à Montréal faisait des pertes énormes??

Qu'a-t-il dit l'été dernier quand les emplois industriels au Québec sont passés sous les barres des 50% pour la première fois depuis un siècle? L'avez-vous entendu???

JE ne l'ai pas entendu et vous??

Et là ce sont les jeunes qui vont devoir passer à la caisse???

Non on entend Me Bouchard pour défendre ses nouveaux amis???

IL y a pas si longtemps faisait du lobbying auprès de Charest pour que la grosse gomme de Montréal se fasse payer une belle salle de spectacle aux frais de la plèbe...

J'espère que ça en valait la peine...

[En accord \(20\) »](#)
[En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [Pierre Germain](#)

23 février 2010 à 17 h 01 HNE

@ Mathieu D.:

M. Facal n'a qu'à faire ses recherches aux HEC, là où on lui fournit un bureau, du mobilier, une bibliothèque, des services de secrétariat et des installations informatiques.

[En accord \(9\) »](#)
[En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [info411](#)

23 février 2010 à 16 h 55 HNE

Il ne faut pas embarquer dans ce jeu. Ce n'est que le début pour faire augmenter les frais de scolarité, par la suite.

Une société ce juge par son système d'éducation.

On commence à massacrer nos acquis, après ce sera notre système sociale.

On dépense des milliards pour les infrastructures, qui favorisent un certain groupe. Qui s'enrichissent à même nos impôts.

Sans compter les abris fiscaux.

Si vous avez besoin d'argent, ce n'est pas de cette façon qu'il faut se le procurer.

Bouchard est en train de mettre la "zizanie" dans nos acquis.

[En accord \(19\) »](#)
[En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [strogaline](#)

23 février 2010 à 16 h 55 HNE

Enfin des personnages se prononcent. Il est certain que tous les étudiants vont s'élever devant de tels propos. Mais la société québécoise n'a plus le choix, si elle veut maintenir ou même retrouver, un niveau acceptable de la qualité de son enseignement. C'est la politique d'utilisateur-payeur qui doit s'appliquer. Au risque d'appauvrir quelque peu nos chers étudiants. Leurs familles devront donc faire plus. Il demeure que la société québécoise, sera ainsi mieux placée pour aider les moins nantis parmi eux avec des prêts et bourses. Souhaitons maintenant que ces prêts seront remboursés.

[En accord \(7\) »](#)
[En désaccord \(13\) »](#)

Envoyé par [Edmond Dantès](#)

23 février 2010 à 16 h 51 HNE

@ Gat401

Si je vous comprends bien, les signataires n'ont pas eu le courage de dire réellement ce qu'ils pensaient pendant qu'ils occupaient encore un poste d'influence. Ce sont donc des pleutres.

Il faut le faire, d'anciens présidents d'associations étudiantes qui pestaient contre les hausses sont maintenant en accord avec celles-ci. Je me suis toujours méfié de ces associations qui pigeaient dans mes frais de scolarité sans que je ne puisse dire un mot sur cette cotisation forcée, et force est d'admettre que ma méfiance n'était pas totalement injustifiée.

[En accord \(10\) »](#)
[En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [MAF123](#)

23 février 2010 à 16 h 51 HNE

J'enseigne et je fais de la recherche dans le réseau universitaire québécois. Ce réseau est très mal en point et les étudiants, qui n'ont guère plus de 20 ans et pour la plupart aucune expérience internationale, ne peuvent juger de la situation. Comme pour toute institution et entreprise qui se respecte et qui doit assurer sa pérennité, les frais de scolarité doivent être majorés. Cela nous permettra d'être plus compétitifs... et aussi de rattraper ne serait-ce que l'inflation!!

La situation du sous-financement est à ce point critique que les universités n'arrivent même plus à mettre de côté suffisamment d'argent pour rénover leurs bâtiments. Elles font appel systématiquement aux subventions. Elles n'ont plus d'argent non plus pour engager de nouveaux professeurs: il n'y a qu'à consulter le nombre d'offres d'emplois de professeurs affichées sur les sites-web. Plusieurs professeurs doivent cumuler des tâches excessives d'enseignement et de recherche (je suis bien placé pour le savoir: je suis un jeune prof). Lorsque les départements sont un peu plus riches, on a systématiquement recours à l'embauche de chargés de cours... et on forme des classes de plus en plus grandes...

C'est tout ça, l'effet du sous-financement. Les étudiants d'ici ne s'en rendent pas compte: ils sont trop jeunes et n'ont pas été voir ailleurs (États-Unis, Scandinavie, Allemagne, Japon). Voyagez, jeunes québécois, voyagez et étudiez ailleurs, ... vous verrez que la qualité de l'enseignement et de la recherche dépend de l'effort d'investissement conjoint entre un gouvernement, les étudiants et les entreprises.

[En accord \(9\) »](#)
[En désaccord \(7\) »](#)

<p>» Envoyé par mick26 23 février 2010 à 16 h 50 HNE Hééé oui.. Une mauvais idée, il faut regarder beaucoup plus près. Les babyboom s'en ont sur leur retraite, donc on va commencer à manquer de professionnel si ce n'est pas déjà fait. Donc, augemntation des frais, diminution d'étudiants, plus grand manque dans des secteurs essentiels, médecine, ingénierie, droit etc...</p>	<p>redistribuer des bourses dont les montants sont élevés. En accord (11) » En désaccord (9) » » Envoyé par wtx888 23 février 2010 à 16 h 47 HNE Ceux qui s'attaquent aux jeunes et aux faibles de la société sont des lâches</p>	<p>Qu'En est-il du provincial?? Avons nous els moyens de continue rà indexer els fonds de pension québécoisi alors que els futures paueyrs de taxes vont sortir d el'école avec 50 ou 60 mille dolalr de dettes et plus, une jeune jamille va débiter dans la vie avec plkus de 100,000\$ de dette et en plus avoir totues els dettes du québec à payer, à part des miliards en dettes actuarielles? des fonds de pension???</p>
<p>Pourtant il y a beaucoup de revenus disponible, les entreprises qui paie pratiquement pas d'im-pôts, une hausse d'électricité très peu soit-il qui parraitra à peine dans nos poche pourrait avoir un sérieux impact sur l'économie. Nous somme une des places dans le mondes qui paies le moins cher son électricité. L'eau aussi est une source, l'embouteillage pourrait être aussi nationalisé, si l'eau l'est déjà on pourrait profiter de notre eau pour l'embouteillé et l'exporter. L'eau est gratuite aux entreprises qui se font des millions de profit, il y a peut-être une taxe mais c'est nous qui l'a payons au bout du compte.</p>	<p>Oui il y a des problèmes sérieux au québec mais ce sont les politiciens qui les ont générés ces problèmes, et plutôt que de les régler ils veulent taper sur les plus petits, et quand les plus petits seront à terre sur qui frapperont ils???? Au Qu.ébec un petit pousseux de crayons a plus de pouvoirs que toues les élus et les citoyens.. LEs pouvoirs sotn tous concentrés au bureau du PM et est roi et maître de la plèbe.. C'Est beaucoup trop de pouvoir concentré, et il n'y a aps suffisamment de séparaition des pouvoirs..Et ça donen ce que l'on voit au québec en ce moment...</p>	<p>En accord (6) » En désaccord (8) » » Envoyé par wtx888 23 février 2010 à 16 h 36 HNE Il y a 141,000 BS oui, mais eux ne bloquent pas de développement économique du qu.bec alors que bon nombres de politiciens et focntionnaires à gros salaires ne font que détruire el québec à coeur de journée...Avec nos propres taxes.. En accord (17) » En désaccord (8) » »</p>
<p>Ceci est quelque solution mais j'ai la ferme conviction que ce n'Est pas en endettant encore plus les étudiants qu'on va régler se problème, il ne faut pas oublier que c'Est les étudiants le futur, plus ils ont de dettes, plus les services vont coûter cher d'ici 15 ans. À vous de voir mias tout ceci est logique à mon sens.</p>	<p>C'est vraiment désolant... En accord (14) » En désaccord (4) » » Envoyé par mikeedom 23 février 2010 à 16 h 43 HNE</p>	<p>Envoyé par danytanguay 23 février 2010 à 16 h 35 HNE J'ai une solution pour ébranler la grande entreprise qui ne serait mis à contribution dans les différentes hausses proposées dans l'étude de nos quatre économistes de droite: nous n'avons qu'à cesser de consommer des biens inutiles et non essentiels dont ils prennent tous les moyens pour nous convaincre que nous ne pouvons vivre sans ces produits frivoles. Ils vont nous prier afin que nous recommandions à consommer et à ce moment nous n'aurons qu'à exiger de nos gouvernements qu'ils leur fassent payer leur vrai part à la société et qu'ils cessent de profiter de juteux abris fiscaux et différents passe-droit.</p>
<p>En accord (14) » En désaccord (6) » Envoyé par Mathieu.D. 23 février 2010 à 16 h 50 HNE @ wtx888 non y bloque tout car y foute rien c gens la, y survivent juste en siphonant les taxes que les travailleurs paient...</p>	<p>Dans les autres provinces canadiennes les frais de scolarité sont plus élevés qu'au Québec, souvent plus du double, pourtant le taux de diplômés est plus élevé qu'au Québec et le taux de décrochage plus bas, pour ce qui est du taux d'analphabetes au Québec, la cause est autre que le cout des études, et si on se compare avec les USA, l'écart entre les couts est encore plus grand. il faut donc chercher ailleurs que dans la hausse des frais pour la déconfiture du système actuel.</p>	<p>En accord (17) » En désaccord (8) » » Envoyé par danytanguay 23 février 2010 à 16 h 35 HNE J'ai une solution pour ébranler la grande entreprise qui ne serait mis à contribution dans les différentes hausses proposées dans l'étude de nos quatre économistes de droite: nous n'avons qu'à cesser de consommer des biens inutiles et non essentiels dont ils prennent tous les moyens pour nous convaincre que nous ne pouvons vivre sans ces produits frivoles. Ils vont nous prier afin que nous recommandions à consommer et à ce moment nous n'aurons qu'à exiger de nos gouvernements qu'ils leur fassent payer leur vrai part à la société et qu'ils cessent de profiter de juteux abris fiscaux et différents passe-droit.</p>
<p>@ bonjourdocteur 100% raison, on se doit de faire le ménage! Ici ce que je lis c'est taxé et taxé jamais coupé dans le gras...</p>	<p>En accord (6) » En désaccord (11) » » Envoyé par Gat401 23 février 2010 à 16 h 43 HNE wtx888</p>	<p>En accord (14) » En désaccord (3) » » Envoyé par DéGénérationX 23 février 2010 à 16 h 28 HNE Gat401... Gat comme dans l'accord du GATT ? Une autre belle connerie... Sérieusement, si vous tenez absolument à comparer avec les États-Désunis, pourquoi ne pas comparer avec un système fonctionnel comme en Finlande ? Moi je dis l'éducation est un droit et non un privilège.</p>
<p>Moi on m'a appris jeune que je dois faire des sacrifices pour obtenir ce que je veux... ici au quebec on fait pas sa, on veut tout et apres sa on verra ! Shame En accord (8) » En désaccord (8) » »</p>	<p>un grand nombre d'étudiants québécois vont faire leurs études aux États-Unis, notamment leurs études supérieures. Pas parce qu'ils veulent payer plus cher! En fait, ils ont de nombreuses bourses car les universités américaines donnent des bourses très substantielles. Elles peuvent se le permettre car leurs frais d'inscription sont très élevés. Et pis, nos étudiants qui y vont, vont parce qu'ils y trouvent des vrais laboratoires, des vrais moyens de recherche, etc.....</p>	<p>En accord (10) » En désaccord (4) » » Envoyé par emijeune 23 février 2010 à 16 h 27 HNE On parle toujours des frais de scolarité des autres provinces et des États-Unis, mais pas de ceux en Europe où de nombreux pays ont adopté la gratuité scolaire ou encore dans les pays comme la France où ça coûte pas plus de 400 \$ par année. Se comparer aux États-Unis, pays du capitalisme et de l'élitisme purs et durs ???</p>
<p>Envoyé par Gat401 23 février 2010 à 16 h 47 HNE DeGenerationX Désolé, en théorie l'éducation est un droit. C'est un droit au niveau primaire et au niveau secondaire. Au niveau post-secondaire, c'est tout autre chose.</p>	<p>En accord (8) » En désaccord (10) » » Envoyé par wtx888 23 février 2010 à 16 h 40 HNE on a plus de 560,000 focntionnaires au Qu.ébec et combien de retraités???</p>	<p>En accord (18) » En désaccord (6) » » Envoyé par J.C.Virgil 23 février 2010 à 16 h 26 HNE Parfois il faut se comparer à ce qui se fait de mieux dans le monde. La Norvège est le pays qui se classe premier depuis des années pour l'indice de développement humain de l'ONU (le fameux plusse meilleur pays du monde comme dirait Chrétien.) Les étude universitaires y sont sans frais, ceux-ci sont payés par l'état. C'est un pays riche comme le Canada en pétrole, sauf que son exploitation au lieu d'être confiée au privé, se fait par des entreprises contrôlées</p>
<p>Vous payez des taxes pour subventionner des étudiants qui n'ont aucune idée de ce qu'ils peuvent faire dans la vie, qui prennent des cours parce qu'il faut bien faire quelque chose avant d'aller se trouver une job. Avant de critiquer les universités américaines, allez y faire un tour, passez-y 4 ans et vous verrez ce que c'est. Oui les frais d'inscription sont élevés et même très élevés. Mais grâce à ces frais élevés, les universités sont capables de</p>	<p>Et combien de milliards dorment dans des Réer à l'abr de l'impôt depusi des décennies???</p> <p>Combien d emillards ont été engrangés au fond de solidarité à l'abri d el'impôt???</p> <p>Juste au fédéral les fonctionanires paient 32% de leur fonds de pension et le gouvernement le reste...</p>	<p>Envoyé par wtx888 23 février 2010 à 16 h 40 HNE on a plus de 560,000 focntionnaires au Qu.ébec et combien de retraités???</p> <p>Et combien de milliards dorment dans des Réer à l'abr de l'impôt depusi des décennies???</p> <p>Combien d emillards ont été engrangés au fond de solidarité à l'abri d el'impôt???</p> <p>Juste au fédéral les fonctionanires paient 32% de leur fonds de pension et le gouvernement le reste...</p>

par l'état norvégien et les profits de cette exploitation sont réinvestis dans la société et dans un fonds des générations. Au Canada on a choisi de démanteler Pétro-Canada et non seulement de laisser l'exploitation du pétrole au privé mais de le subventionner en plus. Le seul revenu de l'état dans cette exploitation étant l'imposition des salaires de ceux qui y travaillent. Imaginez maintenant nos mines, notre eau, nos forêts au Québec, qu'on laisse exploiter de la même façon sans que l'état ne réclame une part des profits engrangés par les transnationales. Ensuite des "peddlers" comme le charismatique Lucien Bouchard payés par ceux qui exploitent ces richesses viennent vous dire de vous serrer la ceinture.

Faudrait peut-être se réveiller !

[En accord \(20\) »](#)

[En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [DéGénérationX](#)

23 février 2010 à 16 h 23 HNE

De l'argent, le gouvernement n'en manque pas. Si vous croyez ça... seulement, ils n'investissent qu'ou ça rapporte... Bonjour et bienvenue dans le néolibéralisme.

[En accord \(13\) »](#)

[En désaccord \(3\) »](#)

[»](#)

Envoyé par [emijeune](#)

23 février 2010 à 16 h 23 HNE

L'ACCESSIBILITÉ = + DE DIPLOMÉS = - DE DETTES = PAYS + EN SANTÉ. L'équation est simple. Faire payer aux plus pauvres n'est pas une bonne idée. Sans prêts et bourses du gouvernement, je serais incapable d'étudier et c'aurait été beaucoup moins envisageable depuis ma tendre enfance d'aller à l'université. Je ne sais pas où que ces messieurs trouvent les parents riches qui peuvent tout payer à leurs enfants. On fait quoi des familles de 4 enfants et plus qui vont à l'université??? Ils n'ont pas l'air à avoir payé leurs études de leurs poches, eux. Qu'on coupe dans les repas à 200\$ de ces députés et hommes "importants" pour financer nos universités. Je ne sais pas pour vous, mais c'est cher 2 600 \$/ année quand tu dois t'arranger pour payer ça dans tous tes temps libres que tu devrais normalement utiliser pour étudier...

[En accord \(14\) »](#)

[En désaccord \(3\) »](#)

[»](#)

Envoyé par [Bonjour Docteur](#)

23 février 2010 à 16 h 20 HNE

Le problème au Québec est le suivant :

Une personne ou un couple est à chaque fois confronté au problème suivant : Des besoins illimités versus un revenu limité. Il faut donc faire des choix et lorsque le coût des choix dépasse celui du revenu disponible on doit s'endetter.

Au Québec on se donne toujours plus de programmes sociaux pour des revenus qui iront en décroissants (la décroissance démographique entraînera d'une part une baisse du PIB et d'autre part une baisse des revenus de l'État).

On ajoute, on ajoute et on ajoute. On revise et on enlève jamais. En fait nous sommes la province qui se donne le plus de programmes sociaux au pays. À un point tel que le gouvernement fédéral nous donnera l'an prochain \$8.5 milliards en paiements de péréquations.

Ainsi comme nous n'avons plus les moyens de

continuer à nous payer les programmes que nous avons avec notre propre argent nous devons aller fouiller dans la poche des contribuables des autres provinces.

Un moment donné tu dois te faire un budget et être assez mature pour déterminer les biens et services que tu as les moyens de te payer. Tous les couples font ce calcul à chaque mois

Pourquoi la même logique ne s'applique pas lorsque c'est le gouvernement? Pourquoi toujours pensé que ses poches sont sans fonds?

[En accord \(10\) »](#)

[En désaccord \(9\) »](#)

[»](#)

Envoyé par [wtx888](#)

23 février 2010 à 16 h 19 HNE

Si c'est si bon des frais de scolarité à 5 ou 10,000 dollars par années pourquoi les étudiants d'ici qui désirent payer plus plus ne vont-ils pas étudier à Yale, Harvard ou ailleurs...

[En accord \(9\) »](#)

[En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [wtx888](#)

23 février 2010 à 16 h 15 HNE

J'espère que les étudiants du Québec vont se tenir debout et leur en donner toute une...

[En accord \(27\) »](#)

[En désaccord \(8\) »](#)

[»](#)

Envoyé par [wtx888](#)

23 février 2010 à 16 h 14 HNE

Bouchard qui cumule les pensions au fédéral et au provincial, veut hold-upper les jeunes qui vont lui payer sa pension...

[En accord \(25\) »](#)

[En désaccord \(8\) »](#)

[»](#)

Envoyé par [Le gars de nord](#)

23 février 2010 à 16 h 10 HNE

l'éducation est un privilège et non un droit à mon avis.

Cela paraît peut-être radical mais nous sommes l'un des très rares endroits sur la planète où quelqu'un peu se permettre de "glander" à l'université.

Il est extrêmement long avant qu'un élève soit mis à la porte car il ne fou rien. Tant que ses parents payent... (oui, ils y a des parents qui payent sans rien dire...)

J'ai COMME TOUS LE MONDE une dette d'étude mais celle-ci représente mon meilleur investissement à vie. J'ai un rendement de plus de 200% la première année grâce à cette dette...

Que ça coûte plus cher, c'est normal

[En accord \(15\) »](#)

[En désaccord \(24\) »](#)

[»](#)

Envoyé par [Fplamondon](#)

23 février 2010 à 16 h 10 HNE

@ Trebor

Que des enveloppes soient réservées à l'éducation, je suis d'accord. Cependant, je le suis moins si ça implique que le privé et les institutions financent le réseau de l'éducation uniquement selon leurs besoins. Une taxe spécifique à l'éducation me semble pas mal plus réalisable que la création de postes budgétaires au cas par cas.

Je crois aussi que le Ministère de la Famille devrait être impliqué dans le réseau. Après-tout,

si l'éducation était plus valorisée au sein des familles québécoises, plusieurs problèmes se régleraient d'eux-même il me semble (ex.: le décrochage).

Une tarification majorée selon le coût de la formation me semble aussi être une bonne idée. Des mesures "post-universitaires" comme la possibilité de rembourser une partie de sa dette étudiante en travaillant comme professionnels pour des organismes communautaires, par exemple.

[En accord \(8\) »](#)

[En désaccord \(3\) »](#)

[»](#)

Envoyé par [Mathieu.D.](#)

23 février 2010 à 16 h 08 HNE

@ Pierre Germain

Oui M. Facal a pris une sabbatique pour mettre du temps sur la recherche... ce qui est tout à fait normal et courant dans le domaine scientifique!

Le HEC est l'école la mieux gérée du Québec, elle ne génère pas de perte...

Personnellement, le Québec n'a pu les moyens de vivre avec tous ses programmes sociaux... il faudra faire des choix de sociétés.

Il est faux qu'on peut tout se payer

Moi avant de couper en santé/éducation, je couperais dans la satané culture... eille des Éric Lapointe et Cie... sa mérite pas une cenne comme les 141 000 BS aptes à travaillé... !!!

[En accord \(11\) »](#)

[En désaccord \(18\) »](#)

Envoyé par [wtx888](#)

23 février 2010 à 16 h 08 HNE

Charest un y a un an disait qu'on était au dessus de nos affaires, et pas de déficit à la caisse, et t'pas de déficit budgétaire, et t'personne ne parle de ça.

Pourquoi aucun médias ne lui remet sur le nez?

Bouchard critique les péquistes alors que ce sont les libéraux qui sont au pouvoir depuis 3 mandats...MAIS ne dit rien sur la gestion libérale...Comment être aussi tordu???

à la place il plante le PQ pour que les libéraux restent au pouvoir encore plus longtemps...

Cette classe de privilégiés qui écrase ; la classe moyenne pour pouvoir plus s'engraisser...

[En accord \(12\) »](#)

[En désaccord \(4\) »](#)

[»](#)

Envoyé par [Gat401](#)

23 février 2010 à 16 h 05 HNE

Il est dommage que la rectitude politique force les gens à toujours chanter la même chanson. Les signataires du pacte sont tous d'ex politiciens, administrateurs d'universités, dirigeants étudiants.

Lorsqu'ils étaient en activité dans leurs milieux respectifs, jamais n'auraient-ils pu tenir un tel discours.

Imaginez-vous un leader étudiant ou un recteur affirmer qu'il faut augmenter les frais de scolarité?

Et pourtant.... ils ont tellement raison. Arrêtons de toujours chanter la même chanson. Oui, les universités ont un énorme besoin de finance-

ment. Oui, les étudiants québécois sont très favorisés car leurs frais de scolarité sont très bas. Regardez un peu ce qui se passe chez nos voisins et vous comprendrez pourquoi les étudiants québécois sont trop gâtés. Si les frais d'inscription n'augmentent pas, les plus touchés seront les étudiants eux-mêmes car ils vont faire des études universitaires dans des universités sous-financées : un chargé de cours pour 700 étudiants coincés dans un amphithéâtre, des labos qui sont mal équipés, etc... Est-ce vraiment ce que nous voulons? Pas certain.

Enfin un groupe a dit tout haut ce qui se dit tout bas dans les administrations universitaires. Dommage qu'il faille attendre d'être un ex pour le dire.

[En accord \(11\) »](#)
[En désaccord \(22\) »](#)

»
Envoyé par [wtx888](#)

23 février 2010 à 16 h 04 HNE

MAis oui bien sûr, il faut plus d'argent pour pouvoir payer de plus gros bonus départ et de plus gros salaires tout en diminuant les services comme d'habitude..

Regardez comme l'université du Québec à Montréal est mal gérée entre autre, il faut que les étudiants paient pour...

Ce sont des universitaires qui conseillent Charest pour lui montrer comment détruire plus la classe moyenne tout en pouvant accentuer la corruption, donc les universités doivent joindre le bâton des voleurs....

Moi quand j'ai terminé l'université en 1985, je payais 45\$ par cours...Allez voir la télé-université un seul cours ça coûte aujourd'hui quelque 450\$...Élé université dis biens, vous rez chez vous pour étudier...imaginez..

Donc 5 cours par session, plus de 2000 dollars...et l'université a en plus pleins de frais afférents...

Et mettre plus d'argent dans une université ça insite au gaspillage, et aux conflits sociaux car immédiatement les différents syndicats vont vouloir leur part du gâteau bien entendu...Dieu seul sait comment ils gaspillent ces oiseaux rares..

à voir le nombre d'étudiantes universitaires qui doivent devenir travailleuses du sexe pour se payer leur université, je crois qu'une augmentation des frais universitaires ne fera qu'aggraver ce grave fléau moral..

Moi je serais d'accord avec une augmentation de frais de scolarité si les fonctionnaires paieraient seuls leurs fonds de pension, Et que la masse salariale de la fonction publique diminuerait de 20% comme au début des années 80...Et que les REER et autres abris fiscaux tels le fonds de solidarité seraient arrêtés immédiatement..

Que les gouvernements ne donnent plus de 3.5 milliards par année aux Bombardiers de ce monde..

Si on avait une commission d'enquête sur la corruption dans la construction et chez hydro-Québec pour diminuer quelques milliards en corruptions annuellement..

Que les gouvernements seraient obligés de

démisionner quand ils mentent ou quand ils ne respectent pas leur promesse électorale. Un recall comme en Californie..

Qu'il n'y ait plus de sécurité d'emplois dans la fonction publique...

Que les étudiants puissent évaluer leurs profs et les choisir, les pas bons mis à la porte...Grand ménage à faire là...

Et le ministre des finances élu par les citoyens comme en Californie pour avoir un peu de séparation de pouvoir comme aux USA..

Qu'un programme important de réorganisation du travail dans la fonction publique pour couper dans le gaspillage, etc..

[En accord \(5\) »](#)
[En désaccord \(10\) »](#)

»
Envoyé par [saturnin](#)

23 février 2010 à 15 h 56 HNE

Nos politiciens sont prêts à signer un chèque en blanc (minimalement 500 millions) pour financer une équipe de hockey à Québec mais il n'ont pas d'argent pour financer les universités et les hôpitaux. Panem et circenses, ça, ça rapporte des votes.

[En accord \(28\) »](#)
[En désaccord \(4\) »](#)

»
Envoyé par [Fridolino](#)

23 février 2010 à 15 h 55 HNE

LE TEMPS EST VENU D'UN CHANGEMENT EN PROFONDEUR

Nous avons de plus en plus besoin de personnes qualifiées, surtout dans le domaine de la médecine, des sciences, de l'ingénierie. Tout le monde doit avoir accès à l'université. Par ailleurs, nos institutions souffrent d'un sous-financement chronique. De plus une proportion importante de ceux que nous formons va travailler ailleurs au Canada ou aux USA. Nous subventionnons la formation de travailleurs externes au Québec. Nous payons et d'autres en retirent les résultats.

Je crois que nous devrions avoir maintenant deux sortes d'étudiants : ceux qui ont l'intention d'aller exercer leur profession ailleurs et ceux qui sont prêts à signer un contrat de travail de 5,6 ou 7 ans au Québec. A ceux qui veulent aller ailleurs, nous réclamerions la totalité des frais de scolarité immédiatement.

A ceux qui sont prêts à s'engager pour un certain nombre d'années, nous accorderions des prêts et des bourses. Ces prêts seraient remboursés au pro rata de leurs revenus. Comme pour la Santé, où nous nous trouvons dans un fouillis inextricable à cause de sa décision de mettre des dizaines de milliers de travailleurs à la retraite, M. Bouchard nous revient avec un cataplasme en Education qui pourra nous priver des cerveaux dont nous aurons besoin dans l'avenir. Depuis 40 ans, M. Lucien Bouchard est un beau parleur mais un bien petit faiseur.

[En accord \(18\) »](#)
[En désaccord \(4\) »](#)

»
Envoyé par [saturnin](#)

23 février 2010 à 15 h 48 HNE

Coudonc

Il a de l'argent et des contacts le Lulu pour s'organiser des petites conférences-de-presse-party-surprise à volonté sur les grandes chaînes à heures de grande écoute!

Je me demande qui signe le chèque. Car il ne

travaille pas pour rien notre pontifiant et pompeux Lucien national. Il a le chic de faire ses petites sorties quand Charest se fait chauffer les oreilles.

On devrait travailler à, se réjouir de rendre les études universitaires le plus accessible possible à un maximum d'étudiants.

On vise une instruction inclusive et de qualité à la finlandaise. Pas celle, globalement médiocre et exclusive de nos voisins du sud.

[En accord \(23\) »](#)
[En désaccord \(6\) »](#)

»
Envoyé par [Pierre Germain](#)

23 février 2010 à 15 h 46 HNE

Comme le raisonnement des lucides est étrange, pour ne pas dire tordu... Afin de fixer les idées, prenons un exemple: M. Joseph Facal.

Ces temps-ci, M. Facal prend plaisir à nous admonester, via ses blogues et billets retransmis de l'Espagne où il se trouve en ce moment, qu'il faut augmenter les tarifs et les impôts, sinon on ne s'en sortira pas.

Pourtant, il a bien du temps à nous servir ses remontrances que parce que son employeur, les HEC, lui paie une année sabbatique. Pardon! Nos taxes lui paient une année sabbatique car c'est l'État qui finance les universités.

Faisons payer la classe moyenne mais ne touchons surtout pas aux privilèges archaïques encore accordés à une minorité. Deux poids, deux mesures... Je vais vous dire quoi faire, moi qui jouis de prérogatives artificielles...

[En accord \(25\) »](#)
[En désaccord \(6\) »](#)

»
Envoyé par [Bonjour Docteur](#)

23 février 2010 à 15 h 45 HNE

@pierre

caron

La génération qui a eu des études gratuites comme vous dites n'a jamais eu droit :

- aux garderies à 7,00\$;
- aux services de garde dans les écoles afin de permettre aux deux parents de travailler à l'étranger
- aux généreux crédits d'impôts pour le 1er, et 2e et 3e enfants;

En fait j'aimerais bien changer de place avec vous voyez-vous. Mes enfants m'aurait coûté moins cher.

[En accord \(11\) »](#)
[En désaccord \(9\) »](#)

»
Envoyé par [Benjamin T](#)

23 février 2010 à 15 h 40 HNE

« Ils ont indiqué que le sous-financement des universités s'élèverait à 500 millions de dollars par année. Ce sous-financement conduit, selon eux, au déclin de la qualité de l'enseignement, ce qui risque d'avoir un impact sur la croissance et l'économie du Québec. »

500 millions... C'est juste 80 fois moins que les pertes de la Caisse de dépôt pour l'année 2008, gracieuseté des grands spécialistes en économie du gouvernement Charest !

Rappelons que M. Bouchard a été assez « lucide » pour aller féliciter le grand responsable de ce désastre financier, Henri-Paul Rousseau (passé chez Power Corp. depuis...) en l'applaudissant

lors de ses explications devant la Chambre de commerce de Montréal présidé par Hélène Desmarais...

Sans parler du pavillon abandonné de l'Uqam au centre-ville de Montréal, une véritable honte et une autre belle réussite du pitoyable gouvernement Charest...

On fait quoi avec ça Jean ?

Et Jean de répondre : bof, on va financer McGill et Concordia encore un peu...

Vous savez, l'anglais, c'est tellement important pour le Québec. Mon gouvernement en a d'ailleurs fait une priorité, vous n'aviez pas remarqué ? Attendez de voir le bel hôpital !

Mais l'Uqam Jean ?

L'Uqam ? Connaît pas...

Je tiens à vous rappeler également que le Québec envoie près d'un milliard en impôt à chaque semaine au gouvernement fédéral... Sommes nous donc si riche que ça pour envoyer un milliard de dollars par semaine dans un autre pays ? Allô ??? Le gros bon sens appelle les Québécois...

[En accord \(25\) »](#)
[En désaccord \(11\) »](#)

Envoyé par [simon.letendre](#)
23 février 2010 à 15 h 37 HNE

Alors que le Québec est dans une situation économique qui requiert qu'il augmente sa productivité, je ne comprends pas que sa classe politique continue à proposer des mesures qui limiteront l'accès aux études supérieures.

J'ai l'impression que les gens de la génération de M. Bouchard veulent le beurre et l'argent du beurre. D'une part, ils veulent forcer les jeunes à s'endetter avant même d'entrer sur le marché du travail. D'autre part, ils veulent que ces mêmes jeunes soient prêts, d'ici quelques années, à payer pour leurs pensions.

Je ne crois pas à une augmentation des frais de scolarité assortie d'une bonification du système de prêts et bourses. Une fois qu'un tel système a été instauré, il est trop facile de recourir à des manœuvres comptables pour limiter le nombre de personnes admissibles à l'aide financière.

Bref, je comprends mal que M. Bouchard jouisse toujours d'une telle popularité chez les Québécois, considérant le caractère rétrograde des idées dont il est porteur.

[En accord \(16\) »](#)
[En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [fredlou](#)
23 février 2010 à 15 h 35 HNE
@philvalois

"Donc, entre 10 345\$ et 14 365\$ par an."

Vos chiffres sont très justes, c'est ce que me coûte mon gars à MTL (plutôt 14000)

@Saturnin

Nous sommes d'accord aujourd'hui, les études devraient être entièrement gratos. C'est le meilleur investissement qu'un société peut et doit faire!

[En accord \(18\) »](#)
[En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [Bonjour Docteur](#)
23 février 2010 à 15 h 28 HNE
@salome

Je comprends votre situation.

Cependant, combien de jeunes dont les parents vivent près d'une université décident quand même d'aller vivre en appartement et demandent un « prêt et bourse pour vivre »?

Plusieurs amis de mon fils qui fréquentaient la même université vivaient en appartement non par obligation mais par goût. Question d'indépendance. Je sais que s'ils étaient demeurés à la maison leurs parents auraient payé leurs cours universitaires mais comme ils ont décidé de s'émanciper les parents n'ont pas payé. Application pour un prêt et bourse donc.

Tu es indépendant ou tu ne l'es pas. Si tu as de l'argent pour aller en appartement tu as de l'argent pour payer tes cours qu'ils se sont fait dire par leurs parents.

Aujourd'hui l'émancipation sexuelle se faisant beaucoup à un âge beaucoup plus tôt les jeunes étudiants préfèrent souvent quitter la résidence familiale dès la jeune vingtaine. Est-ce vraiment à l'État à payer dans ce cas-ci? paie-t-on des cours universitaires ou un appartement?

Vous êtes donc beaucoup plus nombreux à demander des prêts et bourses. Pour faire image, il y a une tarte de disponible, elle est considérable et généreuse mais plus vous êtes nombreux à vous la partager et plus les morceaux dans chacune des assiettes sont petits.

C'est malheureux, j'aimerais que l'État puisse en faire plus pour toi mais peut-être que les étudiants devraient commencer par faire le ménage chez-eux en premier avant de lui demander encore plus de ressources. Parce qu'en ce moment donné la carte de crédit du Gouvernement est à la limite.

Et c'est vous plus tard qui allez devoir la payer.

[En accord \(9\) »](#)
[En désaccord \(9\) »](#)

Envoyé par [Pierre Caron](#)
23 février 2010 à 15 h 24 HNE

Comme d'habitude ce sont ceux qui ont eu des études gratuites qui pronent l'augmentation des frais de scolarité. Cette façon de faire n'aura comme résultat de mettre en opposition un groupe par rapport à un autre. Si je parle d'augmenter les garderies c'est un autre groupe qui va crier. A ce jeu on n'arrivera jamais à rien car en plus on a un gouvernement qui est incapable de prendre une décision. Le plus simple augmenter la TVQ de 5%, là tout le monde va payer, les riches plus que les pauvres parce qu'ils dépendent plus. Mais faut pas s'attendre à des miracles le wernement charest va essayer de couper la poire en 99 pour par déplaire à ses amis et pour que ce soit la masse silencieuse qui payent.

[En accord \(5\) »](#)
[En désaccord \(13\) »](#)

Envoyé par [Sébastien Deschênes](#)
23 février 2010 à 15 h 24 HNE

Un saxophone qui a de l'âge et du vécu sonne encore mieux avec une sourdine. Dites-moi que ce n'est qu'un cauchemar. Les québécois ne travaillent pas assez, le PQ est désuet et mal orienté, puis maintenant les étudiants sont gratteux et profiteurs. Comment un ancien premier ministre peut-il sombrer dans un fachisme pareil. Cessez de nous comparer aux autres provinces lorsque cela vous convient car d'autres comparaisons pourraient vous faire rougir de honte et on ne vous les brandit pas au visage à chaque occasion. Récupérons les sommes d'argent qui s'envolent vers les paradis fiscaux chaque année et accentuons les mesures incitatives aux grandes entreprises à réinvestir dans nos établissements d'enseignements voilà une idée bien simple venant d'un pauvre lâche profiteur et illettré âgé de 31ans qui paye ses impôts en bon camarade chaque année. Je suis choqué et outré, non seulement quant aux mesures de financement des établissements universitaires mises de l'avant par cette brochette de génies ce matin, mais aussi de toutes les sorties publiques, depuis quelques années, du camarade Bouchard. Visiblement amer et déconnecté de la réalité il est impératif que cet homme se retire enfin et profite de la grâce retraite que nous lui versons à même les coffres de l'état comme ancien leader de cette belle province. La population vieillissante et le manque de travailleurs actifs ainsi que la dette par habitant déjà astronomique qui ne peut que s'empirer dans le futur 'du jeune Québec' constituent déjà une facture insurmontable qu'aucun économiste ou gestionnaire de l'état n'ose s'avancer à nous dire comment il nous sera possible de conserver nos avoirs et nôtre statut nord américain actuel. Une tempête s'annonce déjà à la veille des retraites massives de nos chers babyboomers et camarade Bouchard nous demande de lui remettre nos outils les plus efficaces pour lutter contre ce futur pourrit qui nous est légué. L'éducation de niveau supérieur doit au contraire être encore plus accessible à tous. Vous avez fait vos choix et c'est à nous maintenant à faire les nôtres pour le bien de nos enfants. Nous pouvons difficilement faire pire comme bilan alors. Le bras tendu bien haut je vous salue HI Lucien. bonne retraite. Mes paroles sont choquantes, peut être mais de ma bouche elles n'ont aucun impact et ne seront d'ailleurs jamais lues ou répétées mais les vôtres font les manchettes, comme si une importance devait leur être portée.

[En accord \(25\) »](#)
[En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [jebouchard451](#)
23 février 2010 à 15 h 22 HNE
" Selon les signataires du « pacte », les augmentations des droits de scolarité n'affecteront pas l'accessibilité à l'université. "

Ben kin ! Et selon eux, fumer ne cause pas le cancer et le soleil se lève à l'ouest !

Des conneries de la part des artisans d'un " pacte " où ceux qui ont le plus à perdre, les étudiants, n'ont pas leur mot à dire. Le gouvernement s'engage à ne pas donner un cent de plus alors que les frais augmentent, c'est ça leur idée d'un pacte ? Je ne sais pas ce qui fait le plus mal, de se faire augmenter ou de se faire rire en pleine face !

[En accord \(20\) »](#)
[En désaccord \(10\) »](#)
Envoyé par [trebor](#)

23 février 2010 à 15 h 22 HNE

@Fplamondon,

J'ai bien inclus les Institutions publiques dans les pourvoyeurs de fonds à l'éducation donc, les services sociaux des gouvernements aurait leurs parts à fournir (virtuellement à tous le moins puisqu'elles font partie du gouvernement) pour justifier leurs besoins en main d'oeuvre.

Toutes les entreprises fonctionnent avec des budgets, il s'agit d'ajouter un poste budgétaire pour les frais de financement à l'éducation.

Si on est capable (plus ou moins) de prévoir les besoins en papier de toilette durant l'année, je pense sérieusement qu'on est capable de réfléchir au besoin en main-d'oeuvre savante et d'établir de modèles et des outils d'estimation et de prévision semblables à ceux des Institutions d'enseignement !!

Les coûts de l'éducation doivent devenir un poste budgétaire pour tous.

[En accord \(6\) »](#)
[En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [fleche03](#)

23 février 2010 à 15 h 22 HNE

Idéalement l'éducation et la santé devrait être complètement gratuite et accessible à tous. Et avec un soutien monétaire du type prêt, bourse ou même des emplois subventionnés reliés aux champs d'études. L'idéal n'est malheureusement pas possible; toutes les tâches que nous avons volontairement placées à la charge de l'état sont plus importantes que les budgets que nous octroyons à ce même état. Il faut les moyens de ses rêves; on ne peut faire autrement. Et avouons, vu la hauteur de la dette que les baby-boomers, dont je fais partie, laisseront aux étudiants actuels, que nous avons vécus largement au dessus de nos moyens! Les choix que nous avons à faire dans les prochaines années seront difficiles et devront nécessairement toucher le cœur des dépenses de l'état soient la santé et l'éducation. En éducation, la hausse des frais de scolarité au niveau canadien, ou près de ce niveau, est probablement le choix le moins douloureux que nous aurons à faire. Nous ne pouvons toucher aux budgets consacrés à l'éducation minimal soit le primaire et le secondaire ou les besoins sont immenses, pensons simplement au taux de décrochage effarant que nous avons. Cette hausse ne doit pas cependant se faire au détriment des moins nantis et de l'accessibilité à ces études: un système révisé de prêt et bourse doit accompagner cette réforme du financement des études supérieures.

[En accord \(12\) »](#)
[En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [Edmond Dantès](#)

23 février 2010 à 15 h 20 HNE

À regarder le noms des signataires, je m'aperçois que certaines personnes ont changé leur fusil d'épaulé une fois leurs études terminées. Je ne mentionnerai pas quelle université j'ai fréquentée, mais la présence d'un nom dans les signataires m'a littéralement "scié les jambes". Peut-être que je me trompe, mais de pourfendeur d'une hausse des frais de scolarité, il est devenu signataire d'un tel document.

J'espère que ce n'est pas représentatif de l'ensemble des Québécois, à savoir "après moi, le déluge"...

[En accord \(8\) »](#)

[En désaccord \(6\) »](#)

»

Envoyé par [DéGénérationX](#)

23 février 2010 à 15 h 20 HNE

Celui qui a réfuté l'argument selon lequel les multinationales ne contribuent pas au fonctionnement du système aurait avantage à se renseigner, c'est vrai. Le mince filet social est tenu par les gens de la classe moyenne (basse et haute) et non les hyperriches. Eh oui, nous sommes dans une ère où les gens qui se sont autrefois battus afin d'avoir un système universel veut désormais le privatiser. C'est bien de vieillir, ça finit par finir. Franchement, Bouchard n'est pas à sa première trahison, monsieur aimait beaucoup l'ALENA, c'est selon moi un opportuniste et il l'a toujours été. Ne vous surprenez pas d'entendre une fois encore des âneries.

[En accord \(15\) »](#)
[En désaccord \(6\) »](#)

»

Envoyé par [blusea](#)

23 février 2010 à 15 h 17 HNE

Il est temps que nous commençons à payer pour le savoir promulgué dans nos universités québécoises.

Ce sont des gens de grande expérience qui en sont arrivés à cette conclusion, au plus vite alors, que le gouvernement n'ait pas peur de mettre son chapeau et de s'affirmer.

[En accord \(11\) »](#)
[En désaccord \(16\) »](#)

Envoyé par [g4brielle](#) - 23 février 2010 à 15 h 14 HNE

Selon moi, l'éducation devrait être gratuite, plus les gens sont éduqués moins il y a de chômage, moins il y a de pauvreté, moins il y a de maladie. Au bout du compte, cela serait même avantageux pour le gouvernement.

Il est vrai aussi d'affirmer que la classe moyenne sera aussi celle pénalisée. Le gouvernement libéral ne tiendra pas compte des idées de Bouchard....du moins, selon leur promesse électorale, jusqu'en 2012 les frais scolaires ne devront pas augmenter.

[En accord \(17\) »](#) - [En désaccord \(12\) »](#)

Envoyé par [ealvarez](#) - 23 février 2010 à 15 h 13 HNE

Au lieu de voir l'éducation comme une logique d'utilisateur-payeur, il faudrait plutôt la voir comme un investissement dans le futur de notre société. On ne mesure pas non plus à quel point l'accessibilité à des études avancées est certainement la mesure sociale favorisant l'égalité des chances. Peut-être "lucides" mais certainement pas visionnaires.

[En accord \(18\) »](#) - [En désaccord \(9\) »](#)

Envoyé par [philvalois](#) - 23 février 2010 à 15 h 08 HNE

@claudek

Pas besoin d'examen d'entrés, le Cégep fait très bien sa job. L'admission dans les programmes contingentés, soit les programmes "payants", est contrôlés par les notes. Pour ceux qui prennent une autre voie, par exemple un retour aux études après 21 ans, il y a des examens d'entrés.

@Bonjour Docteur

Je crois que vous ne comprenez pas que l'endettement étudiant n'est pas uniquement la dette des frais d'études. Il y a tout ce qui est nécessaire pour vivre car un étudiant ne peut pas travailler à temps plein et étudier à temps plein. Si vous avez pu aider votre fils, tant mieux! Ne pensez pas que c'est le même genre d'aide que chacun reçoit.

[En accord \(14\) »](#) - [En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [Un chien vaut mieux que 2 gros rats](#)

- 23 février 2010 à 15 h 04 HNE

Comment peut-on penser TGV et les couts qui viennent avec, alors que l'éducation est sous-financés. Lequel des deux est le plus importants? Un premier ministre est-il élu pour laisser en sa mémoire un gros projet (TGV) ou pour gérer la province en bon père de famille?

[En accord \(17\) »](#) - [En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [andregamache](#) - 23 février 2010 à 15 h 00 HNE

On dirait que M. Bouchard a toutes les solutions lucides pourvu que l'on ne demande pas aux plus nantis de contribuer davantage. Les québécois(es) dorment-ils sur la « switch » pour ne pas s'élever contre ces propositions élitistes. La classe moyenne s'appauvrit et la mieux nantie s'enrichit davantage. Comme ils sont que moins de 1% à accaparer une bonne partie de la richesse, ce sont les parents de la classe moyenne d'où proviennent la majorité des étudiants (es) qui paieront la note. Je mets en doute que l'augmentation des frais de scolarité ne perturbent pas l'accès à l'université. On subventionne les entreprises parce qu'elles sont les véhicules de l'emploi et de la production de richesses. C'est très bien et les gens d'affaires ne protestent aucunement. Leur bonne santé est essentielle juge-t-on au Québec. Eh bien à ce titre aussi, les étudiants universitaires sont des éléments moteurs essentiels pour le fonctionnement de l'économie du savoir qui est à nos portes. C'est la relègue qui est en péril. C'est pour cette raison qu'il faut que la société accepte d'investir dans l'éducation. C'est le rôle du gouvernement de financer les universités parce qu'elles sont des maillons essentiels de notre économie. Je me demande si dans cette proposition il n'y a pas un agenda caché sur fond d'élitisme ou une catharsis bourgeoise? Je verrais plutôt un transfert de richesse comme par exemple les argentés investis dans les super autoroutes, les ponts, les guerres, les corruptions de toute sorte, les évasions fiscales, les extravagances de nos "power tripeux" pour qui la fuite en avant est la seule solution, ... il en faudrait peu pour cumuler 500 millions! Si le Québec est au bord du gouffre, il faut vivre plus simplement et non pas asphyxier les gens et hypothéquer l'avenir. Il serait temps d'intégrer l'indice du bonheur d'une population dans le PIB.

[En accord \(45\) »](#) - [En désaccord \(14\) »](#)

Envoyé par [saturnin](#) - 23 février 2010 à 15 h 00 HNE

Bon, Bouchard strikes again à radio-canada. Lui qui a payé moins que rien pour ses études et qui a étudié un nombre d'années qui ne lui donnerait même pas un bac aujourd'hui. L'INSTRUCTION EST LA BASE DE LA RÉUSSITE D'UNE SOCIÉTÉ. ELLE DEVRAIT ÊTRE GRATUITE. Surtout avec 41% d'analphabétisme.

[En accord \(42\) »](#) - [En désaccord \(18\) »](#)

Envoyé par [philvalois](#) - 23 février 2010 à 14 h 58 HNE

@AlainQC

Vos chiffres sont plutôt bas, trop bas pour les études à Montréal
3000 à 4500\$ en frais d'université (dépendant de l'institution)
400-1000\$ en matériel (livres, matériels et coûts informatiques)
3000\$ à 4800\$ en logement (soit 250\$ à 400\$ par mois)
400\$ en électricité (33,33\$ par mois)
2600\$ en nourriture (50\$ par semaine, 2,40\$ du repas)



465\$ en transport (à condition que la carte opus reste à 38.75\$)

480 à 600\$ en téléphone et Internet (hélas, il est pratiquement plus possible d'étudier sans l'Internet)

Donc, entre 10 345\$ et 14 365\$ par an.

[En accord \(36\) » - \[En désaccord \\(3\\) »\]\(#\)](#)

Envoyé par [godannyboy](#) - 23 février 2010 à 14 h 54 HNE

tout ce que ces bonnes idées de monsieur Bouchard et de ses Lucides apportent, c'est encore une fois de remettre le fardeau fiscal et de la dette aux générations futures, voire même pas encore nées....

Il ne pense qu'à sauver ses poches et sa peau, car au fonds il sait très bien que ceux qui profitent, ont profités et profiteront pour un autre bon 30 ans du système, ce sont ceux qui n'en auront payés que le quart ... la dette, s'il veut vraiment être juste, devrait être absorbée par ceux ui s'en sont servi selon le ratio! Si Lucien est sérieux, qu'il commence donc par se départir d'un million ou deux afin de les redonner aux Universités, ensuite il se permettra de prêcher louanges à ses ouailles!

[En accord \(22\) » - \[En désaccord \\(10\\) »\]\(#\)](#)

Envoyé par [Fplamondon](#) - 23 février 2010 à 14 h 53 HNE

@Trebtor

Si vous voulez dire que les programmes devraient être financé par les besoins des compagnies privées et des institutions publiques, alors je suis en désaccord profond.

Cela reviendrait à financer la recherche selon les besoins immédiats du privée ou des gestionnaires de l'institution. Or, ces intérêts là ne visent pas le bien collectif, mais le profit ou le rendement. Par ailleurs, il me semble que ce scénario ouvre grand la porte à la censure et aux dérives éthiques en plus de limiter l'accès aux études à la réalisation de projets privés et non à la réalisation de projets individuels. Autrement dit, la liberté de choix, d'expression et de conscience en pâtirait aussi.

Je suis partant pour réfléchir à une nouvelles façon de tarifier l'éducation, mais pas au prix de nuire à l'accessibilité et de réduire la liberté de choisir quel genre d'éducation on veut recevoir. Si on va à l'école, ça ne doit pas être seulement parce qu'on veut travailler chez Bombardier, chez Ford, Nike ou le Ministère des Finances... c'est aussi parce qu'on veut exercer un métier qui nous permettra de réaliser notre projet de vie.

On ferait quoi avec des programmes en sciences humaines comme la sociologie, la politique, la philosophie, l'anthropologie? Qui va les financer? Le Mouvement Desjardins?

À mon avis, la collectivité doit nécessairement participer au financement du réseau que ce soit par des impôts ou des taxes, c'est capital dans une démocratie libérale (au sens politique, pas au sens du "parti libéral"). Que la collectivité demande une refonte des méthodes d'évaluation du rendement, ça c'est une chose. Qu'elle soit critique face à la gestion des argent, c'en est une autres et elle doit en être informée afin de pouvoir choisir et affirmer un projet de société. Mais qu'elle laisse le financement aux soins des caprices d'intérêts privés? Que neni, pas pantoute et là je vais monter aux barricades.

[En accord \(19\) » - \[En désaccord \\(6\\) »\]\(#\)](#)

Envoyé par [Aprime](#) - 23 février 2010 à 14 h 52 HNE

J'abonde dans le même sens de Trebtor, mais pour une seule raison qu'il n'a pas mentionné.

Les universités sont des centres de recherche; l'incitatif à la recherche est l'apport en fonds du

secteur privé et/ou public. Nos universités depuis l'arrivée du renflouement accru de nos institutions publiques ne font plus les efforts d'autrefois, elles ne font que devenir de simples écoles. Ce n'est pas pour rien, toutes ces campagnes de 'recrutement'. On investi plus dans la publicité que dans la recherche par la faute de la dynamique instauré par nos gouvernements. Auparavant, le gros de la publicité venait dans la réputation acquise avec les résultats de la recherche. C'qui est encore plus marrant c'est que j'me fait dire de la bouche de mes collègues universitaires qu'on fait le constat même dans les universités d'état.

[En accord \(6\) » - \[En désaccord \\(1\\) »\]\(#\)](#)

Envoyé par [Bonjour Docteur](#) - 23 février 2010 à 14 h 49 HNE

Poussons plus loin mon raisonnement de tantôt : Prix d'un B.A.A. à l'UQAM : 15 000\$ (3 ans @ 5 000\$)

Prix de la Hyundai Accent : 16 000\$ (excuse les frais d'entretien et d'utilisation durant la vie utile du véhicule)

Le B.A.A. est un investissement. Cet investissement rapportera des dividendes à son titulaire tout le long de sa vie.

La Hyundai est une dépense pure. Sa valeur résiduelle au bout de 7 ans sera à peu près nulle.

La plupart des gens qui se sont exprimés ici considèrent que les coûts universitaires sont déjà excessifs mais personne ne trouve anormal de s'endetter pour une voiture.

J'en conclue que les Québécois considèrent que l'utilité que leur apporte le bien « voiture » est supérieure à celui du bien « diplôme universitaire » puisqu'ils sont prêts à payer un prix supérieur pour se le procurer.

Simple calcul selon une logique financière appliquée à l'université justement.

Ça me dépasse.

[En accord \(31\) » - \[En désaccord \\(9\\) »\]\(#\)](#)

Envoyé par [scarrider](#) - 23 février 2010 à 14 h 46 HNE

Encore une fois, on se fait casser les oreilles par une poignée de riche citoyens qui se croient tout permis. Si on était 16 citoyens ordinaire avec des idées semblables, est-ce qu'on aurait pu tenir une conférence de presse et bénéficier d'autant d'attention médiatique que ces vieux requins de la finance et de la politique??? Au lieu de vouloir que les futurs diplômés paient plus cher pour réparer les erreurs qu'ils ont fait par le passé, ils devraient se regarder dans une glace et se demander ce qu'eux peuvent faire pour aider la situation. Avec tous leurs diplômes et leur expérience, ils ne sont certainement pas sans savoir qu'ailleurs, les diplômés redonnent à l'université où ils ont étudié, alors qu'ici, ça se fait très peu. Au lieu d'essayer de soutirer de l'argent à ceux qui en feront, pourquoi ne pas essayer d'aller en chercher chez ceux qui en font? À travers le monde, les universités ont: des pavillons qui portent le nom des grands donateurs, des bourses d'études payées par ses derniers, des chaires subventionnées par des particuliers, ici nos universités ont: des pavillons qui portent le nom de bâtisseurs du pays, de découvreurs du pays, de scientifique qui sont mort et qui n'ont jamais donné 1cenne et des bourses d'études financer par des entreprises. C'est bien beau les entreprises, sauf qu'il n'y a pas que le citoyen corporatif. Notre devoir de citoyen n'est pas seulement d'aller voter 1 fois au 4ans, c'est aussi de participer et de redonner activement à notre communauté et société. Comment ces bonzes de la connaissance peuvent m'expliquer que nous trouvons tous un peu

d'argent à donner à 1 ou des causes qui nous tiennent à cœur et que tous ces riches citoyen ne trouvent pas quelques milliers de dollars à redonner à l'institution qui les a mis au monde?? Même mes parents, qui étaient plutôt pauvre, trouvait de l'argent à redonner au programme sportif de mon école secondaire, parce que j'y passait plusieurs heures par semaine. Si les parents d'une famille de 4 enfants et 1 seul revenu(en bas de la moyenne) dans les années 80-90 ont réussi à redonner à leur communauté, en temps et en argent, je pense qu'il est normal de penser que des riches financiers soient en moyen de faire leur part dans notre société. Ces 16hommes réunis font probablement plus d'argent que la moitié du Québec réunis, alors quand ils me disent que NOUS devrions payer plus, je leur dit: partager vos richesses et ensuite on verra!! Bande de riches ingrats, séraphins...

[En accord \(12\) » - \[En désaccord \\(16\\) »\]\(#\)](#)

Envoyé par [Gilles Mathieu](#) - 23 février 2010 à 14 h 44 HNE

La situation financière des universités québécoises se résume en un seul mot : catastrophique. Il est impérieux d'augmenter les frais de scolarité dans l'ensemble des université et des cegeps. Je suggère aussi qu'on revoit au plus vite tout le mode de financement gouvernemental.

P.s : pas besoin de Lucien Bouchard pour savoir ça.

[En accord \(16\) » - \[En désaccord \\(18\\) »\]\(#\)](#)

Envoyé par [Salomé](#) - 23 février 2010 à 14 h 42 HNE

J'aimerais répondre à Bonjour Docteur, personnellement je terminerai mon bac en administration avec environ 25 000\$ de dettes venant des prêts et bourses. J'ai dû bénéficier de ce programme depuis mes études collégiales. À l'époque j'habitais chez mes parents, mais comme ceux-ci n'étaient que très peu nantis à cette époque, j'avais le droit aux prêts et bourses pour subvenir à mes autres besoins. Je suis maintenant maman et je ne réside donc plus au domicile de mes parents. Je suis séparées et lorsque les allocations fiscales pour l'enfant sont octroyées à son père (6 mois/12) le super programme de prêts et bourses m'aide avec un gros 850\$ par mois. Faites le calcul cher Docteur. Je n'ai pas de cellulaire, pas le câble, pas l'internet, je roule dans une Néon 99 et je paie 600\$ de loyer, chauffé-éclairé (par chance!) par mois.

Selon vos commentaires, je perçois que vous devez résider dans un coin de notre belle province ou l'on retrouve une ou des universités à proximité, proche proche. Je fréquente l'UQAR à Rimouski et je suis native de cette ville. J'ai également eu la chance d'avoir accès à un Cégep dans ma ville, mais dans mon groupe d'amis je suis une des rares. En fait, nous ne sommes que 2-3 sur une dizaine de personnes, même chose dans la majorité de mes groupes-classes. Bons nombres d'entre eux viennent de la Gaspésie, Côte-Nord, Témiscouata, Rivière-du-Loup.... Je sais, nous sommes bien loin de la grande métropole qu'est Montréal, mais n'oubliez pas vos régions ressources, car sans elles et les "cerveaux" qu'elles peuvent générer, Mtl ne serait sans doute pas qu'elle est!!!

Bonne réflexion

[En accord \(12\) » - \[En désaccord \\(6\\) »\]\(#\)](#)

Envoyé par [claudek](#) - 23 février 2010 à 14 h 40 HNE

La première chose à faire est de mettre en place des examens d'entrés qui permettent de savoir si le candidat est apte à suivre cette formation.

Avec le niveau des sciences actuelles il es clair que c'est pas tout le monde qui est fait pour son rêve, en plus il faut que ces études mènent à une vie active qui soit rentable pour la société et l'étudiant...

On a bien plus de chance de réussir dans la vie en apprenant un métier qu'en pensant université et rester végété avec un diplôme inutile ou il n'y a pas de débouchés.

À ce prix là, les frais de scolarités sont secondaires...

[En accord \(14\) » - En désaccord \(10\) »](#)

Envoyé par [Benjamin T](#) - 23 février 2010 à 14 h 40 HNE

« Un groupe de 16 personnalités québécoises proposent un « pacte » pour parer au sous-financement des universités. »

Le sous-financement de quelles universités au juste ?

Voici ce qu'on peut lire sur le site de McGill en date du 20 août 2008 :

« Le CUSM et l'Université McGill reçoivent la plus importante subvention de recherche jamais accordée par la Fondation canadienne pour l'innovation »

On parle d'une somme de 100 millions de dollars. Et il est écrit plus loin :

« La subvention de la FCI sera égalée par une contribution supplémentaire de 100 millions de dollars du gouvernement du Québec »

http://français.mcgill.ca/newsroom/news/item/?item_id=101360

Donc, 200 millions pour McGill en 2008...

Passons à Concordia maintenant...

Voici ce qu'on peut lire sur le site de Concordia en date du 14 octobre 2009 :

« L'université Concordia reçoit près de 69 millions de dollars des gouvernements du Canada et Québec en infrastructures de recherche »

« L'annonce a été faite ce matin à l'Université Concordia par le sénateur W. David Angus, la ministre de la Justice du Québec Mme Kathleen Weil, et le député de Westmount-Saint-Louis, M. Jacques Chagnon. »

http://relationsmedias.concordia.ca/communiqués/esdepresse/archivesmensuelles/2009/10/concordia_university_receives_3-fr.php

Des annonces que le gouvernement Charest a fait dans l'ombre, comme d'habitude, pour ne pas se faire reprocher d'avoir donné des bons à ses gentils électeurs anglophones, malgré que c'est tout à fait ce qui est arrivé...

Maintenant, je vous met au défi d'aller sur internet trouver des informations concernant des subventions octroyés par qui que soit à l'Uqam ou à l'Université de Montréal ? Bonne chance !

J'ai cherché, cherché et cherché encore, rien, un gros ZÉRO !!!

Bref, l'éducation anglaise se porte très bien au Québec, et qui paye pour ça ? Les Québécois bien sûr !

Pendant ce temps, nos universités crient famine, et que fait le très compétent gouvernement pro-anglo de John James Charest ? Rien pantoute.

Un quatrième mandat peut-être ?

[En accord \(23\) » En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [Hydasun](#) - 23 février 2010 à 14 h 38 HNE

Suite...

Augmenter les frais au dépend des étudiants les plus pauvres et les plus à risque (ok, cela PEUT ne pas diminuer l'accessibilité à l'université, mais cela rend l'expérience d'aller à l'université farouchement plus difficile) ne fait qu'augmenter la dette à terme de ces étudiants.

L'ontario l'a vécu, une masse d'étudiant endetté après leurs études (maîtrise et bac) ont tendan-

ce à dépenser le strict minimum, ne participant pas "l'essor" économique. En gros, ils payent leur dette le plus vite possible(années), avant de pouvoir participer à l'économie (avant de pouvoir commencer à vivre!).

Est-ce que cette annonce fait d'eux les grands méchants? non, l'université de montréal se cherche un recteur, celui qui amènera un chèque ou une promesse de chèque aura une option sur la victoire, d'accord.

Il faut financer les universités, mais choisir le groupe le moins défendu sur la place publique, le plus vulnérable et le forcer à vivre dans des conditions encore plus ardues... non, ce n'est pas acceptable.

Oui il faut financer les universités, elles sont le salut pour l'avenir de l'économie québécoise, tout a fait d'accord, mais trouvons une autre solution.

** Vous vous rappelez la dette de l'UQAM s'est fait rembourser par le gouvernement? Comparez les montants que demande ces messieurs avec le montant que l'UQAM a reçu... oui oui, une joute politique pour un poste de recteur...*** Endettons nous futur puisqu'il n'A pas le poids de se défendre!

L'état d'étudiant est passagé, 3 à 4 ans, moins d'un mandat politique, ils représentent un minorité démographique, sacrifices les! Lorsqu'ils quitteront l'université ils cesseront de se soucier du sort de ceux qui les suivent...

N.B. Hausse de 60% des frais de transport pour la rive-sud, la CAM disparaît, Hydro monte, Videotron monte (un étudiant DOIT avoir internet, fini l'air jurassique), les loyer montent, le prix de la nourriture monte...

Ah, tiens, qu'ils coupent sur la nourriture! (chose que les étudiants sous prêt et bourse font déjà) Aucun qualité de vie pour les plus pauvres qui veulent s'en sortir, brisons leur futur dans l'oeuf pour leur enlever le goût d'étudier! Ne pas aller à l'université vous épargne 20,000\$ de dette et vous fait gagner 4 ans de salaire! - Prochain slogan de Mr Bouchard?

Bon bon, je divague, bonne journée

[En accord \(13\) » - En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [happy12](#) - 23 février 2010 à 14 h 34 HNE

On propose un model calqué sur les États-unis, en prévoyant que les futures jobs des diplômés vont payer leurs dettes. Cependant les salaires au Québec sont 2 fois moins élevés qu'aux États-unis, pour le même job et même expérience. Alors ce pacte c'est rien du tout. Ce qu'il faut c'est avoir des salaires compétitifs.

Un étudiant avec une dette de 100,000 sera beaucoup plus tenté de quitter pour le États-unis une fois diplômé, car on y offre des salaires de 80,000 en partant. C'est pas les petits 35,000 par année du Québec qui vont attirer les gros joueurs, ni les "pactes".

[En accord \(15\) » - En désaccord \(10\) »](#)

Envoyé par [Plarose1](#) - 23 février 2010 à 14 h 32 HNE

@AlainQC

Je suis avoir indiqué dans mes commentaires que je suis en faveur d'une bonification du programme des prêts et bourses en cas de dégel des frais.

Cependant, je persiste et je signe. Je vois beaucoup de personnes dans mon entourage qui pourraient réorienter leurs consommation au profit de l'éducation.

[En accord \(10\) » - En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [trebor](#) - 23 février 2010 à 14 h 24 HNE

M. Bouchard a perdu une autre belle occasion de se taire !!

C'est aux Compagnies et Institutions publiques et privés (Banques) de tous genres à fournir les argents supplémentaires nécessaires pour l'éducation universitaire et technique et cela en fonction de leurs usages et leurs besoins en matière grise et en main habile.

Avec un peu d'imagination, on pourrait ainsi très justement faire contribuer chacun selon les coûts en éducation engendrés.

C'est bien de baisser les impôts des entreprises mais, ce sont elles qui profitent en premier lieu du système d'éducation et ce sont elles qui ont le plus besoin de personnel à la fine pointe des connaissances PEU IMPORTE LES COÛTS.

[En accord \(24\) » - En désaccord \(29\) »](#)

Envoyé par [Hydasun](#) - 23 février 2010 à 14 h 24 HNE

Bien le bonjour,

Voici un exemple typique de ce que vie un étudiant sur les prêts et bourses (ceux qui en ont vraiment de besoin).

1- Mise en situation: Aucun parents, aucun support, l'étudiant est seul (énormément d'étudiants dans cette situation, pour diverses raisons)

2- Aucun prêt et bourse durant l'été, à moins de prendre des cours d'été, mais attention! Il y a un plafond de "mois" admissible aux prêts et bourses, donc en fin de bac ils n'auront plus de bourse si ils ont des sessions d'été à tous les étés.

Donc situation normal, 4 mois sans prêt et bourse durant l'été.

çRéaction:

1- Besoin d'Avoir un travail durant l'été, mais pour avoir "des heures à job" il faut avoir de l'Ancienneté ou du service continu, donc il faut garder son travail toute l'année.

Si on travail toute l'Année, même a temps partiel, au salaire minimum, on va se faire couper des prêts et bourses.

Si on se fait couper des prêts et bourse, on doit travailler plus... Joli cycle non? (a chaque année l'état se ressère)

Résultats: les étudiants les plus pauvres sont grandement désavantagé par cet arnaque patienté. La solution, s'endette auprès des services bancaire via marge de crédit, ce qui n'est jamais comptabilisé dans les statistiques de ces messieurs, bien sur, lorsque vient le temps d'évaluer l'endettement des étudiants ayant recours aux prêts et bourses.

endetté de 20,000\$ après un bac, disons, en enseignement, vous gagnerez 40,000 en commençant. Salaire correct, qui a nécessité 4 ans de salaire misérable, souate.

Cependant, dans la situation de l'enfant pauvre ayant besoin de prêt et bourses, donc sans parent et sans support, une dette de 50% de son salaire brute par année le bloque pour tout autre prêt auprès de sa banque (ah, tiens, 50% + les dettes de la marge de crédit (chiffre maison de l'université de montréal 10,000 de dette environ))

donc avec 75% de ton salaire brute en dette, tu ne peux pas avoir de prêt pour quoi que ce soit, donc on oublie la voiture, on oublie la maison avant, beaucoup beaucoup, beaucoup d'années.

Les fameux frais: les frais universitaires augmentent, les PRÊTS augmentent, mais pas les bourses. Tous les autres frais augmentent d'ailleurs, mais comme ceux nécessitant les prêts et bourses sont une clientèle étant affecté durement par toute hausse de frais aussi minime soit elle (ah, tiens, c'est vrai, ils sont pauvres ces étudiants sous prêts et bourses!) ils ne peuvent arriver a la fin du mois.



Suite...

[En accord \(24\)](#) » - [En désaccord \(10\)](#) »

Envoyé par [jocelync](#) - 23 février 2010 à 14 h 22 HNE

Enfin une proposition qui permet une petite lueur d'espoir dans cet immense pétrin financier. Que ceux qui ont les moyens paient le coût réel des services proportionnellement à leur portefeuille sinon qu'ils s'en passent et les autres qui ont la capacité intellectuelle et la motivation mais freinés par leur situation de pauvreté pourront continuer à profiter du support financier de l'état. Peut-on être contre la vertu ? Le vrai problème à mon avis, c'est que plusieurs fortunés préféreront dépenser leur argent ailleurs plutôt que de la donner aux universités pour acquérir leur savoir. Ça va créer une énorme pression sur la qualité d'enseignement et la compétition entre universités et je doute que de nombreuses "sangsues" universitaires se retrouvent avant longtemps dans les rangs des chômeurs et B.S. Quelle injustice ! Comment ce gouvernement hyper-syndicaliste pourra-t-il solutionner ce dilemme ? Avec la créativité de J. Charest et son groupe ? Pas sûr.

On dirait un château de cartes où en déplaçant la moindre carte, on risque de voir le château au complet s'écrouler. C'est ce qu'on appelle une fois de plus, une marge de manœuvre inexistante. Une société tricotée tellement serrée que même l'air ne réussit plus à s'y infiltrer.

[En accord \(10\)](#) » - [En désaccord \(15\)](#) »

Envoyé par [Olivier Ménard](#)

23 février 2010 à 14 h 22 HNE

Plus on investit dans l'éducation (tous niveaux confondus), plus notre PIB va grimper. Allez voir les études publiées entre autres aux États-Unis. Les chercheurs se rendent compte que plus une population est cultivée et éduquée, plus sa productivité augmente.

Alors quand on compare les frais de scolarité à l'achat d'une voiture, là, il y a de quoi rigoler. D'autant plus qu'une voiture est un bien mauvais investissement comparé au trésor de connaissance que l'on acquière dans les études supérieures. - Pourquoi toujours vouloir rattraper la moyenne de frais de scolarité canadienne ou américaine ? A-t-on si peur d'être différents ? D'habitude, on aime ça quand c'est moins cher...

[En accord \(14\)](#) » - [En désaccord \(7\)](#) »

Envoyé par [Olivier Ménard](#) - 23 février 2010 à 14 h 17 HNE

J'ai connu une malheureuse étudiante en études littéraires à l'UQAM (eh oui, ça existe encore !). Elle arrivait à bout de forces à l'université car elle n'avait pratiquement rien à manger. Elle vivait de maigres prêts étudiants insuffisants, basés sur les revenus de ses parents qui se foutaient d'elle, et de quelques organismes charitables. Ses prêts lui permettait tout juste de payer ses droits de scolarité et son loyer (un minable 2 et demie crasseux). Si elle travaillait, elle allait se faire couper les prêts. Chaque semaine, je la voyais sans cesse dépérir. Je pense qu'elle se classait dans les pires cas d'étudiants aux prises avec des problèmes d'argent, mais cette histoire m'a laissé songeur...

Il est douteux de ne faire payer que les étudiants pour rétablir le financement des universités. C'est facile à dire quand on est déjà aisé. Les quinze personnalités souhaitant refiler la facture aux étudiants se sont présentés devant les médias en costume cravate bien chics et bien soignés.

J'ai moi-même vécu l'université avec un revenu annuel de moins de 10,000\$. J'ai été choyé car ma famille me soutenait financièrement pour

mes études. La simplicité volontaire, je connais très bien. En fait, c'était une simplicité forcée, mais je me considère privilégié d'avoir passé à travers mes études universitaires sans trop de problèmes financiers. Aujourd'hui, je suis toujours endetté malgré le soutien de mes parents. Je suis bien d'accord avec le rétablissement des finances universitaires, mais je refuse que les étudiants soient seuls dans cette galère. Je mettrais plutôt la priorité sur le soutien du gouvernement, qui se retire chaque année un peu plus du financement des écoles, tous niveaux confondus. Le gouvernement de Lucien Bouchard est également responsable de cette désaffectation gouvernementale face à notre système scolaire.

Et que dire de l'ironie du slogan des libéraux : "Briller parmi les meilleurs" ?

[En accord \(51\)](#) » - [En désaccord \(12\)](#) »

Envoyé par [démagoraid](#) - 23 février 2010 à 14 h 14 HNE

Monseigneur Bouchard propose un "pacte" entre qui au juste? Autrefois, il invoquait abusivement la raison avec son groupe de personnalités "lucides" pour nous faire avaler ses couleuvres. Maintenant, il nous apprend que l'on a besoin d'un "traité de paix" sans nous dire où se situe le conflit! La même journée, le ministre Bachand et l'économiste Pierre Fortin nous annoncent qu'il faut procéder à une "révolution culturelle"... « Pacte », "Révolution culturelle"... quelles exquises bourdes dans le blitzkrieg médiatique de nos "élites" contre les services publics! Bien qu'il échappe à tous qu'un état de guerre demande une armistice dans notre société, soyez rassuré au moins d'une chose : ce que proposent Bachand et al. n'est pas d'envoyer de force les "autres lucides" prendre un bain de vie paysanne comme Mao l'a prescrit aux "intellectuelles" chinoises — mesures qui avec d'autres que l'on ne peut euphémisées sans indécence, a donné lieu, sous le nom de "révolution culturelle", à un massacre planifié exécuté sur des années. Non, il s'agit plutôt de convaincre des bienfaits de la privatisation de l'État et de développer chez les citoyens une conscience de client honteux quand il fait appel aux services publics.

Le "pacte" et la "révolution culturelle" qui nous sont proposés aujourd'hui sont la même chose. Si votre profil de personnalité vibre en sympathie avec le ton paternaliste de Bouchard, vous êtes sans doute sans le savoir — alors que Bouchard le sait très bien —, de ceux toujours plus nombreux qui sont accablés d'une poussée de fièvre autoritaire et de ressentiment à cause d'une impuissance réelle à l'égard du cours de nos propre vie à la merci des forces de la nature; je veux parler bien sûr des forces chaotiques de l'économie capitaliste contemporaine. Si par contre vous avez le sentiment — suffisamment vague bien sûr — que quelque chose doit changer, mais que vous n'êtes pas accablé par le ressentiment, on a quand même quelque chose pour vous : une révolution culturelle. Vous avez la grippe? 104 Fahrenheit de fièvre depuis deux jours? montrez-vous un citoyen responsable : attendez que votre situation se dégrade avant de voir un médecin! Vous voulez faire des études supérieures en histoire? Approfondir un sujet historique particulier? Soyez responsable : faites le bac en deux ans, la maîtrise en 1 an et le doc en 18 mois; votre "burn-out" vous fera oublier le superflu et vous serez près pour la participation statutaire à l'émission "Tous pour un".

[En accord \(31\)](#) » - [En désaccord \(11\)](#) »

Envoyé par [AlainQC](#) - 23 février 2010 à 14 h 08 HNE

La voiture et les voyages à Cuba, c'est la réalité d'une minorité d'étudiant qui habite chez leur parent.

Avec environ 8000\$ en PRÊTS et bourses.

- 3000\$ en frais d'université et de matériels

- 1600\$ à 2000\$ en appartement

- 400\$ en électricité

- 1000\$ en nourriture

- 400\$ en moyens de transport

- 440\$ en téléphone et internet

- Assurance appartement 200\$

Il ne reste même pas 1000\$. À j'aurais pu parler d'un étudiant qui se la coule douce à qui on aurait pu rajouter des vêtements, dentiste, lunettes et 5\$ par semaine pour se divertir, mais j'ai décidé d'être conservateur.

Comment on peut voyager à Cuba avec cette situation, à moins d'aller tester des médicaments, de se prostituer et de travailler au noir à côté des études (ce que certains se voient obligé faire, afin d'avoir une qualité de vie supérieur et j'ai des preuves à l'appui)

[En accord \(37\)](#) » - [En désaccord \(9\)](#) »

Envoyé par [sanfraa](#) - 23 février 2010 à 14 h 00 HNE

Pourquoi ne pas changer le modèle en subventionnant la demande éducative (i.e les étudiants avec les bourses et les prêts, au besoin) plutôt que de mettre tous les efforts du côté de l'offre (universités)? à mon avis, le ministre Bachand l'a bien expliqué; le Québec doit 'retrouver l'équilibre entre la partie payée par la collectivité et celle payée par chaque utilisateur de services publics. Tout cela en aidant (pas à l'infini) ceux avec des moindres revenus.

@ Fredlou :

C'est vrai que l'éducation doit être gratuite; mais pas jusqu'au niveau professionnel. Supposément le fait d'être professionnel implique un salaire (à moyen terme) plus élevé. Si qqun avec un revenu très bas et qui n'a pas l'appui familiale veut aller à l'université, c'est la que le gouvernement rentre en l'appuyant économiquement.

@ Mark64 :

D'accord avec vous dans tout.

[En accord \(8\)](#) » - [En désaccord \(5\)](#) »

Envoyé par [Bonjour Docteur](#) - 23 février 2010 à 13 h 55 HNE

@didier

Les frais universitaires de mon fils mon coûté environ 15,000\$.

Prix d'une Hyundai Accent de base de l'année avec taxes et transport: \$16,000

Considérant que l'éducation est un investissement et que l'achat d'une voiture est une dépense pure vous trouvez ça normal que 3 ans à l'université coûte moins cher qu'une toute petite voiture?

J'ai toujours de la misère avec vos calcul...

[En accord \(17\)](#) » - [En désaccord \(24\)](#) »

Envoyé par [znx2993](#) - 23 février 2010 à 13 h 46 HNE

Je n'étudie plus depuis un certain temps, m'étant arrêté à la maîtrise. J'aurais du faire un doctorat à l'époque des années 90 où le coût des frais de scolarité était exemplaire et où justement il y avait un plaisir indéfectible de faire de longues études.

Ça n'a plus aucun sens aujourd'hui. Je comprends les étudiants d'abandonner leurs études de baccalauréat ou de maîtrise; un remboursement des dettes aujourd'hui comparé à l'époque est complètement hors de l'entendement. Les prêts étant hors proportion, c'est complètement décourageant pour celui ou celle qui termine ses études au bout de 3, 4, 5-10 ans.

Il est clair que les changements apportés depuis une vingtaine d'années a pour but de discriminer une classe défavorisée au détriment d'une classe plus riche. Plein de gens défavorisés très brillants ne pourront jamais étudier à cause de cette discrimination. Cette situation est humiliante pour le Québec qui est une province plus pauvre sur le plan géopolitique.

[En accord \(26\) » - En désaccord \(17\) »](#)

Envoyé par [AlainQC](#) - 23 février 2010 à 13 h 45 HNE

Tout d'abord, les frais sont déjà dégelés à la hauteur d'une augmentation de 100\$ par année. Ensuite, avec en moyenne de 500 à 700\$ dollars par mois, avec un appartement, les fournitures scolaires, les moyens de transport et tout le reste, il est déjà difficile de ne pas arriver dans le rouge à chaque fin de mois.

- Le dentiste, oubliez cela.

- L'optométricien, oubliez cela en parti.

- Les vêtements, le strict minimum.

- La nourriture, pas ce qui a de mieux.

- Un étudiant qui a eu recours aux prêts et bourses du cégep à la fin de son bacc s'en sort déjà avec 20 000\$ de dette. C'est déjà pas mal, non?

- Si tu fais plus de 4000 \$ par année à l'extérieur de l'aide financière, on commence à déduire ce revenu des bourses et finalement des prêts, quand il ne te reste plus de bourse.

Il me semble que de rajouter du poids serait irréaliste. Non?

[En accord \(40\) » - En désaccord \(9\) »](#)

Envoyé par [Guillaumel](#) - 23 février 2010 à 13 h 41 HNE

Enfin une idée fraîche et nouvelle pour faire avancer le Québec. (C'est de l'ironie bien sûr). Est-ce que quelqu'un doutait vraiment des idées de M. Bouchard sur cette question. Il faut arrêter de lui accorder autant d'importance, sinon il va réellement croire qu'il est pertinent et nous sortir ses sottises de droite à toutes les semaines.

[En accord \(33\) » - En désaccord \(17\) »](#)

Envoyé par [Max Dery](#) - 23 février 2010 à 13 h 40 HNE

Ah certes on peut constater un sous-financement. Les solutions ne manquent pas pourtant, mais l'imagination et le courage oui (amis construction, évasion fiscale pour ne nommer que les plus évidentes). Alors pourquoi remettre cette dette sur une classe pauvre de la population sous prétexte que c'est une population "riche en devenir".

Foutaise, à moins de porter des œillères et de ne regarder que les quelques programmes dits payants (SOSQuébec), il existe une multitude de métier nécessitant un DEP et une technique nettement plus payant ou au moins autant.

Remarquez que ça n'a rien d'innocent, dans un contexte démographique difficile comme le nôtre, les économistes répugnent à l'idée de perdre des "ressources" (!!!) dans des programmes considérés (par eux) comme futile. Les sciences humaines par exemple (SOSQuébec). Alors, faisons 2 pierres d'un coup, dirigeons la populace vers les programmes dits "payants" en augmentant les frais de scolarité! Génial! Du beau communisme si vous voulez mon avis, on contrôle les ressources économiques (vous!) efficacement; votre liberté de choisir est bien restreinte et les programmes dits "non-payants" ne seront accessibles qu'aux mondains bien nantis qui ont le "loisir" de se permettre des arts et des sciences humaines à temps perdu (parce que c'est IN).

Quant à moi, et j'étudie dans un programme "payant", je ne veux pas d'un système d'éduca-

tion-usine ou ne forme pas les esprits à réfléchir sur la connaissance qui leur est transmise, incapable d'intégrer d'autres disciplines dans la leur, ex: notions d'esthétique en bâtiments, notions d'informatique en art, notions de sociopolitique en ingénierie (déjà le cas heureusement), psychologie en médecine), surtout en cet ère de multidisciplinarité. Quelle belle société de technocrates étroits d'esprit fade et sans innovation on aurait sans cela, très peu pour moi.

Pourquoi, pourquoi toujours se comparer aux mauvais systèmes, pourquoi ne pas se comparer aux allemands tiens? Diriez-vous qu'ils sont arriérés dans cette économie du savoir? Comme bien d'autres pays en Europe d'ailleurs?

Finalement, j'en suis à me demander si le monde qui se plaignent de l'état des universités ont jamais mis le pied dans ces dernières récemment. J'ai eu et j'ai d'excellents professeurs et de là à croire que tout mon succès dépend de ces derniers, j'aurais bien peu confiance en mes moyens si c'était le cas. Cela dépend de vous surtout, de votre motivation et de vos expériences aussi.

Merci,

Max D

[En accord \(24\) » - En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [Marc-Antoine Daneau](#) - 23 février 2010 à 13 h 39 HNE

Une autre belle opération de diversion, merci Mgr Bouchard!

Pendant que le gouvernement est corrompu à l'os, qu'il évite de faire des appels d'offre et donne des contrats à ceux qui financent le PLQ, que l'industrie de la construction continue de nous couter plus cher qu'ailleurs à cause de la corruption, pendant même que des entreprises comme Savoir-Faire Linux poursuive le gouvernement pour le forcer à économiser et ainsi ignorer le lobbying de Microsoft, pendant que le gouvernement fait des commissions publiques sur tout et n'importe quoi (combien à coûter l'utile opération marketing qu'à été la Commission Bouchard-Taylor?), pendant qu'on ne fait pas d'enquête sur les 40 milliards perdus à la Caisse de Dépôts, pendant qu'on laisse forêts et mines être vider par des entreprises étrangères sans presque payer de redevance, pendant qu'on laisse aussi les entreprises vider les rivières et revendre l'eau à gros prix, pendant tous ça et d'autres qu'on ignore sans doute, on veut faire payer les étudiants?! C'est absurde!!

Et encore plus absurde, on réfléchit et on pense l'État québécois comme s'il en était un vrai, comme si la moitié de nos impôts n'étaient pas géré par nos voisins, comme si nous disposions de tous les leviers étatiques pour véritables faire le ménage. Quelle bouffonnerie!!

[En accord \(28\) » - En désaccord \(10\) »](#)

Envoyé par [réactionnaire](#) - 23 février 2010 à 13 h 34 HNE

je fréquente avec beaucoup d'attention les profs de mon université (Concordia, Montréal). Ils disent toutes la même choses: il manque imensément de revenu dans les écoles, et ce pas juste à l'université.

On a déjà les frais de scolarité les plus bas en Amérique du Nord. Une petite hausse ne peut faire que du bien à notre système. En tant que futur diplômé, je suis pour ce que Lucien Bouchard et ses acolytes proposent

[En accord \(27\) » - En désaccord \(22\) »](#)

Envoyé par [Jeff34](#) - 23 février 2010 à 13 h 31 HNE

On as tu vraiment besoin d l'opinion d'un gars qui a profité des largesses du systèmes... Faudrait qu'aujourd'hui les jeunes s'endette jusqu'au cou pour payer sa retraite dorée ou quoi!!!

[En accord \(32\) » - En désaccord \(20\) »](#)

Envoyé par [Plarose1](#) - 23 février 2010 à 13 h 31 HNE

Inutile de faire le procès de Lucien Bouchard. Tout le monde sait que le Québec n'a pas les moyens de maintenir le cap en matière de frais de scolarité.

Les parents et les enfants doivent comprendre que l'éducation est le meilleur investissement et prendre leurs responsabilités. Comment? En faisant des choix.

Une troisième voiture ou l'éducation?

Un cellulaire ou l'éducation?

Des vacances à Cuba ou l'éducation, etc.

Je suis convaincu que certaines dépenses de consommation pourraient être réorientées à des fins plus utiles. Il faut cependant que ceux qui en ont besoin puissent s'instruire, et toute amélioration des frais de scolarité devrait s'accompagner d'une bonification du programme de prêts et bourses.

[En accord \(18\) » - En désaccord \(14\) »](#)

Envoyé par [Anarchie](#) - 23 février 2010 à 13 h 27 HNE

@jfh666

Je ne vois pas où tu vois de la sur scolarisation alors que le taux de décrochage au Québec est parmi le plus élevé au Canada?

Si tu vois des bacheliers au McDo, c'est justement parce qu'ils ne peuvent pas payer leur frais de scolarité afin de continuer leur étude et c'est justement là le problème que dénonce les étudiants.

McDonald ne demande pas non plus une maîtrise pour occuper un poste là-bas, même pas un gérant, je ne comprends pas ton argumentation??!

Si ta sœur professeure décide justement d'augmenter sa scolarité pour en tirer des bénéfices monétaire, c'est certainement pas à cause des frais de scolarités bas, c'est plutôt un problème soulevé dans la convention collective de ta sœur qui fixe le salaire en fonction du niveau de scolarité...

Une société ne pourra jamais être trop scolarisée; n'importe quel économiste qui se respecte te dira qu'il y a toujours des externalités positives.

Le vrai problème des finances publiques se retrouve au ministère de la santé. Les coûts explosent, plus rapidement que tous les autres ministères, incluant ceux de l'éducation, mais il n'y a aucune prix à payer par consultation. C'est là l'hypocrisie des libéraux et de Lucien Bouchard. C'est plus facile de viser un segment de la population pour les votes (les étudiants) que toute la population qui peut potentiellement "consommer" les soins de santé.

La population est vieillissante, les coûts vont augmenter exponentiellement. Viser les étudiants plutôt que le système de santé relève clairement un manque de volonté du gouvernement de s'attaquer au réel problème des finances publiques. Et plusieurs comme toi, embarquez facilement dans le piège.

[En accord \(5\) » - En désaccord \(10\) »](#)

Envoyé par [fredlou](#) - 23 février 2010 à 13 h 23 HNE

Je n'ai rien de commun avec un socialiste ni un gauchiste, mais je crois que s'il y a une chose qui doit être gratuite et accessible à tous, c'est l'éducation!

L'éducation est la base pour tout peuple qui veut progresser. Ils l'ont compris depuis belle lurette en Europe. Le système public y est excellent et gratuit. Allez constater les résultats (surtout ne comparez pas)!

Par contre, pour que notre système soit efficace (moindre coût) il y a l'embaras du choix pour le ménage à faire: commission scolaire....syndicats véreux....comité de toutes sortes....remettre l' instruction et la discipline aux profs et aux directeurs, et surtout leur donner un vrai pouvoir....etc....etc....

[En accord \(40\) » - En désaccord \(16\) »](#)

Envoyé par [Bonjour Docteur](#) - 23 février 2010 à 13 h 23 HNE

@didier

Mon fils vient de terminer son B.A.A. à l'UQAM. J'aimerais comprendre vos calculs et j'en suis incapable.

J'ai payé ses études il est vrai mais ça ne m'a jamais coûté 20 000\$!!!! Il est vrai qu'il demeure encore à la maison.

Mais il devait payer lui-même :

- Son auto (loin d'être neuve il est vrai)

- son essence

- ses assurances

- son cellulaire

- ses livres

- son linge

Il est vrai que souvent les jeunes aujourd'hui veulent s'affranchir plus jeune de leurs parents tout en étudiant. Ils vont donc souvent se louer un appartement en plus de leurs études. Dans bien des cas c'est un choix et non ue obligation. D'où incapacité financière et endettement.

Dans la vie il faut parfois faire des choix....

[En accord \(29\) » - En désaccord \(18\) »](#)

Envoyé par [Mark64](#) - 23 février 2010 à 13 h 22 HNE

Voilà ce que ca donner la belle sociale-démocratie de nos parents et des années 60..... Tout tombe en ruine au Québec et il est temps de ce retrousser les manches. Mais il y a encore des irréductibles qui ne veulent rien savoir a ce qu'on leur touche a leurs sacro-sainte gratuité dans les services sociaux.

- Que ce soit le ticket-moderateur en santé qui devrait être déjà en fonction pour régulariser et contrer les abuseurs du système...

- Que ce soit des hausses substantielles en éducation pour permettre un meilleur financement du système éducatif québécois...

- Que ce soit un repositionnement complet en matière de sécurité pour faire en sorte que les malfrats de tout accabits fassent l'entièreté de leurs peines mérités....

- Que ce soit de revoir les accès a ces garderies subventionnés pour qu'elles servent uniquement les vrais necessiteux et non la classe au dessus des 100,000,00 Dollars annuellement, un couple qui gagne ce salaire là par année a t-il vraiment besoin de ce faire payer la garderie a 7\$? Non ! Qu'il le laisse a celui qui fait plus dans les 40k annuellement, eux en ont vraiment besoin.

- Que ce soit de retourner au travail les assistés sociaux trop nombreux que le Québec compte et qui préfère rester a la maison plutôt que de sortir et même travailler a 10,00\$/ heure.

-Que ce soit d'enlever le sacro-saint droit de grève a certaines classes d'employés de l'état et qui mettent en péril la sécurité de la population comme en santé, en éducation, en service de sécurité.

-Que ce soit le sacro-saint droit de ce syndiquer absolument quand il y a un syndicat de présent dans une entreprise. Justement c est un droit au même titre que celui de voter et combien ont voter aux dernières élections, pas beaucoup dans les faits. Ont ils été pénalisé pour autant ? Non !

Alors qu'on permettent a ceux qui ne veulent plus être syndiqués de le faire et de garder en

même temps leurs emplois. La formule RAND a fait son temps et est devenu un symbole archaïque dépasser.

Bien d autres pans de cette social-démocratie devra soit tomber ou changer si on veut survivre..... mais une chose de sur, on ne peut pas rester avec le statut quo et plusieurs devront apprendre a la dure la triste réalité des années 2000.

[En accord \(23\) » - En désaccord \(22\) »](#)

Envoyé par [capange](#) - 23 février 2010 à 13 h 20 HNE

Pourquoi les étudiants d aujourd'hui auraient a assumer les frais de ceux qui ont abuse du système en ne payant pratiquement rien pour l Université? Facile a dire "augmentons les frais" quand on a nous même paye très peu (dont moi, il y a 20 ans).

Si les frais doivent augmenter, déjà par soucis d'équité, faisons un rattrapage. C est a la génération babyboomer de payer, Au moins une grande partie.

Je plain les jeunes. Ils se retrouvent dans un Canada et un Québec surendetté. Ils vont devoir payer cette dette pendant que ceux qui en ont profite vont jouir de 35+ ans de retraite (35 de travail pour 35 ans de retraite, c est vraiment du N'IMPORTE QUOI). C est comme engager des employés a temps partiel payes temps plein tout en payant leur formation de plusieurs années (l université).

Les études ca doit être gratuit. C est une perte énorme pour la société qu'une personne intelligente ne puisse pas y aller pour des raisons monétaires et une dévalorisation pour elle-même de ne pas pouvoir aller a son maximum sachant qu'elle en a le potentiel.

Je préfère 100 fois payer pour des jeunes qui ont le désir d'apprendre que tous ceux boulets du système de sante qui ne se prennent pas en main et se laisse aller au frais des autres (ex: fumeur, obesés etc..). Que l on monte la taxe scolaire, j ai aucun problème avec ca.

Pas frais de scolarité, pas de prêts et bourses. La société doit offrir la chance a tous d aller a l université 1 fois,. Il faut une limite aussi :les cours coules sont repris au frais de la personne.

Je trouve que c est égoïste , méprisant, ridicule, minable, honteux, pitoyable, hypocrite des faire payer a nos jeunes nos abus du passe, sachant en plus qu'ils seront 1 a travailler pour 5 de nous la retraite en 2050 (évidemment vous vous en foutez peut-être car vous serez mort).

Relevons la tête, soyons fiers, assumons nous, soyons intelligents et responsable.

[En accord \(16\) » - En désaccord \(17\) »](#)

Envoyé par [Marie Perreault](#) - 23 février 2010 à 13 h 20 HNE

Avant de procéder au dégel des frais de scolarité, il devrait y avoir enquête dans nos écoles. Les écoles ont pour mot de hausser les notes des élèves pour que les commissions scolaires paraissent mieux! Si vous saviez tout et regardiez ce que sont réellement nos écoles et les programmes de vos enfants! Aussi bien payer à vos enfants le privé tout de suite, de toute façon les écoles privées sont subventionnées au détriment du public. La classe élite, il ne la souhaite que pour les riches que tous les autres restent des minables. Comme cela, ils en font des chialeurs sans argent pour pouvoir se payer encore plus de luxe à nos détriments. Tout à coup que le luxe des riches couterait moins cher parce que la production serait moins couteuse! Franchement, c'est déshonorant! Avant de nous faire payer 200 000\$ pour étudier, offrez-nous de vraies notes dans nos écoles! À la place, nous avons des notes fixes et une moyenne de grou-

pe qui est calculée selon les compétences de la classe et non de l'élève. Mettre tous les œufs dans le même panier fait en sorte que quand il y en a un de pourri ça finit par contaminer les autres...

Nos écoles devraient retrouver ses vraies valeurs et offrir un travail valorisant à nos professeurs. En anglais au Québec si vous parlez la langue on vous offre un contrat. BRAVO! Il manque des professeurs dans nos écoles parce que le personnel qualifié ne souhaite plus travailler dans ses conditions exécrables. On éviterait l'exode vers les grandes villes encore plus en offrant une éducation de qualité dans les écoles plus dévalorisées. Quand tu offres des services, ça paye toujours! Des élèves en difficulté dans la même classe que les autres ça n'a pas sa place! Si le gouvernement ne paye pas pour aider ses jeunes à s'intégrer au moule de la société, ça ne fait que déranger les autres élèves avec du potentiel. C'est en éduquant le peuple que la santé, le crime et tous les autres problèmes d'une société se règlent.

L'école est une arnaque! Il donne les gros salaires à ceux qui ne le méritent pas pour paraître bien aux yeux des autres. Il hausse les notes des élèves! On sort de l'école avec aucune compétence ou une toute petite avec une grosse dette. On apprend plus en étant mère à la maison quand étant sur un banc d'école! Il faut placer ses priorités à la bonne place avant de faire payer le gros prix pour des études qui ne donneront pas d'emploi. Quand on note les jeunes en créant des illusions, cela ne donne que du vent et on se retrouve sans emploi pour payer ses études. Continuez de donner leurs diplômes aux incompetents de ce monde et nos viaducs continueront de tomber sur notre tête. De toute façon, dans le monde d'aujourd'hui on peut tout faire! La moitié des riches n'ont pas été sur un banc d'école! On peut même se lancer en politique sans diplôme! Ce n'est pas pour rien qu'il y a tant de voleurs au Parlement! Les politiciens ne sont que des péteux de brou qui ne pensent pas plus loin que le bout de leurs nez! Quand les fondations sont désuètes et mal entretenues, la valeur de votre bien collectif est dévalorisée au plus petit dénominateur commun.

[En accord \(10\) » - En désaccord \(9\) »](#)

Envoyé par [phil1623](#) - 23 février 2010 à 13 h 16 HNE

On donne un cheque a des gens qui sont capable de travailler mais qui refusent de le faire, mais on augmente les frais de ceux qui veulent s'éduquer pour faire avancer la société. Je sais très bien qu'une bonne partie des gens sur l'aide social en as réellement besoins, mais je sais aussi que ce n'est pas tout les étudiants qui font la belle vie! En plus de s'endetter pour parfois plus d'un an de salaires (sans intérêts), certains ne se trouvent même pas d'emploi ! Mais quel beau départ dans la vie!!!!

Je suis un peu tanné de payer pour les erreurs de mes prédécesseurs...qu'ont envoi donc une partie de la facture aux coupables!

[En accord \(11\) » - En désaccord \(9\) »](#)

Envoyé par [franchishalin](#) - 23 février 2010 à 13 h 16 HNE

POUR QU'UN VÉRITABLE DÉBAT PUISSE ENFIN NAÎTRE...

La présente est pour vous dire que je suis avec beaucoup d'intérêt les déclarations de MM Bouchard et Facal et des lucides, cela même si leurs interventions ne représentent qu'une partie des visions du monde du Québec contemporain. Par ailleurs, la couverture journaliste ne semble pas proportionnelle aux différents points de vue exprimés au sein de la société québécoise.

Québec Solidaire est en ce moment en contre-consultation nationale (appelée Courage politique). À quand une entrevue avec M. Khadir à heures de grandes écoutes ? Je me souviens très bien que M. Mario Dumont, lorsqu'il était seul à l'Assemblée nationale, était davantage sollicité. Je refuse de croire que ce sont des raisons idéologiques qui expliquent la quasi-absence de médias auprès du réputé député du Plateau. De plus, les derniers sondages démontrent que Québec Solidaire dépasse l'ADQ en terme d'intention de vote... mais le député Khadir demeure très rarement sollicité par les grands médias. Je crois à l'honnêteté journalistique des grands médias québécois, c'est pourquoi je vous demande de présenter aux Québécois plusieurs points de vue, dont celui de la campagne politique de Québec Solidaire. Pour que le débat avance, il faut exposer plusieurs points de vue. Tout le monde y gagnerait.

[En accord \(20\) » - En désaccord \(8\) »](#)

Envoyé par [Mingeot](#) - 23 février 2010 à 13 h 13 HNE

Faire financer les universités par les étudiants..... Et quoi encore ?

Pourquoi ne pas faire financer la rénovation de l'Assemblée Nationale par les députés, les rénovations des écoles élémentaires par les écoliers, la rénovations des routes par les conducteurs, la rénovations des bus par les chauffeurs de bus, la rénovation des stades par les athlètes, l'organisation et le financement des Jeux Olympiques par les athlètes, l'organisation des spectacles par les auteurs, faire financer les Téléjournal par les journalistes.....

Je rêve....

Les politiciens sont les premiers à demander des subventions pour financer leur campagne électorale, les toilettes de Madame Marois lorsqu'elle était ministre ont coûté pas mal de centaine de milliers de \$ si ce n'était pas des millions..... Cet argent serait sûrement plus utile pour le développement des ressources humaines du Québec..... les politiciens ayant pour la plupart déjà des centaines de milliers de \$ en salaire dans leur travail.....

Il me semble que le Québec est l'une des seules régions en Amérique du Nord qui puisse se targuer d'avoir un financement public de ses programmes sociaux. L'économie devrait être au service de l'humain..... et non l'inverse.

Financer les études est un INVESTISSEMENT, pas une dépense. Il serait temps que les politiciens vivent dans le vrai monde et cessent de fréquenter les Apparatchiks de la finance mondiale.

Mais il est tellement populiste de demander à des jeunes de financer leurs études qui vont leur permettre de payer plus d'impôts dans l'avenir..... Quelle logique crétine et crasse. Lucien Bouchard est en train de dérailler intellectuellement. Peu de créativité dans ses propositions.... Lamentable.

Monsieur Bouchard, vous avez fait votre temps, vous n'êtes pas arrivé à faire la souveraineté du Québec, vous n'avez pas amélioré la situation économique du Québec pendant votre mandat, vous avez été à l'origine de la pénurie d'infirmière dans le réseau de la santé..... Cherchez-vous maintenant à détruire les programmes sociaux du Québec, à supprimer les universités du Québec ?

Si vous êtes plus heureux de vivre dans le reste du Canada, allez-y... il saura vous accueillir.

Il serait temps de vous la fermer ou de réfléchir avant de l'ouvrir, SVP.

[En accord \(24\) » - En désaccord \(21\) »](#)

Envoyé par [Paradoxe](#) - 23 février 2010 à 13 h 13 HNE

S.V.P épaulard68 et compagnie laissez les Baby-Boomers tranquilles et occupez vous donc des vrais questions. Je suis d'accord que ceux qui choisissent de faire de études supérieures doivent payer leur propre facture. De plus, le système des CEGEPS fonctionnerait beaucoup mieux si les utilisateurs payaient les vrais coûts. D'une part les chialeux qui ne savent pas quoi faire de leurs peau à part chialer bien sûr pourraient se trouver une job, d'autre part les profs pourraient se concentrer sur les étudiants motivés et n'auraient pas à souffrir de la présence inutile de certains éléments qui n'auront jamais assez d'une vie pour trouver quelque chose d'utile et de positif à faire. C'est pas aux Boomers de payer pour votre paresse. Si vous n'êtes pas content, allez donc travailler, vos impôts seront les bienvenus. Encore mieux déménagez ailleurs, vous allez voir la vrai valeur des choses bande de bébés gâtés. Finalement, les Baby Boomers à leurs décès devraient donner leur argent aux Universités et CEGEPS plutôt qu'à une bande d'ingrats hypocrites qui ont largement profité des richesses de leurs parents.

[En accord \(13\) » - En désaccord \(11\) »](#)

Envoyé par [Pierre Germain](#) - 23 février 2010 à 13 h 11 HNE

En fait, il y aurait peut-être un certain ménage à faire dans les universités avant d'y augmenter les frais de scolarité. Par exemple:

- Abolir l'année sabbatique que les professeurs ont une fois par sept ans (quand on y pense, c'est quand même une économie de 14 % du salaire de ces professeurs qui, pour la plupart, touchent double salaire lors de cette année en allant enseigner ou travailler ailleurs).
- Abolir le droit des professeurs d'agir en tant que consultant pendant leurs heures de travail régulières (s'ils s'occupaient à temps plein de leurs tâches d'enseignement et de recherche, ils feraient plus avec moins et seraient plus productifs, comme le veut Bouchard et Béchar - il ne faut quand même pas oublier que dans certaines université, on accepte que les profs consacrent une journée par semaine à autres choses que leurs vraies tâches) Ce serait quand même une économie de 20%.

- Abolir le fait qu'un recteur, vice-recteur, doyen, vice-doyen continue à toucher son salaire de recteur, vice-recteur, doyen, vice-doyen lorsqu'il retourne à son poste de professeur.
- Empêcher les recteurs, vice-recteurs, doyens, vice-doyens de voter les conditions des profs et d'ainsi se mettre en conflit d'intérêt car, à moins de trouver un job de sous-ministre adjoint après, ils retourneront profs.
- Nommer des vrais administrateurs dans les universités et non pas nommer un prof sur la base de ses compétences, disons, en tant que biologiste ou théologien.

[En accord \(45\) » - En désaccord \(15\) »](#)

Envoyé par [chamereau](#) - 23 février 2010 à 13 h 10 HNE

Non au dégel des droits de scolarité.

Du moins pas pour l'instant. Je demande en tout premier lieu que l'on m'informe si la présence de soldats canadiens est essentielle en Afghanistan; la guerre cela coute très cher. Nous avons demandé une enquête sur le cout des contrats de construction de routes au Québec. Une augmentation des droits de scolarité, est-ce pour augmenter le revenu de la mafia? Nous avons demandé au Québec une enquête sur les pertes énormes subies par la caisse de dépôt. Ces pertes vont nous amener une augmentation des couts de services. Est-ce que cela

peut encore se produire? Est-ce que cela va entrainer une diminution des pensions des fonctionnaires? Devrait-on dans un premier temps diminuer les salaires de ces gestionnaires?

[En accord \(20\) » - En désaccord \(21\) »](#)

Envoyé par [coyote](#) - 23 février 2010 à 13 h 09 HNE

augmenter les frais pourrais être positif a la condition que le but premier ne soit pas simplement garnir les coffres de l'état?

j'aimerais aussi qu'on m'explique en quoi une hausse de frais améliorerait la qualité de l'enseignement car celle la je la pogne pas?

[En accord \(22\) » - En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [Webster101](#)

23 février 2010 à 13 h 08 HNE

Abaslacensure

Je ne dit nullement que tout les étudiants s'achete des tv HD et tout le tra la la. Ce que je dis par la, et désolé si je ne lai pas bien spécifié, c'est que nous vivons dans un monde de consommation. Nous sommes prêt a payer pour une belle auto et un beau cellulaire comme moi meme jai, mais trop de gens refuse de se payer une éducation, ce qui pourtant une des choses les plus utiles dans la vie

[En accord \(14\) » - En désaccord \(10\) »](#)

Envoyé par [Georges louis I](#)

23 février 2010 à 13 h 08 HNE

Aujourd'hui il veut le dégel des droits de scolarité? pour être capable de leur donner encore plus de misère a s'instruire pour l'avenir du Québec, c'est un regrets du passé pour revenir hanter les mauvaises décisions qu'il a prise antérieurement quand il était premier ministre. Pourquoi apparait-il maintenant, peut-être pour assailler de corriger ces erreurs du passé avec quel pouvoir? (Le phantom à des remords?)

[En accord \(7\) » - En désaccord \(25\) »](#)

Envoyé par [PtitCastor](#)

23 février 2010 à 13 h 06 HNE

Oui il faut dégeler, mais sous certaines conditions. Je crois surtout qu'il faut récompenser les bons étudiants qui réussissent bien leurs études dans les domaines qui sont en pénurie. Il y a tellement d'abandon de cours et de programme dans les universités. Un vrai gouffre financier !

Il faut miser sur les bons éléments qui seront profitables pour la société dans l'avenir.

Par ailleurs, il faut redonner aux universités la première place qu'elle doit occuper. Une place réservée à l'élite intellectuelle. Présentement, les universités se perdent dans une panoplie de programmes qui, finalement, n'aboutissent à pas grand chose pour plusieurs, sinon qu'à devenir diplômés chez Mac Do !

Finalement, c'est toute la structure des études post secondaires qui doit être revue.

[En accord \(30\) » - En désaccord \(15\) »](#)

Envoyé par [Webster101](#) - 23 février 2010 à 13 h 05 HNE

jhf666

Une chose est importante à savoir. Avoir un Bac ne veux pas dire qu'on est compétent....aller savoir pourquoi ya des bachelier en finance qui font du 15\$/h chez bell comme agent soutien à la clientèle

[En accord \(22\) » - En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [vevevert](#) - 23 février 2010 à 12 h 58 HNE

Un pacte avec le diable, où les citoyens ordinaires vont encore payer pour *leur* crise (choisissez: banques, pétrolières, minières, etc...)

Pour les lucides, mieux vaut une société malade et ignorante que riche et en santé. La deuxième option risquerait trop de contester leur place prédominante dans les cercles de pouvoir.



[En accord \(24\) »](#) - [En désaccord \(12\) »](#)

Envoyé par [edwardthe great](#) - 23 février 2010 à 12 h 57 HNE

faire ce genre de déclarations dans notre société soviétisée ça va en faire braillier haha il a entièrement raison

[En accord \(14\) »](#) - [En désaccord \(22\) »](#)

Envoyé par [didier](#) - 23 février 2010 à 12 h 55 HNE

Faut croire que les vieux conservateurs finis s'accrochent tant qu'ils peuvent. Et qu'ils attirent des anciens haut-placés de syndicats étudiants douteux (FEUQ, FAÉCUM, flics)

Qu'est-ce que ça veut dire, une société de vieux qui ne trouve qu'à endetter davantage les étudiants pauvres ? Qu'est-ce que ça veut dire étudier à temps plein et travailler 20hrs semaine à 19 ans ? Qu'est-ce que ça veut dire, avoir étudié en littérature plutôt qu'en biologie et sortir de l'université endetté de \$20 000 ? de \$30 000 ? de \$ 40 000 et pourquoi pas, bientôt, de \$50 000 ?

La grève qui vient, c'est la grève humaine.

[En accord \(23\) »](#) - [En désaccord \(19\) »](#)

Envoyé par [Abaslacensure](#) - 23 février 2010 à 12 h 52 HNE

@ Webster 101

Bravo pour tous les efforts que vous déployez pour réussir. Mais n'utilisez pas votre cas pour faire une règle.

Et n'utilisez pas non plus le cas d'un ou deux étudiants qui s'achètent un téléviseur HD pour dire que tous les étudiants font cela; c'est malhonnête, réducteur et ça vient tout simplement prouver que malgré tous vos efforts et vos sacrifices pour améliorer votre éducation, vous n'avez rien appris.

[En accord \(20\) »](#) - [En désaccord \(18\) »](#)

Envoyé par [Bonjour Docteur](#) - 23 février 2010 à 12 h 47 HNE

Nos frais de scolarité sont tellement bas au Québec que les facultés de médecine et d'art dentaire de l'Université McGill sont pleines d'étudiants en provenance du reste du Canada ou des États-Unis qui s'en retournent chez eux une fois leurs études complétées.

Idem souvent dans les autres facultés. Je connais des gens qui vivent à Toronto et à Vancouver dont les enfants étudient à McGill. Pourquoi? Parce que c'est moins cher.

30% je crois des étudiants de McGill sont d'ailleurs.

On finance à même nos taxes les études de médecins, dentistes et autres qui vont pratiquer par la suite ailleurs.

[En accord \(52\) »](#) - [En désaccord \(12\) »](#)

Envoyé par [jfh666](#) - 23 février 2010 à 12 h 47 HNE

Le VRAI problème au Québec est que l'éducation est pratiquement gratuit. Ceci engendre un autre problème, la sur-scolarisation. On se retrouve avec des téléphoneux chez Bell qui ont des Bac en finance et font 15\$ de l'heure.

Ce N'EST PAS UNE EXAGÉRATION. J'ai travaillé là-bas un bon bout, plein de gens avec des Bac qui font des téléphones à 15\$ de l'heure. Impossible d'être retable comme société quand pour travailler chez McDo il faut une maîtrise.

Ma sœur est prof au secondaire. Elle a travaillé la durant environ 5 ans, prof établi et avec un poste permanent. Elle est retournée à l'Université faire des cours du soir (au frais majoritairement des contribuables). La raison est simple, les profs sont payés en fonction de leurs nombre d'années d'études (entre autre).

Pas de promotion, pas de changement de poste, pas de changement de tâche de travail. Elle fait la même job qu'avant mais elle est maintenant

payé plus chère (au frais des contribuables) à cause qu'elle a fait une maîtrise (au frais des contribuables). Ceci n'apporte rien de positif à la société et coûte chère 2 fois au contribuable.

[En accord \(23\) »](#) - [En désaccord \(26\) »](#)

Envoyé par [gatazawa](#) - 23 février 2010 à 12 h 46 HNE

Salut,

Nous somme la province la plus taxer au pays et cela pour payer des services, L'éducation en fait parti. Je ne voit pas pourquoi les gens qui paye d'énorme taxe devrait se mettre à payer plus encore. On s'entend que si le gouvernement augmente les frais scolaire, sa m'étonnerait ben gros qui enleve les taxes scolaire que tout le monde paye. Je me dit si un jour il veulent augmenter les frais ils doivent éliminer au moins cette taxe. On dit que les canadiens sont trop endettés...vous savez se qui va arriver c'est que les jeunes vont s'accumuler des dette d'étude de 25 000\$ comme les étudiants monde en Ontario. Il vont devoir repayer cela après les études à des taux d'intérêt qui grimpe vite après les études. c'est certain que le manque de main d'œuvre qui est fort probable dans le future va être encore plus atteint parce que moi de personne vont vouloir aller s'endetter 5 ou 6 ans après leur étude à la place il vont aller travailler. bref je suis pas d'accord et je crois qu'il devrait pousser tres fort les gens sur l'être social apte au travail à retourner à l'école par obligation ou aller travailler...ils ont la garderie gratuite de toute façon alors cherche toi une job sur le banc d'école tu veut pas y aller pas d'argent à fin du mois...pis couper dans les prison pu de tv et pu de gym pu rien...du pain pis de l'eau tu veut plus de bouffe paye pour, il vont y penser 2 fois après.

[En accord \(17\) »](#) - [En désaccord \(21\) »](#)

Envoyé par [bouchardantoine](#) - 23 février 2010 à 12 h 44 HNE

Non non, il n'en n'est pas question.

Ce n'est pas aux étudiants à faire les frais de l'irresponsabilité des gouvernements. Surtout lorsqu'on sait que le gouvernement Charest a préféré baisser les impôts de 900M\$ pour les plus riches en 2007 avec les transferts fédéraux en éducation!

Et on sait que l'aide financière aux études est mal foutu, et ne convient déjà pas aux besoins aux étudiants. Saviez-vous que le programme comptabilise que 7\$ par jour pour se les repas! Ça étudie fort le ventre vide!

non mais quel bande d'irresponsables! Il en a marre des néo-libéraux! Il existe un système d'imposition progressif pour répartir la richesse. Que les riches que sont Lucien Bouchard fassent leurs justes parts! Et qu'on arrête de vouloir prostituer notre social démocratie sous de faux prétexte quand le gouvernement est même pas capable de faire appliquer les redevances minières et autres truc du genre.

[En accord \(25\) »](#) - [En désaccord \(25\) »](#)

Envoyé par [talbot01](#) - 23 février 2010 à 12 h 43 HNE

Ayant été à l'université je sais que les installations et les moyens font pitié, alors augmenter le financement de toutes les façon est une bonne choses à mon avis.

[En accord \(65\) »](#) - [En désaccord \(15\) »](#)

Envoyé par [maparizeau](#) - 23 février 2010 à 12 h 41 HNE

@P-L_C_R

Les entreprises et les gens "riches", contribue à hauteur de près de 80% des impôts payés au Québec. Alors arrêter de chialer sur le dos des riches.

Les écoles sont en faillite, le système de santé est en faillite, tout est entrain de tomber puisque les syndicats sont aveuglé par tous l'argent qu'ils croient mériter. Les politiciens n'ont aucune colonne pour mettre des mesures significatives en place.

Nous sur-finançons des programmes sociaux que nous n'avons pas les moyens de payer.

On crache sur l'Alberta mais on est super content de recevoir leur argent via la péréquation par exemple.

Au Québec, on veut tous mais on ne veut rien faire pour l'obtenir.

Typiquement Québécois!

Malheureusement, ce sont ma génération est ceux qui vont suivre qui vont devoir payer. Nous allons le faire quand même lorsque les baby boomer auront vider la caisse de régime de retraite car ils prédisent qu'il ne restera plus rien pour nous de toute façon. Alors tant qu'à avoir ce résultat, je préfère que l'on se retrousse les manches, que l'on fasse les concessions nécessaires pour améliorer l'avenir de ceux qui vont nous suivre. Car les fonctionnaires (plutôt les centrales syndicales) ne veulent rien savoir de mettre de l'eau dans leur vin, ils croient encore que tous leur aient dû! :-/

Alors c'est à nous de faire en sorte que l'hémorragie arrête.

[En accord \(58\) »](#) - [En désaccord \(40\) »](#)

Envoyé par [Blumartini](#) - 23 février 2010 à 12 h 39 HNE

100% d'accord. Les institutions académiques croulent sous les dettes.

D'autant plus que la plupart des gens qui vont à l'université proviennent de familles plus financièrement à l'aise et qu'au bout du compte ils feront davantage de meilleurs salaires (en moyenne).

OUI pour une augmentation des frais de scolarité !!!

[En accord \(48\) »](#) - [En désaccord \(31\) »](#)

Envoyé par [mouchaffeu](#) - 23 février 2010 à 12 h 38 HNE

Deux sorties à saveur politique pour Lucien Bouchard en moins de deux semaines...? Ça sent le nouveau parti politique.

[En accord \(39\) »](#) - [En désaccord \(15\) »](#)

Envoyé par [Timothy Duke](#)

23 février 2010 à 12 h 37 HNE

Moi je propose qu'on gèle les idées arriérées des lucides/putrides.

[En accord \(48\) »](#) - [En désaccord \(58\) »](#)

Envoyé par [Mathieu.D.](#) - 23 février 2010 à 12 h 36 HNE

@ marctru

tu as bien raison,

Je réussi durant mes études à épargner et à faire des placements... pourtant je réussi bien et j'étudie temps plein!

Je payerai bien 2000 de plus par an, si j'ai des prof encore plus stimulant et encore meilleur et plus réputé mondialement!

[En accord \(40\) »](#) - [En désaccord \(17\) »](#)

Envoyé par [Mariannel8](#) - 23 février 2010 à 12 h 36 HNE

@Marctru:

je suis d'accord avec vos commentaires. Quant au faible taux d'élèves québécois qui se rendent à l'université, je pense qu'il faudrait rectifier le système d'éducation au complet: les futurs universitaires, il faut les former dès le primaire. Mais avec l'état actuel du système d'éducation, pas étonnant que les jeunes ne se bousculent pas aux portes des universités.

SimonR: je suis d'accord avec vos solutions.

[En accord \(21\) »](#) - [En désaccord \(11\) »](#)

Envoyé par [j.c.virgil](#) - 23 février 2010 à 12 h 35 HNE

Pourquoi M.Bouchard, vous qui avez applaudi H.P.Rousseau pour ses 48 milliards de pertes à la Caisse de dépôt et de Placements du Québec venez vous encore une fois vous en prendre à une classe moins fortunée, soit celle des étudiants.

Quand dénoncerez vous l'évasion fiscale dont profite vos riches "amis" qui leur permet de garnir leurs comptes de banque "off shore" dans les Paradis fiscaux et de soustraire des centaines de millions au fisc québécois. Vraiment votre jupon dépasse M.Bouchard!

[En accord \(29\) » - En désaccord \(28\) »](#)

Envoyé par [charlemagne49](#) - 23 février 2010 à 12 h 35 HNE

Je favoriserais une forme de service public obligatoire à la fin des études, équivalent au service militaire, ainsi le diplôme devient rentable pour l'état, l'étudiant n'a pas à investir des ressources financières supplémentaires, le diplômé obtient ainsi un stage payé disons de deux ans dans son domaine, la fonction publique ou le para public qui l'accueille bénéficie d'un enrichissement de son profil académique à moindre cout.

[En accord \(19\) » - En désaccord \(17\) »](#)

Envoyé par [chinnocent](#) - 23 février 2010 à 12 h 35 HNE

Oublions le messenger mais pas le message. Aucun frais de services public ne devrait être gelé. Indexation obligatoire à l'inflation. On a eu le même coup avec Hydro-Québec, gel pendant des années et augmentationsssss les unes après les autres.

En ce qui concerne les frais, tant au CEGEP ou à l'Université, chacun devrait être facturé selon le coût réel. Les modes de paiement eux, devraient être modulés. Bourses pour les plus méritant, subventions pour ceux provenant de familles moins fortunées, argent comptant pour ceux qui le peuvent, points d'impôt après réception du diplôme.

Par exemple, avec des chiffres très fictifs,, quelqu'un qui coûterait 100 000\$ à former recevrait une facture de 100 000\$. L'état pourrait en payer 20 000\$ parce que l'étudiant est pas mal bon, 30 000\$ parce qu'il vient d'une famille pauvre, et le 50 000\$ serait une dette à payer dans les années qui suivent soit en argent directement, soit en payant de l'impôt au Qc ou les deux. Si quelqu'un quitte le Québec, il ne paye plus d'impôt et doit donc payer en argent avec intérêts bien sûr.

[En accord \(20\) » - En désaccord \(15\) »](#)

Envoyé par [BENe26](#) - 23 février 2010 à 12 h 32 HNE

Dites moi simplement et honnêtement qui paiera dans l'avenir pour tous ces beaux programmes qui ne coutent rien à personne et qui finissent tous par couter plus chers individuellement au bout de la ligne à cause d'une ingérence demeurée et d'une gratuité inconsciente de tous les services. Rien n'est gratuit et tout le monde devrait payer un minimum pour TOUS les services reçus. Les baisses d'impôts ne pourront jamais précéder ces hausses de tarifs car il faut bien stabiliser la crise actuelle avant de vider les coffres de la société Canadienne et québécoise. C'est bien facile de demander et profiter de la largesse du système, mais le vrai citoyen doit participer et comprendre la valeur des services qu'on lui rend. Rien n'est acquis. Tout le monde le sait.

[En accord \(32\) » - En désaccord \(9\) »](#)

Envoyé par [Webster101](#) - 23 février 2010 à 12 h 29 HNE

@. Lucidité 2010

La création de 2 Hopitaux universitaire sert à la recherche universitaire en santé. Donc, c'est de l'investissement directement en éducation et en recherche qui peuvent nous permettre de faire des découvertes de premier plan en plus de permettre à nos génies formés ici de travailler ici.

2. Je suis étudiant en génie électrique. Je travaille à l'année longue à 14000\$ par année si ce n'est pas moins. M'est parents font moins que le salaire moyen annuellement en plus d'avoir plusieurs enfants à charge. Jamais je ne vais chialer pour des hausses de frais de scolarité. Je paye mes études moi-même et je suis fier de le faire. Je veux me former, je veux apprendre, alors je dois payer pour avoir une éducation de qualité. Le monde chiale pour les frais universitaire qui augmentent, surtout les étudiants. Mais qui se paye les tv hd 40 pouces? Qui sont ceux qui font des sorties ultra boisson? L'idée dans ma réplique c'est que nous avons besoin d'une éducation de qualité et dans le monde dans lequel on vit, cela ne se fait pas gratuitement. Arrêter de tout vouloir et rien payer.

[En accord \(36\) » - En désaccord \(13\) »](#)

Envoyé par [tiguide](#) - 23 février 2010 à 12 h 29 HNE

Facile de critiquer... Passez donc à l'action et fondez-le votre parti!

En demander plus aux étudiants d'accord, mais faudrait que le financement suive. Je suis sur les prêts et bourses moi-même et malgré ce que plusieurs pensent, c'est loin d'être le "party"! Je ne sais pas comment certains font, mais je suis loin d'avoir les moyens de passer mes soirées dans les bars. Probable que leur réfrigérateur est vide...

[En accord \(27\) » - En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [yoyoyo](#) - 23 février 2010 à 12 h 29 HNE

Je suis d'accord avec les augmentations mais... N'oublions pas que l'on chiale pour avoir des medecins, des infirmieres, ... Ces gens ont besoin d'aller a l'Universite et feront le propre calcul de rentabilite. Du meme coup, nous sommes ceux qui "chargeons" le moins cher au Canada pour es etudes post secondaire mais nous sommes ceux qui sommes imposes le plus au Canada. Nous sommes aussi les plus endettes en Amerique du Nord. Que faire ? Good luck !

[En accord \(34\) » - En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [Abasclacensure](#) - 23 février 2010 à 12 h 27 HNE

Que le vrai Lucien Bouchard se lève!

[En accord \(14\) » - En désaccord \(12\) »](#)

Envoyé par [Mathieu.D.](#) - 23 février 2010 à 12 h 26 HNE

@ lucidité 2010

tu demandes aux gens qui se font acheter de s'auto-enquêter... Penses-tu vraiment qu'ils vont le régler le problème qui les enrichit ?

La corruption est partout, si tu réduit la taille de l'état, tu réduits les possibilités de corruption...

[En accord \(15\) » - En désaccord \(21\) »](#)

Envoyé par [Julien B](#) - 23 février 2010 à 12 h 25 HNE

Le doute s'élimine quant à la possibilité que Bouchard soit en service commandé afin d'appuyer les mesures du prochain budget Bachand. Tout pour nous faire croire que la «solution finale», c'est l'américanisation de nos services publics!

Pourquoi toujours se comparer aux pires?

[En accord \(27\) » - En désaccord \(23\) »](#)

Envoyé par [papuse](#) - 23 février 2010 à 12 h 25 HNE

Une donnée non mentionnée et que M. Fortin a affirmé . est que les revenus des québécois sont INFÉRIEURS À L'ONTARIO DE 15%

Que Charest se le tienne pour dit une fois pour toute et qu'arrête de se comparer à l'incomparable.

[En accord \(33\) » - En désaccord \(13\) »](#)

Envoyé par [marctruc](#) - 23 février 2010 à 12 h 24 HNE

«Le vrai problème au Québec, c'est qu'il y a c'est que les entreprises et les gens qui gagnent plus de 100 000\$ ne contribuent pas suffisamment au financement des services public.». Encore des faussetés entretenues par les gauchistes. Les quelque 169000 contribuables québécois qui gagnent 100 000 et + (et on en a pas beaucoup dans notre province comparé à l'Ontario et la CB) paient plus de 30 % de tous les impôts même s'ils représentent 2% de tous les payeurs d'impôts déjà fort peu nombreux dans notre belle province (41 % des contribuables du Qc ne paient pas d'impôts et ce ne sont pas les riches). Bref vous chiez tout-le-temps mais ne faites rien concrètement pour remonter l'économie du Qc. Comme gros gros parleurs et très très petits faiseurs!

[En accord \(54\) » - En désaccord \(48\) »](#)

Envoyé par [iboc23](#) - 23 février 2010 à 12 h 23 HNE

"Les universités sont sous-financées de l'ordre de 30% par rapport aux universités canadiennes" Avez-vous fini de nous comparez à tout bout de champs au Canada? Y'a tu moyen de faire des statistiques avec d'autres pays où la culture est similaire à la nôtre!

[En accord \(46\) » - En désaccord \(47\) »](#)

Envoyé par [marctruc](#) - 23 février 2010 à 12 h 21 HNE

Bravo! C'est le Q au complet qui se doit DÉGELER! On est dans le coma identitaire depuis trop longtemps. Y faut que ça bouge avant qu'on ne devienne encore plus pauvre! Présentement on a les frais de scolarité les plus bas de toute l'Amérique du Nord et bizarrement on a un des plus faibles taux d'étudiants qui vont à l'université. Preuve par 1000 que l'argent n'est pas un obstacle à faire des études universitaires car autrement on devrait avoir le plus haut taux d'entrée à l'université. Mais au Qc on en est pas à une incohérence près. On est distinct ne l'oublions pas (le slogan je me souviens devrait s'appliquer à cet état).

[En accord \(36\) » - En désaccord \(39\) »](#)

Envoyé par [papuse](#) - 23 février 2010 à 12 h 20 HNE

Ils sont 16 à vouloir ce dégel et le média nous montre encore Bouchard, à croire qu'il est seul. On le croirait devenu en mission commandée ou bedon il est devenu l'agent 007 . Faut détruire ses allégeances libéralessitôt la mission achevée.

[En accord \(22\) » - En désaccord \(31\) »](#)

Envoyé par [SimonR](#) - 23 février 2010 à 12 h 18 HNE

C'est une solution mais elle n'est pas très originale. Car il est vrai que nos universités sont sous-financées c'est-à-dire que leurs budgets ne rivalisent que de loin avec les autres du continent. Hausser les frais/droits de scolarité semble être une solution très simple et pour se déculpabiliser, on donne une partie des revenus aux pauvres. Heureusement, cela aura pour effet d'augmenter le degré de responsabilisation des étudiants.

J'en ai aussi:

- Permettre une imputabilité sur les montants recueillis par les "droits" en trouvant un meilleur terme technique qui permettra encore d'affirmer



que l'école post-secondaire est gratuite (ironie). Ensuite, l'étudiant saura pour quoi il paye.

- Diminuer les charges sociales que l'étudiant paye comme la bière pour les 5% de membres actifs de son association. Et d'autres frais bizarres.

- Trouver une structure d'enseignement permettant un mixage entre chargés de cours et professeurs. Car la qualité des professeurs diminue constamment dû aux salaires peu concurrentiel. Ainsi, on pourrait utiliser les professeurs plus efficacement.

- Créer des programmes fiscaux (remboursement partiel des droits) lors de la rétention des étudiants étranger au pays. Et peut-être songer à faire des profits avec les droits de scolarité demandés aux étrangers.

- Créer des programmes efficaces servants à connecter la sortie de l'université et son enseignement sur le marché du travail.

- L'orientation scolaire efficace des étudiants dès le secondaire...etc.

[En accord \(13\) »](#) - [En désaccord \(14\) »](#)

Envoyé par [lucidité 2010](#) - 23 février 2010 à 12 h 12 HNE

M. Bouchard, pourquoi ne pas parler qu'une enquête public pour contrer la corruption, les collusions en construction pourrait financer les déficits des universités!

30% de sauver pour des contrats sans soumissions aux ministres libéraux, puis ceux aux amis du pouvoir pourraient surement servir à payer tout l'éducation au Québec!

Pourquoi 2 CHUM m. bouchard, des milliards qui pourraient servir en éducation!

Lucide à l'envers!

[En accord \(78\) »](#) - [En désaccord \(41\) »](#)

Envoyé par [épaulard68](#) - 23 février 2010 à 12 h 10 HNE

Absolument d'accord avec l'impératif de trouver une solution au financement insuffisant des universités. Pas contre, l'augmentation des frais de scolarité, même si elle est compensée par une bonification du régime de prêts et bourses (qui sont surtout des prêts, ne l'oublions pas) fera payer la note uniquement aux générations à venir. C'est profondément injuste, car un tel choix de société doit être assumé par tous.

L'argent est dans les poches des baby-boomers, qui ont outrageusement profité d'un système taillé sur mesure pour eux-mêmes par eux-mêmes. Raz-le-bol de toujours payer la facture à leur place.

Et pour ceux qui diront que les universités ne profitent qu'aux jeunes, rappelez-vous que c'est dans leur murs que s'effectue la recherche dans le but de trouver, entre autres, des solutions aux problèmes de santé de la population vieillissante.

[En accord \(76\) »](#) - [En désaccord \(46\) »](#)

Envoyé par [sosquebec](#) - 23 février 2010 à 12 h 08 HNE

De toutes ces mesures, l'une des plus évidentes et qui a été suggérée aujourd'hui par Lucien Bouchard, est la hausse des frais de scolarité universitaires: ils sont très bas au Québec, en comparaison du reste de l'Amérique. Lorsqu'on étudie à un niveau avancé, on investie dans son avenir et dans son futur revenu, il est donc normal que l'on assume une part plus significative de cet investissement. Donnons accès à des prêts aux étudiants sérieux pour permettre à tous d'accéder à des études supérieures dans les domaines en demande (et payants), mais évitons de maintenir à grands frais des program-

mes où les taux de placement reliés à la formation sont ridiculement bas et où il y a beaucoup trop de diplômés (ex. sciences humaines).

[www.sosquebec.blogspot.com/](#)

[En accord \(58\) »](#) - [En désaccord \(52\) »](#)

Envoyé par [pmarchi](#) - 23 février 2010 à 12 h 06 HNE

Il serait intéressant que quelqu'un calcule le salaire moyen de ces "personnalités". Il est probable que même avec les mesures désastreuses qu'ils proposent, ni leur enfants, ni leurs petits-enfants n'auront de problème à s'acheter le diplôme qu'ils désirent...

Sur le fond, c'est une très mauvaise idée. On plaide qu'on aura les moins favorisés, c'est bien beau, mais après ça c'est donc les jeunes de classe moyenne qui devront s'endetter pour étudier.

De plus, avec un tel système, oubliez la médecine sociale, oubliez les avocats qui oeuvrent avec des organismes communautaires ou à l'aide juridique: les finissants de ces disciplines n'auront pas d'autre choix que de choisir les emplois les plus payants dans leur secteur, c'est-à-dire souvent le privé...

[En accord \(80\) »](#) - [En désaccord \(58\) »](#)

Envoyé par [vctmtl](#) - 23 février 2010 à 12 h 06 HNE

Une chance que Lucien est là pour nous brasser la cage un peu.

[En accord \(53\) »](#) - [En désaccord \(78\) »](#)

Envoyé par [Pere-Plex](#) , 23 février 2010 à 12 h 06 HNE

Si cela fait quinze ans qu'il sont gelé, pourquoi ne pas l'avoir fait quand vous étiez PM... C'est bien votre style ca M. Bouchard...ce cacher derrière un autre...

[En accord \(72\) »](#) - [En désaccord \(44\) »](#)